

Nouvelles rumeurs
sur la santé
de M. Andropov

LIRE PAGE 7
L'ARTICLE DE
DOMINIQUE DHOMÈRES

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

« Le Monde de l'économie »

Pages 19 à 22

L'Europe manque d'enfants
Le point sur la conjoncture
en France

L'opposition libanaise veut contraindre le président Gemayel à se retirer

Un pays aux abois

Lorsqu'on croit qu'il a enfin touché le fond de l'abîme, le Liban démontre, pour son malheur, que le pire est à venir, et que le cinquième acte de sa tragédie n'est pas le dernier. Or, on se le rappelle, en effet, à propos de la démission du premier ministre, M. Wazzani, de crise gouvernementale. Ce qui reste d'Etat est mis en jeu par un acte hautement symbolique. Contraint à déclarer forfait, le chef du gouvernement ouvre une crise de régime. Le même homme qui avait naguère, étonné le président Sarkis en acceptant de ses mains une mission impossible ébrale l'une des colonnes du pacte national, qui voulait qu'un musulman sunnite apportât sa caution au chef de l'Etat chrétien.

En dépit des consultations qu'entame le président Gemayel — vocabulaire bien désolé en de telles circonstances —, on ne voit pas en effet qu'il succèdera, et surtout comment prétendre succéder, à M. Chafic Wazzani. Alors que, depuis quelque temps, le vieux dirigeant sunnite modéré, M. Saeb Salam, a déjà pris ses distances et que l'offensive chite a revêtu une incroyable violence, tout change : constitutionnel paraît un exercice vain et dérisoire.

Au moment où M. Nabil Berri, dirigeant chite longtemps modéré, s'écroule devant les extrémistes de son propre camp, et, venant de leur langage, appelle à renverser le « Nour de Beyrouth », les successeurs au sein des communautés musulmanes rendent tout repliage impossible. Enfin, et surtout, les appels à la désobéissance en direction de l'armée menacent de priver le pouvoir de son seul véritable atout et de jeter le pays dans le chaos.

L'appel pathétique à la réconciliation que vient de lancer M. Amin Gemayel peut-il arrêter une telle évolution ? La Syrie, qui demeure, fût-ce en conscience, le partenaire principal du drame, a si évidemment poussé à l'intransigeance ses alliés, notamment M. Walid Joumblatt, qu'elle paraît avoir juré la perte du chef de l'Etat. Celui-ci est sommé d'abandonner l'accord passé avec Israël, ce qu'il peut difficilement faire sous la menace. Or c'est à cette condition expresse que l'opposition se dit prête à accepter la nouvelle conférence de Genève proposée pour le 27 février par M. Gemayel.

Le président libanais, n'ayant pu ni vaincre sur le terrain ses adversaires, ni les amadouer autour du tapis vert, ni même établir sur son propre camp une légitimité indiscutable, est dans une situation apparemment désespérée. A l'extérieur, ses alliances trop foibles avec Washington l'ont empêché d'avoir des paroles et flaque d'un contingent de « marines », maintenant certes avec vigueur par M. Reagan, mais inopérants. Même l'Arabie Saoudite semble désormais avoir renoncé à porter assistance au chef de l'Etat libanais.

Seule la Syrie, pourtant, est en mesure de lui porter le coup de grâce. Le fera-t-elle ? Elle doit prendre en compte une éventuelle réaction israélienne, bien que pour le moment l'attitude de Jérusalem paraît plutôt timide, et le président Assad peut trouver son intérêt à une longue période de désordre et de confuses tractations à Beyrouth.

Pris dans le naufrage, cherchant en vain un moyen d'aller M. Gemayel dans l'épave, les Occidentaux voient avec consternation le Liban s'enfoncer dans la situation qui fut, selon Montesquieu, celle de l'Empire romain. Lui aussi ne supportait ni ses maux ni leurs remèdes.

La démission du premier ministre ouvre une grave crise politique

Correspondance

En acceptant dimanche 5 février la démission de son premier ministre, M. Chafic Wazzani (musulman sunnite) et de son cabinet, le président Gemayel s'est chargé de l'expédition des affaires courantes et a annoncé son intention de former un « gouvernement d'union nationale ». Le chef de l'Etat appelle à un second « congrès de réconciliation nationale », le 27 février prochain à Genève. (Voir page 3.)

Cet appel n'a nullement mis fin aux combats dans la banlieue sud de Beyrouth, dont certains quartiers ont été pillés, alors que les combats faisaient rage à Chiyah, fief du mouvement chite. Deux importantes positions de l'armée à Mar Mikhael et Sfar, dans les faubourgs sud, ont été la cible d'attaques, qualifiées par la radio officielle de « fondatrices ».

Damas. — Loin d'amadouer l'opposition libanaise, la démission du premier ministre, M. Chafic Wazzani, et de son gouvernement paraît au contraire conforter M. Walid Joumblatt et ses amis dans leur intransigeance à l'égard du président Gemayel. « Il n'est pas question que nous participions à un gouvernement d'union nationale, ni que nous reprenions le dialogue avec Amin Gemayel qui vient pratiquement de démissionner », nous a déclaré M. Marwan Hamadé, bras droit du dirigeant chite, dimanche 5 février à Damas. Il a confirmé en même temps que l'objectif du Parti socialiste progressiste était désormais la démission du chef de l'Etat libanais.

« Nous allons lutter par tous les moyens possibles pour renverser Amin Gemayel. Après on pourra peut-être commencer un dialogue », nous avait dit la veille M. Joumblatt dans son quartier général, un confortable appartement à Mezzé dans la banlieue de Damas. Comme pour appuyer ses propos, un poste de radio déversait dans la pièce voisine des marches militaires diffusées par la station du PSP, qui a commencé à émettre le 1^{er} février depuis la montagne libanaise.

M. Walid Joumblatt se déclare convaincu qu'il n'y a plus d'accord possible avec le président Gemayel. L'appel de ce dernier à une reprise

des pourparlers de Genève semble donc bien être tombé dans le vide à Damas, où l'impression est que tous les points sont désormais coupés entre l'opposition et l'Etat libanais. En fait, c'est un constat que le médiateur saoudien, M. Rafic Hariri, rentré soudainement à Ryad, lundi dernier, avait déjà dressé.

Dans un « mémoire » daté du 22 janvier et remis notamment aux gouvernements de la Communauté européenne, le Front de salut national — codirigé par M. Joumblatt, par l'ancien premier ministre Rachid Karamé et par l'ex-président Soleiman Franjé — accuse le président Gemayel d'être revenu, sans explications, sur plusieurs clauses du plan de sécurité élaboré à la suite de la conférence de Genève en novembre dernier et de n'avoir pas donné suite aux propositions qui lui ont été faites par la suite.

Mais les dirigeants de l'opposition reprochent surtout au président libanais d'avoir « trahi » le mandat qui lui avait été donné à Genève pour convaincre les Américains de la nécessité d'annuler l'accord israélo-libanais du 17 mai 1983.

EMMANUEL JARRY.

(Lire la suite page 3.)

LES CONTRE-PROPOSITIONS DE L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE

Le siège et le boulet

Par la voix de M. Michel Bouchard, secrétaire général du CNAL, les laïques ont réagi très négativement aux contre-propositions présentées dimanche 5 février par l'enseignement catholique. Celui-ci, ne voulant pas de fonctionnarisation de ses maîtres, propose de leur garantir l'emploi et la rémunération.

La gauche traîne comme un boulet le dossier de l'école privée. Parce qu'il illustre l'insoluble contradiction de ses projets d'opposition et de sa pratique de pouvoir. On assiste à ce paradoxe : plus le temps passe, plus la gauche gouverne, plus l'opposition paraît sensible aux arguments des défenseurs du « privé », plus l'enseignement catholique a le vent en poupe. Son discours passe bien, ses contre-propositions, formulées au

M. Mitterrand a rendu ses arbitrages sur les restructurations industrielles

- L'UNEDIC participera au financement des congés de reconversion
- Un Fonds spécial serait installé à côté du Fonds industriel de modernisation
- Un projet de loi sera déposé pour favoriser la création d'entreprises

M. François Mitterrand a examiné pendant le week-end les propositions que lui avait remises M. Pierre Mauroy en conclusion du séminaire gouvernemental qui s'était tenu le lundi 30 janvier, à Versailles, pour mettre au point le plan d'accompagnement économique et social des restructurations industrielles.

Le président de la République a prononcé plusieurs arbitrages, laissant au gouvernement le soin de négocier avec les organisations syndicales — dont les principaux représentants doivent être consultés, lundi et mardi à l'hôtel Matignon, par le premier ministre — les modalités d'application du dispositif qui sera arrêté par le conseil des ministres du 8 février.

M. Mitterrand a notamment tranché la principale controverse, à savoir la manière dont sera assuré le financement des « congés de reconversion » qui permettront aux ouvriers en « sureffectif » de ne pas être automatiquement licenciés, c'est-à-dire de demeurer officielle-

ment rattachés à leur entreprise, pendant une période de formation ou de stage, avant de bénéficier d'un reclassement. Le chef de l'Etat a donné son aval à la méthode de financement préconisée par le chef du gouvernement et le ministre de l'économie, des finances et du budget, M. Jacques Delors : la charge financière de ces « congés » sera partagée entre l'entreprise, le régime d'assurance-chômage (UNEDIC) et l'Etat.

Le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, Pierre Bérégovoy, s'était montré très réservé sur une éventuelle participation de l'UNEDIC, arguant qu'une telle décision risquerait de déséquilibrer l'ensemble du régime d'assurance-chômage, alors qu'un nouvel accord de principe vient à peine d'être signé entre les partenaires sociaux, après trois mois de négociations très difficiles. M. Mitterrand n'a pas été convaincu, semble-t-il, par cette argumentation, mais il a demandé à M. Mauroy de

prendre toutes les précautions nécessaires afin que le nouveau régime de l'UNEDIC ne soit pas compromis par le mode de financement retenu pour les congés de reconversion.

D'une façon générale, le président de la République n'a pas remis en cause les redéploiements budgétaires nécessaires pour le financement du dispositif mais il a souhaité que les prêts participatifs soient, dans ce but, utilisés pleinement.

M. Mitterrand a opéré, d'autre part, pour l'institution, à côté du Fonds industriel de modernisation, mis en place l'an dernier, d'un Fonds spécial chargé de financer les créations d'entreprises et d'activités nouvelles dans les régions en difficulté.

Enfin, le président de la République a accentué davantage le volet « offensif » du plan d'accompagnement gouvernemental que le premier ministre avait inclus la semaine dernière dans son plan de défense de l'emploi.

ALAIN ROLLAT.

(Lire la suite page 41.)

DEMAIN

Comment déclarer vos revenus ?

« Le Monde » du mardi 7 février (numéro daté du mercredi 8) publiera sept pages spéciales consacrées aux déclarations de revenus 1983 et au calcul de l'impôt pour 1984

CHRISTIAN BOLTANSKI AU CENTRE GEORGES-POMPIDOU

L'enfance de l'art

Hier, après 1983, date à laquelle il a commencé à se manifester, Christian Boltanski fabriquait des petites boutelles de terre en quantité invraisemblable, s'employait à réunir les bribes de son passé vrai ou inventé, collectait de vieilles photos jaunies : c'était lui à tel âge, lui à tel endroit, lui avec tant... Il rejoignait les gestes de son enfance, taillait des aures, bricolait des jouets, mettait ça dans des boîtes, les exposait sous vitrines, dans des galeries, dans des musées. Bref il s'occupait de lui, de son image.

Cela ne nous concernait peut-être pas beaucoup, mais c'était curieux, et après tout cette enfance reconstruite, pouvait bien être la nôtre. Mais ce n'était pas bien joli, et cela faisait surtout figure de provocation, parmi d'autres provocations, en ces temps d'avant-garde prête à tout faire pourvu que cela ne ressemble pas à un objet d'art, prête à couler toutes les formes de la création artistique dans des pratiques relevant des sciences humaines, de la sociologie, de l'ethnologie, de l'anthropologie, ou du structuralisme.

Cela ne nous concernait toujours pas tellement, ou seulement comme un témoignage d'une époque malgré tout sereine (on envisageait encore quelque bel avenir pour

l'homme) — si au fil des années 70 ce long travail mené sur sa personne, Boltanski ne l'avait pas fait déboucher sur de grandes et belles images. Pour que chacun puisse à son tour imaginer tout ce qui lui chante.

Des images simples, pas faciles à analyser, parce qu'elles ne sont pas faites pour ça, mais pour vous saisir d'émotion, vous entraîner sur les terrains du merveilleux et de votre enfance. Cela suppose beaucoup de préparation — on ne s'improvise pas marchand de rêves ou fabricant d'illusions, — beaucoup de connaissances sur l'homme et la vie, beaucoup de réflexion sur la nature des images, de toutes les images, savantes et populaires, sur la photographie, et le cinéma, et la peinture : les œuvres récentes de Christian Boltanski sont le produit unique des trois, ce sont des photographies auxquelles on adhère comme à des gros plans cinématographiques, mais qui ont un grain, une présence, la teneur de peintures. D'ailleurs Boltanski se dit peintre et pas du tout photographe. Ce en quoi il n'a pas tort.

Ce qui s'est produit d'hier à aujourd'hui, l'exposition du Centre Georges Pompidou en montre quelques morceaux : pas tout — ce n'est pas une rétrospective, — mais assez pour faire comprendre la distance

que l'artiste a mise entre lui et son œuvre. D'un côté, il y a la vie dans l'œuvre, de l'autre les œuvres. En fait, Boltanski est passé une première fois de l'essai de reconstruction de son passé, de ses gestes, de ses souvenirs, à l'essai de reconstruction du passé des autres, à leur histoire à partir de photo-souvenirs (l'Album de la famille D) : ou en se livrant à l'inventaire d'objets (du mouchoir à l'armoire) ayant appartenu à X, Y, ou Z qu'il s'est proposé de présenter comme témoignage de l'existence de personnes disparues, dans des musées, comme des œuvres d'art. Ce qui ne lui a pas toujours été accordé.

Puis il a envoyé tout cela promener, et après une ultime reconstitution pseudo-autobiographique, ce qu'il a appelé les « 3 Saynettes comiques », où sur le mode du Grand Guignol, il règle ses derniers comptes avec lui-même (tout au moins à travers son œuvre), il s'est préoccupé de construire des images sur le mur.

Il s'est mis à utiliser la photo couleur, à exploiter l'agrandissement, il a introduit le principe du détournement, qui vous coupe de tout, de la réalité quotidienne, de l'anecdote.

GENEVIEVE BREERETTE.

(Lire la suite page 15.)



Dictionnaire des religions

Sous la direction de Paul Poupard

Par ordre alphabétique et sous forme de lexique, toutes les religions qui ont marqué, depuis les origines jusqu'à nos jours, l'évolution intellectuelle et spirituelle de l'humanité. 1 500 entrées. 1 856 pages - 495 F.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Le Monde

idées

La banlieue autrement

par JACQUES FLOCH *

BANLIEUSARD d'une grande agglomération de la province, maire d'une commune périphérique, j'éprouve cependant, à chaque retour de Paris où m'appellent mes activités parlementaires, un sentiment de bien-être à retrouver ma ville.

Ma ville ? N'est-ce pas une impudence de qualifier ainsi ce territoire aux quatre-vingts lieux-dits qui, au cours des vingt dernières années, s'est structuré en sept principaux quartiers d'habitat. Ma ville ? Qui la connaît lorsqu'il traverse la sortie de Nantes par les routes de La Roche et de Pornic ?

Ma ville, n'est-ce que cette Cité radieuse aux mille habitants que Le Corbusier, il y a vingt-cinq ans, a posée au milieu d'un parc, non loin de la mairie et de l'église ? N'est-ce que ce village de navigateurs et de pêcheurs, premier par les ans, blotti sur la Loire ? N'est-ce que cette cité de barres, aux huit mille habitants, géométriquement disposées à l'emplacement du superbe parc du château, éliminé pour répondre, vite et pas cher, à l'appel des familles modestes en quête de logements voici vingt-cinq ans ?

Ma ville, qui la connaît, qui s'y arrête, qui y revient ? Bien sûr, maintenant, on y vient pour faire de bonnes affaires dans ses deux hypermarchés, il y a plus de deux mille emplois sur la zone d'activités montées de toutes pièces depuis quinze ans.

Mais les jeunes, mais les sorties le soir, mais les cinés, mais les bibliothèques, mais les rencontres imprévisibles... toutes « l'ambiance citadine », c'est au centre ville que l'on croit davantage la trouver.

En somme, la banlieue serait anonyme, insipide, et la vie y serait grise, définitivement. En raison de ce que je ne saurais que de la masse critique, la banlieue serait condamnée à être à jamais le satellite pourvoyeur de clients au centre ville. Plus, si l'on n'en tenait aux faits divers sans cesse mis en avant par les médias, la banlieue secrèterait systématiquement, et de plus en plus, le mal de vivre, la délinquance, la destruction du tissu social.

Bien sûr, poussés à leur paroxysme d'inconfort des logements, de surpeuplement et d'incapacité d'habitat social, quelques ghettos d'habitat social nous montrent ce qu'il ne faut pas laisser faire. Ce sont les cas aberrants produits par l'absence de maîtrise sur l'organisation de la ville et aussi par l'incidence trop importante des lois du profit immédiat en vigueur sur le marché du logement.

Cependant, plus particulièrement en province, où la population des

grandes agglomérations s'est très

rapidement accrue depuis vingt-cinq ans, la banlieue est devenue le bouillon de culture de la nouvelle civilisation urbaine en train de naître. Pousant au rythme des vagues, successives ou cumulées, de grands ensembles collectifs, de cités pavillonnaires, de villages résidentiels, les villes de banlieue en province ont vu se joindre à la population en place, parfois autour du bourg et de quelques hameaux, les familles ouvrières rejetées par le centre ville, les jeunes ruraux en surplus dans les fermes, les classes moyennes à la recherche d'un habitat abordable, mais aussi des cadres et professions libérales preneurs de sites résidentiels.

Socialement, c'est alors la remise en cause, l'éclatement des modes de vie, des manières d'être traditionnelles. Des structures nouvelles se forment, et c'est l'irruption du mouvement associatif, tous stimulés et multipliés. Les enfants, les jeunes, les personnes âgées, les familles, l'entraide, le sport, la musique, la lecture, le théâtre, les fêtes... sont les objets de multiples initiatives qui illustrent patiemment la trame de la nouvelle citoyenneté.

(*) Député PS de Loire-Atlantique, maire de Rezé.

Est-ce un hasard si, dans le centre ville, se diffuse la « culture octroyée », certes riche de l'histoire et de talents reconnus, alors que la banlieue favorise la « culture expérimentale », au cœur de petits groupes d'expressions ? Est-ce un hasard si le centre-ville entretient à grands frais son équipe professionnelle de football, alors que la banlieue dispose d'un nombre impressionnant de pratiquants dans tous les sports ? N'est-ce pas en banlieue que naissent des innovations que s'expérimentent en vraie grandeur des projets pour demain, tels l'informatique à l'école ?

Ainsi, on pourrait dire que la situation de banlieusard appelle à trouver en soi et autour de soi des réponses à ses besoins et aspirations. C'est ainsi qu'est favorisée l'émergence d'une société plus attentive, plus chaleureuse.

Il est temps désormais que cesse la vision péjorative de la banlieue, car c'est aussi là où il se passe des choses décisives. Il faut s'attacher maintenant à créer un environnement urbain qui favorise et valorise les nouveaux modes de vie. Désormais, la couleur, la lumière, la belle architecture, les beaux jardins ont « droit de banlieue ».

LU

« CINQ CENTS JOURS A NANKIN », d'Yves Cabrol

Un rendez-vous manqué ?

L'EXPERIENCE du séjour en Chine est toujours actuelle. Dieu sait ce qui vous y attend, qui sera à ce rendez-vous auquel bien peu d'Occidentaux se sont rendus avec indifférence. Yves Cabrol moins encore que d'autres, chez qui on décèle, sinon cette « curiosité sans préjugés » qu'il recommande, du moins une affection, un goût de connaître les hommes et les femmes, de se fonder avec eux dans cette « mer de vides » qui envahit les rues de Nankin, une ardeur enfin qui promettrait de fructueuses rencontres.

Les souvenirs — et le livre — sont là pour témoigner qu'en ces cinq cents jours il s'est bien passé quelque chose et que ces deux années de « coopération » ont été l'occasion de quelques découvertes. Pas tout à fait toutefois, semble-t-il, celles qu'attendait ou espérait Yves Cabrol. S'il affirme sa volonté de « tolérance », force lui est bien de constater d'abord toutes les entraves qu'une société qui n'a jamais été très ouverte —

avant même de s'engager sur la voie dite du « socialisme réel » — impose aux étrangers dans leurs contacts avec ses propres citoyens. Découverte aussi du bureaucratisme, des « hommes aux stylos et aux clés » qui régissent en petits tyrans sur leurs administrés immédiats, attentifs seulement à éviter l'imprudence qui leur vaudrait d'être tyrannisés à leur tour par les potentats de l'échelon supérieur. Surveillance, contraintes, inégalités, pauvreté, mise en scène politique, tout cela fait effectivement partie de la réalité chinoise, et si l'auteur schématise et caricature parfois, ce qu'il rapporte correspond le plus souvent à des faits que seuls les ignorants ou les inconditionnels bêtards acceptent de se dissimuler.

Est-ce pour autant toute la réalité chinoise ? Quand Yves Cabrol avoue que pendant quelques mois « le temps aura eu de plus en plus de mal à passer » et qu'il décide finalement d'écouter son séjour, le sentiment s'impose que celui-ci

lui a surtout laissé un goût de profonde frustration. On s'en doutait un peu, à vrai dire, depuis quelques réflexions surprenantes ou simplistes qui figuraient dans la première partie de l'ouvrage. Par exemple lorsque la Chine est décrite comme un pays « où il n'y a guère de fantasmes et où les dévotions sont désagréablement pieuses » (1). Ou bien : « La meilleure façon de penser, en tout cas la plus sûre, est de ressortir mot pour mot les éditoriaux du jour. » Penser ou parler ?

Le vrai et l'exact se mêlent dans ce témoignage déçu, écrit avec verve mais parfois un peu trop au fil de la plume — au risque de quelques contradictions. A chacun son voyage en Chine. Ce livre d'Yves Cabrol semble bien avoir été l'occasion d'un rendez-vous manqué.

ALAIN JACOB.

* Cinq cents jours à Nankin. Yves Cabrol. Editions Lien commun, 300 p., 79 F.

LETTRES AU Monde

Un seul côté des choses

Dans le Monde du 24 janvier a été publié un encadré intitulé « J'aime mon papa, j'aime ma maman ». Cet article ne présente, hélas, qu'un seul côté des choses. Voici qui rétablirait la vérité.

« J'aime ma maman, j'aime mon papa » (suite)

« Ça y est. Le juge a permis à mon papa de venir me chercher. Nous sommes montés dans sa belle auto. Mon papa a une grande maison entourée d'un jardin. Quand je suis arrivée chez lui, une jolie poupée et un train électrique m'attendaient. J'ai été très contente. Une dame était là. Papa m'a dit que je devais l'appeler Maman. Elle a été gentille avec moi et m'a déshabillée pour me mettre des beaux vêtements qu'elle venait d'acheter pour moi. J'ai regardé la télé aussi longtemps que je l'ai voulu. Je me suis couchée très tard. J'ai beaucoup mangé. Avant de partir, la dame m'a dit les habits et m'a remis ceux que je porte tous les jours. Papa m'a dit que je ne pouvais pas emporter le train et la poupée. Ils resteraient chez lui avec les habits. Je retrouverai tout quand je reviendrai. J'étais contente de ma journée. Maman m'attendait à la porte de notre petit logement : j'ai vu qu'elle avait les yeux rouges. Elle m'a dit : « Ton papa a beaucoup d'argent, mais il ne t'en donne pas. Je voudrais bien te gâter, mais je ne le peux pas. Pourquoi Papa n'essaye-t-il pas de s'entendre avec Maman pour me rendre heureuse... »

Cécile.

Cette réponse est strictement conforme, soyez-en sûr, à une réalité dont j'ai eu un exemple tout récemment encore.

CLAUDE WILLARD, avocate honoraire à la cour (Paris).

La protection de la loi

A propos du même encadré publié dans le Monde du 24 janvier, nous avons reçu de M^{me} Gabrielle

Bertrand, présidente de l'association nationale Défense des enfants enlevés (Privas), une longue lettre dont nous publions des extraits :

Il peut en effet exister des mères célibataires qui s'opposent à ce que les pères naturels voient leurs enfants. Dans ce cas, le loi prévoit pour les pères — qui ont reconnu les enfants — les mêmes droits sur l'enfant que s'ils étaient pères légitimes.

En ce qui concerne les couples légitimes, les droits de visite, d'hébergement ou de garde sont donnés aux parents dans l'ordonnance de non-conciliation, puis dans le jugement de divorce.

En ce qui concerne les couples non légitimes, le père naturel peut, s'il le désire, demander le prononcé d'un jugement qui statuera sur les droits de visite, d'hébergement et de garde dans les mêmes conditions que si le père était légitime. Seul l'intérêt de l'enfant doit guider les décisions des juges, et si celui-ci décide généralement de confier la garde à la mère, c'est parce que celle-ci a prodigué et prodigue encore les soins matériels (lessive, préparation des repas, etc.) que requiert un jeune enfant ; si l'enquête sociale montre que le père a prodigué ces soins, le juge confie, en conséquence, la garde au père naturel.

A la suite du dossier sur l'UNESCO établi par J.-P. Péronet-Hugot (le Monde du 18 janvier), plusieurs lecteurs nous ont écrit dans un sens généralement favorable à l'emploi d'une langue « neutre », comme l'espéranto, au sein des organisations internationales. M. Germain Priot, chroniqueur à la Dernière Heure de Bruxelles nous informe que « l'Académie internationale des sciences, réunie à Saint-Marin, fin décembre 1983, a adopté l'espéranto comme langue de travail privilégiée, en raison de sa précision, de sa concision, de sa neutralité, de sa facilité d'étude et de son adéquation à l'ordinateur » ; que l'espéranto est actuellement enseigné dans plus de quatre-vingts universités et instituts supérieurs de dix-sept pays, dont le Japon, l'Union soviétique, les Etats-Unis, la France (Aix-en-Provence, Rennes et Clermont-II), etc.

M. Jean-Marc Darzelle, agrégé de philosophie et de lettres, estime pour sa part qu'« une langue auxiliaire neutre, comme l'espéranto, est la seule outil qui permette à chacun de sauvegarder sa culture sans compromettre celles des autres ». Il nous signale qu'un X^e congrès cybernétique international tenu en août 1983 à Nemur, « le tiers des conférences traitant de l'espéranto, troisième langue officielle de l'Association des cybernéticiens ». « J'ai pu écouter, nous précise-t-il, des exposés d'Allemands, de Chinois, de Bulgares, de Polonais, d'Italiens, en espéranto, sans système de traduction ». Il ajoute : « 1987 verra le centenaire de l'espéranto : ce sera l'occasion de rappeler à tous la solution à nos

Etat de droit,

Etat de droite...

La France, pays de droit, virtuellement peu à peu au « droit de ne pas » ?

Les instructions données aux services de police opérant sur la voie publique confèrent aux citoyens le droit de ne pas avoir une sale gueule.

Le projet de loi sur la presse, par son article 11, donne au créateur de journaux un peu plus malin que le moyennement « faible » le droit de ne pas diffuser son quotidien à plus de 15 % de la diffusion globale des autres. Et tant ne pour lui s'il atteint 18 % : il sera persécuté.

La toute récente (23 janvier) décision du secrétaire d'Etat à la mer donne aux armateurs le droit de ne pas faire construire trop bon marché. S'ils s'y risquent, la CGT se mettra en colère.

Les jeunes filles mineures emprisonnées pour quelque temps dans le droit de ne pas recourir à l'IVG, malgré l'autorisation de leurs parents, sauf après le délai légal de douze semaines : elles auront ainsi le droit de ne pas refuser d'être incarcérées à nouveau pour avoir enfreint la tant décriée loi sur l'IVG, dite loi Veil.

Les journalistes ont le droit de ne pas se marier lorsqu'on leur demande de traîner leurs sources. Surtout, évidemment, à se retrouver en cellule, aux ordres d'une « justice » qui n'a pas le droit de se tromper.

Qui, la France est un Etat de droit, de fait, voire de votes du même nom. Les électeurs, eux, oseront-ils encore prendre le droit de se tromper à nouveau ? A moins que, pour parachever l'édifice, une loi, faute d'instaurer le droit de ne pas voter, imagine plus franchement le non-droit de voter.

An fond, la France, Etat de droit, socialiste, devient bel et bien un Etat de droit... de droite marxiste.

MARC DANCER (Paris).

« In memoriam »

« N.N. Mascullin », écrit sur les tombes des « disparus » argentins. Si ma mémoire est bonne, « N.N. » est plus qu'« Inconnu » : « N.N. » serait « celui qu'on ne sait pas », les initiales dont on ignore tout. Unies à « masculin », par exemple, ces initiales forment une phrase au sens monstrueux : « cela qu'on ne sait pas, masculin », ou « chose masculine ».

« N.N. » ne se traduit pas par « Inconnu » (on dirait dans ce cas

UNESCO et espéranto

problèmes linguistiques inter-ethniques.

Mais « tant de gens bien intentionnés considèrent [les espérantistes] comme des fétistes », note M. Robert Lhéry, président de l'association « Espéranto-Pau-Adour, groupement en relation consultative avec l'UNESCO », qui conclut que les réflexions du Monde sur la situation de cette organisation multilingue lui ont quand même « mis du baume au cœur ».

En revanche M. Emile Delavary, professeur honoraire des universités, ancien directeur du service des documents et publications de l'UNESCO (1950-1966) n'est pas de cet avis. Il estime que J.-P. Péronet-Hugot est « inexorable » de dire que l'UNESCO entretient « en permanence une armée de traducteurs et d'interprètes ». Il préférerait les termes de « peloton » ou d'« escouade » et rappelle, qu'à son époque, vers 1965, l'UNESCO employait « quatre interprètes permanents et, pour ce qui est de la langue française, au grand maximum une vingtaine de traducteurs et réviseurs permanents, une dizaine pour l'anglais, et un peu plus pour l'espagnol, le russe, le chinois et l'arabe ».

S'agissant de l'espéranto, notre lecteur s'interroge : « Faut-il rire ou pleurer lorsque le Monde suggère l'emploi d'une langue universelle neutre, qui aurait pu être l'espéranto. » « Beau programme ! Imaginez le président Mitterrand venant ouvrir la conférence générale de l'UNESCO en espéranto ! »

Selon les chiffres fournis par l'UNESCO, cette organisation em-

ploie, à présent, à temps plein plus de cent interprètes, traducteurs et terminologues. Les seuls interprètes simultanés sont dix-sept pour l'arabe, seize pour l'espagnol, douze pour le chinois, autant pour le français et onze pour l'anglais. Lors de manifestations exceptionnelles, comme la conférence générale de 1983 (durée six semaines), le nombre des interprètes et traducteurs recrutés en plus, provisoirement, atteint trois cent vingt personnes. Quant au personnel occupé par la production et la répartition des documents divers en six langues, son chiffre total peut dépasser les sept cents personnes en période de pointe comme la conférence générale, dont environ le moitié recrutées provisoirement (en « surmémentaire »).

L'UNESCO dépense près de 90 millions de francs annuellement par en pour les diverses opérations de traduction et d'interprétation. Rappelons que l'UNESCO emploie à son siège parisien près de trois mille personnes.

Il faut noter que c'est devant l'hégémonie grandissante de l'anglais, langue non neutre, qu'il en est actuellement, que nous nous sommes posé la question de savoir si l'espéranto n'aurait pas été une solution face à cette hégémonie linguistique dommageable pour les autres langues. Mais nous n'avons jamais précédé l'adoption des langues nationales, bien au contraire, pas plus que les hommes politiques que par les simples citoyens. A tout prendre, cependant, nous préférons attendre M. Mitterrand s'exprimant en espéranto, surtout si celui-ci était compris un peu partout à travers la planète, qu'en anglo-américain...

J.-P. F.-H.

« desconocido ». « N.N. Mascullin » renvoie à « chose sexuelle », se serait-ce que parce que « N.N. » suivi d'un tel qualificatif (par le genre) n'est jamais utilisé. On peut dire : Monsieur N.N. ». « N.N. » devenant à Mataderos, tel jour, etc., ou encore « tel jour N.N. », ouvrier agricole, en sortant d'un bal, etc. ». Dans tous ces cas, le sous-entendu est que quelque un connaît l'identité de la personne en question, le journaliste, la police, ou l'importe qui d'ailleurs. Dans « N.N. Mascullin » (ou « Féminin »), l'identité a été abolie, et c'est le « masculin » qui la recouvre ; autrement dit, c'est l'appartenance au genre qui l'annule et la dissout dans l'arabesque.

« N.N. Mascullin » est plus proche d'un zombie, d'un monstre, que d'une quelconque identité ou individualité humaine.

MIGUEL ANGEL SEVILLA (Paris).

Non à l'Europe des partis nationaux !

Les prises de position connues des deux principaux protagonistes aux élections européennes montrent plus de convergences que de divergences. Des deux côtés ils sont d'accord pour l'élargissement de la Communauté, après une remise en ordre. Des deux côtés, ils sont pour le démantèlement des montants compensatoires monétaires (MCM) qui pénalisent notre agriculture. Des deux côtés, ils sont pour une coopération plus étroite en matière de défense. Des deux côtés, ils veulent favoriser les fusions entre les groupes industriels pour une progression dans les secteurs de pointe.

Donc, sur le court terme, ils ne s'avouent pas, mais ils sont d'accord. Et à long terme ?

Proposent-ils l'abandon des souverainetés nationales au profit d'une union européenne ou bien seulement une coopération plus profonde ? Il est à parier que les représentants de la liste unique n'y répondront pas. Leur programme, fait d'une union conjoncturelle entre courants d'idées encore trop différents, refusera d'envisager la question. Et si la liste d'opposition esquivait le débat, la liste socialiste aura alors une bonne excuse pour faire de même : c'est en effet un point de désaccord entre le PS et le CERES. Donc, le débat de réflexion sur le long terme sera escamoté. Ou en arriverait, alors, à cette situation un peu curieuse : un affrontement entre un vaste centre (liste PS, liste unique), face aux listes des extrêmes (PC, liste de M. Le Pen). Quant au vote proprement dit, les électeurs feront leur choix sur des critères classiques nationaux.

Ceci nous amène à nous demander si nos partis nationaux sont bien adaptés à des élections européennes. Les programmes ne devraient-ils pas être discutés et mis sur pied au niveau européen ? Au niveau du groupe qui siège à l'Assemblée européenne ? Cela aurait l'avantage de la cohérence et servirait d'exemple. Si les partis nationaux ne s'entendent, pourquoi pas les gouvernements ? Cela donnerait de la future Assemblée une image d'Assemblée responsable à qui l'on pourrait confier de nouveaux pouvoirs.

PIERRE GALLOUIN (Bruxelles).

LE MONDE diplomatique

de février EST PARU

Au sommaire :

- L'agriculture européenne et les paysans français.
- Nouvelles chasses, vieilles sorcières (suite).

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75471 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4087-23 PARIS - Tél. MONDIPAR 69572 F
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie : 3 DA ; Maroc : 4,20 dir. ; Tunisie : 380 m. ; Allemagne : 1,70 DM ; Autriche : 17 sch. ; Belgique : 28 fr. ; Canada : 1,10 \$; Côte d'Ivoire : 300 F CFA ; Danemark : 6,50 kr. ; Espagne : 110 pes. ; E.U. : 85 c. ; G.-B. : 55 p. ; Grèce : 85 dr. ; Irlande : 85 p. ; Italie : 1 600 L. ; Liban : 375 P. ; Libye : 0,300 DL. ; Luxembourg : 28 f. ; Norvège : 8,00 kr. ; Pays-Bas : 1,75 fl. ; Portugal : 85 esc. ; Sénégal : 300 F CFA ; Suède : 7,75 kr. ; Suisse : 1,50 S. ; Yougoslavie : 162 nt.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Bonville-Héry (1944-1969) ; Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimé à « Mondy », 5, rue des Italiens, PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 341 F 605 F 859 F 1080 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS 661 F 1 245 F 1 819 F 2 360 F

PAR VOIE NORMALE (par messageries)

ÉTRANGER 381 F 685 F 979 F 1 240 F

IL - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS 454 F 830 F 1 197 F 1 530 F

IL - SUISSE, TUNISIE

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre un chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Johanna la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rééditer tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

ص:ا من الاصل

حکومت الامم المتحدة

Le Monde

étranger

PROCHE-ORIENT

Le conflit libanais et la démission du premier ministre

Le vice-président américain, M. George Bush, a exprimé l'espoir, dimanche 5 février, que la démission du premier ministre libanais, M. Chafic Wazzan, permettrait la constitution d'un gouvernement plus représentatif de toutes les factions libanaises.

« Je veux croire, a-t-il dit, que cette démission ne constitue pas un revers pour le processus de réconciliation nationale au Liban. Espérons qu'après cette démission nous verrons la formation d'un gouvernement qui, réellement, représentera plus largement les factions libanaises. » Le vice-président américain a reconnu que les progrès vers la réconciliation nationale au Liban avaient été « beaucoup plus lents qu'on aurait pu le souhaiter », mais il a estimé qu'il n'y avait « pas de raison d'être trop pessimiste ».

Interrogé, d'autre part, sur les conditions dans lesquelles un retrait des mille huit cents « marines » déployés à Beyrouth deviendrait possible, M. Bush a estimé qu'une telle éventualité « nécessiterait des progrès » vers les trois principaux objectifs des États-Unis au Liban : la réconciliation nationale, le retrait des forces étrangères et des garanties de sécurité pour Israël à sa frontière nord.

Samedi, avant même la démission de M. Wazzan, le président Reagan avait reconnu que les problèmes auxquels sont confrontés les États-Unis au Liban sont « difficiles, déconcertants et dangereux ».

« Mais, a-t-il ajouté, ce n'est pas une raison pour tourner le dos à nos amis et partir en courant. Si nous agissons ainsi, nous signalerons aux terroristes partout dans le monde qu'ils peuvent gagner en menant la guerre contre des innocents. »

À BRASILIA, M. George Shultz, le secrétaire d'État américain, actuellement en visite au Brésil, a accusé dimanche la Syrie d'être responsable de la démission des ministres musulmans du gouvernement libanais. Pour M. Shultz, Damas a usé de pressions « directes indirectes » sur les dirigeants musulmans pour empêcher l'instauration d'un gouvernement d'union nationale.

À DAMAS, le commentateur politique de la radio syrienne a estimé que la démission du gouver-

nement libanais constitue « un ébranlement du régime dans ce pays et une crise constitutionnelle ». La radio a ajouté que, face à cette crise, le régime libanais tente de recourir à « certaines options, notamment la constitution d'un gouvernement militaire ». Damas, a-t-elle indiqué, ne « peut se taire face au danger qui menace l'indépendance du Liban, ainsi que celle de la Syrie ». A ce propos, les commentateurs des journaux de Damas soulignent que la Syrie accordera « un soutien illimité » aux « forces nationalistes », « quels que soient les sacrifices ».

À RYAD, les responsables saoudiens se montrent assez sceptiques sur les tentatives des Américains de réunir les représentants du gouvernement et de l'opposition libanais « tant qu'aucun changement n'interviendra dans les positions des parties en conflit ». Selon des sources informées, citées par l'AFP, la position de Ryad à l'égard d'une telle réunion ne devrait être fixée qu'après le retour du prince Saoud al Fayçal, ministre des affaires étrangères, qui avait accompagné le roi Fahd en visite officielle à Paris.

ISRAËL s'inquiète de la dégradation de la situation à Beyrouth — nous signalons notre correspondance — mais n'interviendra en aucune manière pour porter assistance au président Gemayel. Tel est l'essentiel des délibérations secrètes consacrées, dimanche, à la crise libanaise par le conseil des ministres. Israël n'a toujours arrêté aucun plan quant à un nouveau redéploiement de ses forces au sud de la rivière Awali. Par ailleurs, il n'interviendrait pas avant plusieurs mois.

On ne s'attend pas à Jérusalem que les États-Unis exercent de nouvelles pressions sur Israël pour l'empêcher de prendre une telle mesure, bien que Washington demeure hostile à tout retrait israélien unilatéral. Afin d'assurer la sécurité de sa frontière, Israël continue de tabler sur la mise en place dans le sud du Liban de milices alliées. Enfin, Jérusalem cherche un remplaçant au commandant Haddad, le chef de l'armée du Liban libre mort en janvier. Sa préférence irait à un officier de l'armée libanaise.

Le président Gemayel appelle ses adversaires à une nouvelle conférence de réconciliation le 27 février à Genève

De notre correspondant

Beyrouth. — La « guerre de la banlieue sud de Beyrouth » commencée jeudi dernier, et qui se poursuit toujours malgré la proclamation de multiples cessez-le-feu, a provoqué, dimanche 5 février, la démission du cabinet Chafic Wazzan. Ainsi, le pays se retrouve sans gouvernement, alors que les combats se poursuivent dans la banlieue entre l'armée et le mouvement chiite Amal, et dans la montagne entre l'armée et la milice du Parti socialiste progressiste (PSP) appuyé par la Syrie.

Dans une ultime tentative pour arrêter l'engorgement d'une guerre civile de plus en plus attisée par Damas, les dissidents de l'OLP et la Libye, le président Gemayel a adressé, dimanche soir, un message solennel à la nation.

Il y a proposé, une fois de plus, à l'opposition, de renouer le dialogue avec le pouvoir. Après avoir souligné en préambule qu'il n'avait jamais cessé de lui tendre la main, le chef de l'État a tracé un tableau des événements depuis le déclenchement de la « guerre de la montagne » en septembre dernier. Il a reproché aux « forces armées » (sans autre précision) d'avoir empêché le déploiement de l'armée dans les régions du Chouf et d'Aley, après le retrait des troupes israéliennes de cette partie du pays, le 4 septembre dernier.

Ayant rendu hommage aux initiatives diplomatiques des États-Unis et de l'Arabie Saoudite visant à résoudre la crise libanaise, M. Ge-

mayel a affirmé que la première session de la conférence du dialogue national, qui s'était tenue à Genève du 31 octobre au 4 novembre 1983, avait démontré que les Libanais étaient à même de s'entendre, dès lors que cessent des ingérences extérieures dans leurs affaires.

Un plan en huit points

Le chef de l'État s'est défendu des accusations d'« hégémonie » et a vivement critiqué le rejet par ses adversaires du « plan de pacification de la banlieue sud et de la montagne », lancé contre le pouvoir, affirmant que « les forces armées » ont voulu, à travers le déclenchement de la violence, exercer des pressions sur le pouvoir pour le forcer à faire des « concessions dans des domaines sacrés ». Affirmant avec force qu'aucune réforme « n'est possible sans la pression des armes », et déplorant que la Syrie « dont on sait l'ampleur et la prise au Liban » — le chef de l'État a proposé un plan en huit points pour résoudre pacifiquement la crise :

1. M. Gemayel a annoncé avoir élaboré un programme de réformes, (ce qui répond en théorie à l'une des principales revendications de l'opposition) et répété ce qu'il avait notamment dit dans une interview au Monde (nos éditions du 17 janvier) que « tout est négociable » ;

2. Les participants à la conférence du dialogue national sont invités à tenir une nouvelle session à Genève à partir du 27 février courant ;
3. La démission du gouvernement Wazzan est acceptée ;
4. Un gouvernement d'union nationale sera formé ;
5. Des ordres ont été donnés à l'armée afin qu'elle soit prête à se déployer au Liban du sud en cas de retrait israélien et pour éviter dans cette région un drame identique à celui de la « guerre de la montagne » ;
6. M. Gemayel lance un appel à un cessez-le-feu global et définitif ;
7. Les concentrations libano-syriennes doivent s'intensifier pour aboutir à une formule garantissant la sécurité des deux pays ;
8. Enfin le devoir de libérer le territoire national est proclamé prioritaire. A ce propos, le président a souligné que l'accord du 17 mai 1983 conclu avec Israël, et dont la Syrie « dont on sait l'ampleur et la prise au Liban » — le chef de l'État a proposé un plan en huit points pour résoudre pacifiquement la crise :

Les appels à la désertion

Samedi, M. Nabih Berri, chef du mouvement Amal, a appelé les officiers et soldats « de toutes confessions » à refuser de « participer à toute opération militaire contre la population ». « Si les militaires sont sommés d'intervenir contre leurs parents, ils devraient regarder certaines casernes et ne plus en bouger », a-t-il ajouté. Dès dimanche, certains militaires chiites, confession de la majorité des soldats du contingent, avaient quitté certaines de leurs positions défendant l'accès de l'aéroport.

Les proclamations de M. Jomblatt faites à partir de Damas sont en contradiction avec le communiqué diffusé vendredi dernier par le Front de salut national (FSN) — coalition d'opposition dirigée par l'ancien président de la République Sleiman Frangé, l'ancien premier ministre, M. Rachid Karamé et M. Walid Jomblatt lui-même. Le FSN avait demandé notamment l'abrogation de l'accord du 17 mai, la reprise du dialogue, le départ de la force multinationale et la neutralisation de l'armée, sans parler de démission du chef de l'État. Des sources officielles affirment ici que les combats dans la banlieue sud sont provoqués par des dissidents palestiniens qui auraient regagné en grand nombre cette région.

DANS LA BANLIEUE SUD DE BEYROUTH « Vestiges du bombardement sauvage de l'armée partisane »

Beyrouth (AFP). — Immeubles éventrés, rues couvertes de gravats, chaufferies défoncées, appartements incendiés : une grande partie des habitants de la banlieue sud de Beyrouth, à majorité chiite, en sont réduits, à l'issue de trois jours consécutifs de violents bombardements, à vivre dans les ruines.

« Wazzan (le premier ministre libanais démissionnaire) doit être jugé comme un criminel », a débuté un milieu des décombres, dans une rue de cette banlieue sud, M. Rachid Solh, ancien premier ministre, martelant ses mots, répétant à plusieurs reprises : « Nous demandons que les criminels soient poursuivis et jugés. »

A quelques mètres de l'attroupement formé autour de M. Solh, qui est accompagné par un autre ancien premier ministre, M. Salim El Hoss, dans une avenue transversale, un homme marche seul, tenant une valise à la main. Evitant soigneusement les trous dans la chaussée, écartant le verre cassé sous ses pieds, il part, il fuit les ruines sans se retourner. Il passe sans la voir à côté d'une épicerie encore ouverte, à l'étal malgrement fourni, devant laquelle sont réunis trois hommes âgés. Ils ont choisi de rester dans leur quartier.

L'un d'eux se montre son appartement, au troisième étage. Du linge sèche au balcon intact, mais juste à côté, la façade a été emportée. C'est la nuit dernière, explique-t-il, que des obus ont frappé son immeuble et les bâtiments voisins plusieurs heures après l'annonce d'un cessez-le-feu, le quatrième, en trois jours.

Posée sur des carcasses de voitures calcinées, des écritures peintes à la main proclament : « Vestiges du bombardement sauvage de l'armée partisane et hémionne... contre la banlieue sud libanaise. »

Les bombardements ont atteint une telle intensité, explique le docteur Kamel Mohanna, président de l'Association médicale

du mouvement Amal, que l'évacuation des blessés souvent très nombreux, a été rendue impossible. Des ambulances de cette organisation ont été détruites. « Les chauffeurs des ambulances sont soit philosophes soit fous pour effectuer leurs missions dans de telles conditions », dit le docteur Mohanna.

Selon lui, une très forte proportion des huit cent mille habitants de la banlieue sud a quitté la région. Il chiffre, en outre, le nombre des victimes des bombardements à une centaine de morts et quatre cents blessés. « Les gens sont à bout, mais ils ne veulent pas l'imposition d'une solution à la crise actuelle », souligne le docteur Mohanna, en marchant dans la cour, jonchée de verre, d'un centre de soins d'urgence installé par Amal en plein cœur de la banlieue sud. Monté en coopération avec l'association française Médecins sans frontières, ce centre de soins n'a pas cessé de fonctionner depuis le début de la crise. Les habitants dont les maisons sont dépourvues d'abri. En fait d'abri, il s'agit de caves dans lesquelles ont été posés des matelas à même le sol. Enfants et adultes y sont cloîtrés depuis trois jours.

Circulant en groupes, des miliciens paraissent désemparés, fusil d'assaut à l'épaule, grenades à la ceinture. Certains ont le front peint de bandes rouges, tandis que d'autres portent des uniformes de l'armée libanaise et quelques-uns des gilets pare-balles américains. Parmi eux, Mahmoud se présente comme capitaine et affirme avoir quitté les rangs de l'armée samedi soir pour rejoindre les combattants d'Amal. Il ne réitérera son unité, dit-il, que si des changements politiques interviennent dans le pays avec la fin de l'« hégémonie des Phalanges ».

Selon Mahmoud, cinq cents militaires ont, comme lui, quitté leurs unités samedi soir à l'appel du chef d'Amal, M. Nabih Berri.

L'opposition veut contraindre le président à se retirer

(Suite de la première page.)

Après sa visite aux États-Unis, Amine Gemayel n'a pas eu le courage de déclarer que, quelles que soient les options des grandes puissances, il abrogerait tout accord portant atteinte à la souveraineté du Liban et qu'il avait l'intention de convoquer la conférence de Genève. Il est au contraire revenu avec la conviction qu'il fallait amener l'opposition à composer, au besoin par les armes, affirme M. Hamad.

C'est également l'analyse de secrétaire général du Parti communiste libanais, M. Georges Hani, selon qui le président Gemayel se prépare ces derniers jours à lancer l'armée libanaise contre les positions du PSP dans la montagne, « afin de les couper de la banlieue sud de Beyrouth et d'impliquer davantage les troupes étrangères de la République multinationale dans le conflit ». Le départ des « marines » est l'une des exigences du Front de salut national, rappelle à ce propos M. Hani, qui estime que « cela ferait perdre à Amine Gemayel toute illusion de gain sur le plan militaire ».

Toutes les fractions de l'opposition libanaise sont-elles aussi jusqu'au-boutistes que M. Jomblatt ? « Il y a des différences de style mais pas de politique », assure-t-on dans l'entourage du chef druze. Les six conditions posées deux jours avant la démission de M. Wazzan par le Front de salut national à la reprise du dialogue avec Beyrouth — notamment la neutralisation de l'armée, le départ de la force multinationale et l'abrogation de l'accord du 17 mai — semblent avoir été le résultat d'un compromis entre ces différents « styles ». En fait, les dirigeants de l'opposition admettent qu'ils n'avaient pas de chances que ces conditions fussent acceptées par le président Gemayel.

M. Jomblatt et ses alliés ne manquent pas, en tout cas, d'affirmer que la démission de M. Wazzan accroît l'isolement du président : « Amine Gemayel a perdu sa couverture musulmane », souligne un porte-parole du PSP, alors que cinq anciens premiers ministres ou ministres sunnites libanais sont attendus à Damas, où ils doivent avoir, ce lundi, des entretiens avec les dirigeants syriens et les dirigeants de l'opposition libanaise.

EMMANUEL JARRY.

M. CHAFIC WAZZAN : patriote et homme de compromis

Considéré comme une personnalité sans grand relief lors de la formation de son premier cabinet, en octobre 1980, sous le président Sarkis, M. Chafic Wazzan, ancien député, se sera finalement comporté avec cran, durant la période particulièrement dramatique au cours de laquelle il a dirigé le gouvernement libanais. En 1982, il sut à affronter l'entrée des Israéliens à Beyrouth-Ouest (qu'il refusa de quitter) et l'assassinat du président élu Bachir Gemayel, tandis que, l'année suivante, il dut faire face aux remous suscités par l'accord avec Israël puis à la guerre du Chouf et aux combats de la banlieue sud de la capitale entre l'armée et des chiites.

L'impuissance du président du conseil, souvent constatée durant ces divers événements, n'était que le reflet de celle de l'État libanais en général. Cependant, M. Wazzan ne se laisse jamais de tenter de faire triompher l'esprit de compromis. Partis, il ne manque pas d'audace : ainsi, il fut le premier dirigeant musulman, en 1981, à souhaiter, avec le président Sarkis, le départ rapide des Syriens du Liban.

L'année d'après, il négocia, avec l'ancien président Philip Habib, le départ des éléments armés palestiniens de Beyrouth. Il semble qu'il se soit fait des illusions quant à l'efficacité de l'ap-

proche des Américains. « La seule option réaliste est l'option américaine », avait-il déclaré au Monde, lors d'une visite officielle à Paris en mai 1983.

Avant déjà offert sa démission au président Amine Gemayel qui, lors de son arrivée au pouvoir, avait tenu à le conserver plutôt que de nommer, à la tête du cabinet, une personnalité plus marquante, M. Wazzan était revenu sur sa décision car il continuait de bénéficier du soutien de sa communauté, les musulmans sunnites (orthodoxes). Il apparaît maintenant que les dirigeants de cette-ci, notamment le vieux notable beyrouthine Saïd Selam, lui-même ancien président du conseil, l'ont abandonné. En juillet 1983, M. Wazzan avait été l'objet d'une tentative d'attentat, attribuée aujourd'hui à des « terroristes khoménistes ».

La présence, exceptionnelle, longue pour le Liban (trois ans et demi), à la direction du gouvernement de cet homme paisible, âgé aujourd'hui de cinquante-neuf ans, laisse sans doute le souvenir d'un patriote animé constamment de bonne volonté mais très souvent sans prise sur les événements, comme d'ailleurs les autres dirigeants gouvernementaux libanais.

J.-P. P.-H.

Arrivé de « casques bleus » français au Sud-Liban. — Plus de quatre cents « casques bleus » Français, destinés à ramener les effectifs du bataillon opérationnel français de la force intermédiaire de l'ONU pour le sud du Liban (FINUL) au niveau originel, ont commencé à débarquer dimanche matin dans le sud du Liban. Les soldats, venus de Franco par voie de mer, ont débarqué sur la côte libanaise sur une plage aménagée à 3 kilomètres environ du camp de réfugiés palestiniens de Rachidieh (région de Tyr, 80 kilomètres au sud de Beyrouth). Dirigé par le

colonel Jean-Louis Dufour, le bataillon français établit son quartier général à Jouaya, à 12 kilomètres à l'est de Tyr. Les effectifs totaux du contingent français de la FINUL s'élèveront désormais à 1 392. Le bataillon logistique, dont le quartier général se trouve à Nakoura et qui est commandé par le lieutenant-colonel H. de Metz, étant fort de 782 hommes. Le contingent français est commandé par le colonel Jean-Louis Roue, qui est également chef d'état-major adjoint de la FINUL. — (AFP)

Proust dans la GF

proust la prisonnière



Edition, chronologie, introduction, bibliographie par Jean Milly.

Faite d'après une nouvelle lecture des manuscrits et des dactylographies, tenant un compte particulier du découpage et de la ponctuation d'origine, cette édition nous restitue avec plus d'authenticité la voix particulière de Proust.

560 pages, 27 F.

Collection GF Flammarion
Les œuvres vives.

PROCHE-ORIENT

Israël

Le gouvernement adresse un sévère avertissement aux colons juifs de Cisjordanie et de Gaza

De notre correspondant

Jérusalem. — Durcissement envers les fauteurs de troubles, vigilance accrue à l'égard des colons juifs. Ainsi peut-on résumer l'esprit de la déclaration en dix points sur le maintien de l'ordre public dans les territoires occupés, publiée dimanche 5 février, après le conseil des ministres dominical, par le gouvernement israélien. Celui-ci a annoncé son intention d'accroître les effectifs militaires et policiers, cette année, en Cisjordanie et à Gaza, et d'augmenter le budget à leur disposition. Jusqu'à présent, la police était peu présente dans les territoires, les tâches de sécurité incombant pour l'essentiel à l'armée.

« Le devoir d'obéissance aux lois, souligne le texte publié dimanche, et la nécessité du maintien de l'ordre s'appliquent à tous les résidents sans exception... Quiconque n'appartient pas aux unités habilitées à maintenir l'ordre n'est pas autorisé à se transformer en soldat ou policier. Toute action de représailles sera punie par la loi, sauf en cas de légitime défense. »

Ce rappel à l'ordre est, à l'évidence, destiné à ceux des colons juifs armés qui ont, en Cisjordanie et à Gaza, de plus en plus tendance à faire régner leur loi. Selon le porte-parole du gouvernement, M. Dan Meridor, seule la justice pourra déterminer cas par cas s'il y a eu légitime défense. Le meurtre récent d'une fillette arabe à Naplouse a

rappelé que certains colons excités se comportaient trop souvent en justiciers.

Le port et l'usage des armes à feu seront plus strictement réglementés. A cet égard, la mise au point gouvernementale précise que la police est la seule autorité habilitée à mener des enquêtes et qu'elle doit « se soumettre aux procédures habituelles de la profession ». Le rappel de ce monopole policier contredit les vœux des colons qui préfèrent voir l'armée, avec qui ils entretiennent des liens étroits, associée aux enquêtes. Il arrivait aussi que certains colons interrogent eux-mêmes les suspects avant de les remettre aux autorités.

En outre, les forces de sécurité considéreront avec « la plus extrême gravité les jets de pierres et cocktails Molotov ». Ces forfaits, commis d'ordinaire par des manifestants arabes opposés à la présence israélienne, sont, d'ores et déjà, réprimés avec une grande sévérité. Par exemple, le jet d'une bouteille incendiaire a récemment valu à son auteur cinq ans de prison. En ce qui concerne les éventuelles sanctions contre les manifestants arabes — démolition de maisons et autres châtiements collectifs notamment — les autorités devront suivre au plus près les procédures légales. Ce conseil vise, en fait, à empêcher que les victimes de telles mesures puissent obtenir gain de cause devant une autre cour de justice.

La complaisance des autorités, notamment militaires, envers les colons, a été maintes fois dénoncée. En mai 1982, la commission Karp avait remis au ministre de la justice un rapport mettant en lumière la différence de traitement envers les fauteurs de troubles selon qu'ils étaient arabes ou juifs, les seconds restant souvent impunis. L'ancien premier ministre, M. Menahem Begin, avait interdit la publication de ce document qui sera enfin rendu public mardi et transmis à la Knesset. La mise au point gouvernementale de dimanche confirme, a posteriori, le bien-fondé des critiques contenues dans le rapport Karp.

J.-P.L.

Important succès de la manifestation organisée à Jérusalem par le mouvement La paix maintenant

De notre correspondant

Jérusalem. — Le mouvement La paix maintenant (Chalom archav) a montré, samedi 4 février, dans les rues de Jérusalem que le mot d'ordre qui lui sert de nom n'a rien perdu de son pouvoir mobilisateur. Quelque vingt mille sympathisants, répondant à son appel, ont manifesté en silence pour commémorer le premier anniversaire de l'assassinat du militant pacifiste Emil Grunsweld, tué par une grenade le 10 février 1983 devant le siège du gouvernement.

A la lueur des torches, les « marcheurs de la paix » ont suivi le même itinéraire — depuis le centre ville jusqu'à la présidence du Conseil — que celui emprunté lors de la manifestation tragique d'il y a un an. Mais l'ambiance était tout autre. Les pacifistes ce samedi n'ont pas affronté ni les agressions ni les jets de pierres de contre-manifestants en colère. Le défilé se déroula dans le calme. Tandis que l'an dernier les forces de l'ordre, peu nombreuses, n'étaient guère intervenues pour prévenir les heurts, policiers et garde-frontière étaient cette fois massivement déployés le long du cortège.

La paix maintenant recrute le gros de ses troupes parmi les enseignants, les universitaires, les habitants des kibboutzim, âgés de seize à quarante ans environ, qui constituent l'ossature de la manifestation à laquelle participent aussi des artistes, des écrivains, des élus locaux et une petite minorité de religieux. De nombreuses pancartes réclamaient le retrait du Liban ; l'une d'entre elles brocardait les deux principaux responsables israéliens de cette guerre, et conseillait au général Sharon, devenu depuis ministre sans portefeuille et gentleman farmer, de « rester sur son tracteur », et au général Raphael Eytan de « s'occuper de sa menuiserie ». Les deux hommes, qui ont perdu leurs responsabilités militaires il y a un an, après la publication du rapport Kahan, ambitionnent de jouer

à nouveau un rôle politique de premier plan.

Au cours du rassemblement qui a suivi la marche, M. Tzvi Reshef, dirigeant de Chalom archav, a critiqué la démission du gouvernement, coupable, selon lui, d'avoir « entraîné le pays dans une guerre meurtrière et inutile », et demandé le gel des colonies de peuplement dans les territoires occupés. Il a constaté que, sur le premier point, la majorité des israéliens partage désormais le point de vue de son mouvement.

Trois fois plus nombreux

Selon les résultats d'un sondage publié la veille, les partisans d'un retrait du Liban sont maintenant trois fois plus nombreux que ceux qui s'y opposent. Il semble loin le temps où les militants de Chalom archav redoutaient vivement d'être marginalisés. Samedi, l'un des auteurs et conseiller municipal de Jérusalem, M. Dado Ben Chirrit, a souligné qu'on assiste aujourd'hui à un « retournement de l'opinion publique, notamment parmi les couches pauvres qui apportèrent leurs voix au Likoud en 1977 et en 1981. »

Selon M. Teddy Kollek, maire de la ville, la manifestation de samedi fut la plus importante organisée à Jérusalem depuis de nombreuses années. Faisant allusion aux récents attentats revendiqués par une mystérieuse organisation extrémiste TIT, M. Kollek a déclaré : « Ce rassemblement regroupe aussi tous ceux qui s'opposent au terrorisme. Le terrorisme ennemi nous réunit, mais le terrorisme interne menace de désintégrer notre société. »

Pour sa part, le quotidien Davar, proche du Parti travailliste, écrit : « Aujourd'hui tout le monde admet que nous nous sommes emparés dans un brouillard au Liban. Mais la plupart des ministres qui nous ont trompés sont encore à leur poste. Encore trop demandeur qu'ils tirent eux-mêmes les conclusions de leur échec et s'en aillent ? »

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

AU « CLUB DE LA PRESSE » D'EUROPE 1

Itzhak Shamir, le pragmatique

De notre envoyé spécial

Jérusalem. — Peut-on avoir prononcé et pratiqué le terrorisme, joué un rôle plus qu'influent dans les services secrets les plus efficaces du monde et donner l'impression d'une profonde timidité ? La réponse est « oui », mais il faut aller à Jérusalem pour s'en persuader et rencontrer Itzhak Shamir.

M. Shamir n'a rien de M. Menahem Begin, le prophète convaincu auquel il a succédé il y a quatre mois... sinon les convictions. Affable et souriant, il maîtrise l'art de « banaliser » les sujets les plus brûlants. Mais « E.T. », comme l'appellent les israéliens en raison de sa petite taille — soit aussi faire passer un message quand il le veut ; il suffit pour s'en rendre compte de suivre son regard, qui vise à l'acier trépané si la contrariété est trop forte.

C'est à une illustration de ces talents que s'est livré le premier ministre israélien au cours du Club de la presse d'Europe 1 diffusé dimanche soir, 5 février. Les points forts de cet exercice ? Sans doute l'avertissement lancé à M. Mitterrand de ne pas recevoir M. Arafat. « Ce serait, je crois, un désastre », a-t-il déclaré d'affirmer M. Shamir, qui a préféré ne pas entendre la question suivante : « Que ferez-vous ? Vous rompez les relations ? »

Il faut citer également la définition des conditions auxquelles Israël est prêt à se retirer du Liban, car c'est la première fois que M. Shamir ne mentionne pas l'exigence d'un retrait simultané des forces syriennes. « Nous voulons quitter le Liban, a-t-il dit, à la condition que notre frontière du Nord soit sûre, qu'un dispositif de sécurité soit mis en place qui ne permette pas aux organisations terroristes d'utiliser le territoire libanais pour des activités terroristes contre nos citoyens de Galilée. C'est tout. »

Pour le reste, M. Shamir regrette que le roi Hussein préfère négocier avec M. Arafat plutôt qu'avec Jérusalem ; il regrette aussi que M. Mubarak ait reçu le président palestinien après son départ de Tripoli et met en garde Le Caire contre un regain « de propagande antisémite » dans les médias égyptiens. M. Shamir fait aussi l'étonné lorsqu'on lui parle des soupçons sérieux qui pèsent sur d'anciens militaires dans certains cas de terrorisme : juif, comme s'il ne savait pas que deux d'entre eux — des anciens de l'unité 101, commandée jadis par le général Sharon et médiatisée dans les opérations de commandos en Jordanie et en Cisjordanie et à Gaza — viennent d'être longuement interrogés par les services de sécurité. L'information, il est vrai, a été censure dans la presse israélienne par l'armée.

Une note d'humour pour finir. L'émotion, M. Shamir ne parviendra pas à la dominer lorsqu'on lui posera d'une prévision faisant état, si des mesures ne sont pas prises, du départ de 50 000 lebanais en 1984. « Ce n'est pas vrai ! Quelle idée ! L'émotion », « ET » en aurais-je donc ? — c'est pour se sortir d'une question perfide sur le bon accueil qu'il a réservé à M. Giscard d'Estaing que M. Shamir y aura recours. N'y a-t-il pas quelques contradictions entre ces bonnes manières et les propos vengeurs lancés jadis par M. Begin contre l'ancien président de la République ? Certes, dit-il, des propos « pas tellement polis » avaient été alors échangés, mais « il ne faut pas toujours garder le souvenir des conflits et des confrontations ». Au demeurant la condamnation de M. Giscard d'Estaing par M. Begin n'était pas « totale » comme n'est pas « totale » aujourd'hui la « réhabilitation » de l'ancien président de la République.

JACQUES AMALRIC.

COURS D'ARABE LITTÉRAIRE MODERNE au CREA - FRANCE

Tous niveaux :
- sessions extensives commençant le 20 février 1984.
- sessions intensives du 2 au 27 juillet et du 3 au 28 septembre 1984.
- session intensive pour débutants : 300 heures du 2 avril au 22 juin 1984 (stage agréé par l'Etat).
18, rue de l'Arcade PARIS-VI - Tél. : 265-42-83

(Publicité)

FAUT-IL ATTENDRE LA III^e GUERRE MONDIALE POUR SAVOIR QUOI FAIRE DE L'EUROPE ?

Nous, signataires de l'appel pour le traité d'Union européenne, partageons cette inquiétude du président de la République française.

Nous voulons faire de l'Europe la première démocratie internationale de l'histoire.

Nous la voulons capable de travailler à la paix mondiale en toute indépendance.

Car nous refusons d'être à jamais sous la protection d'une démocratie impériale si dure aux pauvres du monde et sous la menace totalitaire.

Nous refusons que d'autres décident pour nous de la guerre ou de la paix, de la prospérité ou de la misère.

Nous refusons que nos amis allemands qu'il existe avec nous une autre voie que le national-neutralisme, une voie d'indépendance et de paix, la voie de l'Union européenne.

Nous refusons que soit gâché plus longtemps le peu d'Europe qui existe ou que la porte reste fermée aux échappés des fascismes ibériques au nom d'intérêts catégoriels, car la liberté de l'homme européen a un prix : la solidarité.

Nous refusons face au chômage le chacun-pour-soi où nos dix pays s'enferment, attendant que la reprise vienne d'ailleurs plutôt que d'actions communes.

Savoir quoi faire de l'Europe, c'est d'abord choisir entre le redressement nécessaire et possible et le déclin qui nous guette. La proposition française d'un espace européen de l'industrie et de la recherche vient à point nommé, mais, si les partenaires de la France refusent avec elle de déclarer forfait dans la course aux technologies nouvelles, s'ils refusent comme elle le destin peu glorieux de sous-traitants qui serait bientôt celui des Européens en cas d'abandon, qui organisera l'offensive et conduira les opérations ? Qui sera le stratège de l'Europe industrielle ?

Pour débusquer les forces du déclin avant que leur action soit irrémédiable, il faut donc :

- Constater que les Européens, dans leur majorité, n'ont pas donné leur démission de toute initiative dans l'histoire du monde et que leurs élus au Parlement européen ont exprimé, à plusieurs reprises et à de fortes majorités, leur volonté de redressement.
- Donner à l'Europe, sur cette base, la capacité de décider et d'agir qui lui fait si cruellement défaut.

Le temps presse.

APPEL POUR L'UNION EUROPÉENNE

Le Parlement européen a adopté le 14 septembre 1983 une résolution définissant le contenu d'une profonde réforme de la Communauté. Cette proposition, soutenue massivement par les forces politiques représentées à cette Assemblée, a été transformée en projet de traité d'Union européenne en vue de son adoption le 14 février 1984. Alors, le Parlement s'ouvrira aux Parlements et aux gouvernements nationaux des pays membres pour ratification.

Par ce vote du 14 septembre, le Parlement a pleinement respecté l'engagement pris en juillet 1981 de « donner un nouvel élan à l'Union européenne ». Ce projet constitue — dans ce moment de crise grave de la construction de l'Europe, et à la veille des prochaines élections européennes — une réponse adéquate et raisonnable aux problèmes économiques, monétaires, de société et de relations extérieures qui se posent à la Communauté européenne et qui, par conséquent, exigent des institutions plus efficaces et plus démocratiques.

Aujourd'hui, l'opinion courante est que la Communauté européenne, née de la volonté d'union de nos peuples et devenue l'instrument indispensable du développement de l'économie européenne, vit une contradiction dramatique entre un besoin d'Europe de plus en plus fort et les réponses, absolument inadéquates, qu'elle apporte sous sa forme actuelle. Il suffit de citer le chômage, l'instabilité monétaire, l'insécurité et les menaces sur la paix pour souligner la nécessité d'une Europe gouvernée, c'est-à-dire d'une Union capable de conduire des politiques communes et fondée sur un large consensus populaire.

Dans ce cadre, notre conviction est que l'alternative est aujourd'hui entre un nouveau pacte scellant l'Union des peuples d'Europe et la dissolution de la Communauté, avec des risques incalculables non seulement pour la stabilité économique, mais aussi pour la démocratie et pour l'équilibre international.

Faute de réponses communes satisfaisantes, la tendance régresse dans chaque pays d'Europe au repli sur soi en vue de défendre des intérêts particuliers par des politiques nationales à courte vue, dont l'expérience nous démontre l'insuffisance. Cette tendance est aujourd'hui à l'origine de régressions politiques et économiques dangereuses et d'un déclin progressif de la solidarité, qui était à la base de l'acquis communautaire.

Le projet du Parlement européen nous apparaît comme l'expression de la tendance opposée : une prise de conscience de problèmes communs, mûrie au cours d'un échange fécond d'expériences et d'idées, dont l'Assemblée de Strasbourg a été et reste, par nature, le lieu irremplaçable.

Michel Albert, ancien commissaire au Plan
Etienne Borae, philosophe
Henri Cartan, de l'Académie des Sciences
Pastor André Dumas
Henri Frenay, cofondateur du réseau « Combat »
François Fontaine, écrivain
Roger Mehl, ancien doyen Fac théologie protestante de Strasbourg.

Amis Garibaldi-Jaillet, juriste
Jean-Pierre Gossy, journaliste
Etienne Hirsch, ancien commissaire au Plan
Bernard Kouchner, président de Médecins du Monde
Jean-Paul Jacquet, président de l'Université Strasbourg-III
Jacques Julliard, journaliste

Gilles Malaurie, historien
Jacques Le Goff, historien
Emmanuel Le Roy Ladurie, historien
Laurent Schwartz, de l'Académie des Sciences
Robert Toulmon, haut fonctionnaire
Vercoeur, écrivain
Patrick Vivier, journaliste

Envoyez vos signatures et contributions à :

CHANGEONS L'EUROPE

C.P.P.S. - B.P. 390 - 75232 PARIS CEDEX 05

50 من الأمل

صحة الإنسان

DIPLOMATIE

AFRIQUE

LA VISITE OFFICIELLE DU CHEF DE L'ÉTAT AUX PAYS-BAS

M. Mitterrand devra déployer des trésors de séduction aussi bien à droite qu'à gauche

De notre envoyé spécial

Amsterdam. — M. François Mitterrand est arrivé ce lundi matin 6 février à Amsterdam pour une visite officielle de deux jours, accompagné de cinq membres du gouvernement : MM. Cheysson, ministre des relations extérieures, Fabius, industrie et recherche, M. Cresson, commerce extérieur et tourisme, MM. Lang, culture, ainsi que de MM. Jean-Louis Bianco, secrétaire général de l'Elysée, Jacques Attali, conseiller spécial auprès du président de la République, Michel Yvonne, porte-parole, Hubert Vedrine et Pierre Morel, et de M. Elisabeth Guigou, conseillère technique au secrétariat général de la présidence de la République.

Après avoir gagné le palais royal d'Amsterdam, où il est hébergé, le chef de l'Etat a déposé une gerbe devant le monument national sur le Dam — la grande place de la ville, lieu traditionnel des manifestations

officielles... et des autres, — puis a participé au déjeuner offert en son honneur par la reine Béatrice et le prince Claus.

Dans l'après-midi, M. Mitterrand devait rendre visite au bourgmestre d'Amsterdam, M. Van Thijl, et prononcer à cette occasion une première allocution. Le président de la République était ensuite attendu à la Maison Descartes, où il devait rencontrer des personnalités universitaires et littéraires, après avoir prononcé un second discours. Enfin M. Mitterrand devait, après une réception de la communauté française au musée Van Gogh, avoir un premier entretien avec le premier ministre néerlandais, M. Ruud Lubbers, puis prendre part au grand dîner officiel du palais royal, après lequel il était prévu que des toasts soient échangés.

Une alliance jouable mais incommode

De notre correspondant

Bruxelles. — M. Mitterrand peut-il trouver à La Haye un allié déterminé pour faire progresser la négociation européenne des pays ? On peut penser que les Pays-Bas, qui redoutent la dislocation de la Communauté, et ainsi qu'un grand allié, ne jouent pas le rôle de pourvoyeur d'idées, de moteur des petits pays membres, qui pourrait être le sien.

Les Pays-Bas ont occupé une place importante durant la première phase de la construction européenne. Prospères grâce au commerce, ils ont poussé à l'élaboration d'un marché commun douanier à l'intérieur de la CEE ainsi qu'à la réduction de celles dressées vers l'extérieur. C'était le temps où M. Luns, leur ministre des affaires étrangères, dominait de sa grande taille et de son air de bon vivant les réunions des ministres des Six.

Les contestataires

Mais les très nombreux mouvements contestataires néerlandais ne se privent pas de cette occasion de mettre en cause, sur un ton qui reste plutôt amical, l'attitude de la France dans différents domaines. Dès dimanche, des banderoles et des tracts, parfois en français, demandaient, le long des canaux, l'arrêt des expérimentations nucléaires françaises dans le Pacifique, le retrait des troupes françaises du Tchad ou dénonçaient même (puis-que l'on est, à Amsterdam, très sensible à cette question), l'arrêt des « expulsions de squatters par la police de Rotterdam ».

Cela n'a pas empêché les deux pays d'être, de 1962 à 1969, les architectes les plus zélés de la politique agricole commune (PAC). Cette entente cordiale agricole s'expliquait d'abord par la coïncidence des intérêts, mais la complexité quasi quotidienne tissée entre des hommes tels que M. Mansholt (le vice-président de la commission chargé des affaires agricoles), Biesheuvel et Plesni (les ministres de l'Agriculture néerlandaise et française) y a grandement contribué. Les Pays-Bas, dont la diplomatie est traditionnellement anglophile, poussaient plus que quiconque à l'élargissement. Ils ont obtenu satisfaction en 1969, à la conférence au sommet de La Haye, lorsque le président Pompidou annonça qu'il donnait le feu vert à l'ouverture des négociations avec Londres.

Le président de la République devait d'ailleurs s'attendre à faire l'objet de manifestations d'esprit froideur : le pays de la tolérance extrême est aussi celui de la contestation permanente. Certaines positions des socialistes français n'y sont pas toujours très populaires à gauche, si elles ont, au contraire, et paradoxalement, la sympathie de la droite néerlandaise. Certaines mais pas toutes : le très respectable *NRC-Hansisblad*, qui avait récemment publié une longue interview de M. Mitterrand, intitulait samedi sa page spéciale sur la visite présidentielle : « François de téléjournalisme » (« François le décevant »).

La « déception britannique »

Commence alors une période de retrait pour la diplomatie européenne hollandaise. Le gouvernement de La Haye a été déçu de constater que la Grande-Bretagne ne jouait pas le rôle politique qu'il espérait. Les Britanniques, concentrés durant dix ans sur leurs propres problèmes, ont contribué à affaiblir le rôle des petits Etats membres. Les Pays-Bas souhaitent que leur venue fasse contrepoids à l'axe Paris-Stonn : or elle n'a fait que le renforcer. Durant cette période qui se termine à peine, les Pays-Bas donnaient sans cesse l'impression d'être partagés entre leur sentiment favorable à une intégration européenne plus poussée et leur souci permanent de ménager les Anglais.

M. Fiterman et l'incident Galbraith

« JE SUS TOUT A FAIT DISPOSÉ A VOUS ACCUEILLIR DANS LE TGV »

A la suite des propos tenus par M. Galbraith, ambassadeur des Etats-Unis à Paris, au sujet des communistes français (le Monde du 3 février), M. Fiterman a adressé au diplomate américain une lettre que publie l'Humanité de ce lundi 6 février.

Le ministre des transports salue « le rétrospectif d'un grand pays dont j'admire nombre de réalisations et dont je n'oublie pas qu'il est venu au secours de notre pays dans des moments difficiles de son histoire », mais fait part de son « étonnement » devant la « singulière découverte » dont M. Galbraith s'est rendu coupable en « s'ingérant lourdement dans les affaires intérieures de la France ».

Par la force des choses très proches de la RFA, dont ils sont le premier fournisseur (avant la France), les Pays-Bas ont apporté une adhésion particulière à la politique européenne active pratiquée par le chancelier Schmidt à partir

de 1978. Lors de la négociation sur la compensation budgétaire britannique à Luxembourg en mai 1980, M. Van Agt, leur premier ministre, proposa le premier, ce qui ne s'imposait guère, d'offrir à M. Thatcher plus que ce qui était initialement envisagé, il est vrai que MM. Giscard d'Estaing et Schmidt tirant alors davantage que de saisir la balle au bond ! Durant cette période d'effacement, toutefois, comme nous le rappelle un haut fonctionnaire hollandais de la commission, « la nécessité et l'opportunité d'un dialogue continu sur l'agriculture avec Paris a toujours existé ».

Dans un entretien accordé au *Journal du Dimanche*, M. Fiterman revient sur l'incident en déclarant : « Le département d'Etat américain a déclaré qu'il ne s'agit que d'un malentendu. Il est normal que le gouvernement français prenne acte de cette déclaration, après que le président et le premier ministre aient adopté une position dépourvue de toute ambiguïté ».

La tournée de M. Cheysson ne semble pas avoir permis de relancer la négociation

La tournée africaine de M. Claude Cheysson, qui a regagné Paris, dimanche 5 février dans la soirée, après avoir été reçu pendant deux heures, à Tripoli, par le colonel Kadafi, ne semble pas, pour l'instant, avoir permis de relancer la négociation sur le conflit libyen. Le ministre des relations extérieures doit rendre compte au président de la République d'une mission qui l'a conduit à N'Djamena, à Addis-Abeba et dans la capitale libyenne. Entretemps, Paris a annoncé qu'une escadrille du 1^{er} régiment d'hélicoptères de combat — douze appareils et leurs équipages — avait été dépechée en renfort au Tchad la semaine dernière.

Il est sans doute trop tôt pour se faire une idée précise des résultats de la tournée de M. Cheysson, qui s'est montrée très discrète après ses entretiens à Tripoli, avec le numéro deux libyen, le commandant Jaloud, qu'il a rencontré pendant trois heures samedi soir, et le colonel Kadafi. M. Cheysson a paré de discussions « solides, attentives, point par point ». Dans la longueur de ces échanges, il a vu la preuve que « la volonté du président Mitterrand d'aborder les problèmes communs aux deux pays, sur le plan politique », avait été « appréciée » à Tripoli.

Le colonel Kadafi a donné une impression un peu différente de cet entretien au cours d'une conférence de presse tenue après l'audience de M. Cheysson. Le dirigeant libyen a notamment déclaré que le ministre des relations extérieures avait été « d'accord » avec lui sur la nécessité de trouver un « troisième homme » — autre que MM. Goukouni Oueddei et Hissène Habré — pour assurer le succès d'un règlement politique. Jeudi, après avoir été reçu à N'Djamena par le président Hissène Habré, M. Cheysson avait pourtant déclaré : « Le Tchad a un chef d'Etat, c'est un fait irrécusable qui aucun Etat africain ne peut contester ».

M. Cheysson a d'ailleurs démenti, avant de quitter Tripoli, avoir évoqué la question d'un « troisième homme » avec le dirigeant libyen.

Tout en estimant que la visite de M. Cheysson à Tripoli produirait des « résultats positifs », le colonel Kadafi a cependant reconnu qu'aucune « solution idéale » n'avait été trouvée et qu'il s'attendait à « une autre visite de M. Cheysson », une fois M. François Mitterrand informé du résultat de ce premier contact.

Sur le fond, le dirigeant libyen s'est montré ferme. « Ni les forces françaises ni aucune force étrangère à l'Afrique », ne doit jouer de rôle sur le continent et « notre lutte se poursuivra afin de libérer l'Afrique non par la force, mais par la révolution », a-t-il affirmé, en ajoutant qu'il ne reconnaissait pas l'argumentation française de « dévotion de la France envers son ancienne colonie ». « C'est une forme de néo-colonialisme et d'impérialisme, il faut résister », a-t-il dit à ce propos en rappelant que la Libye fournissait « des conseillers militaires » au GUNT — le gouvernement rebelle

l'Assemblée nationale allait demander la constitution d'une commission d'enquête parlementaire sur les circonstances de la perte d'une Jaguar le 25 janvier. Tout « en ne dégageant pas » la tournée de M. Cheysson, M. Maurice Couve de Murville, député RPR de Paris, ancien premier ministre, a déclaré, dimanche au « Forum » de Radio Monte-Carlo, à propos de l'étape de Tripoli, qu'« il fallait, soit un certain courage, soit un certain degré d'illusion pour procéder à des démarches de ce genre ».

Quant à M. Barre, invité du « Grand Jury RTL-Le Monde », il a estimé, à propos du Tchad et du Liban : « Nous sommes vraiment enlisés, pour ne pas dire piégés. Pour ce qui est du Tchad, j'éprouve quelque tristesse à voir notre ministre des affaires étrangères se livrer à un périple qui finit par le conduire chez le colonel Kadafi. Je n'ai rien contre le colonel Kadafi, mais, dans la situation qui caractérise l'Afrique et compte tenu des problèmes libyens, ne croyez-vous pas qu'il eût été préférable de s'abstenir d'une telle démarche ? »

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Cameroun

M. BIYA A REMANIÉ POUR LA CINQUIÈME FOIS LE GOUVERNEMENT

Le chef de l'Etat camerounais, M. Paul Biya, a procédé, samedi 4 février, à un remaniement ministériel principalement marqué par la suppression du poste de premier ministre. M. Luc Ayang, qui détenait jusqu'à ce poste, a été nommé président du Conseil économique et social, en remplacement de M. Félix Sabal Lecca, qui avait été nommé en juin 1978.

Ce remaniement est la conséquence d'une loi adoptée, le 25 janvier dernier, par l'Assemblée nationale camerounaise portant suppression du poste de premier ministre et modifiant certains aspects de la Constitution (le Monde du 27 janvier). Le nouveau gouvernement compte dorénavant treize ministres au lieu de treize-dix, et trois nouveaux portefeuilles sont créés : enseignement supérieur et recherche scientifique, M. Gibeing Bol Alims ; condition féminine, M. Yaou Boubakarji (deuxième femme à faire son entrée au gouvernement) ; informatique et marchés publics, M. Daniel Kamgueu.

Les principaux ministères ne changent pas de titulaire. M. Félix Tonye Mbog reste aux affaires étrangères. Outre M. Georges Ngang, maintenu dans ses fonctions de ministre chargé de mission à la présidence de la République, une autre personnalité, M. Joseph Charles Doumba, s'est vu accorder ce titre. Ce remaniement ministériel est le cinquième depuis que M. Biya a accédé au pouvoir en novembre 1982. — (AFP, Reuter.)

Zaire

● **REMANIEMENT MINISTÉRIEL** — Le président zaïrois, M. Mobutu, a limogé, vendredi 3 février, ses ministres des finances (M. Namwisi Makoyi) et du budget (M. Ngole Ilili), et a nommé son fils, M. Niwa Mobutu, qui faisait office jusqu'ici d'ambassadeur itinérant, au poste de secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. D'autre part, M. Mulumba Lukoji a été nommé ministre du plan. — (Reuter.)

AMÉRIQUES

DÉNONÇANT LES « AGRESSIONS » AMÉRICAINES Le Conseil d'Etat nicaraguayen suspend la préparation des élections de 1985

Le Conseil d'Etat, qui fait office de pouvoir législatif au Nicaragua, a annoncé, le 4 février, qu'il ajournait sine die la discussion du projet de loi en vue d'organiser les élections générales de 1985, qui devaient commencer le mardi 7 février. C'était le 21 février, en principe, que devait être connue la date de cette consultation. M. Carlos Nunez, un des neuf « commandants » du Front sandiniste, président du Conseil d'Etat, a indiqué que cette décision était consécutive aux deux raids aériens menés, les 2 et 3 février, contre le territoire national par des appareils provenant de toute évidence du Honduras voisin. Ces raids, qui ont été revendiqués par les contre-révolutionnaires des Forces démocratiques nicaraguayennes (FDN), ont fait, selon Managua, cinq morts et dix blessés, tous des militaires.

Lors d'une réunion extraordinaire du Conseil de sécurité des Nations unies, convoquée le 3 février à la demande du Nicaragua, le représentant du gouvernement sandiniste a accusé le Honduras et implicitement les Etats-Unis d'être les auteurs directs de ces raids.

La discussion du projet de loi ne reprendra que lorsque les « agressions des Etats-Unis contre le Nicaragua cesseront de monter en puissance », a précisé le Conseil d'Etat.

Dans un premier temps, la réaction des autorités avait été plus nuancée. S'exprimant à Caracas, où il venait assister aux cérémonies d'investiture du nouveau président — le social-démocrate M. Lusinchi, — M. Daniel Ortega, coordonnateur de la junte du gouvernement, avait affirmé que la discussion se poursuivait. Mais, devant déclarer un peu plus tard M. Humberto Ortega, chef des armées nicaraguayennes, « le processus électoral de ce pays ne peut être isolé des développements en Amérique centrale et des agressions perpétrées contre nous par les Etats-Unis et le Honduras ». L'opposition conservatrice nicaraguayenne a aussitôt protesté.

ISTH Depuis 1953
INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES
ET TECHNIQUES HUMAINES
EXPERIENCE PEDAGOGIQUE
CONFIRMÉE DEPUIS 1953
Préparations complètes
au diplôme d'état de
L'EXPERTISE COMPTABLE
C.P.E.C.F.
Certificat Préparatoire
aux Etudes Comptables
et Financières
Octobre à Avril
D.E.C.S.
Trois certificats
Octobre à Juin
Centre TOLBIAC 83, Av. d'Italie
75013 Paris - Tél. 585.59.35

Sachez reconnaître une voiture d'une bagnole.



D'après le Larousse, une bagnole "est une mauvaise voiture". Mais des bagnoles, Volvo n'en a jamais produit. Plus que tout autre modèle, la Volvo 240 a perpétué la légende Volvo.

En 1976, aux États-Unis, la Délégation Américaine à la Sécurité a choisi la 240 comme "étalon" pour juger toutes les autres voitures sur l'amélioration de la sécurité. Car Volvo a toujours été un pionnier pour la sécurité.

Ainsi, c'est sur les Volvo que la ceinture de sécurité à 3 points d'ancrage et le pare-brise en verre feuilleté ont été pour la première fois adoptés par un constructeur.

C'est encore sur les Volvo que la notion de sécurité dynamique a été développée. Elle regroupe 3 aspects essentiels. Une carrosserie autoportante qui donne au véhicule des qualités routières exceptionnelles. Une précision extrême

de la direction à crémaillère. Un système de freinage à double circuit en triangle qui maintient 80 % de la puissance en cas de défaillance de l'un des deux circuits.

Un autre facteur qui a contribué à la légende de la 240 est son confort. Un homme bien assis est un automobiliste détendu, un pilote plus sûr.

C'est pour cela que Volvo développe constamment des études ergonomiques très poussées sur l'anatomie de ses sièges avec comme résultat une gamme de réglage qui permet à 97 % des adultes de trouver, une fois assis, leur position idéale de conduite.

Toutes ces qualités, vous les retrouverez sur toute la gamme Volvo 240.

Les 250 concessionnaires et agents Volvo seront fiers de vous présenter de vraies voitures. De 8 à 11 ch, berline ou break, essence, diesel ou turbo à partir de 77 600 F. **VOLVO**



MODELE PRESENTE 240 GLE, MILLESIME 84, PRIX 108.500 F AU 01.02.84 CONSOMMATIONS AUX 100 KM A VITESSE STABILISEE: 6,7 L A 90 KM/H; 9,3 L A 120 KM/H; 13,5 L EN VILLE (NORMES CEE). VOLVO FRANCE, 49 AVENUE D'YENA 75116 PARIS. TEL. (1) 723.72.62.

مكتبة من الامم

LA CAMPAGNE
L'AMBIANCE
SUIVE VOIE

HUMIDITE GR
LE REN
DEFINITIV

Royal D...

مكتبات الأمل

EUROPE

Italie

CAMBRIOLAGE
A L'AMBASSADE
SOVIÉTIQUE

(De notre correspondant.)

Rome. — Il n'y a pas de forte-
resse imprenable. C'est ce
qu'ont démontré des voleurs qui
ont dévalisé à la mi-janvier l'am-
bassade d'Union soviétique à
Rome, sans aucun doute l'une
des mieux gardées.

Selon l'hebdomadaire *L'Es-
presso*, les voleurs ont emporté
douze tapisseries de prix ayant
appartenu à Pierre Le Grand et
provenant du musée de Lening-
rad, ainsi qu'une vingtaine de
tableaux qui décoraient les salons
de la villa Abamelek, luxueuse
résidence de l'ambassadeur.

Comme le commun des mor-
tels, M. Nikolai Lunkov, l'am-
bassadeur, a dû un matin de jan-
vier aller déclarer le vol au
commissariat de police du quar-
tier, avant de se rendre au mini-
stère des affaires étrangères. Se-
lon lui, le vol s'est produit par
une nuit pluvieuse.

Les gardes s'étaient mis à
l'abri avec leurs chiens dans le
bâtiment qui leur est réservé, à
une dizaine de mètres de la ré-
sidence. Et les voleurs ont pu péné-
trer dans le jardin sans encombre.

Seuls des agents secrets pen-
sent avoir une telle audace, ont
pensé tout de suite les autorités
italiennes. « Non, non, la CIA
ne fait pas de choses pareilles.
Ce sont des voleurs tout à fait
normaux », affirme l'ambassa-
deur.

En attendant, il risque son
poste. Si des voleurs peuvent péné-
trer dans sa résidence, on peut se
demander de combien de mi-
cro et autres gadgets de l'espion-
nage est truffée l'ambassa-
de soviétique à Rome.

Ph. P.

URSS

L'ajournement de la visite du maréchal Oustinov en Inde
relance les rumeurs sur l'état de santé de M. Andropov

Moscou. — L'annonce, samedi
4 février, que le maréchal Oustinov,
ministre soviétique de la défense,
ajournerait le voyage qu'il devait com-
mencer ce lundi en Inde a suscité
une vague de rumeurs dans les mi-
lieux occidentaux à Moscou. Le
communiqué de Tass tient en quel-
ques lignes. L'agence soviétique se
borne à indiquer que la visite du ma-
réchal Oustinov à New-Delhi a été
« reportée pour quelque temps ». Il
n'est pas dans les usages soviétiques
de donner les raisons d'un contre-
temps de ce genre, mais il est tout
aussi inhabituel de différer au der-
nier moment le déplacement d'une
des plus hautes personnalités du ré-
gime.

Tass écrit que le report de la visite
a été décidé « en accord mutuel des
deux parties ». Un responsable in-
dian a cependant jugé bon de pré-
ciser que les Soviétiques — et eux
seuls — avaient demandé l'ajourne-
ment en invoquant des raisons « in-
sérieuses ». La politique intérieure
soviétique est actuellement dominée
par l'incertitude qui pèse sur la
santé de M. Andropov. L'état de ce
dernier oblige-t-il le ministre de la
défense à rester à Moscou ?

Dans ce cas, l'aggravation serait
toute récente : l'annonce officielle
du voyage n'a été faite que le 1^{er} fé-
vrier, et le lendemain encore
M. Gromyko s'était entretenu avec
l'ambassadeur indien M. Narul Ha-
san. Quel qu'il soit, l'ajournement
nouveau qui a motivé le report de cette
visite est donc postérieur à cette
date. Il y a, bien sûr, la possibilité
que le maréchal Oustinov, qui est
 âgé de soixante-quinze ans et dont la
santé a suscité plusieurs fois des in-
quiétudes, soit lui-même souffrant.

La visite avait été préparée avec
beaucoup de soin. Le maréchal Ous-
tinov, accompagné du chef d'état-
major, le maréchal Ogarkov, avait
rencontré l'ambassadeur indien le
31 janvier.

L'Inde est un partenaire militaire
important de l'URSS et l'un de ses

De notre correspondant

principaux acheteurs d'armes dans
le tiers-monde. D'une façon générale
Moscou ne manque pas une occasion
d'exalter la qualité de ses liens avec
New-Delhi. Le vingt-cinquième an-
niversaire du combat métallurgi-
que de Bhilai dans l'état de
Madhya-Pradesh, construit avec
l'aide de l'URSS, a été abondam-
ment célébré dans les journaux et à
la télévision.

Mis en service le 4 février 1959,
ce combinat est présenté comme un
symbole de l'amitié entre les deux
pays de même que les satellites in-
dians Aryabhata et Bhaskara, mis en
orbite par des fusées soviétiques. Il
ne manque plus que le vol d'un cos-
monaute indien à bord d'un vaisseau

spatial soviétique, qui est d'ailleurs
prévu pour bientôt, pour couronner
l'« amitié soviéto-indienne ».

DOMINIQUE DHOMBRES.

[Pour New-Delhi aussi, la visite du
maréchal Oustinov en Inde revêtait une
grande importance politique. Le mini-
stre soviétique de la défense devait diri-
ger une délégation d'experts militaires.
L'URSS a proposé l'année dernière à
l'Inde de lui vendre différents arme-
ments sophistiqués. Les dirigeants so-
viétiques entendent, d'autre part,
conserver une influence privilégiée ap-
rès d'un pays qui assure actuellement
la présidence du mouvement des pays
non-alignés, et la venue à New-Delhi du
maréchal Oustinov devait contribuer à
consolidier les liens avec Moscou. « Ce
sont les Soviétiques qui ont décidé le re-
port de la visite », a déclaré le porte-
parole du ministère indien de la dé-
fense.]

Espagne

L'ETA militaire
est accusée d'avoir assassiné
un militant séparatiste repent

De notre correspondant

Madrid. — La violence ne cesse
de croître au Pays basque à l'ap-
proche des élections régionales prévues
pour le 26 février. Le samedi 4 fé-
vrier, un industriel, M. Miguel Fran-
cisco Solana, a été assassiné en pré-
sence de sa famille dans un café
d'Algorta, en Biscaye.

Le lendemain, c'est un garde civil
à la retraite qui était grièvement
blessé dans un attentat dans une rue
de Lasarte (Guipuzcoa). Si ces
deux actions n'ont pas encore été re-
vendiquées, tout porte à croire
qu'elles sont l'œuvre de l'ETA mili-
taire.

M. Solana avait collaboré dans les
années 60 avec cette organisation, ce
qui lui avait valu de connaître les
prisons franquistes dont il s'était
échappé pour se réfugier en France.
Revenu en Espagne après l'amnistie,
il avait rompu avec l'ETA militaire
et aurait, semble-t-il, fait échouer un
projet d'attentat dans lequel les sé-
paratistes avaient essayé de l'impli-
quer. En l'assassinant, ces derniers
ont, de toute évidence, voulu dis-
suer leurs militants tentés de profiter
des mesures de grâce individuelles
accordées par le gouvernement aux
terroristes « repentis ».

L'ETA militaire, dont la presse de
Madrid avait prématurément an-
noncé l'imminente disparition après
les mesures prises contre elle au
Pays basque français, a, par ailleurs,
reçu un nouveau renfort. Dans un
communiqué publié dimanche par le
quotidien basque *Egin*, proche des
milieux nationalistes radicaux, le
secteur majoritaire de l'ETA poli-
tico-militaire « huitième assemblée »
a annoncé la dissolution de cette
organisation, afin de permettre
à ses membres de s'intégrer indivi-
duellement au sein de la branche mi-
litaire de l'ETA. L'ETA politico-
militaire, « huitième assemblée »,
était née en octobre 1982. Ses mem-
bres étaient en désaccord avec un
autre secteur de cette organisation,
connu sous le nom de « septième as-
semblée », qui avait décidé d'aban-
donner définitivement la lutte ar-
mée.

Depuis l'assassinat, le 29 janvier,
à Madrid, du lieutenant-général
Guillermo Quintana, l'organisation
séparatiste semble s'être engagée
dans une nouvelle escalade de vio-
lence, pour montrer sa capacité de
résister aux coups qui lui ont été
portés des deux côtés des Pyrénées.
THIERRY MALINAK.

A TRAVERS LE MONDE

Éthiopie

• ARRESTATIONS D'OPPO-
SANTS A ADDIS-ABEBA. —
Pour la première fois depuis plu-
sieurs années, les autorités éthio-
piennes ont annoncé, samedi 4 fé-
vrier, le démantèlement d'un
réseau clandestin d'opposants ap-
partenant à l'Alliance démocratique
du peuple éthiopien (ADPE). Trois chefs de réseau
et quinze activistes de l'ADPE
ont été arrêtés pour « menées
subversives » alors qu'ils distri-
buaient des tracts, le 8 décembre
1983, dans la capitale éthio-
pienne. Parmi eux figurent qua-
tre officiers, ainsi que trois mem-
bres de l'ancienne noblesse. Ils
sont accusés de « collusion avec
des pouvoirs impérialistes, d'es-
pionnage, de diffusion de ru-
meurs et de distribution de litté-
rature antirévolutionnaire ».

Grande-Bretagne

• ASSASSINAT D'UN DIPLO-
MATE INDIEN. — Le corps
d'un diplomate indien, M. R.H. Mahté, enlevé le ven-
dredi 3 février, à Birmingham, où
il était en poste au consulat, a été
retrouvé à Hinxley, dans le Leis-
tershire. Une organisation s'in-
titulant Armée de libération du
Cachemire avait revendiqué l'en-
lèvement et réclamé une rançon
de 1 million de livres sterling,
ainsi que la libération de prison-
niers politiques cachemiris dé-
tenus à New-Delhi.

[L'assassinat de Birmingham a eu
des répercussions sur la situation politique
au Cachemire sous administration
indienne est tendue. Dans une in-
terview publiée par le *Financial Times*
du 6 février, le fils du premier mini-
stre, M. Rajiv Gandhi, exprime sa
conviction que le Pakistan, qui
contrôle le nord de la province, ten-
dra d'envahir d'ici un an le territoire
administré par l'Inde.]

Libye

• LIBÉRATION DE DEUX ITA-
LIENS. — M^{me} Renza Vidossio
Bari et son fils Oreste, de natio-
nalité italienne, dont le volier
avait été retenu le 21 novem-

bre 1983 par des Libyens dans le
port de Derna, sont arrivés le di-
manche 5 février à Rome, après
avoir été libérés la veille par les
autorités de Tripoli (*le Monde* du
31 janvier). M. Bari a déclaré, à
son arrivée, avoir été « mal-
traité » par ses gardiens, tandis
que sa mère a affirmé avoir été
traitée correctement.

République
sud-africaine

• PENDAISON DE QUATRE
NOIRS. — Quatre Noirs sud-
africains, reconnus coupables de
meurtre, ont été pendus, vendredi
3 février, à la prison centrale de
Pretoria, a annoncé le ministère
de la justice. Selon Amnesty in-
ternational, 6 % des exécutions
capitales pour crimes de droit
commun recensées à travers le
monde en 1982 ont eu lieu en
Afrique du Sud. Cette année-là,
cent condamnés — dont un Blanc
— ont été pendus dans ce pays.

Sénégal

• FERMETURE DE L'AMBA-
SADE D'IRAN. — L'ambassade
d'Iran à Dakar a été fermée, sur
ordre des autorités sénégalaises,
qui ont accusé les diplomates ira-
niens de soutenir financièrement
des groupes islamiques « khomei-
nistes » de plus en plus actifs
dans le pays. Cette décision, pu-
rement administrative, ne signifie
pas une rupture des relations di-
plomatiques avec l'Iran. — (AFP,
Reuters.)

Tunisie

• REPARATION D'UN HEB-
DOMADAIRE SUSPENDU. —
L'hebdomadaire francophone
Réalités (indépendant), qui
avait été suspendu le 13 janvier
1983, a reparu samedi 4 février
en Tunisie. Il avait été créé à la
suite de la suspension en 1982
d'un autre hebdomadaire, *Magh-
reb*, lui aussi assez critique à
l'égard du pouvoir, et qui a été
autorisé à paraître début 1983.
— (AFP.)

HUMIDITÉ GRIMPANTE:
LE REMÈDE
DÉFINITIF EXISTE.

Finie l'humidité grimpante.
Finie le salpêtre. Après 50 ans
de résultats en Angleterre,
Royal Doulton vient au secours
de vos murs.
— Simple : Des tubes de céra-
mique introduits dans vos murs
boivent intégralement l'humidité
grimpante qui monte du sol et vous
préservent du salpêtre pendant 30 ans
au moins.

— Indispensable : Cet équipement
vous aide à garantir la valeur de
votre maison.
— Pratique : C'est une installation qui ne
nécessite pas de travaux importants.
— Efficace : C'est LA solution d'as-
sainissement DÉFINITIVE.
— Sans surprise : Royal Doulton
vous propose un diagnostic et un
devis gratuits sur simple demande.

LEFFET
DE CE
PRODUIT
EST
GARANTI 30 ANS.

Bon pour une décontamination gratuite.
Il désire recevoir gratuitement et sans aucun
engagement une documentation complète sur
le procédé ROYAL DOULTON.

Nom (surnoms)
Adresse complète
78
N° du département de la maison
concernée par le problème d'humidité.
Renvoyez ce bon à : Royal Doulton 75-77, rue du Dr Volant 75220 St-Cyr-Francis.
Royal Doulton
Bureau à Paris, Arles, Rennes, Agen.
MON 01

MAX GALLO

La troisième
alliance
pour
un nouvel
individualisme

Fayard

"Le premier des droits
de l'homme, c'est
la liberté individuelle,
la liberté de la
propriété, la liberté
de la pensée, la
liberté du travail."

Jean Jaurès

FAYARD

228 pages
54 F

Le Monde

politique

AU « GRAND JURY RTL-LE MONDE »

M. Barre : je ne changerai pas

Une différence appuyée

M. Raymond Barre ne s'entend pas avec le monde. Il ne supporte pas d'être ramené au rang des « pécuniaires microcosmiques ». C'est ainsi qu'il exalta le « jeu des partis », ne veut pas se laisser dominer par l'« idéologie », est indifférent aux sondages et ne commet pas la « sottise » de se croire un « recours ». Il ne voit « aucun inconvénient » à ce que l'opposition réfléchisse, mais ne répondra pas à ses éventuelles sollicitations dans la perspective, lointaine à ses yeux, de l'élection présidentielle de 1988, seule échéance « décisive » dans la vie politique française.

M. Raymond Barre veut garder l'esprit et les mains libres et pense « à envoyer » personne en choisissant cette voie solitaire, donc il accepte les « risques ». Ce faisant, il balise d'une main tous les « intermédiaires » qui pourraient intervenir dans son dialogue avec la nation.

Toutefois, M. Barre n'est-il pas conduit à sacrifier à des rites qu'il dénonce ? L'ancien premier ministre, comme les autres principaux acteurs de la vie publique, ne fait de cadeaux ni à ses partisans-rivaux, de l'opposition, ni, bien sûr, à ses adversaires de la majorité. M. Barre, plus que d'autres, pratique avec subtilité l'art du non-dit. Art qui permet de préserver l'innocence de celui qui préfère laisser deviner la férocité des attaques qu'il peut porter, mais qui se garde bien de les exprimer ouvertement.

S'il ne s'intéresse pas au microcosme, M. Barre partage une des préoccupations essentielles des responsables politiques : les électeurs, ceux qui ont été adossés par la récente prestation d'Yves Montand, mais aussi ceux qui, récemment, ont porté leurs voix sur M. Le Pen ou sur les listes dirigées par ses lieutenants.

Il ne craint pas d'adopter à ce sujet une attitude un peu paradoxale en refusant de considérer le chef de file du Front national comme un « épouvantail », tout en jugeant inadmissibles nombre de propos tenus par ses principaux « adjoints ». Si elle n'était destinée à être électoralement efficace, comment comprendre cette distinction ? M. Le Pen peut tenir des propos apaisants lorsqu'il rencontre M. Barre, mais ses propos publics ne manifestent pas toujours le même souci.

On en arrive à penser que, pour se démarquer d'une opposition dont il refuse le comportement et les travers, M. Barre tombe dans certains excès qui risquent, à la longue, de le faire apparaître davantage comme un donneur de leçons que comme un sage. Ces excès risquent de ne laisser subsister, de son discours, que le caractère péremptoire de la forme au détriment du fond et des nuances qu'il exprime.

C'est ainsi que, tout en condamnant le caractère cahotant de la politique gouvernementale, il reconnaît à M. Delors, au nom de la « bonne foi » et de l'« objectivité », le mérite de défendre des positions « utiles au pays ». Il aime ainsi rappeler qu'il sait, à l'occasion, distinguer les actions « menées dans la bonne direction ».

C'est dans ce registre que M. Raymond Barre peut sans doute le mieux cultiver cette « différence » à laquelle il tient tant. Une différence appuyée.

CH. FAUVET-MYCIA.

● M. Giscard d'Estaing et la défense des libertés. — L'ancien président de la République se rendra, le 8 février, à l'invitation de M. François Léotard, secrétaire général du PR, au « Rendez-vous de la liberté » organisé à Paris par la Mutualité. Il adressera à cette occasion, « un message sur la défense des libertés ». Cette manifestation est la dernière de la série organisée par le parti républicain sur ce thème de la défense des libertés.

M. Raymond Barre, qui avait récemment expliqué que l'élection présidentielle « ne pourrait [le] concerner que si les circonstances conduisaient les Français à envisager avec faveur une candidature qui nait rien à voir avec le jeu des partis », a précisé, dimanche 5 février au « Grand Jury RTL-Le Monde », dont il était l'invité, que son attitude « résulte à la fois de l'analyse et du tempérament ». « Je ne suis pas, a-t-il dit, dominé par l'idéologie. Par formation et par effort intellectuel d'objectivité, je m'efforce de ne pas laisser blesser mes analyses et mon jugement par l'idéologie, qu'elle soit métaphysique, politique ou sociale ». « Par ailleurs, a-t-il ajouté, je me souviens de la IV^e République, où le jeu des partis a été désastreux pour notre pays (...). A l'heure actuelle, il y a une inclination très forte à voir réparaître de façon plus intense que par le passé le jeu des partis. Cela ne me semble pas correspondre aux exigences du présent ni aux exigences de l'avenir ».

Invité à commenter le dernier sondage IPSOS publié par le Journal du Dimanche daté du 5 février et dans lequel 15 % des personnes interrogées « souhaitent » que M. Barre soit élu président de la République contre 58 % qui ne le souhaitent pas, l'ancien premier ministre a affirmé que les sondages l'« indiffèrent » et que ce ne sont pas eux qui lui feront changer d'attitude. « Je ne changerai pas l'attitude que j'ai adoptée, le comportement que je pratique, l'action que je mène », a-t-il répété avant de souligner : « J'aspire de ne pas pratiquer la sottise de me croire un recours ». Si M. Barre prenait un jour la décision de se présenter ou de ne pas se présenter à l'élection présidentielle, il prendrait cette décision « en temps opportun » et il le « ferait savoir » lui-même. « Je n'ai pas l'intention dans ce domaine de m'en remettre à d'autres », a-t-il déclaré.

Le député du Rhône « comprend parfaitement le succès » rencontré par Yves Montand après sa récente prestation télévisée. Selon lui, le succès de ce « homme plein de bon sens », qui a « parlé spontanément » et ne s'est pas « encombré de précautions », « est très révélateur de l'opinion générale des Français à l'heure actuelle ».

Il a tenu à noter qu'en multipliant les rencontres avec les Français, à l'invitation de clubs ou d'associations d'opposition, il « n'ennuie personne ». « Les gens viennent ou ne viennent pas. Je n'ai aucun moyen de les forcer à venir. Je n'ai même pas d'appareils pour [les] mobiliser (...). »

Pour M. Barre, « ce qui est décisif dans la IV^e République, c'est l'élection présidentielle (...) Cessons d'imputer à des consultations électorales des effets qui sont purement imaginaires et qui n'ont aucune incidence sur le fonctionnement du pouvoir », a-t-il demandé, avant de préciser que les élections européennes étaient « des élections importantes en soi parce qu'elles permettaient aux Français de manifester leurs sentiments à l'égard de l'Europe » mais qu'elles « ne devaient pas être considérées comme un test de politique intérieure », ce qui à ses yeux serait « un détournement de procédure ».

Au « Grand jury RTL - Le Monde », M. Raymond Barre s'est défendu d'avoir dit, à Brive, où il était, vendredi soir, l'invité du club de la Benche, que les élections européennes ne seraient « guère plus importantes qu'une cantonale » (Le Monde daté 4-5 février). S'il n'a effectivement pas tenu ce propos devant les mille cinq cents personnes venues l'écouter, l'ancien premier ministre a néanmoins eu recours à cette comparaison, un peu plus tard, lors d'un « pot amical » réunissant, au Café de Paris, quelque cinquante personnes dont une dizaine de journalistes. Ceux-ci ont d'ailleurs cité cette phrase dans leurs journaux respectifs, comme l'a fait notre correspondant.

M. Barre est revenu sur la signification des différentes consultations électorales en France et, notamment, sur l'élection européenne en des termes qui ne laissent aucun doute sur son attachement aux institutions de l'Europe communautaire.

« Je n'aime pas que l'on mélange les affaires de politique étrangère et les affaires de politique intérieure », a-t-il ajouté. Il a souhaité que la liste de l'opposition gagne et qu'elle gage bien, en refusant de se prononcer sur le choix de la liste unique : « Je n'ai pas à m'occuper d'affaires qui ne me regardent pas ».

« M. Le Pen fera des voix... »

M. Barre s'est étonné que l'on puisse faire de M. Le Pen « un épouvantail », tout en jugeant « inadmissibles » certains des propos tenus par quelques-uns des « lieutenants » du président du Front national. L'ancien premier ministre croit que, lors du scrutin du 17 juin, « M. Le Pen fera des voix parce que ce qui se passe à l'heure actuelle en France conduit un certain nombre de Français à voter dans un sentiment d'exaspération. Ce n'est pas, a-t-il affirmé, M. Le Pen qui m'inspire, ce sont les électeurs de M. Le Pen et la raison pour laquelle ils se portent sur ses listes ».

Interrogé sur une éventuelle « alliance objective » entre la gauche et M. Le Pen, M. Barre a répliqué : « Je crois qu'il y a beaucoup d'alliances objectives depuis longtemps, et pas seulement avec M. Le Pen ». A ce moment de l'émission, l'ancien premier ministre a regretté que l'on en soit toujours « au ras des pâquerettes microcosmiques ».

M. Barre a estimé qu'« il est tout à fait normal » que l'opposition définisse « les principes fondamentaux qui doivent inspirer un projet de société », mais qu'elle doit se garder d'« un luxe de précisions qui finira tôt ou tard par la dénégation électorale ». Il a refusé de pronostiquer un succès de l'opposition en 1986, notamment parce qu'il « fait assez confiance au pouvoir actuel pour qu'il prenne toutes les dispositions propres à assurer sa survie ».

L'ancien premier ministre n'a pas voulu commenter les déclarations récentes de M. Giscard d'Estaing estimant que M. Mitterrand n'était plus « qualifié pour représenter l'unité des Français ». « Moi, je m'occupe du pouvoir actuel et non des personnalités de l'opposition ».

« Le gouvernement fanfaronne »

M. Barre, qui effectue de fréquents déplacements à l'étranger, a noté que « lorsque vous observez la France à partir de l'étranger, vous êtes frappé d'une sorte de déconjonction (...) ». L'incapacité [du gouvernement] de procéder à une analyse objective de la situation [lui] paraît particulièrement grave dans ce pays ». Selon lui, « la prestation des réalités nationales et internationales » sera bientôt telle que « les Français seront intensément amenés à comprendre un certain nombre de choses et à modifier leurs attitudes ». Il a poursuivi : « L'un des problèmes que l'on constate, à l'heure actuelle, à l'égard de la classe politique en général et de la classe politique de gauche en particulier, c'est un certain discrédit qui vient du fait que les Français se rendent compte maintenant qu'on les avait abusés (...) ». Voir les mêmes gens défendre ce qu'ils ont fait et dire le contraire de ce qu'ils ont dit, croyez-moi, cela crée un grand malaise ».

A propos des mutations industrielles, M. Barre a rappelé qu'il avait « posé ce problème » à partir de 1976-1977. Il a remarqué : « Les mutations industrielles que nous avions entreprises étaient menées dans un contexte où il n'y avait pas le drame du déficit budgétaire actuel, où la monnaie était tenue, où les exportations françaises ne cessaient de se développer. Par conséquent, il y avait un climat général qui permettait de faire sup-

porter mieux les mutations qui allaient intervenir ».

M. Barre a adressé au gouvernement trois reproches : « Le gouvernement n'aurait pas tant de difficultés s'il n'avait pas répandu tant d'illusions (...) ». [Il] procède comme si, de temps à autre, une mouche le piquait. Vous avez pendant une année la rigueur. Et puis une autre année, les mutations industrielles (...) C'est une espèce de discontinuité inhérente à la pensée du pouvoir actuel (...). Il commence une chose, il arrête, il fait une autre chose et, chaque fois, il fanfaronne. Enfin, selon l'ancien premier ministre, le gouvernement « donne nettement l'impression de ne pas savoir ce qu'il veut faire. On n'a jamais vu un conseil des ministres se tenir sans que des mesures puissent être arrêtées ».

M. Barre a remarqué que si l'on avait poursuivi la politique qu'il avait engagée, « la France aurait été en mesure de bénéficier de la reprise qui commence à s'annoncer sur le plan international ». Il a jugé que la France « bénéficierait un peu de la demande internationale » mais pas de « cet effet de diffusion de la croissance que nous observons dans un certain nombre de pays déjà », notamment parce que « l'industrie française et l'économie française se trouvent à l'heure actuelle cassées par un certain nombre de contraintes, par une espèce d'indétermination structurelle ».

L'ancien premier ministre soulève que « la rééquilibrage de la balance commerciale et de la balance des paiements que nous voyons s'observer à l'heure actuelle se poursuit. S'il se poursuit, nous pourrions limiter l'endettement ultérieur de la France et, par conséquent, faire face, dans de meilleures conditions, aux exigences de remboursement ». Il ne voit pas comment, d'autre part, il serait possible d'« abaisser d'un point les charges sociales l'an prochain si l'on ne majore pas le prochain budgetaire ». Il trouve que « M. Delors s'efforce, à l'heure actuelle, de défendre un certain nombre de positions qui je crois utiles au pays ». M. Barre « ne l'approuve pas entièrement », mais il est « obligé, en toute bonne foi et en toute objectivité, de dire qu'il fait un certain nombre de choses qui [lui] paraissent aller dans la bonne direction ».

Enfin, M. Barre a rappelé que, à ses yeux, la défense est « une affaire nationale » mais il croit aussi que « les pays européens doivent faire preuve d'un plus grand esprit de défense » et qu'« ils s'en sont remis un peu trop aux Etats-Unis du soin de les défendre ». Il a insisté sur le fait qu'« en matière de défense, le dossier est assez sérieux et complexe pour qu'il ne soit pas l'objet de propos superficiels et impétueux ».

● Le Prix de thèse des collectivités locales. — Pour sa cinquième édition, le Prix annuel de thèse sur les collectivités locales, organisé par le GRAL (Groupe de recherches administratives et locales) — dépendant du CNRS — et par la ville d'Orléans, a pris une dimension internationale. En effet, le premier prix (d'un montant de 10 000 F) a été décerné à un universitaire belge, M. Yves Lejeune, pour sa thèse les Cantons suisses dans les relations internationales, qui apporte une contribution à l'étude plus générale du statut international des Etats fédérés.

Quant au Prix spécial du jury, il a été obtenu par M. Reynald Secher pour un essai sur les notions de légitimité et de légalité à partir de l'analyse du village vendéen de la Chapelle-Basse-Mer. La remise des prix a eu lieu, samedi 4 février à l'unis, en présence du président de la municipalité de la capitale tunisienne, M. Zakaria Ben Mustapha, et de M. Jacques Douffiaque, maire d'Orléans.

Propos et débats

M. Fiterman : oui à une « modernisation réelle, maîtrisée, juste, négociée »

« Personne ne refuse la modernisation », à condition qu'elle ne soit pas « sauvage » mais « réelle, maîtrisée, juste, négociée », explique M. Charles Fiterman dans une interview publiée par le Journal du dimanche du 5 février. Le ministre des transports ajoute qu'« il faut conduire la mutation avec l'objectif de muscler et non de mutiler » l'industrie, de « créer des emplois et des richesses nouvelles ». « Cela implique de bien apprécier branche par branche les marchés potentiels, d'investir dans la technologie, le matériel, la formation des hommes, de ménager les transitions nécessaires sans laisser personne au bord du chemin », déclare-t-il, avant d'ajouter : « L'augmentation brutale du chômage que provoquerait des licenciements massifs dans des secteurs industriels ou des bassins d'emplois concernés serait insupportable ».

Pour M. Fiterman, la question évoquée par M. Mauroy — dont les propos lui apparaissent « très mesurés » — d'une éventuelle participation sans soutien du PC au gouvernement « ne se pose pas ». S'affirmant ni « potiche », ni « casseur » et ni « en réserve » ni « en congé de parti », il déclare : « Ministre communiste, ces deux termes sont inséparables pour Rigout, Relite et La Pors comme pour moi. Figurer dans un gouvernement auquel s'opposerait le parti auquel j'appartiens n'aurait, à mes yeux, aucun sens. » Après avoir affirmé : « Nous n'avons (...) qu'une obsession : avancer en route pour réussir », le ministre des transports définit l'objectif de son parti pour les élections européennes : « s'opposer aux « préférences de la droite », qui entendent faire du scrutin un « affrontement de politique intérieure », et « mobiliser au maximum ses militants et l'électorat de gauche ». Selon lui, le choix de M. Marchais comme tête de liste « s'imposait » et est le meilleur.

M. Motchane : le PS « à côté » du gouvernement, pas derrière

Pour M. Didier Motchane, membre du secrétariat national du PS, chargé de la formation, « le président de la République a raison de dire qu'il y a une seule politique possible en même temps, mais que le parti veuille infirmer cette politique, c'est tout à fait son rôle ». Le responsable du CERES, qui inaugure samedi 4 février, à Ribeauvillé (Haut-Rhin), un tour de France de formation des responsables locaux socialistes, a expliqué que le PS « n'est pas rassemblé derrière, mais à côté du gouvernement, ou au-dessous du gouvernement, au lieu de l'écarter ». Evoquant la dimension européenne de la politique socialiste, M. Motchane, qui siège également à l'Assemblée des Communautés, a indiqué : « La gauche est naturellement portée à prendre l'Europe au sérieux, contrairement à la droite liée au capitalisme, qui a dépassé la dimension européenne sans s'y arrêter ».

M. Gaudin : le PR « s'est incliné »

Interrogé, dimanche 5 février, par le radio CVS de Versailles, M. Jean-Claude Gaudin, confirmant qu'il ne souhaite pas la constitution d'une deuxième liste de l'opposition pour les élections européennes, a expliqué que le PR « n'a pas changé d'avis » sur le fait que deux listes « auraient été meilleures pour le résultat de l'opposition républicaine ». Mais, a-t-il ajouté, le PR « s'est incliné » devant la décision de la majorité de l'UDF, il participera à la campagne et il aura ses élus. M. Gaudin a fait une distinction entre M. François Léotard, secrétaire général du parti, qui « se fait l'écho d'une volonté qui remonte de la base », et lui-même, favorable à une liste unique, qui « a communiqué l'avis » des députés du groupe UDF de l'Assemblée nationale, qu'il préside, et dont il doit maintenir la cohésion.

« Un livre qui voudrait rendre une âme à l'opposition. »

JACQUES CHABAN-DELMAS (Le Figaro)

JEAN CHARBONNEL

Comment peut-on être opposant ?

« Un plaidoyer persuasif en faveur d'une unité plus sincère, plus profonde, de tous ceux que regroupe pour l'instant la menace de domination socialiste. »

MICHEL MASSENET (Le Quotidien de Paris)

« Un gaulliste de réflexion. »

ANDRÉ PASSERON (Le Monde)

Collection « Libertés 2 000 »

ROBERT LAFFONT

IAE Université Paris 1 - Panthéon Sorbonne INSTITUT D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES 162, rue St-Charles 75015 PARIS

Le département FORMATION CONTINUE de l'IAE vous propose pour le premier semestre 1984 des stages INTER-ENTREPRISES : — PRINCIPAUX ÉLÉMENTS DU MARKETING 26, 29 février - 6, 7, 13, 14, 20, 21 mars — ANALYSE DES MARGES, DES COÛTS ET DES PRIX DE REVIENT - 29 février - 7, 14, 21, 28 mars — NOUVELLES RELATIONS DU TRAVAIL 26, 27, 28 mars — LE NOUVEAU PLAN COMPTABLE POUR LES FINANCIERS ET CONTRÔLEURS DE GESTION 18 avril

RENSEIGNEMENTS : Karin Ripoché (1) 558.02.28 - (1) 557.28.41

A VENDRE LIBRE JARDINS DU RANELAGH TOUT CONFORT APPARTEMENTS 5 Pièces Principales 200 m² environ. Chambre de domestique - Box S.F.G.I. Tél. : 265-41-21 23, rue de l'Arcade, PARIS-8^e

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LES CONDITIONS DE TRAVAIL

Envoyer 30 F (timbres à 1 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en indiquant le dossier demandé ou 110 F pour l'abonnement annuel (50 % d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

comment préparer...

SCIENCES-PO (titre en 1^{er} ou 2^e année) 306 pages. Présentation des I.E.P. (Paris, Province), conseils de méthode, présentation des épreuves, annales, débouchés.

les GRANDES ÉCOLES de COMMERCE

388 pages, liste des préparations avec leurs résultats, les épreuves des concours, annales et statistiques, présentation détaillée de 28 écoles, débouchés et salaires.

les ETUDES de MÉDECINE et de PHARMACIE (Paris et région parisienne)

190 pages, présentation de la réforme des études médicales et des études de pharmacie, programmes et analyses des statistiques.

Vente en librairie (diffusion VLBERT) ou par correspondance 84 F en chèque par guide à Groupe SIGMA Éditions, 16, rue du Cloître Notre-Dame, 75004 Paris, tél. 325.63.30

50 كتاب في الطب

opposition per

de journées pour l

LIBRE MAGAZINE QUI SÉDUIT CEL QUI ONT UN APPLE



GOLD

VENTE CHEZ VOTRE MAR

GOLDEN

N°2 EN VENTE CHEZ VÔTRE MARCHAND DE JOURNAUX.

Les contrepropositions de l'école catholique

Le comité national de l'enseignement catholique a adopté, dimanche 5 février, une motion qui définit les grandes lignes de ses contre-propositions au plan du ministère de l'Éducation nationale sur l'avenir de l'école privée. Le texte a été adopté par 34 voix ; il y a eu un vote contre (la FEP-CFDT), et deux abstentions (le SNEC-CFIC et la représentante de l'enseignement spécialisé, par ailleurs membre du SNEC).

Les dirigeants de l'enseignement catholique se prononcent sur deux des quatre points abordés par M. Alain Savary : l'établissement d'intérêt public (EIP) et la titularisation des maîtres du privé. Ce sont les deux points sur lesquels ils ont refusé d'engager la discussion, jugeant le principe même des propositions du ministre inacceptable.

Les laïques n'ont pas encore décidé s'ils participeront aux négociations

Les négociations sur l'avenir des relations entre enseignement public et enseignement privé ont commencé le 24 janvier dans la plus grande discrétion. Le calendrier des rencontres, la liste même des organisations requies au ministère de l'Éducation nationale ne sont pas connus des différents interlocuteurs qui s'y succèdent sans jamais s'asseoir à la même table.

Conformément à la procédure retenue le 13 janvier par M. Alain Savary, les négociations sont menées, en effet, de façon bilatérale. Chaque rencontre met face à face deux délégations : celle - toujours la même - qui rassemble des membres du cabinet du ministre et de son administration, et celle composée par chaque organisation qui a accepté le principe des négociations. Seuls, pour l'instant, des représentants de l'enseignement privé ont répondu à l'invitation ministérielle. Les premiers rendez-vous à été pour la commission permanente de l'enseignement catholique, menée par le Père Paul Guibertaux, mais pas question de parler d'autre chose que de la carte scolaire (c'est-à-dire des conditions d'ouverture et de fermeture des classes) et du financement des établissements privés par les collectivités territoriales. La création d'établissements d'intérêt public (EIP) et la titularisation éventuelle des enseignants volontaires qui font aujourd'hui l'objet de contre-propositions n'ont pas été abordées dans ce cadre. En revanche, chacune des organisations membres de la commission permanente pouvait à sa demande être reçue séparément par les représentants du ministre. Certains - et non des moindres - ont ainsi commencé à négocier de leur côté, sans être tenus aux mêmes limitations d'ordre du jour.

Ainsi, le syndicat des chefs d'établissements de l'enseignement libre (SNCEEL) a-t-il pu expliquer, par exemple, qu'il acceptait l'EIP

comme structure juridique possible, notamment pour la répartition des fonds, à condition qu'il n'intervienne pas dans l'affectation des emplois de fonctionnaires. Le Syndicat professionnel de l'enseignement libre catholique (SPELC) a, de son côté, exposé son projet de statut spécifique des maîtres de l'enseignement privé, que les représentants du ministre ont promis d'étudier de près. Le groupe de liaison de l'école juive devrait être reçu prochainement ; il vient, en effet, d'accepter de discuter, tout en considérant que les propositions du ministre de l'Éducation nationale « ne sont pas compatibles » avec le projet éducatif de l'école juive.

Bon climat

La première phase des négociations, qui doit durer trois semaines, est celle des questions. Les négociateurs relèvent le bon climat des rencontres, l'attention avec laquelle ils sont écoutés. Cette phase, à l'issue de laquelle le ministre de l'Éducation nationale pourrait tirer des premières conclusions, sera suivie d'une seconde phase de même durée, devant déboucher sur un nouveau dispositif législatif et réglementaire.

Les laïques, absents pour l'instant des négociations, n'ont pas encore décidé s'ils y participeront. En préalable, ils demandent des « clarifications », voire des modifications « significatives » des textes à débattre, craignant de se laisser entraîner sur la voie d'un compromis qu'ils ne souhaitent pas cautionner. Avec ou sans eux - et n'est-ce pas, après tout, ce qu'ils préféreraient - le ministre devra prendre ses responsabilités. Et, pour commencer, choisir dans les réponses de tous ses partenaires celles qui ont le plus de chances d'aboutir à la signature d'une paix durable.

CATHERINE ARDITTI

Dans la motion adoptée, complétée par des textes plus détaillés mais qui n'ont pas encore été examinés par chaque organisation qui compose le comité national, l'enseignement catholique propose la création d'un organisme « chargé notamment de collecter et de répartir les fonds publics ». Cet organisme appelé Groupement public d'intérêt éducatif (GPIE) définirait de nouvelles relations entre les établissements privés sous contrat avec l'État et les collectivités territoriales compte tenu de la décentralisation.

Deuxième contre-proposition, celle d'un « statut unifié » pour tous les enseignants du secteur privé et la constitution d'un « corps des enseignants sous contrat ». Ce statut répond à la proposition gouver-

nementale de titularisation des maîtres du privé dans la fonction publique. L'enseignement catholique rejette cette « fonctionnarisation » et demande qu'un « contrat de droit public assorti de garanties de l'emploi » lie ses maîtres et l'État. Des conditions de formation, des classes de « sauvegarde de la rémunération » et des principes de « déontologie professionnelle » seraient précisés.

Dans une première réaction, M. Michel Bouchareix, secrétaire général du Comité national d'action laïque (CNAL), nous a déclaré que la proposition de GPIE est à ses yeux « inacceptable », car elle « renforcerait encore l'autonomie de l'enseignement privé », et aboutirait à l'instauration d'un « secrétariat-hiér de l'éducation nationale ». A propos du statut des enseignants, le secrétaire gé-

ral du CNAL « trouve insolite que l'enseignement catholique découvre aujourd'hui qu'il serait utile de donner des garanties d'emploi à ses personnels ». Il y voit « une sorte d'aveu du sort précaire de ses maîtres et de la ténacité qu'il entend consacrer sur eux ». M. Bouchareix ne demande pourquoi les enseignants du privé ne sont pas interrogés à « bulletin secret » sur leur souhait d'être titularisés selon la formule proposée par M. Savary.

L'enseignement catholique continuera d'organiser des manifestations pour « appuyer ses négociations ». Trois sont prévues : le 15 février à Rennes, le 25, à Lille, et le 4 mars, à Versailles. Samedi 4 février, trente mille personnes se sont rassemblées à Toulouse à l'appel des parents d'élèves de l'enseignement privé (UNAPEL).

LES PROPOSITIONS SAVARY DU 12 JANVIER 1984

Établissement d'intérêt public (EIP)

« C'est une personne morale, une nouvelle entité juridique comprenant un ou plusieurs établissements privés de même niveau auxquels peuvent se joindre un ou plusieurs établissements publics. Il est créé par contrat entre l'État, les collectivités territoriales et des représentants des établissements ».

« Il répartit l'ensemble des moyens mis à sa disposition, y compris les emplois publics d'enseignants, entre les établissements qui le composent. Il peut constituer des services d'intérêt commun. Chaque école conserve son autonomie de gestion, administrative et éducative ».

« Il est administré par un conseil d'administration où siègent en majorité des personnes morales de droit public : État, collectivités territoriales, éventuellement établissements publics. Il comprend aussi des représentants des écoles privées. Chaque groupe a droit de veto ».

« L'EIP se substitue aux anciens contrats entre État et établissements ».

« Les maîtres volontaires des établissements sous contrat peuvent demander leur titularisation dans les cadres des personnels morales de la fonction publique. Des maîtres sous contrat peuvent enseigner dans l'EIP ».

« Les titulaires bénéficient du statut et des droits de la fonction publique, mais leur gestion est particulière. Ils doivent satisfaire à des conditions de recrutement, d'ancienneté et de pratique professionnelle. Le chef d'établissement intervient dans leur nomination ».

« Les emplois de fonctionnaires sont implantés dans l'EIP. Un mouvement annuel assure les mutations. Les transferts entre établissements publics et privés sont possibles mais limités ».

LES CONTRE-PROPOSITIONS DE L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE (GPIE)

Groupement public d'intérêt éducatif (GPIE)

« C'est un établissement public à caractère administratif qui regroupe obligatoirement, par niveau d'enseignement, les établissements privés associés par contrat à l'État. Il est créé par arrêté du ministre de l'Éducation nationale ».

« Il a un rôle de collecteur et de répartiteur de l'ensemble des fonds publics et peut créer des services communs entre établissements qui le composent. Il conserve aux écoles leur autonomie financière, administrative et éducative ».

« Il est administré par un conseil d'administration comprenant : une majorité de représentants légaux des établissements, deux personnalités qualifiées désignées par le préfet, deux représentants des collectivités territoriales. Le préfet et le recteur peuvent y siéger avec voix délibérative ».

« Il ne supprime pas les contrats associant les établissements privés à l'État ».

« Tous les enseignants des établissements sous contrat sont liés à l'État par un contrat de droit public et bénéficient d'un statut spécifique unifié ».

« Bénéficiaire du statut les enseignants titulaires des mêmes diplômes (ou équivalents) et de la même formation que leurs collègues du public, et habilités par une commission comprenant des représentants de l'enseignement privé et de l'enseignement public, ils sont nommés par le recteur, sur proposition de cette commission ».

« L'organisation de l'emploi est mise en service par accords spécifiques conclus par l'État. Une garantie de ressources est prévue si la commission de l'emploi ne dispose pas de postes suffisants pour le reclassement ».

« Les enseignants doivent avoir un diplôme de professeur, ou un diplôme valide avec l'exercice de l'enseignement dans l'établissement ».

Armistice en pays chouan

De notre envoyé spécial

Chéméré (Loire-Atlantique). — Si la France était à l'image de Chéméré, M. Alain Savary serait un ministre de l'Éducation nationale heureux. Et si le département de Loire-Atlantique ressemblait à cette modeste commune, le pays chouan apparaîtrait comme le berceau de la paix scolaire.

Tout a commencé par un repas : maîtres du public et du privé, qui partagent une cantine depuis 1978, boivent en effet, en pays muscat, du saint-denis, rouge et blanc. On y rêve, depuis sept ans, le temps d'un déjeuner quotidien, d'une fusion des deux écoles primaires. Du Savary en somme avant la lettre et avant les propositions ministérielles, qui, de Chéméré, apparaissent confuses. « L'intérêt de l'enfant d'abord », proclament les huit instituteurs unanimes, « et avant tout l'enfant de Chéméré : ce n'est pas à nous de réformer toutes les écoles de France ».

La cour de récréation, partagée depuis sept ans, a déjà permis de faire cesser les batailles rangées à coups de motte de terre entre enfants des deux clans, l'« école des voyous » contre l'« école de la tradition ». L'Association sportive Jeanne d'Arc regroupe déjà les enfants le mercredi. Après l'exposition commune des championnes et le carnaval, épreuves transitoires, l'école unique aujourd'hui apparaît aux instituteurs comme une solution toute naturelle. A quel bon des établissements séparés, aux classes peu nombreuses, obligés de réunir dans une même salle des enfants de niveaux différents ? Pourquoi les huit cours, de l'école maternelle à l'entrée en sixième, ne trouveraient-ils pas place dans les huit salles de classes que compte au total la commune ?

Même le « coté », à Chéméré, ne serait être une pomme de discorde. M. Georges Leclercq, directeur de l'établissement public, en a rendu l'enseignement religieux facultatif le samedi matin, sur proposition des parents ; Mme Armelle Chevallier, qui dirige, depuis 1963, l'école publique, participe, comme parent, à la catéchèse paroissiale. Et d'un même pas, l'un et l'autre, invités par Michel Poloc, se sont rendus, SNL ou pas, le samedi 21 janvier, à l'émission « Droit de réponse ».

NICOLAS BEAU.

Le siège et le boulet

(Suite de la première page.)

Le manichéisme qui pouvait avoir cours avant la guerre n'est plus de saison. Ou le manichéisme passe dans les rangs de la gauche. Quand elle n'était que dans l'opposition, elle pouvait s'en tirer en proclamant la nécessité de créer un service public unifié. Cela ne portait pas à conséquence, cela fédérait les militants « laïques », tandis que ceux qui, parmi les socialistes, étaient hostiles à ce projet, avaient bien qu'il faudrait - le jour venu - mettre de l'eau dans ce vin-là. C'est ce qu'a tenté de faire M. Savary avec un sens de la nuance auquel il faut rendre hommage mais dont le résultat a pu être perçu parfois comme une pratique du grand écart entre le désir de ne mécontenter personne et la nécessité - puisqu'on tenait à faire quelque chose... - de déplaire à tout le monde.

Il en est résulté, depuis de nombreux mois, un jeu sinistre qui a fini, à force de subtilité, par égarer l'opinion. La complexité technique des propositions successives du ministre, l'impossibilité pour le pouvoir de résumer clairement une politique tout en nuances ont trouvé, face à elle, de la part de l'enseignement privé, un discours constant, cohérent et finalement très simple, marquant clairement les limites à ne pas transgresser : pas de fonctionnarisation des maîtres, autonomie des établissements, coopération sans mainmise.

S'en sortir...

Au-delà de ces aspects directement liés au contenu des discours sur la querelle scolaire, il y a une autre raison pour laquelle le pouvoir a pu être critiqué dans cette affaire. Il s'agit du débat sur l'enseignement

en France. La querelle a occupé tout le reste, et même les propositions novatrices comme la réforme des collèges. On a laissé croire à beaucoup de parents que, faute d'avoir la capacité ou la volonté de régler les vrais problèmes - l'adaptation de l'école à ce siècle - la gauche au pouvoir centraliser son effort et focaliser par conséquent les polémiques - sur une fausse question, quasiment marginale.

Comment le pouvoir peut-il s'en sortir ? L'Église catholique est plus discrète qu'on ne le dit : elle observe l'évolution des choses. L'enseignement catholique manœuvre aussi bien sur le terrain qu'autour du tapis vert. Le courant laïque n'a pas dit son dernier mot, mais il reproche au pouvoir d'avoir trahi ses idéaux et le rappellera à ses traditions fondatrices dans la perspective de toute élection à venir : 1984, 1986, 1988...

L'affaire dépasse donc le seul ministère de l'Éducation nationale et aussi le premier ministre. Il revient au chef de l'État de décider si, dans l'atmosphère empestée que connaît aujourd'hui le pays, il vaut mieux accélérer le processus conduisant à une intégration déguisée ou remettre le règlement à des temps meilleurs. En somme, s'il faut encore s'épuiser à gouverner sur ce terrain ou si l'on doit lever le siège devant l'école privée pour mener, sur d'autres fronts, de plus impérieuses batailles.

BRUNO FRAPPAT.

Hécatombe d'oiseaux marins

Des milliers de mouettes tridactyles et de macareux ont été retrouvés morts, depuis une semaine, sur les Côtes de Vendée et de Charente-Maritime, sans que l'on puisse encore préciser la cause de l'épidémie. Sur les côtes normandes, en revanche, ce sont des oiseaux marqués que l'on ramasse. Plusieurs centaines ont été secourus par le Centre d'hébergement et d'étude sur la nature et l'environnement (CHENE) d'Alouville-Bellefosse (Seine-Maritime).

(Publié)

Avec ou sans Bac préparez le B.P. INFORMATIQUE

nouveau diplôme d'Etat Le nouveau Brevet Professionnel Informatique vous permettra de réussir sérieusement votre carrière de Cadre dans les métiers de l'informatique. C'est un diplôme d'Etat qui vous préparera tranquillement chez vous en 13 mois environ, avec le niveau C.A.P. ou B.E.P. minimum, toutes connaissances informatiques nécessaires au départ. De plus, vous pourrez, de votre garantie étude et pourvue suivie, en option, des stages pratiques sur ordinateur dans les principales villes de France. Brochure gratuite n° N3472 à l'P.I.G., Organisme Privé, 8220 Sole-Columbus.

CHARLES VIAL.

Un point pour les catholiques

Plutôt bien joué. En formulant des contre-propositions assez précises pour fixer des directions et pas assez détaillées pour fermer tout examen, l'enseignement catholique marque un point. « Vous voyez bien, dit-il en substance, que nous sommes prêts à bouger. Le gouvernement prétend qu'il propose un nouveau statut à nos enseignants pour leur garantir une sécurité d'emploi : c'est le même souci qui nous guide et il n'est pas besoin d'en faire des fonctionnaires pour cela. Le gouvernement affirme qu'un plus grand contrôle de la puissance publique s'impose sur la destination des fonds qu'il nous alloue ; d'accord, mais il n'est pas nécessaire de passer par l'établissement d'intérêt public ou le privé serait minoritaire ».

Ce point marqué l'est surtout devant l'opinion. L'enseignement

catholique quitte son habit de contradictoire intraitable, lent, ou même rebelle au dialogue. Il se pose en partenaire conciliant, en « force de proposition », comme il aime à se définir.

De quoi mettre le gouvernement dans l'embarras. Car celui-ci ne peut accepter ces propositions en bloc sans se déjouer. Pas plus qu'il n'est en mesure de les rejeter en bloc sans courir le risque de paraître à son tour inflexible et intolérant.

Il reste que les dirigeants de l'enseignement catholique ont encore à faire la preuve de leur volonté de discuter et d'aboutir à une paix durable. En dépit de leur habileté à prendre l'opinion à témoin, ils doivent faire oublier qu'ils auraient pu livrer leurs contre-propositions beaucoup plus tôt. Ne les annonçaient-ils pas au mois de janvier 1983, il

DES ILLETTRÉS EN FRANCE
Qui sont-ils ?
Comment vivent-ils
aujourd'hui ?



RAPPORT AU PREMIER MINISTRE

Les actions menées contre l'analphabétisme, la série de mesures adoptées en Conseil des Ministres le 11 janvier 1984.

Vente en librairie
LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
Vente par correspondance :
124 rue Henri Barbusse 93308 AUBERVILLIERS CEDEX

1984/02/07

Un terroriste italien est arrêté dans la région parisienne

Arrêté, jeudi 2 février, à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine), un terroriste italien, Vincenzo Spano, vingt-six ans, a été inculpé, samedi, pour détention illégale d'armes, de munitions, d'explosifs et contrefaçon de documents administratifs. Cette arrestation est un

nouvel épisode de la traque, commencée par la police durant l'automne 1983, d'un groupe mêlant des anciens du mouvement dissous Action directe et des rescapés du terrorisme italien, reconvertis dans le droit commun administratif. Le travail de la police pourrait relan-

cer le débat sur la communauté des réfugiés italiens en France, dénoncée par une partie de l'appareil d'Etat italien comme une « cinquième colonne » terroriste. Aussi ses membres ont-ils tenu à réaffirmer récemment leur respect des lois françaises.

Une colonie de réfugiés et quelques clandestins

D'un côté, quelque deux cents rescapés des « années de plomb » de la jeunesse italienne. De l'autre, guère plus de deux dizaines de « terroristes » italiens vivant de hold-up en compagnie de membres du mouvement français d'ultra gauche dissous — et démantelés pour l'essentiel — Action directe.

Deux mondes. Les premiers, qui ne se cachent pas pour la plupart, ont choisi de vivre en France afin d'être libres et veulent utiliser leur liberté pour se faire entendre de la société et de l'Etat italien. Les seconds s'en-tout-cure, qui ont fait le choix de la clandestinité, des caches d'armes et des faux papiers.

A l'évidence, les seconds menacent les premiers et jetent l'opprobre sur leurs proclamations politiques. Car, de ces deux mondes qui ont un passé en commun, la tentation est grande de ne faire qu'un seul et même repaire terroriste. D'autant plus que, multipliant les mandats d'arrêt internationaux, la magistrature italienne fait pression dans ce sens et contraindrait ceux qui, en France, déclarent le laxisme du gouvernement à l'égard de ces « réfugiés d'une démocratie », de cette communauté italienne embarrassante puisque d'un genre inconnu jusqu'ici. Or la réalité ne se réduit pas à ces amalgames simplistes. La censure sert de savoir d'une part ce que cherche actuellement la police judiciaire, d'autre part ce qu'est cette communauté de réfugiés.

Les recherches de la brigade criminelle de Paris et de sa section antiterroriste ont pour point de départ des hold-up. Le 14 octobre 1983, quatre personnes dévalisaient ainsi une succursale de la Société générale, avenue de Villiers à Paris. Dans leur fuite, ils n'hésitent pas à tirer sur des policiers, blessant légèrement un inspecteur et un gardien de la paix. Riposte : l'un des gangsters est tué. Il sera identifié comme étant Ciro Rizzuto, ancien militant de l'organisation d'extrême gauche italienne Prima Linea, appartenant aux COLP (Communistes organisés pour la libération du prolétariat).

Une communication téléphonique à la rédaction milanaise de l'agence italienne ANSA saluait d'ailleurs la mort de ce « combattant communiste qui se trouvait à Paris pour effectuer une mission d'ordre financier ». L'enquête permet d'établir que la voiture utilisée par la bande avait servi, la veille, pour un autre hold-up, celui d'une agence de la Société générale de la rue des Ternes.

Des équipes plus nombreuses, des hommes plus violents et déterminés, des cibles plus imprévisibles : la police a rapidement la conviction que d'autres hold-up — non attribuables au « milieu » classique — sont le fait de cette mouvance marginale. Les renseignements généraux font état de liens entre des Italiens et quelques animateurs d'Action directe. En novembre, le hasard met

la brigade de recherche et d'intervention (BRI, dite brigade anti-gang) sur la piste de l'un de deux-ci, Régis Schleicher. Par un travail de fourmi qui dura toute une nuit, dans Paris, les enquêteurs retrouvent sa voiture et commencent une filature fructueuse jusqu'à ce que le fil soit rompu et que, mi-novembre, des fuites « inopportunes » dans la presse dévoilent les opérations en cours.

La traque policière n'en a pas pour autant été interrompue. C'est une information des renseignements généraux qui provoque l'opération de jeudi dernier, organisée par la BRI dans un appartement de Levallois-Perret. Pistoles, mitrailleurs, munitions, explosifs sont découverts. Divers documents saisis. On espérait cependant que la « prise » irait au-delà du seul militant italien pour toucher quelques soldats perdus de l'extrémisme franco-italien passés du terrorisme politique à un banditisme social. D'autant qu'une interrogation demeure sur cette enquête : différents éléments permettent de supposer que les responsables de l'assassinat de deux policiers, avenue Trudaine, à Paris, le 31 mai 1983, pourraient faire partie de cette même bande.

Entre l'écorce et l'arbre

Quel rapport avec la communauté de réfugiés italiens ? Les policiers parlent, le plus souvent, d'une vingtaine de terroristes italiens « recasés » en France. Or il y a actuellement quelque deux cents réfugiés italiens ayant déclaré leur identité et leur adresse depuis mai 1981, réclamant des titres de séjour, faisant des démarches au grand jour. Les « listes d'attente » d'une régularisation éventuelle sont gérées par des avocats : cent vingt pour celle de M. Jean-Pierre Mignard et Francis Taitgen, quelques dizaines chez M. Antoine Comte, d'autres encore chez M. Jacques Verge. Aucun des noms enregistrés n'a jusqu'ici été mêlé en France à une affaire terroriste et, assurent les responsables de la communauté italienne, Vincenzo Spano leur est totalement inconnu.

Leur choix est net, tel que l'exprime la « lettre ouverte » diffusée au janvier par l'Assemblée des ressortissants italiens réfugiés en France. « Nous avons choisi d'entretenir des rapports sans ambiguïté avec le pays qui nous a accueillis : nous réaffirmons d'un côté notre droit imprescriptible à la liberté

d'expression et à l'engagement social, et nous disons, de l'autre, que la décision de nous exiler implique un choix tout à fait clair. Il est absolument hors de question d'utiliser notre terre d'asile comme « sanctuaire » de quelque forme que ce soit de belligérance (...). Ces réfugiés ne restent donc pas leur passé mais le critiquent. Ils veulent, disent-ils, « le retour du primat de la politique sur la logique de la guerre ».

« L'état d'exception est maintenu en Italie grâce à l'affirmation que la France est une nouvelle base de terrorisme », explique Gianfranco Puccio, médecin et proche de Toni Negri, au sein de l'autonomie ouvrière. Si votre gouvernement nous sort de notre marginalité et de l'état de non-droit dans lequel nous vivons, l'argument tombe. Ce sera la proclamation qu'il n'y a pas en France de bande armée en reconstitution mais une force de pacification. Les « hold-upers » sont isolés, nous ne les protégeons pas, nous les ressentons comme des provocateurs ».

« Ils sont entre l'écorce et l'arbre, résume pour sa part M. Mignard. Ils ne font plaisir à personne. Ni aux partisans de la lutte armée ni au secteur autoritaire de l'Etat italien. Il y a seize mille inculpés politiques en Italie, dont seulement quatre mille détenus. C'est un vrai problème politique que l'Italie devra affronter tôt ou tard parce qu'elle est une démocratie. Si la France fait la preuve qu'ils ont une activité légale, elle fait tomber la thèse principale des secteurs répressifs en Italie. Elle renforce les partisans de la solution politique, de la ligne d'immunité ».

Le gouvernement français ne tranche pas et préfère l'attentisme. Bien que trois cas soient actuellement pendents, aucune extradition n'a eu lieu depuis mai 1981 en direction de l'Italie. Inversement, seuls une trentaine de réfugiés ont pu régulariser leur situation administrative. Les autres vivent dans un « non dit » juridique.

Depuis un an, les négociations entre le ministère de l'Intérieur et leurs avocats sont au point mort. Les réfugiés vivent dans des entrepôts de toutes sortes, de l'épicerie à l'informatique en passant par la plomberie. L'une d'elles, le restaurant Osteria del Passe-Partout, à Paris, a été victime d'un incendie criminel non revendiqué, le 19 novembre 1983. De quoi les inquiéter des rumeurs qui les associent au terrorisme.

EDWY PLENEL.

Faits divers Des mages pour une enfant perdue

De notre envoyé spécial

Agen. — Au-dessus de la photo de Magali, le pendule hésite. Depuis dix jours déjà, le fillette a disparu à la sortie de l'école. Sous un avis de recherche, sa frange et son sourire sur chaque mur du village font frissonner de malheur Colayrac-Saint-Cirq (Lot-et-Garonne). Cruel, le pendule hésite encore et soudain se décide, s'effleure, tourbillonne sur la photo : « Elle est vivante ! », s'exclame M. René Maury, « médium télépathe » sur ses cartes de visite et cultivateur au retraité.

Accoutumé à couper du soc, et, pour toute boule de cristal, un vieux cahier débordant d'articles de journaux, M. Maury officie dans la cuisine de son pavillon, où les courants magnétiques extrasensoriels se mêlent sans façon aux odeurs de frites. Un matin, dans un semi-sommeil — « le moment le plus favorable », — il est « enfin entré en contact avec la pensée du couple de ravisseurs de Magali ». « Entre quarante-cinq et soixante ans, leur voiture est immatriculée dans le 06. Ils sont en mal d'enfant et ont traité Magali comme leur propre fille », s'écrie-t-il. « Le médium télépathe » a aussi vu un panneau indicateur marqué La Napoule, localité que, par coïncidence, il connaît bien « puisque j'y passais en allant rendre visite à mon frère sur la Côte d'Azur », précise-t-il.

Généralisant, M. Maury est allé porter ces bonnes nouvelles aux parents, de Magali, M. et Mme Forabosco, dans la petite gare désaffectée de Colayrac où, employés de la SNCF, ils logent. « Est-elle encore en vie ? » a tout de suite questionné la mère.

— Oui, a rassuré le médium en lui prenant la main.

— Ve-t-on me la rendre ?

— Oui, le 29 février dans l'après-midi », a précisé M. Maury, se fiant au temps de réaction de son pendule, apparemment très au fait des années bissextiles.

Collaborant exclusivement avec « l'esprit du bien », M. Maury n'a jamais demandé un sou à quiconque pour prix de ses services. Sa petite retraite suffit largement à notre exaltation en charbonnières, en dépôt des factures de téléphone alourdies par les appels à des gendarmeries parfois lointaines. Car ce spécialiste des disparitions ne connaît nul répit : « Dès que je vois un avis de recherche dans le journal, je me concentre. Je n'arrête pas ! » Son palmarès ? Une heureuse issue après la fugue d'un chien, retrouvé, sur ses indications, près de Bergerac, et une prédiction — exacte — faite à

son gendre qu'il ne serait pas invité, malgré ses demandes, à l'émission de Jacques Martin. Maigre bilan ? Il est vrai que M. Maury ne joue pleinement de son « don » que « les jours sans », lundi, jeudi, samedi et dimanche.

Une voyante homologuée

En sept jours d'impuissance, les gendarmes d'Agen et les parents de Magali ont vu défiler par dizaines les faiseurs de miracles, frères et cousins en magnétisme de M. Maury. Dix lettres ou appels par jour à la gendarmerie en moyenne, la plupart anonymes comme il se doit, et que, par humanité, il faut tout de même vérifier et recouper. « Quand vous tombez d'un arbre, explique un proche de la famille, vous vous raccrochez à la moindre branche, même si vous savez qu'elle est pourrie ! » « Le pire, c'est cet espoir, toujours suivi de douche glacée, murmure M. Forabosco, image vivante de la détresse. Le temps n'est fait que d'espoir et d'angoisse ».

« Lors des autres enlèvements, les médiums attendaient au moins que la police ait avoué son impuissance, avant de se manifester. Cette fois, ils ont réagi dès le premier jour ! » s'indigne M. Yves Lignon, professeur de statistiques à l'université de Toulouse-La Mirail, et animateur du très sérieux laboratoire de parapsychologie et d'hygiène mentale. M. Lignon est quatre autres diplômés de l'enseignement supérieur, qui bénéficient d'un local et d'une ligne téléphonique prêtés par l'université, se sont fixés pour but de faire subir des « tests scientifiques » à tous les soi-disant médiums, afin de séparer le bon grain de l'ivraie.

L'embouteillage de charlatans sur la piste de Magali a conduit le laboratoire à dépêcher aux enquêteurs une de « ses » voyantes, dûment estampillée. Cette « voyante officielle », qui est la révélation en navrant, un soir, une odeur de brûlé et en apprenant le lendemain que son mari, à des milliers de kilomètres de là, avait échappé le même soir à un incendie, a vu pour sa part « une maison blanche, à escalier et l'entrée sur la droite » et « un homme de taille moyenne, âgé de trente-cinq à quarante ans ».

Il semblerait que cette « vision » soit à l'origine de la gigantesque battue déclenchée par les gendarmes, jeudi 2 février, à proximité de la maison des parents de Francis Leroy, « l'homme à la cingale » de Bergerac : cette maison correspondait à la description. Hélas, cette information « homologuée » s'est révélée aussi décevante que les tuyaux « sauvages ».

D. SCHNEIDERMAN.

pays chouan

syé spécial

Les tentatives de séduction des parents de Chénery ont été repoussées jusqu'à la fin de l'été. Les tentatives de séduction des parents de Chénery ont été repoussées jusqu'à la fin de l'été. Les tentatives de séduction des parents de Chénery ont été repoussées jusqu'à la fin de l'été.

La première, minoritaire, a été menée par les parents de Chénery, qui appuient toujours favorablement sur l'approche d'un IMN. Les tentatives de séduction des parents de Chénery ont été repoussées jusqu'à la fin de l'été. Les tentatives de séduction des parents de Chénery ont été repoussées jusqu'à la fin de l'été.

Les tentatives de séduction des parents de Chénery ont été repoussées jusqu'à la fin de l'été. Les tentatives de séduction des parents de Chénery ont été repoussées jusqu'à la fin de l'été. Les tentatives de séduction des parents de Chénery ont été repoussées jusqu'à la fin de l'été.

Les tentatives de séduction des parents de Chénery ont été repoussées jusqu'à la fin de l'été. Les tentatives de séduction des parents de Chénery ont été repoussées jusqu'à la fin de l'été. Les tentatives de séduction des parents de Chénery ont été repoussées jusqu'à la fin de l'été.

NICOLAS BEAU

ES

ent-ils

ES

ent-ils

ES

ent-ils

ES

ent-ils

ES

ent-ils

ES

ent-ils

ES

ent-ils

ES

ent-ils

ES

ent-ils

ES

ent-ils

ES

ent-ils

ES

ent-ils

ES

ent-ils

ES

ent-ils

Pour louer cet été les plus beaux appartements de vacances. Suivez le guide.

Le nouveau guide Maeva présente 61 résidences à louer (Utopia, Clubhotel) situées dans les plus belles stations, mer, montagne, campagne.

Un exemple de prix : Arcachon (l'Aquifania) logement 4 personnes sur plage avec grand balcon, de 940 à 2980 F la semaine selon saison.

En plus vous bénéficierez de la qualité des services Maeva (linge de maison, mobilier, vaisselle).

Pour obtenir gratuitement le guide, appelez (1) 745.17.21, venez 90, Champs-Élysées 75008 Paris. (Métro George V) ou 30, rue d'Orléans 92200 Neuilly-sur-Seine (Métro Sablons).

Maeva
(1) 745.17.21

Vous pouvez louer en province dans les accueils du Club Méditerranée. Les agences Havas Voyages. Les agences Est Voyages Republicain Lorrain. Demourel. Sud-Ouest Voyages. American Express ATO. Club 365. Sodifour.

SPORTS

LES XIV^e JEUX OLYMPIQUES D'HIVER

Sarajevo sous la bruine

Sarajevo. - La flamme olympique arrive au stade Kosevo le mercredi 7 février pour la cérémonie officielle d'ouverture des XIV^e Jeux d'hiver. En fait, les compétitions auront commencé la veille, dans les patinoires de Zetra et de Skenderija, par six matches de hockey sur glace.

Le record de participation à ces Jeux, qui était détenu par Grenoble avec 1293 athlètes, devrait être battu à Sarajevo,

49 pays ayant sélectionné 1590 concurrents, alors qu'il y en avait seulement 1283 à Lake-Placid (États-Unis) en 1980.

Pour la première fois dans l'histoire des Jeux d'hiver, c'est une femme, la gagnante de l'épreuve des dix kilomètres nordiques à Igman, qui recevra la première des 39 médailles d'or en compétition. En revanche, aucun athlète ne paraît en mesure d'éga-

ler l'exploit du patineur de vitesse américain Kildan, qui avait gagné 5 titres en 1980.

Celui-ci est présent dans la capitale de Bosnie-Herzégovine à titre de commentateur pour la chaîne de télévision ABC, qui a acheté 91,5 millions de dollars l'exclusivité des droits de retransmission et qui a déplacé une équipe d'un millier de personnes pour couvrir l'événement.

De notre envoyé spécial

Le seul regret : que le meilleur slalomiste non professionnel de l'heure, l'Autrichien Marc Girardelli, ne puisse pas participer. En désaccord avec sa fédération nationale, il court sous une licence luxembourgeoise. Cela ne lui permet pas d'être sélectionné pour les Jeux. Il n'a pas de passeport luxembourgeois et les Autrichiens ne veulent pas le connaître. C'est une méchante anomalie, qui porte un coup à la crédibilité sportive des prochains Jeux olympiques.

ALAIN GRAUDO.

Les météorologues yougoslaves sont dans l'embarras. Depuis près de quatre-vingts ans, les relevés climatiques indiquaient que Sarajevo était sous la neige au mois de février. Or les soixante-dix-huit mètres de la ville où l'archiduc François-Ferdinand fut assassiné le 28 juin 1914 par l'étudiant Gavrilo Princip sont désespérément trempés par la pluie. Boue et brouillard. La cité où fut déclenchée la première guerre mondiale est devenue, ces trente dernières années, un centre industriel de quelque 500 000 habitants.

Seuls, les orillonniers qui claquent au vent tout le long de la rivière Miljacka témoignent, pour l'instant, de l'imminence de l'ouverture des XIV^e Jeux olympiques, attribués à Sarajevo par le Comité international olympique (CIO) en 1978. Les complexes sportifs de Zetra et Skenderija, dont l'architecture s'inspire vaguement de l'architecture tubulaire du Centre Beaubourg, s'élèvent en fait parfaitement dans cet ensemble de béton et d'acier. Grisaille de banlieue. A gros traits, on retrouve l'ambiance qui avait été celle des Jeux de Grenoble : une grosse ville et des événements éclatés à des dizaines de kilomètres.

En dépit des difficultés économiques, les Yougoslaves se sont appliqués à être prêts. L'aménagement des abords des principaux sites est en cours, mais il semble que tous les détails d'organisation aient été prévus pour pallier l'inconvénient de la dispersion des sites, afin que les athlètes des Jeux de Lake-Placid ne se reproduisent pas. Les services de sécurité, qui ont l'habitude d'un attentat, sont à cet égard particulièrement vigilants. Autour des sites, des centaines de militaires armés automatiquement à la hanche, détecteurs de métal à l'entrée de chaque bâtiment public : il s'agit essentiellement de mesures de dissuasion. Les différents gardes restent affables et prévenants avec ceux qui disposent des badges adéquates. Ils n'en sont pas moins sur le qui-vive. Un Autrichien qui avait fait exploser un sac en papier dans le hall d'un hôtel fut instantanément entouré par les militaires qui lui firent comprendre que ce n'était pas une plaisanterie à renouveler.

Têtes couronnées

Les autorités yougoslaves, qui attendent des hôtes tels que le roi Carl-Gustaf de Suède et la Princesse Anne de Grande-Bretagne, ne veulent prendre aucun risque. La mort de l'ambassadeur de Turquie à Belgrade, en mars dernier, sous les balles de terroristes, les a mis d'autant plus en alerte qu'ils redoutaient aussi des actions extrémistes d'émigrés opposants au régime. La participation d'athlètes du Proche-Orient a motivé une protection particulièrement étroite du village olympique. Les groupes d'immenses, qui sera soumise à la population locale, est entouré

d'une grille métallique de 2,50 m. de hauteur, dotée d'un système d'alarme. Pas plus de cent vingt personnes étrangères au village peuvent franchir à la fois cette enceinte gardée également par des chiens. Les athlètes acceptent avec quelque réserve une telle protection, qui les isole presque complètement.

Les autorités yougoslaves sont d'autant plus inflexibles qu'il s'agit, pour elles, non seulement d'éviter le renouvellement du drame de Munich en 1972, mais aussi d'attirer les amateurs de sports d'hiver du monde entier après le départ des champions. C'est dans cette ambiance un peu lourde que les premiers accrochages des Jeux ont lieu. Les problèmes de politique internationale qui avaient empoisonné les Jeux de 1980 n'ont pas à l'ordre du jour, c'est la question du professionnalisme qui agite beaucoup le

Landes olympique. Contrairement à ce qui était arrivé en 1972 pour l'Autrichien Karl Schranz, ce n'est pas un skieur alpin qui défraie la chronique, puisque le Suédois Ingemar Stenmark et la skieuse du Liechtenstein Hanni Wenzel ont été récusés a priori par la Fédération internationale de ski. Ce sont, cette année, les hockeyeurs canadiens, à qui les Américains reprochent d'avoir participé aux championnats nord-américains. Les faits sont avérés, mais les Canadiens rétorquent que la Fédération internationale de hockey sur glace considère les joueurs comme amateurs tant qu'ils n'ont pas disputé plus de dix matches professionnels. Or, les Américains n'ont pas tenu compte de cette règle pour faire leur sélection. Le gardien de but de l'équipe finlandaise serait également reproché, mais, pour le défendre, ses dirigeants ont menacé de publier une liste de douze joueurs « professionnels » opérant dans les équipes italienne, autrichienne, suédoise, canadienne et de l'Allemagne de l'Ouest.

On se livrait donc à d'assez sordides marchandages dans les couloirs de la session du CIO, pendant qu'au-dessus du brouillard les skieurs commencent leur entraînement sur des montagnes où il existait encore aucune remontée mécanique il y a deux ans. Une neige douce, qui a littéralement plâtré les arbres, recouvre, depuis samedi, la mince pellicule de glace qui avait résisté au redoux de janvier.

Sur le sommet de Bjelasica, où cinq Marocains, un Égyptien et un Sénégalais reconnaissent le parcours, sans complexe, aux côtés de champions de vitesse autrichiens et suisses, l'ingéniosité des ingénieurs yougoslaves, qui ont réussi à économiser 30 millions de dollars sur le devis initial des travaux, apparaît. Les relevés topographiques avaient montré qu'il manquait 9 mètres pour que la dénivellation minimale de 800 mètres pour une descente olympique masculine soit atteinte. Au-

NATATION

Stephan Caron sous les 50 secondes

Le Soviétique Vladimir Salnikov, sur 400 mètres et sur 1 500 mètres, les Canadiens Alex Beaman sur 200 mètres quatre nages, 200 mètres brasse et 400 mètres quatre nages, et Sandy Goss sur 200 mètres dos, ont dominé la réunion de natation qui a eu lieu le vendredi 3 au dimanche 5 février dans le bassin de 25 mètres de la piscine de Boulogne-Billancourt.

Si les Français n'ont pas réalisé des performances de niveau mondial, le Rouennais Stephan Caron a nagé le 100 mètres libre en 49 sec. 34, et Véronique Jardin a battu les meilleures performances françaises du 100 mètres dos en 1 min 4 sec. 19 et du 200 mètres libre en 1 min 9 sec. 48.

Dans un sourire, Véronique Jardin lance : « Je ne suis pas satisfaite. Je n'ai pas réussi à battre Versteppen qui était devant moi. » Spécialiste du crawl (200 mètres) et de la nage sur le dos (100 et 200 mètres) elle est devenue l'une des meilleures nageuses françaises avec Laurence Benaimon (400 mètres) qui s'entraîne actuellement aux États-Unis, et avec Catherine Poirot, qui a amélioré, il y a peu, son record de France du 100 mètres brasse. Elle n'a pas réussi pour autant à renouveler la performance qu'elle avait obtenue à Rome aux dépens de la Néerlandaise Anne-Marie Versteppen, l'une des étoiles de la natation mondiale.

Profession : entraîneur

« Il nous faut des gagnants qui sachent exprimer leur énergie au bon moment », disait récemment Patrick Prokopp, directeur technique national. Véronique Jardin, justement, fait partie des gagnants qui peuvent permettre à la natation française de renouer après le désastre des championnats d'Europe. Après avoir perdu l'automne dernier « le goût de nager », la jeune fille a surmonté sa « déprime ». « La natation est un sport difficile, dit-elle. Allonger chaque jour des longueurs de bassin demande de la volonté. » A cet égard, Véronique ne manque pas d'énergie. Elle fait désormais partie des quarante meilleures nageuses du monde, sans pour autant atteindre le niveau de Christine Caron qui fut médaillée d'argent aux Jeux olympiques de Tokyo.

Véronique n'en est pas encore à ce niveau-là : du moins ne néglige-t-elle rien pour améliorer ses performances. Elle nage de 10 à 11 kilomètres par jour en période hivernale et travaille sa musculature. Au cours de stages récents au Maroc et aux États-Unis, elle a découvert que la musculature pouvait aussi s'entraîner dans l'eau. « Je vais continuer, dit-elle, mes efforts en nageant avec le donut (rouleau de mousse qui emprisonne les chevilles) et le hélium. [Bloc de mousse qui fait fonction de frein quand le nageur accélère]. » Résultat : elle vient de battre de 3 sec. 61 sa meilleure performance française sur 200 mètres dos et de porter à 1 min 4 sec. 19 son meilleur temps sur 100 mètres dos.

Lancée dans le grand bassin par ses parents à l'âge de cinq ans, Véronique n'a cessé de progresser au sein des deux clubs qu'elle a fréquentés jusqu'ici, les Mouettes de Paris et le Stade français olympique Courbevoie. Elle n'a jamais été tentée d'entrer à l'Institut national des sports et d'éducation physique. « C'est dommage, dit-elle, de nager avec des athlètes qui sont des concurrents, de connaître à tout moment le niveau de leur forme et leur réaction au moment des grandes compétitions. Le suspense alors n'existe plus. »

Pour la jeune championne, qui est âgée de dix-sept ans, études et sport vont néanmoins de pair. Elle rejoint chaque matin Courbevoie, où elle suit des cours dans une école de commerce. Cela devrait la conduire,

dès la fin de cette année, au brevet d'études professionnelles. Elle attendra ensuite son deuxième objectif : le baccalauréat technique supérieur. Elle ne se destine pas, pour autant, à l'exercice d'une profession commerciale. Ses ambitions la porteront plutôt à travailler dans le milieu de la natation. Elle se verra même bien exercer la profession d'entraîneur.

Intéressée par le cheminement de son mentor, qui constate « jour après jour son évolution », elle est fascinée plus que jamais par la natation. « La vie m'emmène et si je ne nageais pas, je serais dans la lecture et la musique de sa génération. Son domaine : sa famille. » J'ai besoin, explique-t-elle, de ce cocon-là pour m'épanouir. « La natation occupe le reste de son temps. De quatre à cinq heures par jour. « C'est un plaisir de nager et de retrouver mes amis. »

Véronique Jardin a, pour le moins, les pieds sur terre. D'autres sportifs, athlètes, joueurs de tennis et de football, etc., pratiquent leur activité en gagnant de l'argent. Elle constate, sans jalousie aucune : « Ces gens-là, ils ont bien de la chance. Moi, j'accepte la natation pour ce qu'elle est, une activité souvent rebutante qui me satisfait. »

Véronique Jardin n'est toutefois pas jeune fille à se satisfaire de toutes les situations. Elle voit bien les inconvénients de ce sport individuel. Fille unique, elle a souffert de cet isolement. Elle reconnaît qu'elle « seule dans son coin n'est pas toujours chose aisée ». Demain, Véronique fera peut-être du basket-ball. Histoire de voir comment vit un groupe, comment se comporte un individu dans ce contexte-là.

Son objectif, pour l'instant, est d'obtenir sa qualification pour les Jeux olympiques de Los Angeles, rêve de tout athlète de haut niveau. Sa meilleure chance est le 200 mètres nage libre, spécialité pour laquelle la performance minimale a été fixée à 2 min 3 sec. 39. Il lui reste 39 centièmes de seconde à grignoter d'ici aux prochains championnats de France de Strasbourg. Les temps qu'elle vient de réaliser en petit bassin de 25 mètres sont de nature à la rendre optimiste.

ILLES MARTINEAU.

Deux nageuses à Boulogne-Billancourt. - Deux équipes d'un huit avec barre de l'Atlético-Club de Boulogne-Billancourt (ACBB) ont disparu samedi dans la Seine alors que le bateau évoluait entre le pont de Sèvres et le pont de Saint-Cloud. Les deux victimes, Olivier Weil, vingt-trois ans, de Paris, et Yves Fatarean, cinquante ans, magistrat de l'Administration centrale de la justice, n'ont pu être retrouvés par les sauveteurs. Les autres équipiers ont pu regagner la rive par leurs propres moyens ou ont été repêchés par la brigade fluviale.

Selon les premiers éléments de l'enquête, le bateau s'est brisé en deux vers 16 h 30, sous l'effet des rousques provoqués par le passage d'une péniche.

LES SIX JOURS DE PARIS

Bondue et Braun en vedette

Après un départ laborieux, les Six Jours de Paris ont pris leur vitesse de croisière. On ne saurait pour autant les comparer aux marathons sur piste d'autrefois. Les concurrents avaient besoin d'une période d'adaptation : le public, pour sa part, doit se familiariser avec cette épreuve, dont la formule a de quoi déconcerter les nostalgiques du vieux Vel d'Hiv.

Par le passé, les « chassés » déclenchés au cours de la soirée se prolongeaient parfois tard dans la nuit pour donner lieu à des rabouchements instantanés. Aujourd'hui, elles sont programmées et laissent les spectateurs sur leur faim, tandis que les fréquentes interruptions brisent le rythme des coureurs.

Il y a donc du bon et du moins bon dans les Six Jours modernes, qui tiennent davantage du divertissement sportif que de la compétition. Nous avons néanmoins assisté, samedi 4 et dimanche 5 février, entre les temps morts, à un spectacle de qualité, surtout à l'occasion des sprints qui permettent aux équipes classées dans le même tour de se départager. Parmi les meilleures séquences, on retiendra la démonstration du Suisse Dill-Bundi, ancien champion du monde de poursuite, qui a rem-

porté, grâce à sa vélocité, la super-prime de 30 000 F. En la circonstance, ce pistard, réputé pour ses talents de rouleur, s'est révélé plus rapide que l'Allemand Thurnau ou l'Italien Boncompagni : à même battu le record du tour de piste (13 sec. 82/100 pour les 250 m représentant une moyenne de 65 km/h).

La troisième nuit - la plus difficile, dit-on - a confirmé la valeur du jeune Libois Dominique Lacroix, qui affronte sans aucun complexe les formations vedettes, Moser-Thurnau, Bondue-Braun, Vallet-Frank et Finen-Clare. Depuis le début des Six Jours, ces équipes ont pris successivement l'avantage. Les deux à l'issue de la première journée, Vallet et le Danois Frank ont cédé le commandement à Moser-Thurnau, qui se sont inclinés à leur tour devant le Nordiste Allan Bondue associé à l'Allemand Gregor Braun, nouveaux détenteurs du meilleur temps. Dans la bataille entre les témoins, l'affaire s'est terminée d'un cran, et Seuchard-Biondi, qui n'ont pas décliné, se sont retrouvés à quinze tours. Quant à Garoni, son extrême discrétion donna à penser qu'il est toujours en route.

JACQUES AUGENDRE.

Les résultats

Athlétisme

FRANCE-GRANDE-BRETAGNE

Les Français ont causé une bonne surprise, les 4 et 5 février à Vittel, en obtenant une double victoire sur les Britanniques par 78 à 66, chez les hommes et par 60 à 53 chez les dames. Trois meilleures performances françaises ont été battues par Laurence Elloy sur 80 mètres haies (8 sec. 08), par Marie-Christine Casier sur 200 mètres (23 sec. 04) et par Thierry Vigneron à la perche (5,73 mètres).

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE

(Deuxième journée)
Limoges b. Lyon 105-89
Le Mans b. Villeurbanne 79-73
Antibes b. Vichy 77-76
Stade français b. Avignon 89-77
Orbès b. Reims 94-68
Toulon b. ... 72-66
Nantes b. Chalon 64-73
Classement : 1. Limoges, 49 pts ; 2. Antibes, 46 ; 3. Stade français, Le Mans, 45 ; 4. Orbès, 43 ; 5. Villeurbanne, 38 ; 6. Vichy, 34 ; 7. Toulon, 33 ; 8. Avignon, 32 ; 9. Reims, 31 ; 10. Monaco, 30 ; 11. CRO Lyon, 28 ; 12. Chalon, 27 ; 13. Reims, 25.

Cyclo-cross

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Yvon Madiot est devenu champion de France de cyclo-cross, le 5 février à Reims (Ain), devant Martial Gayant et Marc Madiot. Bernard Hinault a terminé quatrième.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Première division (Vingt-sixième journée)
Rouen b. Bordeaux 1-0
Paris-SG b. Monaco 1-0
Nantes b. Sochaux 1-1
Saint-Etienne b. Auxerre 0-0
Toulouse b. Nancy 1-0
Lens et Strasbourg 0-0
Laval b. Nîmes 1-0
Toulon b. Bastia 1-0
Metz b. Lille 1-0
Brest et Rennes 1-1
Classement : 1. Bordeaux, 38 pts ; 2. Monaco, 35 ; 3. Paris-SG, Nantes, 34 ; 4. Auxerre, 33 ; 5. Toulouse, 32 ; 6. Strasbourg, 28 ; 7. Lens, 27 ; 8. Rouen, 26 ; 9. Bastia, 24 ; 10. Sochaux, Metz, 23 ; 11. Lille, Nancy, Toulon, 21 ; 12. Brest, Saint-Etienne, 19 ; 13. Rennes, 18 ; 14. Nîmes, 16.

Groupe A

(Vingt-sixième journée)
Villeneuve b. Marseille 3-3
Lyon b. Lille 1-1
Sète et Limoges 0-0
Nîmes b. Albis 3-1
Cannes-Monpellier 2-1
Grenoble b. Guingamp 3-2
Martigues b. Toulon 2-1
Angoulême b. Béziers 2-2
Besançon b. La Roche-sur-Yon 2-1
Exempt : Cusaux-Louhans (18).
Classement : 1. Marseille, 40 pts ; 2. Lyon, 38 ; 3. Limoges, 37 ; 4. Nîmes, 35 ; 5. Montpellier, 31 ; 6. Cannes, Grenoble, 27 ; 7. Albis, 25 ; 8. Guingamp, Thonon, 23 ; 9. Martigues, Sète, 21 ; 10. Angoulême, 19 ; 11. Villeneuve, Libourne, La Roche-sur-Yon, 18 ; 12. Cusaux-Louhans, 17.

Groupe B

(Vingt-sixième journée)
Toulon b. Le Havre 3-0
RC Paris b. Montceau-les-Mines 2-1
Sedan b. Reims 2-1
Guingamp b. Angoulême 3-1
Valenciennes b. Roubaix 1-0
Orléans et Mulhouse 1-1
Châteauroux b. Dunkerque 2-0
Angers b. Red Star 2-1
Classement : 1. Toulon, 36 pts ; 2. RC Paris, Le Havre, 33 ; 3. Guingamp, 29 ; 4. Reims, Valenciennes, 28 ; 5. Stade Français, 27 ; 6. Mulhouse, Orléans, 26 ; 7. Châteauroux, 25 ;

COUPE DE FRANCE

Dans le dernier match des trente-deuxièmes de finale, Cannes a battu Lyon-Décines par 2 buts à 1 après prolongations. Cannes rencontrera Bastia en seizièmes de finale.

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE

(Deuxième journée)
Groupe A
Poule 1
*Orléans b. Toulon 7-6
*Montauban b. Béziers 22-9
*Carcassonne b. Hyères 13-0
Classement : 1. Béziers, 32 pts ; 2. Hyères, Toulon, 27 ; 4. Orléans, Montauban, 23 ; 5. Carcassonne, Carcassonne, 20.
Poule 2
*Gautier et Brive 6-6
*Toulon et Nîmes 19-19
*Grenoble b. Angoulême 9-3
*La Voulte b. Vienne 21-3
Classement : 1. Grenoble, Toulon, 28 pts ; 2. Grenoble, Brive, 27 ; 3. Nîmes, 26 ; 4. Angoulême, 21.

Poule 3

Agén b. PUC 19-3
*Toulon b. Béziers 24-10
*Tulle b. Dax 18-10
*Lourdes b. La Rochelle 27-10
Classement : 1. Toulon, Agén, 28 pts ; 3. Dax, Tulle, 27 ; 5. Lourdes, 23 ; 6. La Rochelle, 23.
Poule 4
*Bayonne b. Ayr 34-6
*Toulon b. Aurillac 19-4
*Montferland b. Perpignan 26-6
Albi b. Hagetmau 7-4
Classement : 1. Montferland, 29 pts ; 2. Bayonne, 28 ; 3. Toulon, Perpignan, 26 ; 4. Aurillac, 24 ; 5. Albi, Ayr, 21 ; 6. Hagetmau, 17.
Poule 5
*Béziers b. Bourg 17-9
*Mont-de-Marsan b. Narbonne 12-4
*Biarritz b. Nîmes 20-9
Pau b. Romans 18-13
Classement : 1. Narbonne, 32 pts ; 2. Béziers, 28 ; 3. Mont-de-Marsan, 27 ; 4. Pau, 25 ; 5. Nîmes, Biarritz, 23 ; Pau b. Romans 18-13.

Ski alpin

COUPE DU MONDE

Le slalom géant de Borovets (Bulgarie), dernière épreuve de la Coupe du monde avant les Jeux olympiques d'hiver, a été dominé par les deux « bannis » de Sarajevo, le Suédois Stenmark, qui a devancé le Luxembourgeois Gmünder, et l'Autrichien Ertl. Au classement général de la Coupe du monde, le Suisse Zurborg (209 pts) précède Stenmark (201 pts).

Tennis

TOURNOI FÉMININ D'INDIANAPOLIS

Francesca Pietrangeli a été battue en finale par l'Américaine Joanne Raker, 7-6, 6-2. Corinne Visier avait été éliminée par la Brésilienne Madruga, 6-2, 6-3, en quart de finale.

Enfin de retour en France

PENTHOUSE
Edition Américaine
Frs 30



50 من الأمل

INFORMATIONS « SERVICES »

RÉTROMANIE

Retour aux carreaux de faïence

Les prix des belles faïences de dix-huitième siècle sont aujourd'hui très élevés. Mais les collectionneurs sensibles aux somptueux décors de Moustiers, de Rouen ou de Strasbourg peuvent toujours reporter leur convoitise sur de plus modestes céramiques.

Les carreaux de faïence de Delft ou de Lille, qui valent dix fois moins cher que les assiettes de même époque sont de nature à satisfaire tous les goûts des amateurs de grand feu : décors variés monochromes ou polychromes, graphismes stylisés pleins de verve naïve, et larges possibilités de collections par thèmes. De plus, les carreaux de faïence ont une place de choix dans les cuisines qu'ils égayaient de frises colorées. Cette mode commence à s'affirmer dans la région lilloise, berceau français des carreaux de faïence, dont on connaît les origines hollandaises.

Prestige de Delft

Delft, qui compte au dix-huitième siècle plus de sept cents artisans faïenciers, est le centre le plus célèbre ; mais cette ville magique est surtout la porte-drapeau symbolique d'innombrables fabrications qui, dès le dix-septième siècle, ont essaimé autour d'Amsterdam, Rotterdam, Gouda ou Haarlem. Les carreaux sont obtenus à partir d'une pâte argileuse pétrie à pied nu, aplatie au rouleau de cuivre et taillée en carrés avec des planchettes à clous.

La première cuisson à près de 1 000 degrés durcit les carreaux ensuite recouverts au pinceau d'un mélange d'oxyde d'étain, de sable et de potasse et de soude. Le décor est alors tracé à la main avec des oxydes de cobalt pour le bleu, de cuivre pour le vert, de manganèse pour le violet, de l'antimoine pour le rouge et des oxydes de fer pour l'orange tirant sur le rouge. Le noir s'obtient par un mélange de cobalt et de manganèse. Reste à fixer l'émail et son décor par une seconde cuisson à 900 degrés.

Les carreaux hollandais aux merveilleux émaux sont importés en France dès la fin du dix-septième siècle pour revêtir les murs des plus riches maisons, aussi bien dans les cuisines, les caves, les escaliers que dans les « lieux à l'anglaise ». Les faïenciers lillois ne tardent pas à fabriquer pour leur compte des carreaux « à la manière de Hollande ». Les décors stylisés sont inspirés des céramiques importées de Chine par les navires hollandais. Les faïenciers du Nord recopient fidèlement les motifs, si bien qu'il est difficile d'en déceler l'origine. Décors d'animaux, de bateaux, de paysages, de personnages fleurissent bientôt sur tous les murs. Parmi les motifs stylisés placés dans les angles des carreaux, on retrouve souvent des fleurs de lys, des coquelicots, des

mouches, des têtes de bœuf ou des traits bleus sur fond blanc dérivés des motifs chinois Wan-ll.

Un style lillois

Un style plus spécifiquement lillois se dégage vers le milieu du dix-huitième siècle, caractérisé par des graphismes légers et souples qui cernent des animaux ou des bonshommes en redigot, des bergers, des cavaliers ou des enfants. De la manufacture lilloise de Mousquieu, on retiendra, par exemple, des enfants dans le mouvement de leurs jeux ou des animaux aux contours appuyés. Vers 1750, trois manufactures rivales produisent des centaines de milliers de carreaux, tandis que de la Somme aux Flandres une dizaine de villes fabrique également des carreaux en quantités industrielles : Vron, Saint-Omer, Aire-sur-la-Lys, Boulogne, Dervaux, Douai, Baillet, Hésdin et Saint-Amand.

A la fin du dix-huitième siècle, la concurrence des faïences fines anglaises provoque une industrialisation à outrance pour tenter de faire baisser les prix, mais c'est au détriment de la qualité. Ce déclin entraîne peu à peu la fermeture des faïenceries françaises et hollandaises.

Le marché

Les carreaux sauvés des démolitions par les antiquaires sont accessibles dans un large éventail de prix. On en trouve au hasard des promenes chinoises dans le Nord-Pas-de-Calais ou la Somme. Les plus modestes pièces à décor de bouquets monochromes débutent dix-neuvième se vendent de 80 à 120 F. Les carreaux dix-huitième s'échelonnent de 150 à 300 F, par exemple au marché de la Treille, à Lille (23-25, rue des Chats-bossus) ou chez Jean Despiet (4, rue Basse).

Un antiquaire spécialisé s'est installé depuis quelques semaines au marché Serpente, à Saint-Ouen (Arlé 6, stand 17) : Patrick Langlet présente une remarquable sélection depuis les jeux d'enfants en bleu monochrome à 250 F jusqu'aux splendides tulipes polychromes à l'imitation de la Chine à 1 000 F, en passant par les angelots, les scènes mythologiques ou profanes, les métiers, les chevaux ou les bateaux aux fins graphismes de 400 à 700 F. Des groupements par thème mettent en valeur tout l'intérêt des motifs d'angle qui permettent d'harmoniser compositions.

C'est dire la variété de ces témoignages d'une savoureuse fraîcheur et que les résurgences de la mode ramènent aujourd'hui à la place qu'ils méritent dans les intérieurs contemporains.

F. GERSAINT.

A PARIS, DANS LE QUATORZIÈME ARRONDISSEMENT

La chasse aux puces sauvages

Depuis un mois déjà, les chineurs qui, les samedis et dimanches, ont coutume de fréquenter le marché aux puces voisin de la porte de Vanves, ont la surprise de rencontrer, à la place des brocanteurs et autres vendeurs de petites bricoles, des patrouilles de CRS avec matrasques et grenades.

Ces marginaux, qui s'étaient avenue Marc-Sangnier, coexistent pacifiquement avec les marchands patiemment installés sur les trottoirs de l'avenue Georges-Lafenestre, dont le prolongement enjambe le périphérique. Normalement, les réguliers, « abonnés » ou « volontaires », qui sont des centaines, règlent leur emplacement sur la base de 1 F le mètre carré au pinceau délégué par la municipalité. Ils vont eux-mêmes chiner du côté des petits vendeurs irréguliers et se déclarent satisfaits de ce voisinage qui constitue un attrait pittoresque et souvent fructueux pour les amateurs de curiosités : vieilles casseroles, faïences, carafes, poupées, outils usagers et fringues fatiguées.

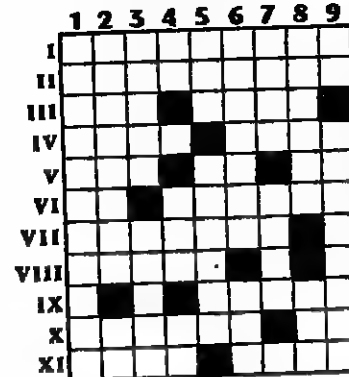
Malheureusement, les puces « sauvages » ont tendance à croître et multiplier. Les marginaux sont parfois plusieurs centaines qui s'établissent sur l'avenue Marc-Sangnier, le long du lycée et du collège François-Villon ainsi que de la maison de la culture du quatorzième arrondissement. D'où la protestation de la direction du lycée et des associations de parents d'élèves, qui se plaignent de ce débordement à la sauvette, de cette marée hebdomadaire — surtout gênante le samedi matin — et de son reflux d'objets invendus transformant en « zone » les abords du lycée.

Pour l'heure, le quadrillage systématique par les CRS a supprimé ces puces sauvages. Les représentants des marchands irréguliers ont vainement tenté de faire valoir leur point de vue auprès des conseillers municipaux du quatorzième arrondissement. Ils ont même écrit au ministre de la culture pour expliquer le rôle des puces, sauvages ou patentées, comme source essentielle de la brocante et de l'antiquité.

Aujourd'hui, les toutes dernières affaires en
Vente de fonds de commerce
Tous les lundis, dans le journal
spécialisé (depuis 40 ans)
En Vente Partout 3,50 F et 36 r. Malte, 75011 PARIS. TEL. (1) 526.30.30

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3640



HORIZONTALEMENT

1. Un spécialiste de la recherche.
- II. Des gens qui voudraient qu'on fasse une plus grande utilisation du gratin.
- III. Sommet. Une ancienne capitale.
- IV. On l'a à l'œil. Fit un riche mariage.
- V. Un endroit où l'on tourne. Romains pour un Charles. Brillait.
- VI. Pas annoncé. Qui ne nous enverra donc pas au diable.
- VII. Qui ne sont donc pas muets.
- VIII. Qui est devenu incapable de réfléchir.
- IX. Soumis à une épreuve.
- X. Forment un code quand ils sont bons. Préfixe.
- XI. La cinquième est inutile à celui qui roule en carrosse. Le lot des retardataires.

VERTICALEMENT

1. Un arbitre qui siffle avant de juger.
- 2. Une femme qui engraisse. Deux points.
- 3. Permet d'ouvrir le dialogue. Lieu de promenade pour un père.
- 4. Pour lier. Perd de sa force quand il est allongé. Mère de grande enfant.
- 5. Tient à l'œil. Eclaire parfois en une minute.
- 6. Moitié d'un ancien souverain. Direction.
- 7. Aussi familier. Etais la moitié de son frère.
- 8. Il y a des éclats quand il est déboulonné. Bien noirci, quand il y a beaucoup de pruneaux.
- 9. Préposition. Qui a donc du mal à réaliser ses aspirations.

Solution du problème n° 3639

HORIZONTALEMENT
I. Matérialistes. - II. Cataractes. Ut. - III. Opt. Epi. Apur. - IV. Nier. Avisé. - V. Fer. Meuse. Ise. - VI. Erreurs. Cio. As. - VII. Refr. Da. Nie. - VIII. Ema. Ser. Elbe. - IX. Ecouteur. On. - X. Crasseux. Pur. - XI. Iago. Né. geuses. - XII. Estant. En. - XIII. Rus. Email. Cor. - XIV. Er. Rapiérot. Cda. - XV. Sève. On. Tiro.

VERTICALEMENT

1. Conférenciers. - 2. Manières. Rature. - 3. Attentives. - 4. Ta. Eta. Sol. Ré. - 5. Er. Mères. Nis. - 6. Rapière. Cent. Pa. - 7. Ici. Us. Sous. Ein. - 8. Azur. Deuxième. - 9. Les. Ecos. Grics. - 10. Is. Ta. Erié. - 11. Avion. Usuel. - 12. Tapissier. Su. Cl. - 13. Usé. El. Percut. - 14. Sire. Boussole. - 15. Té. Sapeur. Rat.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 8 FÉVRIER

• Notre-Dame racontée aux jeunes, 14 h 30, portail central, M^o Châteauneuf (Caisse nationale des monuments historiques).
• Raphaël, 14 h 30, musée du Louvre, pavillon de Flora, porte Jaurès (Approche de l'art).
• La manufacture des Gobelins, 14 h 30, 42, avenue des Gobelins (Arcus).

• Salon des réceptions officielles de l'Hôtel de Ville, 14 h 30, rue de Rivoli, M^o Hauser.

• Chez un doreur-argenteur, 14 h 30, Musée d'Art et Métiers.

• Les grandes civilisations du nouveau monde : le Mexique, 14 h 30, 80, rue Talbot, salle de la SOLTEC, M^o Gilbert.

• L'île Saint-Louis et ses hôtels, 14 h 30, métro Pont-Marie (Art et promenade).

• Hôtel du Marais, (partie nord), place des Vosges, 14 h 30, métro Rambuteau (Résurrection du passé).

• La Conciergerie, 14 h 45, quasi de l'Horloge (Tourisme culturel).

• Hôtel de Sully, 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, M^o Soufflot.

• Coins ignorés de Montmartre, 15 heures, métro Lamarck-Caulaincourt (Arts et curiosités de Paris).

• La Mosquée, 15 heures, entrée place du Puits-de-Fortitude, M^o Ragueuse (Connaissance d'Ici et d'ailleurs).

• La Seine, Paris, ses vieux ponts, 15 heures, place du Châtelet, devant la fontaine (Paris autrefois).

• Exposition Raphaël, 16 heures, entrée du Grand Palais, M^o Hager.

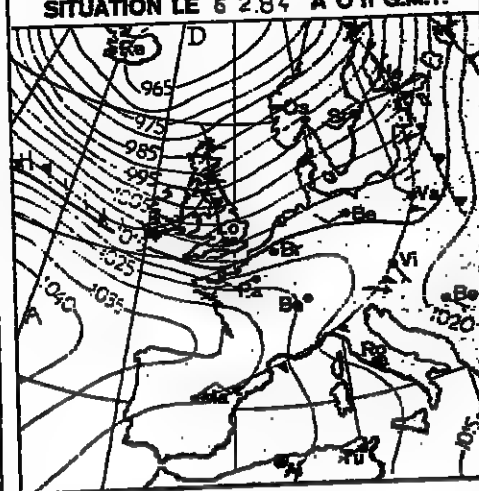
CONFÉRENCES

MERCREDI 8 FÉVRIER

19 h 30, amphithéâtre Bachelard, 1, rue Victor-Cousin, M. Lissol : « La quadrature du cercle ».

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 6 2.84 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le lundi 6 février à 9 heures et le mardi 7 février à 24 heures.

Les perturbations qui circulent dans un flux très rapide d'ouest-nord-ouest passent peu à peu les régions du sud de la France.

Mardi matin, le temps sera généralement nuageux et humide, cependant, une zone pluvieuse organisée, située de la Bretagne à la Bourgogne et aux régions de l'Est se déplacera vers le sud dans la journée ; les régions méditerranéennes seront épargnées, mais le ciel deviendra nuageux l'après-midi ; cette zone pluvieuse sera suivie d'un temps variable avec éclaircies mais aussi quelques averses, plutôt localisées sur les régions du Nord et du Nord-Est, ainsi que sur les Alpes.

Une nouvelle zone pluvieuse abordera dès la fin de la journée les régions proches de l'Atlantique, de la Bretagne à l'Aquitaine.

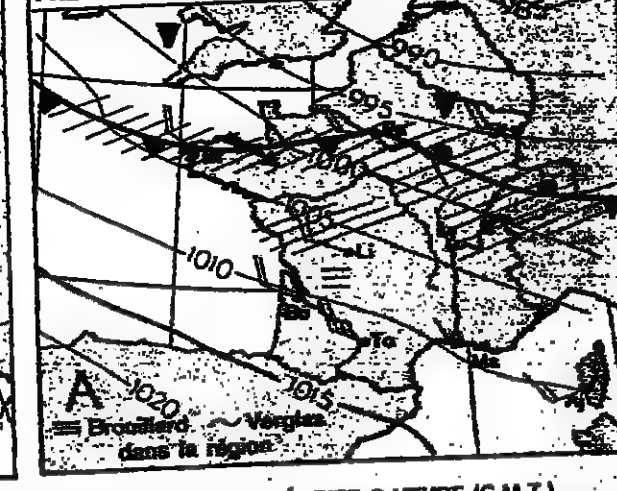
Les vents d'ouest-nord-ouest souffleront parfois fort avec quelques rafales près des côtes de la Manche ; les températures, élevées pour la saison, avoisineront le matin 5 à 8, 10° sur les régions méridionales ; elles baisseront l'après-midi à 15° du nord au sud.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer, à Paris, était de 1 019,9 millibars soit 764,9 millimètres de mercure.

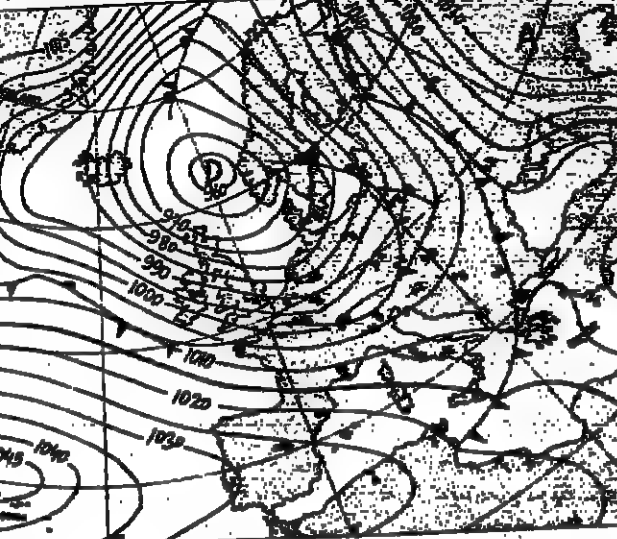
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 5 février ; le second le minimum de la nuit du 5 février au 6 février) :

Alger, 15 et 5 degrés ; Biarritz, 13 et 8 ; Bordeaux, 11 et 3 ; Bourges, 10 et 2 ; Brest, 9 et 7 ; Caen, 9 et 7 ; Cherbourg,

PRÉVISIONS POUR LE 7 2.84 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 7 FÉVRIER 0 HEURE (G.M.T.)



8 et 7 ; Clermont-Ferrand, 9 et 2 ; Dijon, 10 et 1 ; Grenoble-Saint-Marie-d'Hères, 13 et 3 ; Grenoble-Saint-Georges, 12 et 0 ; Lille, 7 et 4 ; Lyon, 13 et 2 ; Marseille-Marguare, 15 et 7 ; Nancy, 9 et 1 ; Nantes, 10 et 5 ; Nice-Côte d'Azur, 14 et 6 ; Paris-Montsouris, 11 et 6 ; Paris-Orly, 11 et 3 ; Pau, 13 et 4 ; Perpignan, 15 et 8 ; Rennes, 10 et 7 ; Strasbourg, 11 et 2 ; Tours, 10 et 4 ; Toulouse, 12 et 3 ; Poitiers-Père, 29 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 18 et 2 degrés ; Amsterdam, 6 et 4 ; Athènes, 14 et 9 ; Berlin, 9 et 1 ;

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 5 février 1984 :

DES DÉCRETS

• Relatifs à la désignation des personnalités appelées à siéger dans les sections du Conseil économique et social.

• Concernant les rangs et appellations de général d'armée et de général de corps d'armée et portant nominations, réaffectations, affectations, détachements et admissions dans les cadres d'officiers généraux (actifs et réserves).

• Concernant l'octroi d'une indemnité annuelle de départ et d'une indemnité viagère de départ ayant le caractère d'un complément de retraite aux chefs d'exploitation agricole âgés cessant leur activité.

• Fixant des conditions exceptionnelles d'accès aux corps des conseillers principaux et conseillers d'éducation des établissements d'enseignement agricole.

BREF

IMPOTS

L'ADMINISTRATION AU SERVICE DES USAGERS. - Le centre finances-accueil Saint-Lazare, premier centre de renseignements et d'information en matière d'impôt, a été ouvert 66, rue d'Anjou, à Paris (8^e).

Le ministre de l'économie a créé ce centre pour les habitants de la région d'Ile-de-France travaillant dans les huitième et neuvième arrondissements qui ne peuvent, en raison de l'éloignement du lieu de leur domicile de celui de leur travail, avoir accès aux services dont ils relèvent normalement. On y répond à toutes les questions d'ordre général relatives à l'établissement et au recouvrement de l'impôt sur le revenu et des impôts directs locaux ; on oriente les usagers

vers les services compétents et l'on reçoit les réclamations. Du lundi au vendredi de 8 h 30 à 18 h 30 et le samedi de 10 heures à 18 h 30.

JOURNÉES D'ÉTUDES

LE FINANCEMENT DES ENTREPRISES. - L'Institut d'études politiques de Paris (IEP) et le Crédit national organisent, les 8 et 9 février, deux journées d'études sur le thème « Le financement des entreprises à moyen et long terme ». Pour cadres supérieurs, responsables financiers et dirigeants d'entreprises.

* IEP, Service de formation continue, 215, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : 268-39-69.

Jeune Afrique

vient de paraître

L'ALGERIE DE CHADLI

TCHAD : QUI VEUT LA GUERRE ?

BIYA CONTINUE ET S'INSTALLE

le groupe Jeune Afrique

51, avenue des Ternes, 75017 PARIS

Jeune Afrique

Halte au Vol

1 serrure à 6 points

PICARD

Matériel GARANTI 5 ANS

1 blindage acier 15/10°

4 goujons d'acier anti-dégondage

3 cornières anti-pince

à l'extérieur sur le pourtour de la porte

OFFRE EXCEPTIONNELLE

3.500 F TTC

Pour et dépt. comp. PARIS-BANLIEUE

Sté S.P.P.

11, rue Marnand

92130 Ivry-la-Moutrie

554.58.08

554.41.95

CREDIT GRATUIT 3 MOIS

مكتبة من الإلهام

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

**EST-IL BON, EST-IL MÉ-
CHANT** - Comédie-Française
(206-10-30), 20 h 30
**SOUVENIRS DE SALMA-CC -
XVII** (227-68-81), 20 h 30
LES CERISES ROUGES - La
Hachette (326-38-99), 21 h 30.

Les salles subventionnées

BEAUBOURG (277-12-33), Débats-Re-
contres musées : 18 h 30 : l'Art
contemporain à Vienne depuis 1945 ;
19 h : Comme une petite terre aveugle ;
21 h : la revue « Pictura-Electra » ;
Vienne : 20 h 30 : Concert 2e3m ;
Cinéma-Vidéo : 16 h : L'Acro-
psychanalyse II ; 19 h : les arts
marquais ; 15 h : Les images récentes ;
W. Ruttmann : Berlin Sinfonie einer
Großstadt ;
THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS
(261-19-43), Concerts : 20 h 30 :
Orchestre de chambre de Vienne/Pt.
Entremont (Britten ; Mozart ; Bartók) ;
18 h 30 : Orchestre de chambre
J.-F. Paillard/F. Kerkorff ; G. Jarry
(Mozart ; Strauss ; Mendelssohn...).

Les autres salles

ARTS-HERBERTOT (387-23-23), à
18 h 30 : les Sincères ; à 21 h : la Fausse
COMÉDIE-CALMARTIN (742-43-41),
21 : Reviens dormir à l'Elysée
DAUNOU (261-69-14), 21 h : la Chénité
DÉCHARGEURS (236-00-02), 19 h : les
Eaux et Forêts ; 20 h 30 : Océan, monde
et après-midi ; 22 h : Boulevard poème
EPICURIE (329-46-78), 20 h 30 : la Pen-
sée
GALERIE 88 (326-43-51), 20 h 30 :
Who's afraid of Virginia Woolf ?
HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la
Cantatrice obscure ; 20 h 30 : la Légende
JARDIN D'HYVER (262-59-49), 21 h :
Tête-à-tête
LE RADEAU DE LA MÉDUSE (320-
91-57), 22 h : En suivant leur Née
LIBRE-THÉÂTRE (386-55-83),
20 h 45 : Prométhée enchaîné
LUCERNAIRE (544-57-34), 18 h 30 : Si
j'avais eu le jour et l'heure ; 22 h 15 : Un
autour du monde ; 22 h 30 : le
Fige - Fige malle, 18 h 30 : Fige et
pique et folle dans ; 22 h 30 : Oy, Mo-
shele, mon fils
LYE MONTARNASSE (327-85-41),
20 h 30 : Labiche de poche ; 22 h : En
femmes
MARAI (278-03-53), 20 h 30 : Le roi se
meurt
NOUVEAUTES (770-52-76), 20 h 30 :
l'Exotisme
ŒUVRE (874-42-52), 20 h 30 : l'Extrême
Miser Wile
POCHE (548-92-97), 20 h 30 : le Pharaon
QUAI DE LA GARE (585-88-88), 20 h
30 : la Différence de nos cœurs

SAINT-GEORGES (878-63-47), 21 h :
Théâtre de l'Épave
TAI TH. D'ESSAI (278-10-79), 1.
20 h 30 : l'Épave des jours
THÉÂTRE A-BOURVIL (373-47-84),
21 h 15 : Y'en mar... et vous ; 22 h 15 :
les Recourants
THÉÂTRE D'EDGAR (323-11-02),
20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous
on fait où on nous dit de faire
THÉÂTRE DE DIX-HEURES (606-
07-48), 20 h : Un million sous la table ;
21 h : Filles de bête ou les seigneurs de
Montcaire
THÉÂTRE DE PARIS, Petite salle (280-
09-30), 20 h 30 : Rayon Femmes fortes
TH. 7 (262-80-81), 21 h : la Visite
THÉÂTRE DE LA VILLA (342-80-72),
21 h : Tailleur pour dames
TROIS SUR QUATRE (327-09-16),
22 h : Acteurs... est acteur... est acteur

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (396-29-35), 20 h 45 : Le
bon vol rouge ; 22 h : le Président
CAFÉ DE LA GARE (278-52-51), 20 h :
Cham d'épandage
CAFÉ D'EDGAR (322-11-02), 1.
20 h 15 : Tiens voilà deux bouffes ;
21 h 30 : Mangues d'homme ; 22 h 30 :
Orléans de secours ; 23 h 15 : Dites
m'importe ; 23 h 30 : le Chronosome cha-
teaulieu ; 23 h 30 : Fais voir ton culidon
LE PETIT CASINO (278-36-30), 21 h :
le Jeune d'ère piégée ; 22 h 15 : Atten-
tion belle-œuvre méchantes
POINT VERGULE (278-67-03), 20 h 15 :
les Sargelés ; 21 h 30 : le Ticket ;
22 h 30 : Moi, je crache, mes parents re-
quent
PROLOGUE (575-33-15), 20 h 30 : Auto-
mobilités

Le music-hall

STUDIO BERTRAND (783-64-66),
20 h 30 : Marilyn je t'aime (dora),
20 h 30 : Marilyn je t'aime (dora)

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-
44-45), 21 h : On perd les pétales
DEUX-ANES (606-10-26), 21 h : l'impôt
et les Oes

Les concerts

Eglise Saint-Julien-le-Pauvre, 20 h 45 :
Ensemble vocal Sotto Voce (Mozart,
Buxtehude, Telemann...)
Salle Gerson, 20 h 30 : M. de Valmille
(Chopin)
Centre Matisse, 20 h 30 : S. Matisse
(Musique Italienne)
**Cité internationale universitaire, Grand
Théâtre**, 20 h 30 : G. Pliedmacher
(Schubert, Schumann, Ravel)
La Forge, 20 h 30 : Temo, musique du
Kordien

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
281-26-20-4
(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 6 février

Jazz, pop, rock, folk

A. DEJAZET (387-97-34), 20 h 30 : Tom
November
CAVEAU DE LA HUCHETTE (328-
65-05), 21 h 30 : F. Gals Spring Quartet,
B. Vasson
DUNOIS (584-72-00), 20 h 30 : Top Mod-
ern
FORUM (297-53-47), 21 h : les
Abolites/Degs
MEMPHIS MELODY (329-60-73),
23 h : L. Rulka
NEW MORNING (523-51-41), 21 h 30 :
Max Ruch
PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h : Al-
igator Jazz Band

PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h :
Chet Baker, M. Grallier, R. Del Fra
SAVOY (277-86-88), 21 h : G. Grignon,
P. Besson
TWENTY ONE (260-40-51), 21 h : Tito
Greg Hunter

En région parisienne

AUBERVILLIERS, Th. de la Commune
(833-16-16), 20 h 30 : Le marié et le
de Lodz
EVRY, Agnès (079-10-00), 20 h 30 : La
cuisine
VINCENNES, Th. D. Seane (374-
81-14), 21 h : Sébastien ou le fils de
l'air

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux
moins de treize ans, (**) aux moins de dix-
sept ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-34-24)
18 h, FIDREC : Dans les jardins médié-
vaux, de J.-J. Kahn ; Tangiers, de
M.-H. Dufresne ; Incertitude, de
Cl. Scharoun ; le Nœud du « Tinselt »,
de G. Paré

BEAUBOURG (278-35-57)
15 h, Quand les vautours se volent plus,
de H. Watt ; 17 h, Women's prison, de
L. Soller ; 19 h, les Valquieses, de C. For-
rest

Les exclusivités

ADAM ET EVE (Fr.) : Rex, 2 (236-
83-93) ; Paramount Marivault, 2 (296-
80-40) ; UGC Opéra, 2 (261-50-32) ;
UGC Danton, 6 (329-42-62) ; UGC Er-
mitage, 6 (359-15-71) ; UGC Con-
vent, 19 (828-30-44) ; Secrétan, 19
(241-77-99)
LES ANGES DU MAL (A.) (**) (V.J.) :
Paramount City, 6 (362-45-76) ; Para-
mount Opéra, 6 (740-56-31) ; Mar-
seille, 6 (770-72-86) ; Paramount Mar-
tigny, 14 (329-90-10) ; Image, 18
(322-47-94)
A NOS AMOURES (Fr.) : Forum Ori-
ent, 1 (223-43-26) ; Impérial, 2
(782-72-52) ; Paramount, 6 (333-79-38) ;
Elysée Lincoln, 6 (359-36-14) ; Para-
mont, 14 (329-43-11)
**LES AVENTURIERS DE L'ARCHE
PERDUE** (A., V.J.) : Capri, 2 (508-
11-69)

LE BAL (Fr.-It.) : Gaumont Halla, 1*
(297-49-70) ; Vendôme, 2 (742-97-52) ;
Studio de la Harpe, 2 (634-25-52) ;
Hautefeuille, 6 (633-79-38) ; Pagode, 7
(705-12-15) ; Gaumont Champs-Élysées,
6 (359-04-67) ; 14 Juillet Bastille, 11*
(327-90-81) ; Montparnasse Pathé, 14*
(327-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle,
19 (575-79-79)
LA BALLE DE NARAYAMA (Jap.,
v.a.) : Quinzette, 6 (633-79-38)
LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Doulart
(H. sp.), 14 (321-41-01)
LE BON PLAISIR (Fr.) : Forum, 1*
(297-53-74) ; Rex, 2 (236-83-93) ; Cité
Beaugrenelle, 6 (327-55-36) ; Montpar-
nasse Pathé, 14 (320-12-06) ; Mistral, 14
(539-52-43) ; UGC Convention, 19*
(828-20-64) ; 14 Juillet Beaugrenelle,
19 (575-79-79) ; Mistral, 16 (651-
79-73) ; Pathé Clichy, 18 (522-46-01) ;
Secrétan, 19 (241-77-99)
SACRILÈGE (Fr.) : Rex, 2 (236-
83-93) ; U.G.C. Danton, 6 (329-42-62) ;
U.G.C. Montparnasse, 6 (344-14-27) ;
U.G.C. Normandie, 6 (359-41-18) ;
U.G.C. Boulevard, 6 (246-66-44) ;
U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ;
U.G.C. Gobelin, 19 (336-23-44) ; Mé-
tro, 19 (639-52-43) ; U.G.C. Con-
vention, 19 (828-20-64)
CARMEN (Esp., v.a.) : Clichy, 6 (633-
10-82) ; Paramount, 14 (329-83-11)
CHALEUR ET POISSÉRIE (Ang.,
v.a.) : U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32)

LE CHOIX DES SEIGNEURS (A., v.l.) :
Gaumont Berlitz, 2 (742-60-33)
LES COMPÈRES (Fr.) : Paramount
Montparnasse, 14 (329-90-10) ; Mar-
seille, 6 (359-92-82) ; France, 9 (770-
53-88)
CRISTINA (A.) (v.a.) : Forum Orient
Express, 1 (233-42-26) ; Cité Beau-
renelle, 6 (327-55-36) ; Hautefeuille, 6
(633-79-38) ; George V, 6 (562-41-46) ;
Marignan, 6 (359-92-82) ; Paramount,
14 (329-83-11) ; Kinopanorama, 19*
(306-50-50) ; (v.l.) : France, 9 (770-
53-88) ; Montparnasse, 6 (770-72-86) ; Ne-
lson, 12 (343-04-67) ; France, 13*
(331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14*
(320-12-06) ; Mistral, 14 (539-52-43) ;
Gaumont Convention, 19 (828-20-64) ;
Pathé Wépler, 18 (522-46-01) ; Para-
mont Montmartre, 19 (606-54-25)
LES DENTS DE LA MER N° 3 (A., v.a.)
(v.l.) : Rex, 2 (236-83-93) ; Paramount
Opéra, 9 (742-56-31) ; Paramount
Montparnasse, 14 (329-90-10)
**2819 APRÈS LA CEUTE DE NEW-
YORK** (A., v.l.) : Rex, 2 (236-
83-93) ; U.G.C. Ermitage, 6 (359-
15-71) ; Montparnasse, 14 (327-52-37)
**LES DEUX SONT TOMBÉS SUR LA
TÊTE** (Aut.-A., v.l.) : Impérial Pathé,
2 (742-72-52)
DIVA (Fr.) : Rivoli Beaugrenelle, 6 (272-
43-20) ; Clichy, 6 (633-10-82) ; Se-
Lambert, 19 (532-91-68)
ERENDIRA (Franco-Mex., v.a.) : Forum
Orient Express, 1 (233-42-26) ; Qué-
bec, 2 (633-79-38) ; UGC Marbeuf, 6
(223-18-45) ; Paramount, 14 (320-
30-19)

LA POIRE DES TENEBRES (A., v.a.) :
UGC Opéra, 2 (261-50-32) ;
UGC Danton, 6 (329-42-62) ; UGC
Boulevard, 6 (246-66-44) ; UGC Gobi-
lin, 19 (336-23-44) ; Mistral, 16 (651-
79-73)
LE MEURTREUR (Fr.) : Elysée Lin-
coln, 6 (359-36-14)
ET VOUE LE NAVIRE (R., v.a.) : Gaumont
Hall, 1 (297-49-70) ; U.G.C.
Opéra, 2 (261-50-32) ; U.G.C. Er-
mitage, 6 (359-15-71) ; U.G.C. Odéon,
6 (322-71-08) ; U.G.C. Rotonde, 6 (633-
08-22) ; Pagode, 7 (705-12-15) ; Gaumont
Ambassade, 6 (359-41-18) ;
U.G.C. Normandie, 6 (359-41-18) ; 14
Juillet Bastille, 11 (327-90-81) ; Rive-
rains Montparnasse, 19 (344-25-02) ;
14 Juillet Beaugrenelle, 19 (575-
79-73) ; UGC Boulevard, 6 (246-66-44)
FAUX-FUYANTS (Fr.) : Marais, 4
(278-47-86)
FLASHDANCE (A., v.a.) : Logos, 9
(544-42-34) ; Marbeuf, 6 (223-18-45)
(v.l.) : Clichy, 6 (633-10-82) ;
FREDES DE BANG (A., v.a.) (*) : 7 Art
Beaugrenelle, 6 (278-34-15) ; H. sp.
GANDHI (Ind., v.a.) : Clichy Palace, 6
(354-07-76)
LE GRAND CARNAVAL (Fr.) : Berlitz,
2 (742-60-33)
JAMAIS PLUS JAMAIS (A., v.a.) : Ne-
lson, 12 (343-04-67) ; (V.J.) : Cité
Beaugrenelle, 6 (327-55-36) ; UGC Mon-
tarnasse, 6 (344-14-27) ; U.G.C. Boule-
vard, 6 (246-66-44) ; Paris Hall, 10
(770-72-86)
LE JOLI COEUR (Fr.) : Gaumont Halla,
1 (297-49-70) ; Berlitz, 2 (742-60-33) ;
Richelieu, 2 (233-56-70) ; Clichy Pa-
lace, 6 (354-07-76) ; Ambassade, 6
(359-41-18) ; St-Lazare Parisienne, 6
(287-32-43) ; Nelson, 12 (343-04-67) ;
Pauvette, 19 (331-56-86) ; Mistral, 14
(539-52-43) ; Mistral, 16 (651-79-73) ;
Gaumont Convention, 19 (828-20-64) ;
Vine-Hing, 16 (721-49-75) ; Pathé
Clichy, 18 (522-46-01) ; Gaumont Cam-
bert, 20 (636-10-96)
LES JOUEURS D'ÉCHECS (Ind., v.a.) :
Épée de Bois, 3 (337-57-47)
LE JOUEUR D'ÉCHECS (A., v.a.) :
Gaumont Halla, 1 (297-49-70) ; Se-
Lambert, 19 (532-91-68) ; Studio de la
Harpe, 2 (634-25-52) ; Elysée
Lincoln, 6 (359-36-14) ; Gaumont Col-
lée, 6 (359-92-82) ; V.J. : Berlitz, 2
(742-60-33) ; Richelieu, 2 (233-56-70) ;
Rivoli, 6 (222-57-97) ; Athènes, 12
(343-01-59) ; UGC Gare de Lyon, 12
(343-01-59) ; France, 13 (331-56-86) ;
Gaumont Sud, 16 (327-44-30) ;
Gaumont Convention, 19 (828-20-64) ;
Pathé Clichy, 18 (522-46-01)
JOY (Fr.) : Arcades, 2 (233-54-58)

NUAGES FLOTTANTS (Jap., v.a.) :
Olympic St-Germain, 6 (222-97-23) ;
14-Juillet Bastille, 6 (327-90-81) ;
Olympic Luxembourg, 6 (633-97-77) ;
Olympic Europe, 14 (545-35-38)

PAPY FANT DE LA RÉSISTANCE
(Fr.) : George V, 6 (562-41-46) ; Paris
Louis Boudier, 19 (606-54-25)

FRENCH CARMEN (Fr.) : Mistral, 1*
(320-43-97) ; Forum Orient Express, 1
(233-42-26) ; Paramount Marivault, 2
(296-80-40) ; St-Amand-les-Eaux, 6
(326-80-25) ; Publicis Champs-Élysées,
6 (720-76-23) ; Paramount Opéra, 6
(325-59-43) ; Monte-Carlo, 6 (225-
09-53) ; 14-Juillet Bastille, 11 (327-
90-81) ; Gaumont Clichy, 18 (522-46-01) ;
18-03 : Paramount Montparnasse, 14
(329-90-10) ; Olympic, 14 (545-
35-38) ; St-Charles Convention, 19
(575-79-79)
PETIT COIN (Fr.) : Gaumont Halla, 1
(297-49-70) ; Ambassade, 6 (359-
41-18) ; St-Lazare Parisienne, 6 (287-
32-43) ; UGC Marbeuf, 6 (223-18-45) ;
France, 9 (770-53-88) ; Montparnasse
Pathé, 14 (320-12-06) ; Gaumont
Convention, 19 (828-20-64) ; Pathé Ci-
chy, 18 (522-46-01) ; Gaumont Cam-
bert, 20 (636-10-96)

LES FILMS NOUVEAUX

BRANSTORM, film américain de
Douglas Tremblay (v.a.) : For-
um, 1 (297-53-74) ; Action Ré-
gion, 6 (354-47-82) ; Saint-
Michel, 6 (359-92-82) ; George V,
6 (562-41-46) ; Paramount, 14
(320-30-19) ; V.J. : Montparnasse,
6 (770-72-86) ; UGC Opéra, 6
(325-59-43) ; Paramount Berlitz,
12 (343-01-59) ; Paramount G.
Lecic, 19 (585-83-03) ; Paramount
Montparnasse, 14 (329-90-10) ; Pa-
ramount Opéra, 14 (320-43-97) ;
Convention Sud, 16 (327-44-30) ;
18-03 : Image, 18 (522-47-94)
CONCILE D'AMOUR, film amé-
ricain de Warner Schreiber (v.a.) :
Mistral, 16 (651-79-73) ; Olympic
Luxembourg, 6 (633-97-77)
JACOUES MESSINE, film français
de Hervé Palud, 7 Art Beaugrenelle,
6 (278-34-15) ; Logos, 9 (544-
42-34) ; Contrepoint, 6 (325-
78-37) ; Olympic Balzac, 6 (561-
10-60) ; Olympic Europe, 14
(545-35-38) ; Hollywood Boulevard,
6 (770-10-41) ; Paramount, 14
(320-30-19)
LA QUATRIÈME DIMENSION,
film américain de John Badham
(v.a.) : Forum, 1 (297-53-74) ;
Cité Beaugrenelle, 6 (327-55-36) ;
Quinzette, 6 (633-79-38) ; UGC
Danton, 6 (329-42-62) ; George V,
6 (562-41-46) ; UGC Marbeuf, 6
(223-18-45) ; UGC Opéra, 6
(325-59-43) ; Gaumont Ambassade,
6 (359-41-18) ; Paramount, 14
(320-30-19) ; Mistral, 16 (651-
79-73) ; V.J. : Clichy, 18 (522-46-01) ;
58-93 : UGC Opéra, 2 (261-
50-32) ; UGC Montparnasse, 6
(344-14-27) ; UGC Boulevard, 6
(246-66-44) ; UGC Gare de Lyon,
12 (343-01-59) ; U.G.C. Boule-
vard, 6 (246-66-44) ; Mistral, 14
(539-52-43) ; UGC Convention, 19
(828-20-64) ; Paramount Montmar-
tre, 19 (606-54-25) ; Image, 18
(522-47-94) ; Secrétan, 19 (241-77-99)
TO BE OR NOT TO BE, film amé-
ricain de Alan Johnson (v.a.) : Gaumont
Hall, 1 (297-49-70) ; Hautefeuille,
6 (633-79-38) ; Paramount Opéra,
6 (325-59-43) ; Clichy, 6 (633-10-82) ;
Clichy, 6 (633-10-82) ; George V,
6 (562-41-46) ; 14 Juillet Bastille,
11 (327-90-81) ; Montparnasse Pa-
thé, 14 (320-12-06) ; P.L.M. Saint-
Jacques, 14 (589-68-42) ; Montpar-
nasse Beaugrenelle, 19 (575-
79-79) ; Mayfair, 19 (522-46-01) ;
V.J. : Gaumont Berlitz, 2 (742-
60-33) ; Impérial, 2 (742-72-52) ;
Gaumont Richelieu, 2 (233-
56-70) ; Nelson, 12 (343-04-67) ;
Paramount Glaxo, 19 (530-
18-03) ; Gaumont Sud, 16 (327-
44-30) ; Gaumont Convention, 19
(828-20-64) ; Paramount Marbeuf,
6 (223-18-45) ; Gaumont Cam-
bert, 20 (636-10-96) ; V.O. : Me-
trogam Concord Pathé, 6 (359-
92-82) ; V.F. : Pathé Wépler, 18
(522-46-01)

TO BE OR NOT TO BE, film amé-
ricain de Alan Johnson (v.a.) : Gaumont
Hall, 1 (297-49-70) ; Hautefeuille,
6 (633-79-38) ; Paramount Opéra,
6 (325-59-43) ; Clichy, 6 (633-10-82) ;
Clichy, 6 (633-10-82) ; George V,
6 (562-41-46) ; 14 Juillet Bastille,
11 (327-90-81) ; Montparnasse Pa-
thé, 14 (320-12-06) ; P.L.M. Saint-
Jacques, 14 (589-68-42) ; Montpar-
nasse Beaugrenelle, 19 (575-
79-79) ; Mayfair, 19 (522-46-01) ;
V.J. : Gaumont Berlitz, 2 (742-
60-33) ; Impérial, 2 (742-72-52) ;
Gaumont Richelieu, 2 (233-
56-70) ; Nelson, 12 (343-04-67) ;
Paramount Glaxo, 19 (530-
18-03) ; Gaumont Sud, 16 (327-
44-30) ; Gaumont Convention, 19
(828-20-64) ; Paramount Marbeuf,
6 (223-18-45) ; Gaumont Cam-
bert, 20 (636-10-96) ; V.O. : Me-
trogam Concord Pathé, 6 (359-
92-82) ; V.F. : Pathé Wépler, 18
(522-46-01)

TO BE OR NOT TO BE, film amé-
ricain de Alan Johnson (v.a.) : Gaumont
Hall, 1 (297-49-70) ; Hautefeuille,
6 (633-79-38) ; Paramount Opéra,
6 (325-59-43) ; Clichy, 6 (633-10-82) ;
Clichy, 6 (633-10-82) ; George V,
6 (562-41-46) ; 14 Juillet Bastille,
11 (327-90-81) ; Montparnasse Pa-
thé, 14 (320-12-06) ; P.L.M. Saint-
Jacques, 14 (589-68-42) ; Montpar-
nasse Beaugrenelle, 19 (575-
79-79) ; Mayfair, 19 (522-46-01) ;
V.J. : Gaumont Berlitz, 2 (742-
60-33) ; Impérial, 2 (742-72-52) ;
Gaumont Richelieu, 2 (233-
56-70) ; Nelson, 12 (343-04-67) ;
Paramount Glaxo, 19 (530-
18-03) ; Gaumont Sud, 16 (327-
44-30) ; Gaumont Convention, 19
(828-20-64) ; Paramount Marbeuf,
6 (223-18-45) ; Gaumont Cam-
bert, 20 (636-10-96) ; V.O. : Me-
trogam Concord Pathé, 6 (359-
92-82) ; V.F. : Pathé Wépler, 18
(522-46-01)

TO BE OR NOT TO BE, film amé-
ricain de Alan Johnson (v.a.) : Gaumont
Hall, 1 (297-49-70) ; Hautefeuille,
6 (633-79-38) ; Paramount Opéra,
6 (325-59-43) ; Clichy, 6 (633-10-82) ;
Clichy, 6 (633-10-82) ; George V,
6 (562-41-46) ; 14 Juillet Bastille,
11 (327-90-81) ; Montparnasse Pa-
thé, 14 (320-12-06) ; P.L.M. Saint-
Jacques, 14 (589-68-42) ; Montpar-
nasse Beaugrenelle, 19 (575-
79-79) ; Mayfair, 19 (522-46-01) ;
V.J. : Gaumont Berlitz, 2 (742-
60-33) ; Impérial, 2 (742-72-52) ;
Gaumont Richelieu, 2 (233-
56-70) ; Nelson, 12 (343-04-67) ;
Paramount Glaxo, 19 (530-
18-03) ; Gaumont Sud, 16 (327-
44-30) ; Gaumont Convention, 19
(828-20-64) ; Paramount Marbeuf,
6 (223-18-45) ; Gaumont Cam-
bert, 20 (636-10-96) ; V.O. : Me-
trogam Concord Pathé, 6 (359-
92-82) ; V.F.

RADIO-TÉLÉVISION

Lundi 6 février

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

le particulier

Le Guide Fiscal 84 est paru !

- Tout sur les déductions légales
- Tout sur les abattements
- Tout sur les nouvelles lois fiscales.

chez votre marchand de journaux

16

20 h 35 Cinéma (hommage à Johnny Weissmüller) : Tarzan, l'homme singe. Film américain de W. B. Van Dyke (1932), avec J. Weissmüller, M. O'Sullivan, N. Hamilton. (N. Redif).

Accompagné son père en Afrique pour trouver le « cinquième éléphant », une jeune fille est sauvée par un homme de la jungle, élevé parmi les singes. Elle apprend de lui le premier des grands films d'aventures de la série MGM de Johnny Weissmüller, champion olympique de natation, interprète le rôle de Tarzan, l'hommage à l'acteur disparu et à son mythe cinématographique.

22 h 16 Étoiles et toilettes. Magazine du cinéma de F. Mitterrand et M. Jouando. Spécial Harold Pinter, et C. Brasseur et notre collaboratrice Colette Godard. Avec de nombreux extraits de films.

23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Emmenez-moi au théâtre : la Chauve-souris. (En simultané sur France-Musique.) Opéra en trois actes de Johann Strauss, sur un livret de C. Hauffner et R. Gené. Adapt. J.-C. Carrière, mise en scène R. Foreman, dir. de la musique R. Weikert, réal. R. Benamou. Avec G. Quilico, L. Cotras, le ballet et les chœurs de l'Opéra de Paris.

On sait que l'émision prévue, « l'Heure de vérité », avec Jean-Marie Le Pen a été reportée au lundi 26 janvier, de 6 heures à la date anniversaire des manifestations sanglantes de 1934 (le Monde du 26 janvier). La Chauve-souris est l'opéra viennois le plus typique. Équivalant amoureux, intrigues dans une atmosphère de bal masqué : valets, champagne, griserie...

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 33 La minute nécessaire de M. Cyclophède. « Composé par des millions de sous-doués et plébiscité par autant d'imbéciles » (dixit Pierre Desproges). « La minute nécessaire de M. Cyclophède » reprend sur FR 3 à partir d'aujourd'hui, l'humour surréaliste, dévastateur, poétique, lumineux, tendresse et férocité. - C. H.

20 h 35 Cinéma (cycle Pagnol) : la Fille du puisatier. Film français de Marcel Pagnol (1940) avec Raimu, J. Day, Fernandel, G. Grey, L. Noré, Charpin (N. Redif).

La fille d'un humble puisatier de Provence est enlevée d'un fils de bourgeois, officier aviateur par lequel elle se croit abandonnée. Les parents refusent réparation, elle est chassée par son père. Mais on apprend que l'officier est mort à la guerre. Ce mélodrame est loin d'être un des meilleurs films de Pagnol. Mais, son tournage a été marqué par des événements historiques. Terminé après la débacle de 1940, en zone libre, il porte, à travers ses personnages, le drame de la France vaincue, meurtrie et l'esprit d'une réconciliation devant le désastre national.

22 h 50 Journal.

23 h 10 Thalassa. Magazine de la mer de G. Peronard.

23 h 55 Prélude à la nuit. Diva, de P. Gélis, interprétée par le groupe Nono Marie.

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h 8 Derrière les masques du magicien.

17 h 12 Comment vous sportez-vous ?

17 h 22 Les six de Bourgogne.

17 h 37 Télévision ouverte.

18 h 7 Dessin animé : l'inspecteur Gadget.

18 h 55 Gél et Julie.

19 h Informations.

19 h 35 Feuilleton : Le 16 à Karbriant.

19 h 50 Feuilleton : Gédéon.

FRANCE-CULTURE

20 h Le Robes bleu : de J. Failler, avec F. Maistre, A. Thomas, M. Robin.

21 h L'extra scène, on les verra et les aime : la pensée de la complexité, avec Edgar Morin.

22 h 30 Nuits magiques : Saint-Domingue.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert : (en simultané avec Antenne 2 : la Chauve-souris de J. Strauss (fil) par les chœurs, l'orchestre et le ballet de l'Opéra de Paris.

23 h Fréquence de nuit : musique à la scène.

Mardi 7 février

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 30 Vision plus.

12 h Les rendez-vous d'Annik.

13 h 30 Atout cœur.

13 h Journal.

13 h 45 Portes ouvertes.

14 h 5 Série : Jo Gaillard.

15 h Trésor des cinémathèques.

Nathan de Tel-Aviv.

15 h 50 C'est arrivé à Hollywood.

De Melitz à Mel Brooks en passant par la Guerre des étoiles, les voyages interplanétaires au cinéma.

16 h 5 Le forum du mardi : Les ornements.

17 h 5 Croque-vampires.

18 h Feuilleton : Le nouveau d'Amérique.

18 h 15 Le village dans les nuages.

18 h 40 Variétés.

18 h 55 7 heures moins cinq.

19 h Météo première.

19 h 15 Émissions régionales.

19 h 40 Jeu : Les petits drôles.

20 h Journal.

20 h 30 D'accord, pas d'accord. (INC).

20 h 35 Les merisiers de l'information : La responsabilité médicale.

Magazine de la rédaction de TF 1.

Patrick a vingt-deux ans lorsqu'il entre en clinique pour l'ablation d'une varice. Une opération de routine. Pourtant en huit jours, il subit huit interventions avant d'arriver à l'amputation. Six ans après, il attend toujours que la médecine responsable de son infirmité compare devant la justice. Patrick est l'un des témoins qui participent à cette enquête menée par Henri Chambon et Jean-Claude Fontan sur la responsabilité pénale du médecin. Le nombre des procès intentés aux médecins a doublé en dix ans, mais pour la victime, porter plainte relève du parcours du combattant.

21 h 40 Musique : Le dernier soliste.

Spectacle conçu par et avec Jean-Paul Farré, réal. L. Godévaux.

Les rapports passionnels entre un personnage unique et un piano original, doué de réactions personnelles.

23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 ANTOPE.

Journal (à 12 h 45).

12 h 10 Jeu : L'académie des neufs.

13 h 55 Feuilleton : Les amours romantiques.

14 h 55 Aujourd'hui la vie.

14 h 55 Série : Têtes brûlées.

15 h 45 Reprise : Des chiffres et des lettres.

Finale (diffusée le 5 février).

17 h 10 Entre vous.

De L. Bérès.

17 h 45 Récré A2.

Pour les enfants.

18 h 30 C'est la vie.

18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h 15 Émissions régionales.

19 h 40 Le théâtre de Boulevard.

20 h Journal.

20 h 30 D'accord, pas d'accord. (INC).

20 h 40 Les dossiers de l'écran : Les bronzés font du ski.

Film français de P. Lecoate (1979), avec J. Belaschi, G. Jigot, M.-A. Chazet, C. Clavier, M. Blanc. Ils s'étaient rencontrés dans un club de vacances d'été, au Côte-d'Ivoire. Un an après, ils se retrouvent, pour les vacances d'hiver, dans une station de ski. Nouvelles mésaventures - après le succès des Bronzés - de l'équipe du Splendid, plus Dominique Lavanon. Le comique de café-théâtre au service d'une satire des Français moyens. Rire garanti, comme dans le premier film.

22 h Débat : La ruée vers l'or blanc.

De 1958 à 1981, la France est passée de 100 000 à 5 millions de skieurs. Les sports d'hiver sont devenus une industrie qui, en 1982, n'avait pas encore touché. Vercelle l'ère ? Qui fait du ski ? Avec M. R. Carras, secrétaire d'Etat, chargé du tourisme, M. Barnier, député (RPR) de la Savoie et des spécialistes de la montagne.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

17 h Télévision régionale.

Programme exclusif des deux régions.

18 h 55 Dessin animé : l'inspecteur Gadget.

19 h 5 Les jeux.

20 h 30 D'accord, pas d'accord. (INC).

20 h 33 La minute nécessaire de M. Cyclophède.

20 h 35 La dernière séance.

Emission de E. Mitchell et G. Jourdain.

Actualités Gaumont (1930) : 20 h 35 Dessin animé : Hopalong Cassidy : 22 h 45 Tex Avery : réclames de l'époque ; attraction.

20 h 50 Cinéma : la Rose noire.

Film américain de H. Hathaway (1949), avec T. Power, O. Welles, C. Aubry, J. Hawkins, M. Remick, F. Currie.

En 1275, un jeune noble saxon fuit, avec un ami, la dictature des Normands. A Antioche, ils se joignent à la couronne d'un général musulman pour la Chine. Il y a dans cette caravane, une jeune captive dite « la rose noire ». Un scénario compliqué, de l'exotisme spectaculaire. Cécile Aubry, découverte par Clouzot (Maison), est perdue là-dedans. Tyrone Power est toujours beau, héroïque. Mais on doit à Orson Welles, acteur, les meilleurs moments de cette image.

23 h 5 Journal.

23 h 35 Cinéma : Chérie, je me sens rajeunir.

Film américain de H. Hawks (1952), avec C. Grant, O. Rogers, C. Coburn, M. Monroe, H. Marlowe, H. Leondal (N.).

Une étonnante recherche à mettre au point un élève de jeunesse. Une guerre mélangée le contenu des files du laboratoire et verse le brouillon dans un distributeur d'eau. Ceux qui boivent de cette eau rajeunissent. Un peu trop... Tirez français idiot pour une excellente comédie américaine fustigeant, jusqu'à l'humour noir, la fausse science et le délire d'une humanité qui retombe en enfance.

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h 5 Les chefs maîtres de la Santé, de P. Colombier (avec E. Faillier, P. Carnos, Raimu).

18 h 55 Gél et Julie.

19 h Informations.

19 h 35 Feuilleton : Le 16 à Karbriant.

19 h 50 Feuilleton : Gédéon.

FRANCE-CULTURE

12 h 5 Agorà.

12 h 45 Panorama.

14 h 5 Sons.

14 h 5 Un livre, des voix : « Août 1914 », A. Soljmitzky.

14 h 47 Les après-midi de France-Culture : à 15 h 20, rubriques interdisciplinaires : à 17 h, raison d'être.

15 h 30 Feuilleton : Nos amours les jeunes filles.

15 h 25 Jazz à l'ancienne.

19 h 30 Sciences : M. Tompkins au pays des merveilles.

20 h Dialogues : Récit d'un de la médecine générale.

21 h 15 Après la loi, le dimanche musical.

22 h 30 Nuits magiques : Saint-Domingue.

FRANCE-MUSIQUE

12 h 35 Jazz : tout Duke.

13 h Les nouvelles musiques en dialogue.

14 h 4 Chansons de son siècle.

14 h 30 Les enfants du langage : portrait-puzzle de Hans von Bülow.

17 h 5 Répères contemporains : K. Makino.

18 h Impromptu.

19 h 5 Concert : œuvres de Schostak, Tchaï, Tien Dan, Cage, Yoshida, Messiaen, Scherchen-Haïm, par Y. Nara, soprano, M. Joste, piano.

20 h Jazz.

20 h 30 Concert (en direct du Théâtre des Champs-Élysées) : « Ouverture de Candide », de Bernstein, « Concerto pour piano et orchestre » de Ravel ; « Symphonie fantastique » de Berlioz, par l'Orchestre national de France, dir. J. Conlon, sol. N. Wao Paik, piano.

22 h 30 Fréquence de nuit : Feuilleton « la Guerre des pianos » : à 23 h 10, Jazz-club (en direct du Petit Opéra).

LE CARNET DU Monde

Naissances

- Pascale, Carine, Sébastien et Michael BERNARD ont la joie de faire part de la naissance de

Lamre,

69 bis, rue Charles-Laffitte, 92200 Neuilly-sur-Seine.

- Arnold est heureux d'annoncer la naissance de son fils

Jérôme Claude-Pierre,

dimanche 29 janvier 1984.

Jean-Pierre CHAMPAVERE et

M^{me} SZEKANY Marie-Claude.

177, rue de Normandie, 94700 Maisons-Alfort.

Mariages

- Bakou (URSS).

Montmagny (France).

M. Georges JIDKOFF et M^{me} née

Jeune CORNEL, sont heureux de

faire part de mariage de leur fille

Catherine

avec M. Joseph Lakoulev,

célibataire, le jeudi 2 février 1984, à Bakou,

république d'Azerbaïdjan (URSS).

26, rue Villebois-Mareuil,

95360 Montmagny (France).

- M^{me} Gaston Baruk,

M^{me} et M^{me} Robert Bellais

et leur fille Vapena,

M^{me} et M^{me} Dante Maracini

et leur fils Lorenzo,

M^{me} Brigitte Baruk,

M^{me} André Laure Baruk,

M^{me} Manon Poudroux,

M^{me} Raoul Scania,

M^{me} Alice Tish,

Les familles parentes et alliées,

ont le plaisir de faire part de décès de

Gaston BARUK,

ancien PDG,

des Montils Baruk au Maroc,

conseiller honoraire

du commerce extérieur de la France,

officier de la Légion d'honneur,

commandeur de l'ordre national

du Mérite.

survécu à Nice, le 3 février 1984, à l'âge

de soixante-neuf ans.

Les obsèques auront lieu à Paris à

une date qui sera fixée ultérieurement.

3, promenade des Anglais,

06000 Nice.

(Né le 18 janvier 1908 à Sousse (Tunisie),

instituteur de 1946, en faveur de toutes

catégories de personnes, un homme social

à la sécurité, à la formation, à la promo-

tion, à la santé et à la réussite des travailleurs

et de leur famille, toutes initiatives qui, par la suite,

auront une certaine influence sur les dispositions

économiques.)

- M^{me} et M^{me} François Gort,

M^{me} et M^{me} Jean Kohn,

leurs enfants et petits-enfants,

ont le plaisir de faire part de décès de

leur mère, grand-mère et arrière-

grand-mère, tante et cousine,

cadémique dans la paix du Seigneur, le

4 février 1984, dans sa quatre-vingt-

troisième année.

La cérémonie religieuse aura lieu en

l'église Saint-Vincent-de-Basles, le

dimanche 7 février 1984, à 15 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

133, avenue Félix-Faure,

75015 Paris.

1, avenue de Liège-d'Or,

37250 Montbazou.

- M^{me} et M^{me} Robert Michard,

leurs enfants et petits-enfants,

M^{me} et M^{me} Robert Ducos,

Leurs enfants et petits-enfants,

ont le plaisir de faire part de décès de

M^{me} Marcel LAUGERON,

née Lucette Fancille,

leur mère, grand-mère, arrière-

grand-mère, tante et cousine,

cadémique dans la paix du Seigneur, le

4 février 1984, dans sa quatre-vingt-

troisième année.

La cérémonie religieuse aura lieu en

l'église Saint-Vincent-de-Basles, le

dimanche 7 février 1984, à 15 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

133, avenue Félix-Faure,

75015 Paris.

1, avenue de Liège-d'Or,

37250 Montbazou.

- M^{me} et M^{me} Robert Michard,

leurs enfants et petits-enfants,

M^{me} et M^{me} Robert Ducos,

Leurs enfants et petits-enfants,

ont le plaisir de faire part de décès de

M^{me} Marcel LAUGERON,

née Lucette Fancille,

leur mère, grand-mère, arrière-

grand-mère, tante et cousine,

cadémique dans la paix du Seigneur, le

4 février 1984, dans sa quatre-vingt-

troisième année.

La cérémonie religieuse aura lieu en

l'église Saint-Vincent-de-Basles, le

dimanche 7 février 1984, à 15 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

133, avenue Félix-Faure,

75015 Paris.

1, avenue de Liège-d'Or,

37250 Montbazou.

- M^{me} et M^{me} Robert Michard,

leurs enfants et petits-enfants,

M^{me} et M^{me} Robert Ducos,

Leurs enfants et petits-enfants,

ont le plaisir de faire part de décès de

M^{me} Marcel LAUGERON,

née Lucette Fancille,

leur mère, grand-mère, arrière-

grand-mère, tante et cousine,

cadémique dans la paix du Seigneur, le

4 février 1984, dans sa quatre-vingt-

troisième année.

La cérémonie religieuse aura lieu en

l'église Saint-Vincent-de-Basles, le

dimanche 7 février 1984, à 15 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

133, avenue Félix-Faure,

75015 Paris.

1, avenue de Liège-d'Or,

37250 Montbazou.

- M^{me} et M^{me} Robert Michard,

leurs enfants et petits-enfants,

M^{me} et M^{me} Robert Ducos,

Leurs enfants et petits-enfants,

ont le plaisir de faire part de décès de

M^{me} Marcel LAUGERON,

née Lucette Fancille,

leur mère, grand-mère, arrière-

grand-mère, tante et cousine,

cadémique dans la paix du Seigneur, le

4 février 1984, dans sa quatre-vingt-

troisième année.

La cérémonie religieuse aura lieu en

l'église Saint-Vincent-de-Basles, le

dimanche 7 février 1984, à 15 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

133, avenue Félix-Faure,

Le Monde

ECONOMIE

LA CONTROVERSE SUR LES CODEVI

Une construction de technocrates

LE gouvernement ne pensait certainement pas que les CODEVI (comptes de développement industriel) attireraient, même en tenant compte de l'extraordinaire « battage » qui a accompagné leur lancement, des sommes aussi considérables. Plus de 40 milliards de francs actuellement ; mais de nouveaux comptes s'ouvrent encore tous les jours, si bien qu'on table d'ici la fin de l'année sur une « collecte » de 70 milliards, un chiffre qui est deux ou trois fois supérieur aux très vagues estimations que les experts officiels avaient pu faire dans le courant de l'été, quand le projet adopté dans une certaine confusion par le conseil des ministres du 26 mai prit la forme qu'on lui connaît.

Doit-on en conclure que l'opération constitue un succès inespéré ? Que le gouvernement a mis en place un nouveau dispositif propre à mobiliser au-delà des espérances — et des besoins immédiats du Fonds industriel de modernisation (FIM) — l'épargne des Français au service de l'industrie ? Tel n'est pas, semble-t-il, le cas. L'erreur d'appréciation sur l'ampleur des résultats à attendre, il faut plutôt l'interpréter comme signe que ni le ministère de l'Industrie ni, encore moins, bien que ce soit plus directement son métier, le ministère de l'Economie et des Finances ne s'étaient fait une idée suffisamment précise de la nature de l'opération qu'ils ont montée à la hâte et de la signification qu'il convient de lui donner en termes économiques et financiers ; qu'à la

limite ils se sont laissés prendre par leur propre rhétorique, pensant peut-être qu'après tout ils apportaient à leur manière une pierre à l'insaisissable édifice de la « politique industrielle ».

Quant au public, il a profité de l'enthousiasme en plaçant son argent dans les nouveaux comptes « défilés », mais il n'a pas vraiment l'objectif qu'il se proposait, car, comme cela a été proclamé, de l'amener à s'intéresser aux investissements industriels, ce n'est pas assez de dire que l'opération n'a pas réussi ; elle constitue plutôt, telle qu'elle se présente actuellement, une opération de « désinflation » sur les déficits problématiques posés par l'orientation de l'épargne vers le financement de dépenses d'équipement d'un type nouveau : robotique, informatique, biotechnologie, etc. (nous insistons de côté des hypothèses pour autant vraisemblables que le FIM servira lui aussi à venir au secours des secteurs en crise). Une aventure industrielle effectivement exaltante, mais qui comporte des risques qu'il est à tous égards dangereux d'écarter.

Une lutte obscure

Il n'était pas clair au départ que le projet aboutirait à la création des CODEVI tels qu'ils existent depuis le début de l'année dernière. C'est depuis cette date qu'il est possible d'ouvrir non seulement auprès des caisses d'épargne, mais aussi auprès de tous les établissements financiers en contact avec le public,

caisses de crédit agricole et banques, des « comptes de développement industriel », calqués sur les livrets A (Caisse d'épargne) ou les livrets « bleus » (Crédit mutuel), bien connus de tous les résidents en France. Les CODEVI assurent parallèlement à leurs titulaires une parfaite liquidité, à savoir qu'il leur est toujours possible d'effectuer un retrait sans préavis, tout en rapportant un intérêt également fixé à 7,50 % exempt d'impôt. La seule différence est que les CODEVI sont plus strictement « plafonnés ». Le dépôt ne peut pas dépasser actuellement la somme de 10 000 F (mais le conjoint peut ouvrir son propre CODEVI, ce qui porte pour un ménage le plafond à 20 000 F), contre 50 000 F pour le livret A.

Comme pour souligner cette similitude, c'est bien de « livret industriel » que M. Laurent Fabius avait d'abord qualifié son projet. M. Jacques Delors, dans une première phase, s'en était alarmé : convenait-il, pensait-il, d'accorder aux banques la faculté, qu'elles avaient jusqu'alors réclamée en vain, d'offrir à leur clientèle un « produit » qu'elles avaient toujours réservé aux caisses d'épargne ? Les livrets bancaires ordinaires offrent bien en gros les mêmes commodités de retrait que les livrets A ou les livrets bleus, mais ils sont beaucoup moins intéressants pour le déposant dans la mesure où le taux d'intérêt dont ils sont assortis est amputé par l'impôt. S'il existe des gens pour se faire ouvrir de tels livrets bancaires, c'est uniquement parce que le montant

des livrets à régime fiscal privilégié est limité.

C'est pourquoi le changement de dénomination demandé et obtenu au conseil des ministres du 26 mai avait été interprété à l'époque comme une victoire, modeste certes mais néanmoins significative, de la direction du Trésor sur le ministère de l'Industrie. M. Delors avait préconisé que le mot « compte » soit substitué au mot « livret », ce qui laissait entendre qu'on ne savait du reste trop quoi, sinon tout de même l'idée que l'épargne déposée dans les comptes en question serait au moins en partie investie en valeurs mobilières et que, peut-être, en contrepartie du privilège fiscal accordé, le déposant ne pourrait pas tirer sur son CODEVI avec autant de liberté qu'il s'agitait d'un compte à vue. Bien qu'on ne sache pas à quel point, particulièrement pour les banques, la définition de la notion d'épargne, ou à la rigueur tout au Trésor — où l'aurait-on ailleurs ? — le soupçon que l'expression d'« épargne liquide » renferme une contradiction dans les termes et qu'en conséquence il est de mauvaise politique de chercher à « banaliser » des avantages fiscaux qui seraient mieux utilisés à encourager des formes d'épargne authentiques. L'épargne, par définition, désigne une portion du revenu disponible en vue d'un placement (et si l'épargnant vient à vendre son titre de placement, c'est l'acheteur qui doit à son tour sous-traire de ses dépenses courantes la somme correspondante).

Reprenant à son compte le projet de M. Fabius qu'il avait d'abord combattu, M. Delors dut pendant l'été s'incliner devant la volonté élyséenne de faire des CODEVI des livrets jouissant du même attrait que les livrets de caisse d'épargne. Ni lui ni ses services n'abandonneront pour autant leurs scrupules de gardiens de la « cohérence » financière de toute l'opération.

Il fallait absolument que le projet soit pourvu d'un garde-fou, pour lui retirer son caractère trop voyant de procédé supplémentaire de « transformation » consistant à placer dans des prêts à moyen ou long terme aux entreprises des fonds dont leurs détenteurs n'ont nullement perdu la libre disposition. D'où la création d'un système extrêmement compliqué, dans lequel un des plus hauts fonctionnaires de la République croit voir un « délire de technocrate », mais que les services de la Rue de Rivoli présentent comme un dispositif de sécurité placé entre d'une part la masse des déposants, effectivement déchargés de tout risque (au contraire de ce qui se passerait si, par exemple, les déposants en question avaient, au lieu de souscrire un CODEVI, acheté des actions ou des obligations à taux fixe) ainsi que de toute contrainte d'immobilisation, et d'autre part les destinataires finaux de ces ressources.

PAUL FABRIS

(Lire la suite page 20.)

Plus de crédits pour l'industrie ?

A en croire les promoteurs de l'opération CODEVI, on va assister dans le courant de l'année 1984 à une augmentation très sensible des fonds mis à la disposition de l'industrie à des conditions avantageuses. Les chiffres sur lesquels tablent les experts officiels sont grosso modo les suivants. La « collecte » de fonds CODEVI devrait, à la fin de cette année, se monter à quelque 70 milliards de francs. Sur ce total, près de la moitié devrait aller à l'industrie, soit 33 à 34 milliards.

La décomposition serait la suivante : 8 milliards de prêts à 9,5 % consentis par le fonds industriel de modernisation géré par le ministère de l'Industrie ; 13 à 14 milliards de prêts accordés par les banques à 10,75 % et 11 % ; le reste étant constitué par les 13 ou 14 autres milliards que la Caisse des dépôts et consignations dirige vers les organismes spécialisés : Crédit national, sociétés de développement régional, etc. Les experts de la Rue de Rivoli comptent que cette dernière somme ne sera pas un apport nouveau à l'industrie, mais une simple modification dans la circuit d'alimentation à l'intérieur des comptes de la Caisse. Le sang neuf transféré aux entreprises serait donc formé par quelque 22 milliards (8 + 13 ou 14), un chiffre non négligeable puisqu'il peut se comparer au total des investissements industriels pour 1983 (énergie et bâtiment compris), évalué à quelque 180 milliards.

A cela les critiques du nouveau circuit de financement rétorquent au moins trois choses. La première est que, selon eux, rien n'est moins sûr que le calcul précédent. Puisqu'il n'y a pas de collecte nouvelle (voir l'article ci-contre), il ne pourrait y avoir accroissement net des crédits ouverts à l'industrie que dans deux hypothèses : si les investissements (notamment des collectivités locales) financés auparavant par la Caisse des dépôts étaient en diminution, ce qui est improbable ; ou bien si le dispositif d'encadrement du crédit prévoit une extension correspondante des prêts bancaires, ce qui n'est pas le cas. La deuxième est que les CODEVI accroissent encore un peu plus l'une des plus graves anomalies du système financier français : pour pallier l'insuffisance de fonds propres, elle-même due en partie à la surimposition des revenus du capital, on multiplie les circuits de financement parallèles à coup de privilèges. D'où la troisième critique, formulée notamment par le gouverneur de la Banque de France : ces palliatifs sont eux-mêmes une cause d'inflation, or l'inflation a pour effet d'élever le taux moyen de l'intérêt. — P. F.

L'EUROPE MANQUE D'ENFANTS

FRANCE : les socialistes redécouvrent la famille

LA France est-elle le seul pays d'Europe occidentale à se préoccuper de la baisse de la natalité ? L'écho qu'il y rencontre aujourd'hui le problème — dans la presse, dans les différents groupes politiques, comme au gouvernement — contraste, en tout cas, avec l'indifférence ou la résignation que l'on trouve chez la plupart de nos voisins.

Pourtant, comme le montre le tableau que nous publions page 21, la France n'est pas la plus mal placée des pays européens, même si 1983 marque une baisse de 50 000 naissances par rapport à 1982 (et un indice de fécondité de 1,8 seulement).

« La fécondité française se tient environ à 10 % au-dessus du niveau des pays voisins », déclarent, cependant, pour la moyenne des autres pays occidentaux, elle en est écartée de 20 %, soulignent M. Gérard Calot, directeur de l'Institut national d'études démographiques et Jean-Claude Chesnais (1). Les raisons complexes de cette baisse, qui atteignent tous les pays industrialisés, sont connues : une décadence culturelle où se manifeste le désir de confort et de liberté, valorisation de l'enfant et souhait de lui assurer une meilleure destinée, soucis de carrière professionnelle — notamment chez les femmes, ces dernières années — ont gagné l'ensemble des catégories sociales.

Est-ce parce que la natalité a diminué en France plus tôt qu'ailleurs ? La politique de protection de la famille y a été plus développée que dans les pays voisins, et marquée depuis longtemps de préoccupations natalistes. Sans remonter jusqu'à la « commission de la dépopulation », créée en 1901, il faut se souvenir que, dès 1913, a été votée une loi d'assistance aux familles nombreuses et que, dès l'année suivante, on a prévu un abaissement à la base sur les contributions fiscales des charges de famille ; une formule dont le quotient familial d'aujourd'hui — qui permet de répartir le revenu sur un certain nombre de parts en fonction des charges de famille — est l'héritier. Dès juillet 1939, le code de la famille a généralisé les allocations familiales à toutes les catégories sociales et professionnelles.

Après la Libération, le dispositif a été seulement consolidé et amélioré : l'aide aux familles faisant partie de la protection sociale assurée par la collectivité et de la solidarité. Cette politique s'est maintenue tout au long de la IV^e République. Elle a été soutenue, notamment par le MRP, marqué par la tradition de la « famille chrétienne », et dont l'influence n'a pas complètement disparu dans les caisses d'allocations familiales. Cette attitude n'était pas exempte de soucis électoraux, les associations familiales, sous leurs diverses formes, et en particulier le regroupement le plus important, l'Union nationale des associations

familiales, qui revendique 700 000 membres, constituent un « lobby » puissant que tous les gouvernements ont courtisé.

Même si le taux des cotisations d'allocations familiales a diminué depuis 1945 (passant de 16,75 % à 9 % à partir de 1970), même si, depuis les années 70, la politique familiale s'est infléchie — de nouvelles prestations l'orientent vers un aspect d'assistance à des familles défavorisées, l'aide globale directe et indirecte est restée importante et supérieure à celle des pays voisins : elle représentait, en 1978, 2,94 % du produit intérieur brut (PIB) au lieu de 2,17 % en Allemagne, en Grande-Bretagne et au Danemark, 1,87 % en Italie. A leur arrivée au pouvoir, les socialistes ont donné un coup d'accélérateur aux prestations familiales.

Une tradition nataliste

La préoccupation « nataliste » a été sensible dès 1945 dans la politique familiale : elle s'inscrivait dans l'effort de la reconstruction. Attribuée par la suite, elle s'est réveillée à la fin des années 70 ; elle a abouti à une mesure controversée : l'allocation de 10 000 F à la naissance du troisième enfant, que le gouvernement de gauche devait abandonner dès son arrivée au pouvoir.

Pourtant, le renversement de majorité n'a pas introduit de vraie rupture dans la politique familiale. Au contraire, M. Bédigoye a affirmé, le 28 novembre dernier : « La natalité est pour les années qui viennent la priorité autour de laquelle s'organiserait l'action des pouvoirs publics... Revenir à un taux de fécondité qui assure le renouvellement des générations est une exigence nationale... » et a obtenu, répondant notamment le projet d'« allocation au jeune enfant » (le Monde du 1^{er} février).

Pour les socialistes, cependant, l'orientation est nouvelle. Jules Quessada prédisait « la chute irrémédiable de la patrie » par la « dénatalité » n'avait guère fait d'émules : la tradition qui voulait refuser de soutenir « l'armée de réserve du capital » avait davantage marqué la gauche socialiste. La famille et la natalité gardaient récemment encore pour elles (contrairement aux communistes, très natalistes avant la seconde guerre mondiale) un parfum « rétro » sinon vichyste (par référence à la devise « Travail, Famille, Patrie »). Les prises de position vigoureuses de personnalité de droite, comme M. Michel Debré, jouaient plutôt le rôle de repoussoir. Les socialistes étaient plus sensibles aux thèmes du droit de l'enfant ou du « libre choix de la maternité » pour les femmes : c'est à travers ces idées qu'ils envisageaient la politique familiale.

La révision a été due, semble-t-il, à la fois au retentissement, un peu

tardif, du constat des démographes (exprimé déjà lors du colloque national de 1980) et au réexamen même de la politique familiale en tant que l'arrivée au pouvoir de la gauche. La législation de l'avortement a, d'autre part, levé une hypothèque. Ont joué aussi, sans doute, la conviction personnelle du président de la République, qui déclarait, le 8 décembre dernier : « Il n'est de grand peuple que celui qui croit à la vie et se renouvelle sans faiblesse démographique », et, peut-être, la prise de conscience des répercussions à terme du poids des retraites sur les « actifs », aggravé par la retraite à soixante ans.

Pour mettre en œuvre ses intentions, le gouvernement français paraît cependant hésiter entre deux stratégies. La première consiste à compter sur les familles nombreuses pour atteindre le taux de renouvellement de la population (2,1), et donc leur accorder des avantages préférentiels : c'est l'orientation prise avec le congé parental rémunéré pour le troisième enfant. La seconde consiste à « amener les familles à avoir un enfant supplémentaire », sur des mesures, en l'occurrence, comme le déclarait le 31 janvier M. Pierre Bédigoye, ministre des affaires sociales, en « installant » le conseil d'administration de la Caisse nationale d'allocations familiales : c'est ce que vise le projet d'allocation au jeune enfant, destinée à encourager toutes les naissances, comme le relèvement des allocations familiales pour les familles de deux enfants.

Dans quelle mesure, d'autre part, la politique familiale d'aide aux familles garde-t-elle un aspect incitatif si l'on n'accroît pas les avantages accordés ? Dans la situation économique actuelle, la marge d'action du gouvernement est restreinte. De plus, toutes les difficultés entraînées par l'arrivée d'enfants dans un ménage ne peuvent être compensées par un supplément de ressources : celui-ci ne résout pas, par exemple, les problèmes de garde des enfants lorsque la mère travaille.

Puis largement, cette politique « nataliste » doit tenir compte de l'évolution des modes de vie (par exemple du désir des femmes de travailler, de leur volonté de choisir le moment des naissances, du déclin du mariage...) et, en particulier, des aspirations des jeunes, car ce sont eux qui pourront avoir des enfants. Or le gouvernement n'a guère d'instruments pour les toucher : ses interlocuteurs habituels — syndicats, associations familiales — sont plutôt composés de gens plus engagés dans l'existence.

GUY HERZUCH

(1) Au colloque « Evolution démographique et transferts sociaux », Liège, novembre 1983.

RFA : les Allemands ne s'inquiètent guère malgré des chiffres alarmants

DU temps de Bismarck, le territoire de l'actuelle République fédérale comptait seulement 20 millions d'habitants. Natalité et immigration ont fait croître ce chiffre à 43 millions en 1939. Malgré les pertes multiples de la guerre, il atteignait 49,2 millions en 1949, date de la naissance de la République fédérale. L'afflux continu de réfugiés, en particulier de la RDA (plus de 3 millions) jusqu'à la construction du « mur » en 1961, une natalité soutenue et, à partir de 1968, l'arrivée sur une grande échelle de travailleurs étrangers, ont porté en 1968 la population totale de la RFA à 62 millions, record absolu.

Mais cette progression ne s'effectuait pas d'une manière égale : les années de récession, 1966 et 1967, virent reculer le nombre des immigrés, les années 1962-1968 enregistrèrent un babyboom de 2 500 000 naissances. Puis, à partir de 1972, le cours se cassa : les décès l'emportèrent sur les naissances dans la population de nationalité allemande. En 1971, on comptait encore 47 856 naissances de plus que de décès ; ces derniers ont dépassé en 1982 de 94 683 le nombre des naissances.

Depuis 1974, la République fédérale a le taux de natalité le plus bas de la terre. Il faudrait que le chiffre des naissances remonte d'un tiers pour équilibrer celui des décès. Il manque à la population allemande 200 000 naissances par an. Au rythme présent, elle ne cessera de diminuer. Elle descendrait à 52,14 millions en l'an 2000 et à 38,28 millions en 2030. Des conséquences économiques terribles ! La RFA de 2040 comparable à la population de l'actuel Benluz, tandis qu'elle abriterait sur son sol 14 millions d'étrangers, notamment des Turcs, des Palestiniens et des Pakistans.

A ces sombres perspectives, le gouvernement est décidé à réagir par une politique familiale qui reste pour l'instant... dans l'enfance. Les premières mesures prises par le gouvernement Kohl en 1983 ont été destinées à limiter tous les avantages consentis antérieurement aux familles et à leurs membres. Celles qui sont pour l'instant en discussion, à supposer qu'elles fussent à reverser une tendance qui semble bien s'inscrire profondément dans l'évolution des mœurs, sont encore assez timides.

Il ne faut pas oublier en premier lieu que, contrairement à une image répandue, l'Allemagne s'est habitée, depuis des générations, à des taux de natalité décroissants. On est loin des familles de quatre enfants de tournant du siècle ! En 1925, le couple allemand n'avait plus que 2,2 enfants, et même la politique de

la « femme au foyer » de Hitler n'arriva pas à surpasser le taux actuel de la fécondité polonaise (20 pour mille habitants).

Les enfants pour « plus tard »

Il est vrai qu'on a atteint de nos jours des chiffres impressionnants : le mariage n'est plus à la mode : 10 % de la population préfère le célibat (alors que la population masculine et féminine va bientôt se retrouver à égalité) ; 20 % des couples mariés ne veulent pas d'enfants (on ne peut en avoir) ; 19 % n'ont qu'un enfant et 45 % n'en ont que deux. Et encore convient-il d'ajouter, d'après les résultats d'une récente enquête, que même les couples qui envisagent d'avoir des enfants ne les projettent que pour « plus tard », alors que longtemps la procréation avait devancé les autres soucis d'installation. C'est l'inverse qui se produisait naguère. On veut en priorité s'installer confortablement, voyager, en un mot « profiter de la vie ».

ALAIN CLÉMENT

(Lire la suite page 20.)

L'EDITION LA PLUS A JOUR

sur le

PLAN COMPTABLE

du

GUIDE D'APPLICATION

de G. PEROCHON

EN VENTE CHEZ VOTRE LIBRAIRE

Cette EDITION 84 tient compte du DÉCRET D'APPLICATION n° 83 1020 de la NOUVELLE LOI COMPTABLE du 29.11.83 parue au J.O. du 1.12.83.

LES EDITIONS FOUCHER

128, rue de Rivoli 75038 PARIS CEDEX 01

PRIX PUBLIC 125,00 F

ESPAGNE : une chute trop récente pour inquiéter

AVEC quelque retard sur ses voisins du Nord, l'Espagne découvre à son tour le problème de la baisse de la natalité. Entre 1978 et 1982, le taux de natalité a chuté de près de 1 pour 1000 par an jusqu'à 17,3 à 13,4 pour 1000. Si la population espagnole reste dans l'ensemble plus jeune que celle des pays d'Europe occidentale, le nombre moyen d'enfants par famille est maintenant tombé à 2,3 et le taux de fécondité à 1,9 environ, alors qu'il approchait encore 2,8 en 1976.

Plus tardif, le phénomène s'est également révélé plus rapide en raison des circonstances politiques particulières qu'a connues le pays. La maintenance jusqu'en 1975 d'une dictature très rigide sur le plan des mœurs et la rapide libéralisation qui a suivi expliquent que la baisse de la natalité ne se soit produite de manière plus graduelle. L'Eglise a vu diminuer en quelques années l'influence morale exceptionnelle dont elle jouissait à l'époque du franquisme. La vente des contraceptifs, virtuellement interdite jusqu'en 1978 a ensuite été autorisée. Des programmes d'orientation familiale ont été mis en œuvre à partir de la même année. La détérioration de la situation économique a fait le reste. La gravité du chômage (17,5 % de la population active, le taux le plus élevé d'Europe occidentale) qui touche durement la frange de la population en âge d'avoir des enfants n'incite pas précisément à l'élargissement des familles.

Pour ces raisons, on pense que le phénomène est encore récent, au ministère de la santé, on semble considérer que la cote d'alerte n'a pas en-

core été atteinte. « Les phénomènes démographiques doivent être analysés sur de longues périodes, explique M. Enrique Najera, directeur général de la santé publique. Quatre ou cinq ans ne représentent pas un laps de temps suffisant. Nous avons aujourd'hui atteint avec quelques années de retard le taux planché par lequel duquel les pays voisins, comme la France, ont enregistré une légère reprise de la natalité. Nous préférons donc attendre de voir si ce phénomène va se produire également chez nous de manière naturelle ».

Rationaliser la distribution des aides

L'heure n'est donc pas encore à Madrid à une politique de relance de la natalité. Les socialistes ont certes commencé à multiplier les centres d'orientation familiale, et les aides aux couples stériles figurent en bonne place parmi les priorités. Mais on prend soin de préciser au ministère de la santé que les conseils donnés aux familles répondent à des critères purement techniques et ne sont pas inspirés par une philosophie d'ensemble d'encouragement ni de frein à la natalité.

On affiche les mêmes opinions au ministère du travail dont dépend la politique d'allocations familiales. « Dans un pays où le déficit public est grand et où les ressources de l'Etat sont insuffisantes, il n'est d'espérer des choix rigoureux », affirme M. Teófilo Serrano, directeur du cabinet technique du ministre. Les aides à la famille ne contribuent pas forcément à la redistribu-

tion du revenu et peuvent même avoir l'effet contraire. De plus nous sommes davantage préoccupés de créer des emplois pour les jeunes qui sont parmi les plus atteints par la crise que de les inciter à agrandir leur famille alors que le futur économique est incertain ».

Le gouvernement socialiste s'apprête certes à réformer la législation actuelle sur les allocations familiales qui date encore de l'époque franquiste. Mais il n'entend pas augmenter leur montant total (aujourd'hui proche des 150 milliards de pesetas (1) par an), seulement rationaliser leur mode de répartition. Actuellement les aides à la famille sont octroyées de deux manières. Chaque chef de famille reçoit par mois 375 pesetas pour son épouse (moins de 20 francs) et 250 pesetas par enfant à charge (un peu plus de 13 F). Ces aides dérisoires n'ont pas été modifiées depuis le début des années 70, mais elles représentent globalement pour l'Etat une dépense annuelle de 55 milliards de pesetas.

Par ailleurs le père de famille a droit dans sa déclaration d'impôt sur le revenu à un dégrèvement égal à 14 000 pesetas (soit 737 F) par enfant à charge (ce qui coûte 85 milliards de pesetas à l'Etat).

Ce système est socialement discriminatoire à plusieurs titres. D'une part parce que les allocations familiales sont théoriquement circonscrites aux salariés cotisant à la Sécurité sociale qui sont loin en Espagne de représenter la totalité des travailleurs. Et de l'autre parce que les familles les plus pauvres, dont le revenu est insuffisamment faible pour leur permettre de payer l'impôt sur le revenu, ne bénéficient évidemment pas de ces aides familiales indirectes qui constituent les dégrèvements fiscaux.

Aussi les socialistes s'apprêtent-ils à unifier et à universaliser les allocations. Dorénavant tous les chefs de famille sans exception recevront chaque année une somme d'environ 15 000 pesetas (près de 800 F) par enfant à charge qui leur sera versée par tranches trimestrielles, et les déductions fiscales seront supprimées.

THIERRY MALINAK.

(1) Près de 7,9 milliards de francs. 19 pesetas évaluent 1 franc.

RFA : des chiffres alarmants

(Suite de la page 19.)

Dans la plupart des ménages, la femme travaille et ne considère pas son occupation comme un salaire d'appoint, mais comme une carrière ayant des droits égaux à celle de son mari. Enfin, alors que ce qui reste des abaissements fiscaux et des allocations familiales est de proportion très modeste, les « faux frais » d'éducation et de scolarité sont en augmentation constante. Les études se prolongent indéfiniment, alors que les débouchés se restreignent (il y a en ce moment 40 000 instituteurs en chômage) et que le chômage sévit. Mettre un enfant au monde dans l'espoir bien naturel, et en tout cas bien ancré, de lui faire gravir un échelon de l'échelle sociale n'est pas sans problème. L'Etat familial exalté dans les discours dominicains ne correspond plus aux réalités du siècle.

Au reste, le citoyen allemand ne semble pas s'inquiéter outre mesure du rétrocessionnement de la société alle-

mande : la démographie est une science aléatoire où des mouvements infimes peuvent avoir des conséquences quantitatives substantielles. Quelques décimales dans le nombre d'enfants par couple peuvent provoquer une différence de 10 millions de plus ou de moins.

Ce qui est sûr, c'est que le nombre d'Allemands est appelé à diminuer et que cela aura des incidences dans de nombreux domaines, même si automatiquement celui des immigrants ne s'accroît pas dans les proportions effrayantes que certains s'emploient à décrire. Relativement peu de « gastarbeiter » songent à s'installer dans le pays d'accueil : seulement 7 % des Turcs voudraient s'y installer définitivement. Le gouvernement fédéral facilite financièrement le retour au foyer ancestral : bon nombre des immigrants ont acquis une certaine expérience technique qui leur permettra d'ouvrir un atelier, une fois revenus chez eux.

La chute de la fécondité va aussi mettre à la charge d'une population active réduite un nombre croissant de personnes âgées qui auront besoin de ressources, de soins et de moyens de retraite. On prévoit, d'autre part, que dès les années 90 cent cinquante mille enseignants des nouvelles générations ne trouveront pas d'emploi et que le Bundeswehr accusera un déficit de cent mille recrues.

La question qui agite les esprits en ce moment, à en juger par les lettres publiées par les journaux, est celle de savoir s'il faut pénaliser les couples sans enfant pour les contraindre à augmenter les familles nombreuses. On parle de « pénalisation familiale ». Le terme ne paraît pas populaire. L'émancipation de la femme est trop récente (en 1973, au tiers seulement d'entre elles pratiquaient la pilule) et trop incomplète pour que l'on se penche avec légèreté sur l'avenir des berceaux.

ALAIN CLÉMENT.

La controverse sur les CODEVI

(Suite de la page 19.)

Ces derniers ne seront autres que les industriels qui feront des emprunts à taux privilégiés (10,75 % ou 11 % selon les cas) au lieu des emprunts de droit commun dont le taux est au moins de 13,5 %, auprès des banques ou auprès du Fonds industriel de modernisation (à 9,5 %) géré par le ministère de l'Industrie.

Pas de nouvelle collecte

Pour simplifier, disons que ce dispositif de sécurité consiste à contraindre les banques à souscrire des obligations qu'elles peuvent émettre elles-mêmes, à due concurrence de la fraction des fonds CODEVI qu'elles seront autorisées à employer dans l'octroi de prêts aux entreprises habilitées à les obtenir. L'idée sous-jacente semble être la suivante : à supposer que, pour une raison ou une autre, les titulaires de CODEVI effectuent collectivement des retraits pour un montant supérieur aux nouveaux dépôts, les banques seraient tenues de céder les obligations ainsi émises ou de racheter elles-mêmes, pour compenser ainsi les pertes enregistrées dans le circuit. Le système retrouverait

ainsi sa fonction d'épargne, c'est-à-dire d'immobilisation. Cependant, l'hypothèse retenue, si l'on ne peut totalement en exclure la réalisation, apparaît improbable, notamment au vu de la ruée sur les CODEVI à laquelle on vient d'assister.

Que s'est-il passé ? Dans les caisses d'épargne, les titulaires de livret B (sans privilège fiscal) ont ouvert un CODEVI pour bénéficier de l'exonération d'impôt. Les caisses ne s'y sont pas trompées : elles ont axé leur publicité sur l'idée qu'ouvrir un CODEVI c'est en réalité le même chose que profiter d'un relèvement du plafond du livret A. Dans les banques, on voit s'opérer un transfert massif des livrets ordinaires vers les CODEVI. On s'en est persuadé au ministère des finances qu'il n'y avait rien de plus simple que de collecter des fonds nouveaux. A moins d'une modification du statut fiscal, comment dans ces conditions peut-on considérer comme une hypothèse plausible le mouvement inverse, à savoir la reconversion par la clientèle aux avantages qui lui sont offerts ? Cela pourrait se faire en cas de forte diminution de l'inflation qui réduirait le goût de l'épargne.

Mais, dans ce cas, à quel service servent encore les CODEVI ?

Franchisons un pas de plus dans la description formellement simplifiée du dispositif. Les fonds CODEVI qu'elles recueillent, les banques versent d'un virement la moitié à la Caisse des dépôts et consignations (laquelle, entre autres choses, utilisera ces ressources pour l'alimentation du Fonds industriel de modernisation). L'autre moitié sera versée en deux parts égales. La première (25 % du total) sera gardée en trésorerie, ce qui signifie dans la pratique que les banques souscriront des bons du trésor qu'elles auront de toute façon souscrits (puisque, comme on l'a vu, les fonds CODEVI ne représentent globalement pas une collecte supplémentaire). Quant aux 25 % restants, ils seront précisément, purement et simplement, affectés à la souscription des obligations dont il vient d'être question. Or il existe une règle selon laquelle les banques peuvent prêter hors encadrement 80 % de leurs portefeuilles d'obligations. C'est avec les sommes correspondantes qu'elles financeront les prêts à moyen terme à 10,75 % et à long terme à 11 %.

Un phénomène pervers

Il pourrait en résulter un double avantage pour le développement industriel. Le premier serait que le total des crédits, encadrés et désencadrés, mis à la disposition de l'industrie serait accru par ce biais. Cependant, la Banque de France, qui estime à l'autonomie dernière que la prolifération des CODEVI risquerait purement et simplement de faire sauter le pont de la transformation — la politique de croissance modérée de la masse monétaire, a veillé au grain : les normes d'encadrement applicables pour 1984 ont été resserrées en conséquence.

L'autre avantage se trouve évidemment dans l'abaissement des taux de prêts aux industriels dans les proportions que nous avons citées. Cependant, on peut être à peu près assuré que les banques essayeront de se rattraper du manque à gagner en élevant certains des taux de prêts accordés aux industriels ne bénéficiant pas de la procédure CODEVI (ou, en cas de baisse générale des taux en France, en freinant cette baisse). On serait ainsi en présence d'une nouvelle illustration du phénomène pervers que le gouvernement de la Banque de France, M. Renauld de la Genière, relevait récemment : la multiplication des circuits de crédit privilégiés aboutit à la hausse du coût moyen du crédit en France.

Deux remarques en guise de conclusion, d'égale importance. Le plus grave est qu'un dispositif comme celui qui vient d'être mis en place opère subrepticement un transfert de risque qui complique encore la gestion des affaires de la France : comme les épargnants qui transfèrent les risques de crédit à la Caisse des dépôts et consignations, les titulaires de CODEVI n'ont pas à supporter directement les risques inhérents à tout investissement industriel (risque multiplié en cas d'investissement dans de nouvelles techniques et de nouveaux marchés), c'est le système financier qui assume de risque en créant de nouveaux circuits qui boîtent à la fragilité d'ensemble. A l'abri du risque de perte (sauf celui qui tient à l'érosion de la valeur de la monnaie), l'épargnant est également privé des gains éventuels, lesquels profiteront exclusivement aux actionnaires d'origine et aux salariés de celles des sociétés industrielles bénéficiaires de prêts CODEVI qui auront fait de bonnes affaires.

L'autre remarque a trait à l'abondance grandissante des statistiques de la masse monétaire. Les CODEVI ouverts dans les banques feront partie de la masse monétaire telle que le calcul des objectifs de la politique monétaire, mais pas les CODEVI ouverts dans les caisses d'épargne.

PAUL FABRA.

ANALYSES DE SECTEURS

un ouvrage intitulé

LES INDUSTRIES DE CONSERVES

Malgré la stabilité de la part des conserves dans les dépenses de consommation alimentaire des ménages (environ 4,5 %), la croissance de la consommation de conserves a été en volume plus forte que celle de la consommation alimentaire depuis 1977.

L'orientation à la hausse a été particulièrement nette : sur le plan des modes de consommation, pour les surgelés (notamment dans les conserves de légumes) ; sur le plan des produits, pour les plats cuisinés.

L'adaptation de la production aux mutations de la demande ne semble s'être faite que dans le domaine des plats cuisinés dont la production a sensiblement augmenté. En effet, la balance commerciale est restée en général gravement déficitaire, avec un taux de couverture oscillant entre 40 et 45 % et un solde négatif en constante aggravation, notamment pour les conserves de fruits, les conserves de poissons et les légumes surgelés. On peut cependant espérer que les décisions communautaires prises en 1982 concernant notamment les fruits, les tomates et les produits de la mer pourront avoir des effets d'équilibre favorables à l'échelle nationale sur la transformation.

Des mouvements de concentration récents dans l'industrie des conserves de fruits et confitures (autour des groupes Bongrain-Gérard et BSN) peuvent d'ailleurs préfigurer une relance de l'offre.

L'étude présente les caractéristiques de soixante-deux entreprises parmi les plus importantes et l'analyse de trente-trois d'entre elles : six dans les conserves de fruits et confitures, onze dans les conserves de légumes, quatorze dans les conserves de poissons et les produits surgelés et cinq dans les plats cuisinés.

Dans les trois premières catégories, le coût d'approvisionnement représente en moyenne les deux tiers de la valeur produite ; ces entreprises sont donc très dépendantes des aléas climatiques qui font varier sensiblement le volume et donc le prix des matières premières.

La saisonnalité de la production impose l'utilisation à temps partiel du potentiel productif et le financement de stocks importants. De plus, face à une distribution puissante et organisée, les entreprises du secteur doivent souvent accorder des délais importants de paiement. Les frais financiers sont donc élevés, absorbant en moyenne 15 % de la valeur ajoutée.

Les entreprises spécialisées dans la production de surgelés et de plats cuisinés ont dans l'ensemble des résultats plus favorables.

Cette étude est disponible auprès du bureau de vente de DAFSA, 7, rue Bergère, 75009 Paris. Tél. : (1) 523-19-19, au prix de 5500 F H.T., 5885 F T.T.C.

Le Monde

ABONNEMENTS

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
341 F	806 F	889 F	1 080 F
310 F	480 F	670 F	850 F

Prévoir de joindre le règlement à la commande (chèque bancaire ou chèque postal 3014).

LE MONDE Service Abonnements
5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09
C.C.P. PARIS 4207-23

Je m'abonne au Journal Le Monde pour mois

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

Ci-joint mon versement F

Le Monde LES JOURNÉES DE L'EMPLOI DES JEUNES DIPLOMÉS

du Mardi 6 au Vendredi 9 MARS 1984 au Palais des Congrès

Thèmes des Conférences-Débats Animés par la Rédaction du MONDE.

Mardi 6 MARS
Philippe LABARDE
Chef du Service Economique

Mercredi 7 MARS
Jean-Michel CROISSANDEAU
Rédacteur en Chef du Monde de l'Education

Judi 8 MARS
André FONTAINE
Rédacteur en Chef

Vendredi 9 MARS
Eric LE BOUCHER
Journaliste au Service Economique

Recrutement et restructuration des entreprises.
Au moment où de nombreuses entreprises doivent se restructurer et définir leur stratégie du futur, qui recrutent-elles ? Et comment ?

Créer son entreprise, une passion d'avenir.
Le lancement du concours "Passport pour la Création d'Entreprises" s'adressant aux Grandes Ecoles de l'Île de France.

Pourquoi et comment les Jeunes Diplômés peuvent créer une entreprise ?

Le bon choix pour une carrière.
A la fin de ses études, le diplômé doit choisir et orienter sa carrière. Selon quels critères ?

COLLOQUE HEC - LE MONDE :
L'internationalisation des carrières.

Consolider les positions à l'étranger ou conquérir des marchés extérieurs est l'objectif de toute entreprise dynamique. Pour un jeune diplômé attiré par une carrière "internationale", quelle entreprise doit-il choisir - de quelle taille ?

Les nouveaux moyens de communications
informatiques.

La bataille de la communication est engagée. Les réseaux électroniques deviennent l'élément moteur des échanges mondiaux de l'information. Face à l'offensive des grandes firmes américaines et japonaises, notamment, comment les entreprises françaises peuvent-elles résister, réagir et remporter des succès ? Et avec quels hommes ?

ENTRÉE LIBRE

Pour toute demande d'information, s'adresser à :

régie presse

J. Degave - D. Le Dren - P. Devoulon
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS
Tél. : 233.44.21

Le Monde

H. Guinaudeau
5, rue des Italiens, 75009 PARIS
Tél. : 246.72.23

مكتبة الأصيل

L'EUROPE

MANQUE D'ENFANTS

SUÈDE : l'Etat se sent désarmé

« Les femmes hésitent aujourd'hui à avoir des enfants parce qu'elles doivent travailler en dehors de leur foyer et qu'elles ne savent pas si leur mari mettra la main à la pâte et partagera les tâches ménagères. Elles ne veulent plus faire un double travail. » C'est ce que déclarait récemment une Suédoise au cours d'un débat radiophonique sur les problèmes démographiques. Une étude de l'Office des statistiques à Stockholm montre que cette hésitation s'accroît à partir de l'âge de vingt-quatre ans. Les Suédoises demandent alors la priorité à la carrière, aux loisirs et à la vie associative, très développée en Europe du Nord : un Suédois sur trois suit des cours du soir organisés par les fédérations d'éducation populaire, pour apprendre et faire de nouvelles connaissances.

Peu de choses sont faites, il est vrai, pour aider les familles. Selon l'enquête déjà citée, les parents qui ont un enfant souhaitent en avoir un second à condition d'avoir la certitude d'obtenir une place à la crèche, afin d'éviter d'interrompre trop longtemps leur vie professionnelle. Or il manque actuellement deux mille places dans les garderies, et la situation n'est pas près de s'améliorer à l'heure de l'anniversaire pour l'Etat et les communes.

Il n'y a pas de solution miracle

De son côté, le système fiscal suédois n'avantage pas les familles. La notion de quotient familial, par exemple, est totalement inconnue ici. Les allocations logement sont généreuses, mais les allocations familiales sont nettement inférieures à celles qu'on trouve en France, et elles ne sont pas progressives — et légèrement — qu'à partir du troisième enfant. Enfin, une famille où le père et la mère travaillent paie proportionnellement moins d'impôts qu'un couple où le père choisit de rester à la maison. Ces « injustices » sont relevées par divers mouvements et associations, comme la « campagne pour la famille », qui cite la France comme exemple à suivre.

Les gouvernements suédois ne se sont guère préoccupés jusqu'à pré-

sentiment que l'avenir est incertain expliquent en grande partie la réticence des couples suédois à fonder une famille. D'autres considérations ont pu aussi marquer les esprits : dans les années 70, on pouvait lire dans la presse suédoise qu'il était irresponsable de mettre des enfants au monde dans un pays aussi riche et privilégié que la Suède alors que des millions d'autres meurent de faim chaque année.

De nombreuses femmes — et de nombreux hommes aussi — déclarent « manquer de temps » pour avoir des enfants. M. Carlsson pense que la réduction de la journée de travail à six heures pourrait éventuellement faciliter la vie quotidienne des familles et stimuler la natalité. Mais une telle réforme n'est pas pour demain, précise-t-il. A ses yeux, la seule façon, pour le moment, d'aider les familles consiste à relever les allocations familiales et à construire un plus grand nombre de crèches, « mais, compte tenu du déficit de nos finances publiques, nous n'y parviendrons pas rapidement ».

Le gouvernement paraît donc désarmé face au problème. Mais, pour de nombreuses personnes, celui-ci n'est pas vraiment « grave ». Ainsi dans le journal *Dagens Nyheter*, un député social-démocrate, Arne Stråby, se demandait au début du mois de janvier si les pouvoirs publics auraient intérêt, en fait, à une croissance démographique. « Plus il y a d'enfants, écrivait-il, et plus il y aura de chômeurs. Nous ignorons comment une société en stagnation économique constante sera organisée, et il s'agit de se préparer à la réalité de demain. »

ALAIN DEBOVE.

ITALIE : croissance zéro, mais la population continue de s'accroître dans le Sud

L'ITALIE connaît depuis quelques années une croissance démographique pratiquement nulle, et, selon une étude prospective de l'Institut national des statistiques (ISTAT), en l'an 2001, la population ne dépassera vraisemblablement pas 56,067 millions contre 58 au début de 1984 (1).

Cette tendance à la croissance zéro de la population est due principalement à une baisse de la natalité : le taux de natalité, qui était en 1940 de 23,5 pour mille, et 14,8 pour mille en 1975, ne situe aux environs de 10 pour mille au début des années 80. Dans un pays où pourtant l'emploi de la pilule anticonceptionnelle est réduit (4,6 %) mais où l'avortement est désormais légal, le taux de fécondité est l'un des plus bas d'Europe occidentale : 1,66. Dans certaines régions, le nombre de morts est nettement supérieur à celui des naissances : en 1981, 12 000 naissances pour 24 000 morts en Ligurie, et 30 000 naissances pour 43 000 morts en Emilie-Romagne.

La stagnation démographique ne semble pas, pour l'instant, préoccuper outre mesure les autorités. Certes, par rapport aux 1 300 000 naissances de 1964, année du « baby-boom », on est tombé dans les années 80 à 600 000 environ. Mais, soulignent les démographes, le phénomène s'est produit graduellement et il n'y a pas lieu de dramatiser : après une croissance régulière pendant plus d'un siècle, la population, qui est passée de 22 millions en 1861 à 56 millions dans les années 1970, paraît s'être stabilisée à ce niveau.

Le comité pour la population, qui dépend de la présidence du conseil, n'a d'ailleurs pas éprouvé la nécessité de demander une intervention au gouvernement à la suite des récents recensements effectués par l'ISTAT. Seul l'Eglise, et en particulier le pape Jean-Paul II, dénonce avec vigueur le « nouvel égoïsme » sous-jacent à la baisse de la natalité.

Les causes de cette stagnation démographique sont communes à l'ensemble des pays industrialisés

(changement des mentalités, crise des valeurs et crise économique). Les particularités régionales que présente le phénomène en Italie sont révélatrices, en revanche, de la nature de celui-ci. Le ralentissement voire l'arrêt de la croissance de la population sont propres au Nord et au Centre industrialisés, alors que, dans le Sud, la population continue à croître. Selon la projection de l'ISTAT, alors qu'en 1981 on comptait 19,8 millions d'habitants au sud de la péninsule et 25,6 millions au nord, en l'an 2001, le nombre des habitants serait respectivement de 21,5 et 23,9 millions. Cette situation créera de nouveaux problèmes dus au vieillissement de la population et aggravera la question du chômage au Sud.

Le Sud a toujours connu un taux de natalité supérieur (pratiquement le double) à celui enregistré au Nord. Longtemps, cependant, les migrations intérieures, qui ont contribué à « méridionaliser » des villes comme Milan ou Turin, ont un peu corrigé ce déséquilibre. Le ralentissement des migrations, dû,

dans une large mesure, à la crise économique, n'a fait qu'accroître le phénomène du surpeuplement du Sud.

La diminution des naissances, notamment dans le Nord, aura pour conséquence, d'ici à la fin du siècle, un vieillissement général de la population. La baisse de la mortalité a été spectaculaire depuis 1900, revenant de 22 pour mille à moins de 10 pour mille à la fin des années 70. La durée moyenne de la vie est de soixante-sept ans. Certains démographes estiment qu'à la fin du siècle les personnes de plus de soixante ans représenteront un cinquième de la population et que, déjà, en 1990, le nombre des retraités passera de 17,1 millions à 22 millions. Une situation qui ne pourra qu'aggraver le déficit budgétaire des organismes d'assistance sociale.

PHILIPPE PONS.

(1) Selon l'hypothèse de base nationale considérée par l'ISTAT comme la plus probable.

TÉLÉTEL

Tous les services professionnels et grand public

Le contenu et les n° d'appel de 350 services

dans

VIDÉOTEX GUIDE

Abonnement : 4 n° par an, 130 F

A JOUR, éditeur, 10, rue Danielle-Casanova, 75008 Paris

COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES sur papier Ilford-Gibachrome ou sur film ETRAVE-38, AV. DAUMESNIL, PARIS 120 347 21 32



Faites des rencontres intéressantes pour votre carrière

Quand un institut de formation continue atteint la réputation nationale et internationale, ce qu'il apporte va au-delà du simple perfectionnement des connaissances. L'ISSEC, c'est un lieu d'échanges entre professionnels et professeurs, conseils en entreprises, qui sont en relation avec d'autres pays et cultures. C'est un club qui organise des débats sur des sujets d'actualité, et des groupes de travail permettant à des professionnels d'échanger leurs expériences sur des problèmes précis. C'est aussi 80 programmes de formation permettant à chacun de bâtir son itinéraire personnel de développement professionnel. C'est enfin la possibilité d'un diplôme homologué au niveau d'une grande école de gestion.

ISSEC

partenaire de votre carrière

printemps 1984

M. Fonction
Adresse pers./prof. Tél.

Veuillez m'envoyer la brochure présentant les programmes :

- ☐ Programmes pour dirigeants
- ☐ Management général
- ☐ Diriger une P.M.I.
- ☐ European Management Programme
- ☐ Créativité d'entreprises
- ☐ Langues
- ☐ Les crédits de perfectionnement
- ☐ Personnel et formation
- ☐ Marketing, commerce international
- ☐ Comptabilité, contrôle de gestion
- ☐ Finance
- ☐ Logistique et production
- ☐ Organisation, management
- ☐ Informatique de gestion
- ☐ Gestion juridique



ISSEC

35, boul. de Sébastopol, 75001 PARIS

Institut supérieur des sciences économiques et commerciales

Établissement de formation continue privé. Tél. : 233-21-88.

GRANDE-BRETAGNE : toujours malthusienne

THOMAS ROBERT MALTHUS était anglais. Aujourd'hui encore, les sujets de Sa Majesté paraissent demeurer très fidèles au message de ce pasteur écossais qui, dès la fin du dix-huitième siècle, prévoyait la limitation des naissances en maintenant en garde ses contemporains contre les dangers de la surpopulation. Cette vieille crainte est l'une des explications soulignées par un expert de l'Institut d'études politiques de Londres, M^{re} Muriel Nazzari, dans une récente recherche : pourquoi, à quel point, depuis les années 60, les gouvernements britanniques ne sont pas parvenus à réduire le nombre de naissances.

Pourtant l'évolution démographique en Grande-Bretagne n'est guère différente de celles des autres pays européens développés. Après le « baby boom » des années 50 et du début des années 60, la baisse de la natalité n'a cessé de s'accroître jusqu'en 1977 où, pour la première fois dans l'histoire du pays, le nombre des décès excédait nettement celui des naissances. Depuis 1979, celles-ci sont en légère augmentation, mais la « reprise » n'est peut-être que temporaire et s'avère pour l'instant tout à fait insuffisante pour garantir à long terme un renouvellement de la population. Selon l'Office central de statistique, le taux de natalité a atteint un niveau record en 1964 : 18,7 pour mille. Il est tombé en 1977 à 11,6 pour mille et n'a augmenté que d'un point en 1982 : 12,6.

Malgré cette situation qui, ici comme ailleurs, implique un inquiétant vieillissement de la population et à l'avenir de considérables difficultés, pour le paiement des retraites par exemple, il n'y a presque pas de débat public ayant directement trait au problème démographique. Il semble que le discours nataliste de M. Michel Debré serait jugé tout à fait inconcevable en Angleterre. Si des voix se font entendre, ce sont surtout celles des malthusiens.

Ainsi, en 1981, une organisation s'intitulant Population Concern, émanation de la très influente Association pour le planning familial, a lancé un vibrant appel au gouvernement afin qu'il prenne des mesures « urgentes » dans le but d'éviter que la Grande-Bretagne soit « dévastée par le surpeuplement ». Dans un volumineux rapport, cette organisation faisait remarquer de façon frappante que

l'espace vital des Britanniques ne cessait de diminuer : « Toutes les vingt minutes, une surface équivalente à celle d'un terrain de football disparaît sous le bitume ou le béton (...). Si tout le monde en Grande-Bretagne se rendait au même moment au bord de la mer, chaque personne ne disposerait que de quatre pouces (environ dix centimètres) de plage... » En conclusion, le rapport indiquait que la densité de population de l'Angleterre était quatre fois plus élevée que celle de la Chine, et regrettait amèrement que « le Royaume-Uni, paradis, pour des raisons historiques, avait une tendance idéologique à la croissance » (démographique).

Le « parti de la famille »

Dans ces conditions, il est moins surprenant de constater que les derniers gouvernements ne se sont guère employés à améliorer le sort des familles : ni les cabinets travaillistes, bien que le Labour puisse se vanter d'avoir inventé et établi le *welfare state* (l'Etat providence), ni les cabinets conservateurs, bien que M^{re} Margaret Thatcher prétende diriger le « parti de la famille ». Toutes les statistiques prouvent qu'au cours des vingt dernières années ce sont les familles des couples avec enfants qui, relativement, ont le plus augmenté, et cet accroissement est, curieusement, proportionnel au nombre d'enfants.

Durant les campagnes électorales de 1979 et 1983, les deux principaux partis ont soudain manifesté leur intention de ménager la famille (les travaillistes plutôt sur le plan financier, les conservateurs plutôt sur le plan moral), mais pour autant que cela devienne l'un des thèmes majeurs des programmes politiques. Cette redécouverte a paru être essentiellement motivée par le fait que les jeunes mères de famille représentaient un électoral très important qu'il convenait d'essayer de séduire pour ne pas se l'aliéner ou pour le reconquérir.

Sous le gouvernement de M^{re} Thatcher, la situation pénalisait des familles à toutefois, pendant quatre ans, continué de s'aggraver. La « dame de fer » se faisait fort de réaliser des coupes claires

dans les dépenses publiques, les différentes allocations familiales ou prestations destinées aux enfants ont encore été réduites alors qu'elles étaient, en Grande-Bretagne, nettement moins substantielles que dans la plupart des autres pays européens. Un groupe interparlementaire « réflexion » sur la famille s'est réuni en 1983. Ses suggestions ont porté sur la « qualité de la vie » de la cellule familiale et le renforcement de ses valeurs traditionnelles — chères à M^{re} Thatcher — et de son rôle « primordial » en matière d'éducation. Les quelques mesures pratiques proposées par le ministère des finances pour alléger le budget des familles ayant des enfants à charge ont été purement et simplement rejetées.

Une femme enceinte salariée a droit théoriquement à vingt-neuf semaines de congé de maternité, mais seulement six semaines sont payées, à 90 % du salaire. Si l'intéressée entend prolonger cette période, elle ne recevra que la Sécurité sociale, qu'une indemnité hebdomadaire de 25 livres (environ 300 F), comme les femmes sans profession.

Un domaine strictement privé

Actuellement, rien n'est particulièrement conçu ou envisagé pour encourager la natalité. La question n'est même pas évoquée dans les discussions politiques. A ce sujet, une très ancienne poutre semble s'imposer. Dans une étude publiée en 1983, M. Chris Patten-Longman, considéré comme l'un des « penseurs » du Parti conservateur, rappelle qu'en Grande-Bretagne « la famille n'est pas un thème central du débat politique comme l'est dans beaucoup de pays européens », où, selon lui, l'influence des partis démocrates chrétiens — inexistants au Royaume-Uni — est déterminante. Pour lui, toute campagne nataliste plus ou moins avouée s'opposerait à « une forte résistance » dans l'ensemble de l'opinion publique britannique : celle-ci, en effet, comme le soulignent dernièrement d'autres commentateurs de tous bords dans la presse, a depuis longtemps fait sien cette formule célèbre : « Le foyer d'un Anglais est sa forteresse » : toute intervention de l'Etat se heurterait à ses défenses ; il figure parmi les domaines de la vie privée que la collectivité ne peut mettre en cause sans porter atteinte à un certain sens de la liberté auquel les Britanniques sont très attachés. Cela n'est pas près de changer.

Les conséquences économiques du vieillissement général de la population sont-elles si inquiétantes qu'on le dit ailleurs ? De manière significative, l'Office national de la statistique vient souligner, dans son rapport annuel, que le problème n'est peut-être pas aussi grave pour le budget de l'Etat, dans la mesure où l'augmentation du nombre des retraités sera presque compensée par la diminution de celui des enfants d'âge scolaire.

FRANCIS CORNU.

TAUX DE FÉCONDITÉ (1)

Légère remontée en France et en Grande-Bretagne. Baisse partout ailleurs ou stabilité à un taux très bas

	1977	1981	1982
Espagne	2,65	1,98	1,90 (2)
Italie	1,95	1,55	1,57
France	1,88	1,95	1,94
Grande-Bretagne ..	1,87	1,82	1,77
Suède	1,84	1,83	1,82
R.F.A.	1,40	1,43	1,40

(1) Le taux indiqué est le nombre d'enfants par femme « établi en rapportant le nombre des naissances dans l'année au nombre de femmes en âge de procréer. (2) Il ne s'agit encore que d'une extrapolation à partir de l'évolution antérieure.

* Source : INED.

PAUL FABRE



emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)



HELLENIC AEROSPACE INDUSTRY LTD
Pour remplir de postes vacants, L'Industrie Aérospatiale Hellénique a besoin du personnel suivant:

- Ingénieurs diplômés, personnel diplômé de l'Enseignement Supérieur grec ou étranger équivalent dans les spécialités suivantes:
 - Ingénieurs de constructions aéronautiques.
 - Ingénieurs mécaniciens.
 - Ingénieurs électriciens.
 - Ingénieurs de Production.
 - Chimistes, Ingénieurs - chimistes.
 - Electriciens - électriciens.
 - Techniciens de soudage.
 - Diplômés en Informatique ou en Science physique et mathématique, spécialisés dans le traitement des données.
- En outre, L'Industrie Aérospatiale Hellénique s'intéresse aux spécialisations ci-dessous:
 - Tourneurs, Frappeurs.
 - Programmeurs de Commande Numérique (N.C. Programmers).
 - Dessinateurs de Dessin d'Etude.
 - Opérateurs de machines OFFSET.
 - Chaudronniers.
 - Programmeurs - analystes.
 - Traducteurs - Langue française.
 - Secrétaire pour le Bureau d'Etudes.
 - Ajusteurs - Monteurs d'avion.
- Les candidatures seront envoyées, accompagnées par les pièces justificatives nécessaires, curriculum vitae, une photographie, copie légalisée du dossier d'études et certificats de service antérieur, attestation du Service National, jusqu'au 11 Février 1984 à l'adresse suivante: **INDUSTRIE AEROSPATIALE HELLENIQUE LTD, Division Sélection du Personnel, 320 09 Schimatari, Viotia, Grèce.**
- Les candidatures éventuellement soumises suite à des annonces de 12 derniers mois seront prises aussi en considération.
- Les Grecs domiciliés à l'étranger peuvent soumettre leurs candidatures par télégramme jusqu'à la date précitée, mais ils sont tenus d'envoyer la documentation ci-dessus par lettre recommandée.
- Concernant les candidats diplômés, la connaissance de la langue anglaise est obligatoire.

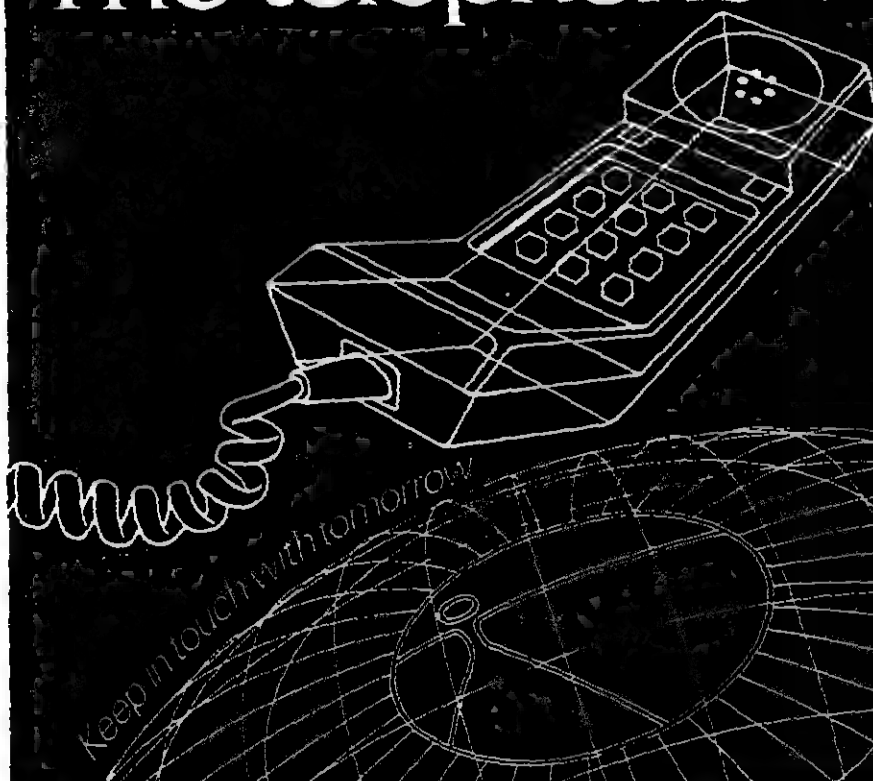
emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

The telephone is....



...the start to your OPEN world of telecommunications opportunities

Send your career details to:
Colin S. Luker,
Recruitment Manager,
Personnel Department,

Northern Telecom (Middle East) Ltd.,
Langton House, Market Street,
Maidenhead, Berks. SL6 8BE.
Or telephone our UK offices on:
(0628) 72921.

In 1882 the telephone was the start of our future and since then Northern Telecom has developed by design and dedication into one of the world's leading telecommunications companies. We now employ over 35,000 people with operations in some 90 countries and with over 1,000 completely digital exchanges already in operation we have earned a reputation second to none in digital technology.

PRODUCT ENGINEERS for Customer Support, AREA SALES MANAGERS.

We would therefore like to hear from:

- Arab speaking Nationals from these areas who speak French and/or English OR
- Western Expatriates who possess overseas experience, ideally those who are fluent in Arabic or French.

If you possess a formal telecommunications education at apprentice or technician or graduate level and practical telecommunications experience in an engineering or technical marketing/sales environment, then make your future our future by contacting us today!



GABON

RECRUTE

PROFESSEURS ET INSTITUTEURS

Le ministère de l'Education nationale de la République gabonaise recherche pour la rentrée 1984-1985 :

PROFESSEURS D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL

P.E.G.C. licenciés, maîtrises et certifiés pour enseignement 2^e degré général et technique en mathématiques, physique-chimie, sciences naturelles, enseignement national et technologique, français, espagnol dans lycées et collèges, capitale et provinces. Aucune candidature reçue en anglais, philosophie, histoire et géographie.

PROFESSEURS D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET TECHNOLOGIQUE

Ingénieurs, B.P. + expérience, B.T.S., D.U.T., C.A.E.-C.E.T., C.A.P.E.I., expérience professionnelle ou pédagogique de 3 ans minimum dans les spécialités:

- Construction métallique;
- Mécanique automobile;
- Mécanique électrique;
- Electromécanique;
- Construction mécanique (domestique industrielle);
- Dessin du bâtiment;
- Froid, climatisation;
- Electronique;
- Plomberie, installations sanitaires (B.P. + expérience);
- Secrétariat (B.T.S. minimum).

INSTITUTEURS

Normaux titulaires du C.A.P. primaire, pour enseignement du 1^{er} degré. Avantages pour tout personnel: logement assuré, soit hôtel tout confort, soit appartement meublé, suivant possibilités; avantages familiaux et sociaux, voyage vacances tous les ans.

Salaires mensuels brut pour ancienneté d'exercice de 5 ans après obtention diplôme (tout pays) le plus élevé, état des services officiels à l'appui.

B.T.S. ou D.U.T.	Indice 325 = 4.285 F
Instituteurs (C.A.P.)	Indice 325 = 4.285 F
Licenciés	Indice 325 = 4.285 F
P.E.G.C.-C.A.E.C.E.T.	Indice 350 = 4.535 F
Maîtrises	Indice 515 = 6.185 F
Certifiés	Indice 665 = 7.685 F

Adresser candidatures AVANT LE 15 MARS 1984 à: **SERVICE CULTUREL (Conseiller Pédagogique), AMBASSADE DU GABON, 26 bis, avenue Raphaël, 75016 PARIS.**

Avec dossier comprenant: lettre manuscrite, curriculum vitae, 2 photos, copies certifiées conformes des diplômes universitaires, y compris le baccalauréat, copies certifiées conformes des états de services dans l'enseignement ou des certificats d'exercice certifiés conformes; extrait de casier judiciaire (1); fiche familiale d'état civil (fiche individuelle d'état civil pour les célibataires) (1); certificat médical (1); copie certifiée conforme recto et verso de la carte d'identité; déclaration sur l'honneur concernant la situation professionnelle des conjoints.

(1) Originaux datant de moins d'un mois.

Renseignements complémentaires par téléphone: 525-64-41.

Tous les dossiers sont à fournir en double exemplaire.

N.B. - Tout dossier non strictement conforme à l'annonce ou incomplet sera retourné à l'expéditeur.



emplois régionaux

dans le cadre du redéploiement de la Machine-Outil Française Lourde

BERTHIEZ saint-etienne

recherche pour son bureau d'études mécaniques

INGENIEURS MECANICIENS CONCEPTEURS

charges dans un premier temps, de suivre l'évolution des techniques d'usinage et de construction, de proposer de nouvelles solutions et de conseiller les clients.

FORMATION: Ecole d'Ingénieurs Mécaniciens.

EXPERIENCE: - 3 à 5 ans en bureau d'études de préférence dans un secteur proche de la machine-outil.

Connaissances en calcul de structures par éléments finis.

Adresser candidatures avec C.V. à: **BERTHIEZ SAINT ETIENNE - Service du Personnel - s/réf. I.M.C. - B.P. 119 - 42003 SAINT ETIENNE CEDEX.**

La Chambre de Commerce et d'Industrie du Loiret recherche:

Le Chef du Service Promotion des Entreprises

Rattaché au Secrétaire Général, il aura une double mission:

- Diriger le service d'aménagements des Zones Industrielles de la CCL c'est à dire gérer les équipements, assister d'une petite équipe technique, et assurer de la commercialisation des terrains industriels aménagés. Opérer également des montages financiers pour l'accueil des entreprises ou leur transfert et rechercher des produits nouveaux, d'aménagement susceptibles d'attirer les entreprises dans le Loiret.
- Animer une équipe de 3 conseillers chargés d'assister les PME dans leurs projets de développement, leurs difficultés financières et d'aider les créateurs d'entreprises.

Il conduira également une politique industrielle en faveur de certains secteurs d'activités et développera une politique de conseil auprès des collectivités publiques et locales.

Ce poste s'adresse à un cadre de 32 ans minimum ayant une bonne formation de gestionnaire et quelques années d'expérience en PME ou en CCL. Ses qualités d'animateur et de « vendeur » seront appréciées. (Réf. 3423)

Un Conseiller en Gestion Industrielle

Intégré dans le service de promotion des entreprises, il effectuera des diagnostics de PME et apportera une assistance en gestion financière auprès de celles en situation difficile. Il participera également à l'aide aux créateurs d'entreprise et conseillera les PME, notamment dans les domaines suivants: choix des investissements, implantation, recherche de nouveaux produits et politique commerciale, appui à la recherche de sous-traitants.

Ce poste peut convenir à un cadre généraliste de 35 ans minimum, ayant une bonne formation en gestion financière et une solide expérience de la PME. (Réf. 3423).

Adresser leur manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence correspondant à notre Conseil qui garantira réponse et discrétion.



69 Bd Maréchal Joffre - BP 4 - 92340 BOURG LA REINE

COMMUNICATION ET DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

JEUNES SUP DE CO, SCIENCES PO...

Nous employons 1200 personnes. Nos produits, des biens de consommation durables destinés à l'enseignement et à la diffusion de la culture, sont souvent leader sur leur marché. Nous exposons 50% de notre C.A. au travers de nos 10 filiales (Europe, Etats-Unis, Pacifique).

Vous vous définissez comme un homme de communication. Vous avez 25 ans. Deux premières années d'expérience professionnelle dans la fonction sociale ou commerciale vous ont donné une bonne culture générale de l'entreprise industrielle et commerciale.

Vous avez une formation supérieure (de préférence Sup de Co, Sciences Po ou Université - IAE ou IGS). Au sein de l'équipe de direction des ressources humaines, vous participerez à la définition et à la mise en œuvre des politiques sociales. Sur le terrain, quotidiennement, vous serez plus particulièrement chargé en étroite liaison avec les directions opérationnelles, du recrutement des hommes de la production, du technique et des forces de vente. Vous serez chargé par ailleurs, de la mise en œuvre des plans de formation et des actions « conditions de travail » dans les différents secteurs.

Ce poste constitue dans notre entreprise une place-clé d'observation et d'action très riche, susceptible de vous permettre à l'horizon 1985 de prendre en charge d'autres responsabilités opérationnelles dans des unités très importantes, tant en France que dans nos filiales.

Une bonne pratique de l'anglais serait un atout supplémentaire important. Le poste est basé dans une ville agréable de la région Rhône-Alpes.

Ecrire à:



Conseil en Recherche et Evaluation de Carrière
6 rue Victorien Sardou 69007 LYON
qui vous garantit toute discrétion

Jeune Chef du Personnel H/F

BOURGOGNE

Nous sommes une Société importante - 1600 personnes, 2 établissements - spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de produits semi-finis aux applications industrielles de pointe et nous appartenons à un groupe international réputé aux activités très diversifiées. Nous recherchons pour l'un de nos établissements - 600 personnes - situé à proximité de Dijon, un Chef de Personnel à qui nous confierons la responsabilité complète de la fonction. Il participera avec le Directeur de Personnel à l'élaboration de la politique sociale qu'il animera dans l'établissement, assurera avec le Directeur Usine les contacts avec les partenaires sociaux, stimulera la mise en œuvre des groupes d'expression dont il s'assurera du bon fonctionnement, développera une politique de formation en vue de favoriser la promotion. Le service du personnel lui sera rattaché. Ce poste s'adresse à un jeune diplômé de l'enseignement supérieur, de préférence juridique, ayant une première expérience indispensable de la fonction et possédant une aptitude naturelle au dialogue et à l'écoute. Un candidat de valeur, dynamique et ambitieux, est assuré de trouver dans notre groupe des perspectives de carrière très intéressantes.

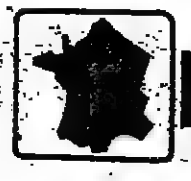
ORION vous garantit une absolue discrétion et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 402262 M en précisant si vous le voulez les sociétés auxquelles vous ne souhaitez pas que votre dossier soit transmis.

35, rue du Rocher 75008 Paris.



مكتبة الامم المتحدة

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

S.M.M.
SOCIÉTÉ DU MÉTRO
DE MARSEILLE

RECHERCHE
INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN
ELECTROMÉCANICIEN

Pour conduire de grands projets:
Diplômé Ecole Nationale Supérieure (Centrale - Sup-Elab-Ars et Métiers...)
Spécialité Electricité Electromécanique avec connaissances en électronique et expérience d'environ cinq années dans la réalisation de Travaux d'Équipement et aptitude à la Gestion.
Rémunération de 170.000 F à 200.000 F suivant capacités.
Envoyer C.V. détaillé et photo à
SOCIÉTÉ DU MÉTRO DE MARSEILLE
44, avenue Alexandre-Dumas
13008 MARSEILLE

Nantes

RESPONSABLE D'UN CENTRE ADMINISTRATIF

Cet important établissement financier, filiale d'un puissant groupe bancaire, est spécialisé dans le financement des particuliers et des entreprises. Connaissant un très fort développement depuis quelques années, il crée des unités de gestion régionales.

Sous l'autorité de la Direction Administrative, il prendra, après une formation de 6 à 8 mois au siège de Lille, la responsabilité du centre administratif de l'Ouest. Il est responsable du traitement de la production des dossiers adressés par les agences (saïte informatique, contrôle, production et envoi de pièces) et du service après-vente assurant le suivi de tous les événements pouvant intervenir au cours d'un financement. Il travaille en collaboration étroite avec le réseau commercial et anime une équipe de 20 personnes.

Nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur, (Sup de Co, I.E.P., Maitrise...) d'au moins 25 ans, possédant une expérience de gestionnaire et de l'animation d'une équipe.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous référence M.7929 D. à :

EGOR OUEST-ATLANTIQUE
5 rue Crébillon 44000 Nantes
ou **EGOR SA**
8, rue de Berni 75008 Paris

egor

Vendée

JEUNE INGÉNIEUR ELECTRONICIEN
180 000 F.

Cette entreprise industrielle (2000 personnes - 870 millions de francs de chiffre d'affaires) est spécialisée dans la conception et la fabrication d'équipements de grande série. Elle souhaite intégrer, au sein de sa division Recherche et Développement, un jeune ingénieur électronicien.

Rattaché au Responsable du Service Recherche, et secondé par un technicien, il aura en charge le développement et la mise au point de nouveaux produits, à base d'automatismes et de micro-processeurs sur lesquels repose l'avenir électronique de la société. Il sera par ailleurs chargé de la recherche et des contacts avec les sous-traitants en fabrication électronique.

Nous souhaitons rencontrer un jeune ingénieur (Homme ou Femme), diplômé de l'enseignement supérieur (ENSEA, ENSEIHT, ESIEE... ou équivalent), possédant une première expérience professionnelle (au moins une année) autonome et disponible, et motivé par la recherche et la mise en œuvre de solutions nouvelles. La réussite à ce poste exige également un esprit créatif, pratique et pragmatique. Lié à une grande faculté d'adaptation.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous référence M.11006 A. à :

EGOR OUEST-ATLANTIQUE
5 rue Crébillon 44000 Nantes

egor

Jeunes ingénieurs

LES CABLES DE LYON (6 milliards de francs de chiffre d'affaires, 12.000 personnes) est le numéro 2 mondial dans le domaine de la fabrication des câbles de télécommunication et de transport d'énergie. Le développement de ses activités, notamment à l'exportation, l'amène à créer de nouveaux postes d'ingénieurs pour son usine de Cables.

Pose de câbles sous-marins

Les ingénieurs concernés se verront confier l'étude et la réalisation complète d'un projet de mise en place de liaisons sous-marines, de l'établissement des spécifications, l'étude des tracés et la recherche de sous-traitants jusqu'à l'organisation du programme des travaux et la pose à partir de navires spécialisés. Ces postes intéressent de jeunes ingénieurs (généralistes, mécaniciens ou génie maritime) débutants ou ayant une première expérience, souhaitant allier passion de la mer et responsabilité d'un projet industriel. Réf. A/4673M.

Etudes fibres optiques

L'ingénieur-rechercheur prendra en charge, au sein de la division télécommunications sous-marines, l'étude et le développement, notamment sous leurs aspects mécaniques, de produits spéciaux (câbles classiques ou câbles à fibres optiques) répondant à des besoins particuliers de la clientèle. Ce poste s'adresse à un ingénieur débutant (généraliste ou mécanicien) motivé par un début de carrière dans une fonction très technique. Réf. A/4674M.

Pour ces postes, une bonne connaissance de l'anglais est souhaitable, la rémunération est moyenne et les perspectives d'évolution garanties par la taille et le dynamisme de l'entreprise. Ecrire à CH. SANCHEZ, Croix en précisant la référence choisie.

PA

19, Résidence Plaisance - 59170 CROIX - Tél. (20) 72.52.25

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Bureau d'études, région Montpellier, recherche

Ingénieur hydraulicien
(Génie, Toulouse...)

Il aura une première expérience professionnelle réussie et sera intéressé par tous les problèmes d'aménagement de territoire (hydraulique fluviale et maritime).

Merci d'adresser vos C.V., photo et références 1901/2815 à **MEDIE P.A.** - 2, boulevard des Laitons - 75003 PARIS, qui transmettra.

F.M.E. NANTES
Nous recherchons notre

CHEF COMPTABLE

Votre formation : D.E.C.G.
Votre expérience : minimum 5 ans en milieu industriel, vous permettant d'être immédiatement opérationnel dans les domaines : comptabilité générale et analytique, trésorerie, fiscalité, animation d'un petit service.

Des qualités d'organisation et une bonne maîtrise de l'informatique sont indispensables.

Envoyer C.V., photo et références à :

Service du Personnel
Société GEORGES
S.P. 1208
44022 NANTES CEDEX

Province

CHEF DE FABRICATION

Cette entreprise industrielle de produits du second œuvre est leader sur son marché. Elle dispose d'un certain nombre d'usines réparties sur l'ensemble du territoire français.

Ses unités autonomes et très automatisées emploient 80 à 150 personnes et c'est pour prendre en charge l'ensemble des responsabilités « fabrication » que plusieurs postes sont à pourvoir dans diverses usines du Groupe. (En priorité en région Sud-Est et Rhône-Alpes).

Après une formation intensive, ils seront affectés à une unité et ils assumeront les responsabilités liées à la production en termes technique, économique et humain.

Nous souhaitons rencontrer des Techniciens de fabrication (ou ingénieurs « maisons ») de formation généraliste, mécanicien, électromécanicien, possédant déjà une expérience significative de l'encadrement.

La réussite dans leur fonction doit leur permettre d'accéder à des responsabilités plus étendues, y compris dans d'autres usines du Groupe.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M.6030 CG. à :

EGOR INDUSTRIE
8, rue de Berni 75008 Paris

egor

roset
Leader français du mobilier contemporain de haut de gamme recherche

RESPONSABLE de SECTEUR COMMERCIAL
pour région
NORMANDIE - BRETAGNE - CENTRE OUEST

Cette fonction s'adresse à un jeune diplômé de l'ENSEIGNEMENT COMMERCIAL SUPÉRIEUR, possédant les qualités d'homme de terrain, le savoir-faire lui permettant d'assumer une large mission d'animation du réseau, négociation, aménagement et intérêt par les problèmes de décoration contemporaine. Une formation complémentaire lui sera donnée dans ce domaine.

Une expérience, même courte, acquise dans la vente serait un atout apprécié, mais le sens de l'action et la vigueur de la personnalité seront largement pris en considération pour ce poste autonome au sein d'une société particulièrement performante.

Ecrire au **CABINET GATIER**, 32 rue Barrière 69006 LYON, sous réf. 035 M.

Cabinet Gatier

CHEF DES SERVICES COMPTABLE ET FINANCIER Agro-alimentaire
150 km Sud Est Paris

Une des premières Coopératives Céréaliers et Approvisionnements de France (6 millions de quintaux), recherche LE CHEF de ses SERVICES COMPTABLE et FINANCIER. Sous l'autorité de la Direction Générale, il sera chargé de la comptabilité générale (comptes d'exploitation, compte de pertes et profits, bilan) et de la comptabilité analytique de la Coopérative et de ses filiales (consolidation des comptes). Il sera responsable de la trésorerie (prévision, suivi au jour le jour...). Il rédigera les déclarations fiscales et il se tiendra à jour de l'évolution de la législation. Il participera au montage des financements des investissements décidés par la Direction Générale. Il travaillera en liaison avec le service informatique et il participera à l'informatisation des procédures comptables. Il définira, contrôlera et animera les activités de 6 personnes. Le candidat retenu, âgé d'au moins 33 ans, de formation type ESC + DECS, possédant une expérience professionnelle semblable de plusieurs années acquise au sein d'une entreprise industrielle pratiquant le traitement informatique de la comptabilité. La connaissance du secteur coopération agricole constituerait un atout supplémentaire. Ecrire sous référence 657/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS.
Discretion assurée.

APCOREM

GROUPE BANCAIRE
recherche

Jeunes Diplômés HF

de l'enseignement supérieur (commercial ou gestion) pour ses agences du Sud de la France.

Attachés à la Direction d'une agence, ils seront chargés, après formation, du développement du groupe auprès des clients « privés » et « entreprises ».

Le goût des affaires et de la finance, la volonté de réussir leur ouverture d'intéressantes perspectives de carrière au sein du réseau commercial (80 agences).

Ecrire avec C.V. et photo, sous réf. 10011, à Média-System Méditerranée, 29 La Canebière, 13001 Marseille, qui transmettra.

M AGRO-ALIMENTAIRE (PICARDIE)

CHEF DE PRODUCTION

Ce poste requiert un homme de 30 ans minimum, ingénieur diplômé ou équivalent, et doté d'une expérience de 5 ans à la tête d'une unité de production (+ 50 personnes), de préférence dans l'industrie agro-alimentaire.

Au sein du pôle de tête des CONSERVEURS DE LÉGUMES français (180 Millions CA - 200 personnes - 2 usines) notre développement nous impose de renforcer nos structures humaines.

Ainsi notre Directeur Technique recherche pour notre unité de production située dans la Somme, son RESPONSABLE dont la mission sera de produire les quantités prévues en respectant les objectifs fixés en matière de qualité, délais, prix de revient et de gérer 80 personnes permanentes (double en période de campagne).

Merci d'envoyer votre C.V. manuscrit détaillé avec photo et salaire actuel sous référence 5480 MS à notre conseil

58, Av de Wagram 75017 PARIS.
17, rue Courmieux 51034 REIMS CEDEX.

M

Banque Populaire Provençale & Corse
recherche

un RESPONSABLE de CLIENTELE HF
POUR SON AGENCE D'AVIGNON

Le titulaire du poste sera responsable de la gestion et du développement d'un portefeuille d'entreprises (PME, Artisans, Commerçants). Dans le cadre de cette fonction il participera également au développement des Ressources de l'agence.

Les candidats, justifiant d'une expérience bancaire, auront impérativement un fort tempérament de vendeur.

CLASSIFICATION GRADE.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé et prétentions au Service du Personnel
16, rue Léon Paulat - 13008 MARSEILLE.

emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

Chef Service Teinture Colombie

Notre entreprise (800 personnes) filiale d'un important groupe textile français fabrique du fil et le commercialise sur le territoire Latino-américain.

En raison du prochain départ à la retraite du Chef de Service Teinture, notre directeur de production recherche un homme capable de le remplacer.

Il s'agit d'animer un service de 45 personnes incluant un cadre et 5 agents de maîtrise et de gérer une production de 50 tonnes par mois.

Nous voulons confier ce poste à un ingénieur chimiste, pouvant se prévaloir déjà d'une expérience de 5 à 10 ans et ayant une bonne connaissance de la teinture sur fil coton et polyester mais nous étudierons avec attention la candidature d'un ingénieur chimiste débutant. Le principal est d'être adaptable, rigoureux et apte à l'animation des hommes. Bien sûr, il est prévu un stage de 6 mois à 1 an dans nos usines en France afin de vous familiariser avec nos techniques. La connaissance de l'espagnol est recommandée, celle de l'anglais souhaitée.

Si vous êtes susceptible de passer 4 ans minimum en Colombie (Medellin) en bénéficiant d'un statut d'expatrié (retraite des cadres, chômage, assurance maladie...) écrivez-nous. Le salaire sera versé en partie en dollars et saura motiver un candidat de valeur.

Envoyez votre CV détaillé, photo et dernier salaire sous référence M 360/0

J.P.V.
Jean Paul VELLA - 106, Bd Hausmann 75008 Paris

GROUPE BANCAIRE ALSACE
recherche

- INFORMATIENS PROJETS.
- INGÉNIEURS SYSTÈME MVS, IMS/VS.
- ANALYSTES PROGRAMMEURS AVEC EXPÉRIENCE.
- INGÉNIEURS INFORMATIENS CONFIRMÉS.
- INFORMATIENS DÉBUTANTS (MIAGE, INGENIUM).

Veuillez transmettre candidature avec C.V. détaillé et prétentions
sous réf. 7459, le Monde Publ.
service ANNONCES CLASSEES
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ RECHERCHE POUR LYON
INGÉNIEUR D'ÉTUDES EN ÉLECTRONIQUE
GRANDE ÉCOLE

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à :
HAVAS-ANNONCES n° 5.1.12
81, rue de la République, 69002 LYON.



emploi régionaux emploi régionaux emploi régionaux emploi régionaux

Vos idées d'aujourd'hui seront les techniques de demain

Prenez part au développement d'un groupe industriel français à vocation internationale et présent dans des activités de pointe telles que l'aéronautique, l'espace, le paiement électronique ou les composants industriels. Rejoignez nos équipes à Valence : notre secteur Spatial-Engins crée des fonctions de conception dans le développement d'équipements embarqués à haute technicité :

Ingénieur électromécanicien

(ensmm, insa...)

Il assure l'étude de produits mettant en œuvre des mécanismes dans des conditions d'environnement sévères (robotique...). Des connaissances en modélisation structurelle et thermique sont nécessaires.

Ingénieurs électroniciens

(ese, enserg...)

Ils sont responsables de l'étude et du développement de produits nouveaux dans les domaines :

- techniques numériques (traitement bord)
- techniques analogiques (alimentation)

Ingénieurs informaticiens

(ensimag, insa...)

Ils sont responsables du développement de logiciels temps réel pour des :

- processus embarqués
- moyens de test automatiques



Adresser votre lettre de candidature et votre CV au responsable du recrutement, CROUZET S.A. 26027 Valence Cédex, en précisant la référence 16 111.

INGENIEUR GRANDES ECOLES

SINTRA-ALCATEL, dans le cadre du développement de ses activités, recherche :

RESPONSABLE DE LA SECTION INFORMATIQUE (Nord)

Ingénieur de formation SUPELEC, ISEN, ISEP..., vous aurez, au cours d'une expérience d'au moins 10 ans, acquis la maîtrise de l'informatique en temps réel appliquée au contrôle industriel.

Vos qualités humaines et un sens aigu de la communication, sont les éléments nécessaires pour mener à bien une mission de conduite et de direction d'équipes.

En outre, nous estimons indispensable de posséder des connaissances dans la conduite de projets et d'affaires. Ce poste est à pourvoir sur la Région Nord à MARCO-EN-BAROEUL.



Merci d'adresser vos candidatures (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous la référence IGE/M à Mme BRIAND - SINTRA-ALCATEL - Service du Personnel - 26, rue Malekoff - 92600 ASNIERES.

Saupiquet

La direction
des affaires sociales
du groupe Saupiquet,
leader national de sa branche,
recherche

CHARGE (E) D'ETUDES SOCIALES

De formation supérieure (Sciences Eco, Sup de Co, I.G.S...), vous assurez l'élaboration des études et des statistiques (analyses et recommandations) au niveau du groupe.

Vous participez, en relation avec les établissements, au développement de notre système informatique de gestion du personnel.

La réussite dans cette fonction permettra une évolution de carrière au sein du Groupe.

Basé à Nantes, ses fonctions lui occasionneront des déplacements de courte durée dans les établissements en France.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à Service du Personnel - B.P. 949 - 44075 NANTES CEDEX.

Importante entreprise régionale (1.300 personnes)
recherche pour son siège à BORDEAUX

JURISTE D'ENTREPRISE

pour assister le Chef du Service Juridique.

De formation supérieure (Maîtrise en Droit, spécialiste du Droit des sociétés), le candidat retenu aura impérativement une expérience professionnelle (2 - 4 ans) des domaines suivants :

- gestion juridique des sociétés (assemblées, C.A., registres...)
- contentieux (commercial et prud'homal),
- gestion de la taxe professionnelle.

D'un bon contact humain, il saura s'intégrer rapidement à une équipe dynamique.

L'évolution de carrière pourra se faire au sein de la société ou éventuellement dans le groupe international auquel elle appartient.

Les candidatures (lettre, C.V. et photo) sont à adresser sous référence 3516 à rscg carrières - 46, rue St Ferdinand - 75017 PARIS, qui transmettra.

USINE DE PRODUCTION
située en Basse-Normandie
Effectif : 200 personnes
recherche pour secondar
LE CHEF DE PRODUCTION

INGENIEUR GENERALISTE MECANICIEN

A & M ou INSA

5 années d'expérience
en mécanique et chaudronnerie.
Aptitude au travail en équipe.

Adressez lettre manuscrite en indiquant prétentions avec C.V. et photo récente sous réf. 87480 à CONTESSÉ PUBLICITE - 20, av. de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

L'A.F.P.A., association pour la formation professionnelle des adultes, organisme employant 10.000 personnes réparties dans 150 établissements, recherche pour son Centre Pédagogique et Technique d'Estes 13800

INFORMATICIEN EN TEMPS REEL INDUSTRIEL

de niveau ingénieur, possédant une expérience approfondie dans un ou plusieurs des domaines suivants :

- analyse et programmation d'applications industrielles sur mini-ordinateurs (DEC - BULL - SEMS - I.P.A.),
- mise en œuvre et réalisation de réseaux téléinformatiques,
- élaboration de chaînes de capteurs actionneurs.

Intégré à une équipe pluridisciplinaire, il sera notamment chargé de concevoir, réaliser, mettre en œuvre

des programmes de formation

à partir d'applications informatiques industrielles développées sur l'ordinateur du site.

Merci de téléphoner à Madame SANTARELLI (4256.17.48 - 6H30-12H)

13830-17830 ou d'envoyer un C.V. détaillé à Monsieur le Directeur du CPTA B.P. 84 - Avenue Félix Gouin 13803 ESTES.



FAMICREDIT
filiale de CITIBANK

Etablissement financier spécialisé dans le crédit à la consommation recherche immédiatement :

1 Cadre commercial de haut niveau

réf. LM 6.1

Basé initialement à Nantes, ce responsable aura la charge complète des agences de Lille, Nantes et Bordeaux. Le candidat retenu sera avant tout un animateur commercial. Il devra joindre à une formation supérieure une expérience réussie tant dans la conduite des hommes que dans la prospection et l'animation d'un réseau.

Une expérience préalable dans le domaine du crédit pourra constituer un plus. Ce poste suppose bien sûr de fréquents déplacements de courte durée. La rémunération sera attractive et s'accompagnera des avantages traditionnels de la profession.

2 Jeunes diplômés HEC - ESSEC - ESCP

réf. LM 6.2

Débutants libérés O.M. ou ayant 1 à 2 ans d'expérience, les candidats retenus se verront confier des fonctions d'études, l'un dans le domaine du contrôle budgétaire, l'autre au sein des services qui définissent la politique de crédit.

Une très bonne connaissance de l'anglais est indispensable et l'habitude de l'utilisation des outils micro-informatiques sera un plus. Ces postes pourront constituer une première étape dans une carrière évolutive au sein de la société Famicredit ou du groupe CITIBANK.

Lieu de résidence : Dijon.

Adresser candidature manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence choisie à Franck de Bucy, Famicredit, 17 rue Bossuet 21000 DIJON.

Région Rhodanaise

Jeune Adjoint au Directeur Financier

220 000 +

Filiale dynamique d'une multinationale, nous sommes leader sur le marché mondial dans notre branche : l'équipement automobile. Une expansion croissante avec un CA de 200 MF témoigne de la performance de nos produits. L'évolution de notre activité nous incite à créer la Direction Financière en créant le poste d'Adjoint au Directeur Financier.

Première étape : superviser et dynamiser l'activité comptable (3 personnes), prendre en charge le reporting, la trésorerie.

Deuxième étape : la plus importante, après avoir bien assimilé les données, vous vous penchez sur le développement des outils de gestion, (contrôle budgétaire, analyse des écarts, amélioration des systèmes), avec en point d'orgue, l'analyse financière.

De formation supérieure (Sup de Co, HEC, ESSEC), vous venez de vivre quelques années au sein d'un cabinet d'audit international complétées par une expérience opérationnelle en entreprise qui vous a rompu aux méthodes de gestion américaine. Ce poste complet aux responsabilités larges constitue l'étape qui vous permettra d'accéder plus tard à une direction financière.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel sous référence M 27402 à Nicole Le Breuilly TEG - 18 Place Henri Bergson - 75008 Paris.

TEG éditeur de SYSTEMA



Hennessy

... à Cognac

Notre production de prestigieux Cognac est commercialisée dans le monde entier. 850 personnes, 1 milliard de F de CA, pour mieux maîtriser notre expansion, nous créons un poste évolutif d'assistant du

Contrôleur de gestion

Il participera à l'élaboration et au suivi des budgets, effectuera des missions de contrôles internes, collaborera avec les informaticiens en particulier pour adapter et proposer de nouveaux systèmes de gestion (comptabilité analytique) et fera des études économiques.

La pratique de l'anglais est nécessaire.

Jeune professionnel de la fonction, quelques années d'expérience en cabinet d'audit international et/ou en entreprise multinationale ont confirmé vos compétences, votre rigueur professionnelle et vos qualités relationnelles.

Nous vous remercions d'écrire, en précisant la rémunération souhaitée, sous référence 1382 à ERNST & WHINNEY Conseil - 150, Boulevard Haussmann 75008 PARIS, qui étudiera votre candidature avec soin et discrétion avant de vous répondre.

Ernst & Whinney Conseil

551 من الأمل

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

IMPORTANTE USINE METALLURGIQUE - REGION CENTRE

Cadre de formation supérieure
Achats et Comptabilité

Animateur d'un service composé d'une trentaine de personnes, ce cadre aura plus particulièrement à assurer les missions suivantes :

- achats des matières premières, contacts avec les fournisseurs et les Administrations, gestion des commandes,
- comptabilité analytique, prix de revient, facturation fournisseurs, inventaires, paies.

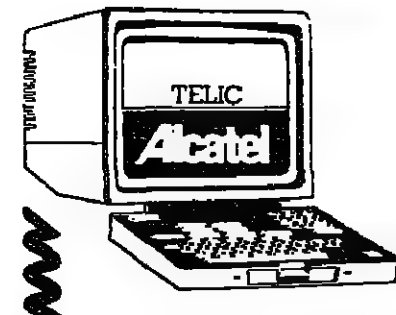
Ses fonctions le mettront en contact régulier avec la Direction et les ingénieurs de l'Établissement.

Ces larges responsabilités seront confiées à un cadre confirmé de formation ESC, ESCA, DECS, etc., ainsi performant dans ses compétences techniques que dans son sens des relations et de l'encadrement.

Le candidat engagé bénéficiera de conditions matérielles tout à fait satisfaisantes et trouvera dans ce poste un intérêt intellectuel certain.

Adresser C.V. + photo + salaire actuel sous référence B 187 à notre Conseil

PHB conseil
71, bd de Sébastopol
75002 PARIS



TELIC-ALCATEL

Nous sommes les premiers en France et l'un des premiers dans le monde sur le marché du téléphone et de la communication privés (télématique, bureautique, électronique grand public).

Une croissance rapide nous permet d'atteindre aujourd'hui le milliard de francs de chiffre d'affaires.

La qualité des hommes de TELIC est le moteur de son développement.

Vous avez la même créativité et le même goût d'entreprendre, venez nous rejoindre à Strasbourg au sein de notre



DIRECTION TECHNIQUE

Nos 250 ingénieurs et techniciens peuvent se prévaloir d'avoir réalisé la première gamme de PABX électroniques en Europe, le premier intercom-électronique, le terminal télématique Minitel, le premier poste électronique nouvelle génération homologué par les PTT...

Ils développent actuellement une gamme d'autocommutateurs de nouvelle génération et un ensemble de terminaux téléphoniques et bureautiques.

A cette fin, ils mettent en œuvre des techniques avancées telles que : commutation et transmission numériques, traitement de la parole, vidéo, micro-informatique, systèmes à architecture répartie, logiciel temps réel, logiciel de base, langages de haut niveau, environnement de génie logiciel...

Pour cela, ils disposent d'outils et de moyens d'aide à la conception très performants tels un centre de CAO, plus de 50 machines de développement, un centre de calcul puissant. L'entreprise s'est dotée de sa propre équipe de conception de VLSI et intégrera dans ses produits, en 1984, plus de 450 000 microprocesseurs 4, 8, et 16 bits.

Si vous êtes intéressés par le développement de nos projets (autocommutateurs de nouvelle génération, applications télématiques et bureautiques), venez renforcer nos équipes actuelles : construisez, avec elles, l'avenir de TELIC-ALCATEL.

INGENIEURS LOGICIEL

CONFIRMES
Une expérience significative vous a permis d'approfondir vos connaissances en logiciel de base, en systèmes temps réel et si possible en réseaux locaux et en bases de données. En vous confiant la responsabilité d'animer des projets complexes, nous vous offrons la possibilité d'élargir votre expérience professionnelle et de promouvoir votre évolution personnelle.

DEBUTANTS
ou ayant une première expérience
Vous êtes diplômé d'une Grande École (option informatique, avec de préférence une spécialisation systèmes) ou titulaire d'un DES logiciel systèmes ; nous vous donnons les moyens de parfaire votre formation au cours d'un stage d'initiation aux produits et méthodes spécifiques de l'entreprise ; nous vous accueillons ensuite dans nos équipes où vous participerez à la conception des logiciels de nos produits et systèmes.

INGENIEURS D'ETUDE ELECTRONICIENS

CONFIRMES
Vous avez acquis une première expérience dans la conception de systèmes ou produits électroniques et vous avez de bonnes connaissances en logique ou / et en analogique. Vous pourrez enrichir votre expérience en prenant la responsabilité d'animer une équipe d'ingénieurs et de techniciens ou en participant à la conception de nos produits en tant qu'ingénieur système.

DEBUTANTS
Vous êtes diplômé d'une Grande École avec une spécialité en électronique. Vous approfondirez vos connaissances dans des techniques de pointe, en participant avec nos équipes à l'étude de projets importants. Ces études s'appuieront sur des outils et des méthodes d'aide à la conception particulièrement performants.

RESPONSABLES DE PROJET

Vous avez une première expérience dans la conception matérielle ou / et logiciel de systèmes ou produits électroniques et vous avez déjà animé une équipe d'ingénieurs et de techniciens.

Nous vous proposons de devenir l'un de nos responsables de projet.

A la tête d'une équipe pluridisciplinaire (matériel / logiciel) d'environ 10 personnes, vous aurez pour mission d'animer l'étude et le développement d'un de nos futurs produits.

Technologie de pointe. Economie de conquête. Contexte socio-culturel très évolué, font de TELIC-ALCATEL une entreprise ouverte et évolutive.

Notre principal capital est la « matière grise » et notre expansion se fait principalement par elle. C'est la meilleure garantie pour un ingénieur de rester « up to date » et de se voir proposer d'intéressantes et rapides évolutions de carrière.

A 25 km de la forêt des Vosges et à 200 km des Alpes Suisses, Strasbourg, carrefour de l'Europe, vous offrira une vie culturelle intense dans une région de tradition et d'équilibre : l'Alsace.

Vous vous reconnaissez dans l'un des postes proposés, et vous pensez avoir le « profil TELIC », adressez, en prière à notre rencontre, votre curriculum vitae, en indiquant le poste choisi à Bernard GAMMAS, Directeur du Personnel, qui vous assure une totale confidentialité.

TELIC
Alcatel
GROUPE C.G.E.

TELIC ALCATEL
206, route de Colmar, BP 57
67023 STRASBOURG CEDEX.

La Formation professionnelle des Adultes vous intéresse ?

L'AFPA recrute

UN RESPONSABLE DU SERVICE DEVELOPPEMENT DES NOUVELLES TECHNOLOGIES

pour son Centre Technique et Pédagogique de LYON

Sous la responsabilité du Directeur et en liaison avec un service homologué, il aura la charge d'une équipe d'une dizaine d'ingénieurs et de techniciens chargés sur le plan national d'une

TRIPLE MISSION D'ETUDE DE CONSEIL ET DE FORMATION

- concevoir et expérimenter les programmes de formation aux techniques nouvelles,
- concevoir la formation technico-pédagogique des professionnels admis à devenir des formateurs AFPA, assurer le perfectionnement des enseignants et leur apporter un appui,
- conduire en entreprise des analyses de besoins, concevoir des plans de formation et les mener à bien.

Si votre formation en automatisation ou génie mécanique a été sanctionnée par un diplôme d'ingénieur.

Si, depuis plus de 18 ans, votre expérience de la production automatisée vous a donné la maîtrise des technologies nouvelles (CAO, CFAO, Robotique...).

Si vous avez en la responsabilité technique de la mise en service ou de la maintenance d'unités de production.

Et si vous êtes motivé pour transmettre ce savoir-faire avec toutes les qualités humaines que cela comporte,

votre candidature à ce poste nous intéresse

Adresser rapidement votre curriculum vitae à

M. PELOSSE
Directeur du CPTA
35, boulevard Jodine
69694 VENISSIEUX CEDEX.

CHARGÉ DE MISSION

ANIMER ET COORDONNER UN PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT D'ACTIVITES SUR LES PYRENEES.

CAPACITE : RELATIONNELLE, EXPERIENCE EN ENTREPRISE SOUHAITEE, CONCRET ET BON ORGANISATEUR, ENVIRON 30 ANS, FORMATION SUPERIEURE, AUTODIDACTE, RESIDENCE TOULOUSE

Envoyer C.V. et lettre manuscrite à

M.J.P.
8, rue Saint-Antoine-du-T.
31000 TOULOUSE.

CADRE GESTION
titulaire DECS ou équivalent
Adresser candidature + C.V.
CAC, 1, rue Jean-Jaures
74000 ANNECY.

MISSION LOCALE POUR L'INSERTION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE DES JEUNES
recherche

PERMANENT (E) D'ACCUEIL
(milieu grande ensemble)
C.V. avant le 17 février 1984 à
Mission Locale
DUPM
4, cour du Château, B.P. 75
28200 MONTMELIARD Cedex.

ASSOCIATION LOI 1901 (VILLE DE MARTIGUES)
Recrute pour son service des études économiques et de l'emploi

UN CONTRACTUEL
Rémunération brute annuelle de 63.200 F.

Le candidat (e) qui devra être d'un niveau au moins équivalent à celui d'Attaché communal (Sciences économiques, Étude de commerce, etc.), sera pour mission :

- l'animation du Comité local pour l'emploi,
- Les relations avec les entreprises locales, les organismes sociaux professionnels et la P.A.I.D.,
- La mise de l'observation économique.

Ce recrutement est prévu pour une durée d'une année.

Adresser les candidatures à
M. le Maire de MARTIGUES
B.P. 101
13584 MARTIGUES CEDEX.

VILLE D'EPERNAY (Marne)
15000 habitants
Recrute

Ingénieur Supérieur
Informaticien
Dépense indiciaire : 3 797 669

Adresser d'urgence candidature avec curriculum vitae à
Monsieur le Député-Maire
Hôtel de Ville
51200 EPERNAY.

SOCIÉTÉ PROVENÇALE
recherche

RESPONSABLE FINANCIER

Pour assurer :

- comptabilité générale et analytique,
- gestion trésorerie,
- contrôle budgétaire,
- plan comptable, AVEC MOYENS INFORMATIQUES.

Il devra être titulaire d'un diplôme grande école de gestion et si possible d'un DECS. 4/5 ans d'expérience en comptabilité gestion, finance et fiscalité sont requises, avec l'animation d'un groupe de travail.

180.000 F

Écrire s/écl. 355/M
SWEERTS, 9, rue du Delta,
75009 PARIS, qui transmettra.

CHEF DE DIVISION ORGANISATION COMPTABLE

Afrique Francophone

Une importante société de services publics (1700 personnes) recherche pour son siège un cadre de haut niveau spécialiste de l'organisation comptable. Dépendant du Directeur Administratif et Financier, il aura pour tâches principales de faire l'inventaire des procédures et circuits comptables existants, d'en réaliser l'analyse fonctionnelle et de revoir l'organisation de certaines comptabilités auxiliaires. Formation ESC ou équivalente. Bonne pratique de la comptabilité et de l'informatique. Aptitude à diriger une équipe de cadres nationaux. 350.000 FF. Logement. Congés 2 mois/10 mois. Retraite Cadres. Résidence - grande ville universitaire d'Afrique. Notre au bord de la mer.

Adresser CV détaillé s/écl. 242/01M à

France
22, rue St-Augustin 75002 Paris

LE CHEF AGENCE DE LA LOIRE

DES JEUNES COMMERCIAUX

pour renforcer son Département Développement

Vous êtes jeune, diplômé de l'enseignement supérieur : « Sup. de Co. », universitaire et désirez participer à l'essor de l'entreprise.

Vous êtes dynamique, vous aimez les contacts et vous voulez réussir. De réelles possibilités d'évolution vous seront offertes.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo à :

Monsieur le Chef de Personnel de la C.A.C.A.M. de la Loire
94 Rue Bergson - B.P. 524 - 42007 ST ETIENNE CEDEX

responsable de l'informatique Oise

Nous recherchons le Responsable du service informatique de notre principale unité industrielle (1500 personnes). L'usine est équipée de plusieurs mini systèmes sur lesquels sont actuellement réalisées principalement des applications de gestion.

Vous disposez d'une solide formation supérieure, vous avez déjà supervisé une petite équipe de conception et un centre d'exploitation. L'informatique répartie vous est familière.

N'hésitez pas ! Venez chercher votre autonomie sur un site important et au sein d'un Groupe offrant de sérieuses possibilités d'évolution.

Envoyez votre CV sous la référence 1086 M aux consultants chargés de cette recherche.

Discrétion absolue et réponse assurée.

PLEIN CADRE 350, rue de Vaugirard 75015 Paris.

PLEIN CADRE

STE DE SERVICES ET CONSEIL EN INFORMATIQUE (700 personnes - C.A. 220 M.F.)

filiale d'un groupe industriel de taille internationale, recherche pour postes à pourvoir à

Bordeaux et Toulouse INGENIEURS

- Diplômés Grandes Ecoles (spécialisation informatique) ou DEA INFORMATIQUE
- 0 à 2 ans d'expérience
- pour conception et réalisation de logiciel d'avionique.

Préférence sera donnée à candidats libres rapidement.

Envoyer C.V., photo et prétentions à
N. 3681 - PUBLICITÉS REUNIES
112, Bd Voltaire - 75011 Paris



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Gestion Administrative et Organisation Informatique

GRENOBLE. Rattache au Responsable du Département "Services Commerciaux" le Cadre que nous recherchons aujourd'hui aura la responsabilité complète de projets d'organisation. Après avoir analysé les procédures actuelles de gestion de commandes, il aura à définir et proposer, puis mettre en œuvre (en collaboration avec nos services informatiques) les structures, l'organisation et la gestion à venir. Ceci mis en place, il pourra évoluer à court terme (1 à 2 ans) vers la supervision du groupe des services commerciaux ou vers toute autre fonction de gestion au sein de la société. Ce poste à la fois créatif et concret est une excellente porte d'entrée à HEWLETT-PACKARD, il est en effet une charnière entre le commercial et la production et amène donc à une large connaissance de la société.

HEWLETT-PACKARD, c'est une très forte croissance, des technologies de pointe, des marchés d'avenir (ordinateurs personnels), une société qui veut investir sur les hommes.

Envoyer C.V. sous référence 049 M à Claire BACHELARD Service Recrutement - HEWLETT-PACKARD - 5, avenue Raymond Chanas - 38320 EYBENS.



UN INGENIEUR ANALYSTE

pour étude, installation, adaptation et maintenance de sous systèmes conversationnels sous logiciel d'exploitation type MVS - IBM.

Formation demandée : maîtrise ou D.E.A. informatique.

Adresser C.V. et lettre manuscrite à : M^{me} LEMARECHAL, 15, Quai Anatole France, 75700 PARIS. Tél. : 555.92.25 poste 25.29.

INGENIEUR OU UNIVERSITAIRE

Responsable de l'analyse des données. Pour renforcer son service d'exploitation, ce poste pourra convenir à un candidat titulaire d'une maîtrise de mathématiques appliquées (ou de sciences appliquées). Des compétences en langage BASIC appréciées.

Adresser C.V., photographes et photo à : M. LEMAITRE, Centre de Recherche Av. de Bourgogne, 54501 VANDOEUVRE.

un juriste

• ayant bonne pratique du droit des Sociétés (3 ans minimum),
• discrétion garantie.

Envoyer lettre manuscrite, photo s / réf. 8124 à : VALENS CONSEIL, BP 350 - 75084 PARIS Cedex 02.



POUR SON CENTRE D'ETUDES ET DE RECHERCHES SITUÉ A LA GAUDE PRÈS DE NICE PROPOSE

DES ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT DE NOUVEAUX PRODUITS A DES

INGENIEURS INFORMATIENS

débutants ou ayant une courte expérience. Ils exerceront leur activité dans les domaines suivants :

- protocoles
 - programmes de contrôle
 - commutation par paquets
 - réseaux d'ordinateurs
 - microcodes
- Ces postes nécessitent une bonne connaissance de la langue anglaise. Ils peuvent impliquer des stages ou missions de longue durée en France ou

à l'étranger, notamment aux Etats-Unis. Ils permettent à des personnalités de valeur d'accéder à des responsabilités techniques et humaines de haut niveau, au sein de la Compagnie.

Envoyer votre candidature détaillée à PH. ROUGIER - Service du Personnel IBM FRANCE 06610 LA GAUDE, en mentionnant la référence II-01-7/2

responsable contrôle de gestion

LYON

Solide implantée à la croisée du médical de pointe et de l'industrie de grande série (800 personnes - 270 millions CA), filiale très autonome de grands groupes internationaux, nous exportons 70 % de nos produits notamment vers l'Amérique du Nord. Dès à deux ans, nous avons à mesure en place notre système de gestion intégré sur informatique, avec des moyens à la hauteur de nos ambitions.

Trois ans de direction financière par sa rigueur et son sens aigu de la communication, par son dynamisme et son bon sens, notre responsable du contrôle de gestion :

- participera à cette mutation profonde,
- fera vivre et évoluer nos modes de gestion en conséquence,
- conseillera nos responsables dans l'interprétation de leurs performances et les aidera à les mettre en œuvre. Agé de 28 ans environ, de formation supérieure type ESC complétée par un DECS ou équivalent, vous êtes en mesure d'apporter une première maîtrise du système de gestion d'une entreprise industrielle de taille moyenne.

Votre fort potentiel devra vous permettre d'évoluer rapidement en France, bien sûr, et aussi à l'étranger.

François NICOLET, notre Conseil, attend votre candidature sous référence 431 M (lettre manuscrite motivée + C.V. + photo + rémunération actuelle). Il vous assure de toute sa discrétion et vous rencontrera à Paris comme à Lyon.

14 rue Robert archer conseil 69008 LYON

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL 1 MILLIARD 1/2 DE C.A. - 5.000 PERSONNES RECHERCHE POUR L'UNE DE SES DIVISIONS SITUÉE EN NORMANDIE

UN RESPONSABLE COMMERCIAL

Rattaché au Directeur de la division, il lui apprendra de définir la politique commerciale et d'en mettre en œuvre les moyens. Il aura l'entière responsabilité du développement d'un C.A. composé de PRODUITS TECHNIQUES auprès d'une CLIENTÈLE INDUSTRIELLE.

Pour l'aider dans sa mission, il s'appuiera sur une équipe de cadres commerciaux aguerris dans le domaine du marketing industriel.

Ce poste ne pourra être confié qu'à un ingénieur grande école ou équivalent ayant exercé une responsabilité similaire dans la commercialisation d'articles techniques en France et à l'étranger.

La connaissance de l'anglais et la pratique de l'encadrement d'une équipe commerciale sont indispensables.

La réussite dans ce poste peut constituer une étape particulièrement intéressante vers l'accession à des responsabilités plus larges au sein du Groupe.

Pour faire acte de candidature, prière d'adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 3774 à SWEETS PUBLICITÉ, 9, rue du Delta, 75009 PARIS, qui transmettra. Discrétion assurée. Il sera répondu à toutes les candidatures.



Le numéro un des fabricants de semi-conducteurs recherche pour la Division Finances Europe de son Usine de production à Toulouse

— 1850 personnes - plus d'un milliard de C.A.

JEUNE CADRE FINANCIER

de formation supérieure type ESC - ESCA - HEC

Une expérience de deux ans en comptabilité analytique dans un environnement industriel serait très appréciée ainsi qu'une connaissance des systèmes informatiques appliqués à la gestion financière (programmation non nécessaire) : débutant accepté.

Anglais indispensable, déplacements professionnels fréquents en Europe, aptitude à la communication.

Adresser C.V. + photo au Service Gestion des Ressources Humaines MOTOROLA S.A., BP 1029 - 31025 TOULOUSE Cedex.

Importante société de transformation de matières plastiques de l'est de la France, recherche pour

SON DÉPARTEMENT INJECTION/COMPRESSION CHEF DE FABRICATION

Le candidat, ingénieur A.M. ou similaire, devra avoir de BONNES CONNAISSANCES de mécanique et d'électricité à une EXCELLENTE maîtrise des problèmes sociaux.

Une expérience dans le moulage par injection sera appréciée.

Le candidat devra écrire et parler couramment l'allemand et être si possible d'origine alsacienne.

Adresser C.V. manuscrit et photographies à l'Agence HAVAS sous réf. 5779 4, rue du Sauvage, 68100 Mulhouse, qui transmettra.

LANGUEDOC

ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE PROMOTION ÉCONOMIQUE RECRUTE

RESPONSABLE DE SON SERVICE EXPANSION INDUSTRIELLE

Formation supérieure et expérience indispensables. Sous l'autorité directe du secrétaire général, il coordonne une action de conseil aux industriels et coordine des opérations structurantes. Polyvalence large et de haut niveau. Sens de l'action et de l'organisation.

Réf. : Z 101.

COMMISSAIRE PARC EXPOSITIONS

Formation commerciale supérieure. Expérience souhaitée. Gestion et animation d'un parc d'expositions à caractère polyvalent.

Réf. : Z 102.

SPECIALISTE PRODUITIQUE

Arts et métiers ou équivalent. Expérience souhaitée. Sera chargé d'une mission de conseil aux industriels. Anglais indispensable.

Réf. : 103.

Candidature, C.V. et photo à adresser sous référence de poste à Havas, numéro 14.310, B.P. 1143 MONTPELLIER Cedex, qui transmettra. Discrétion assurée.

USINE CHIMIQUE EN DORDOGNE

recherche

UN INGENIEUR DE SECURITE (INGENIEUR GENERALISTE CONFIRME)

Prise de fonction après formation si nécessaire.

DEUX INGENIEURS DEBUTANTS (ECOLE MECANIQUE)

- Un pour travaux études et développement
- Un pour fonction technique de production

UN INGENIEUR CHIMISTE CONFIRME

(ECOLE CHIMIE OU UNIVERSITE)

Pour responsabilité laboratoire contrôle.

Envoyer C.V., photo, prétentions sous réf. 87490 à CONTESSÉ PUBLICITÉ, 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01 q. r.

501 من الامم

صكنا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

La Division Propulsion Liquides et Espace de la SEP VERNON recrute des

INGÉNIEURS DÉBUTANTS ET CONFIRMÉS

pour son département "PRODUCTION" BUREAU INDUSTRIEL

de formation mécanique ou aéronautique avec expérience de gestion et/ou informatique, ils secondent les Chefs de Programme pour la préparation et la gestion des contrats avec les clients et les sous-contractants en France et en Europe.

L'anglais lu et parlé est indispensable, l'allemand souhaité.

Merci de nous faire parvenir votre cv avec photo, salaire actuel et prétentions sous réf. 600 M à SEP, Service du Personnel, B.P. 802, 27207 VERNON.

INGÉNIEUR DE VENTE CONFIRMÉ AUTOMATISMES INDUSTRIELS

200 000 + VOITURE + ...

« ayant une bonne connaissance des applications industrielles des variateurs de vitesse et/ou automates programmables, notamment bien fonctionnant, »

« suffisamment polyvalent dans les domaines électrotechnique, mécanique, pneumatique, »

« ayant une bonne expérience technique et/ou commerciale du terrain considéré. »

NOUS VOUS PROPOSONS :

« un poste véritablement varié, autonome et responsable permettant de mettre en valeur toutes les facettes de votre culture et savoir-faire techniques auprès d'une clientèle très variée. Nous travaillons ainsi dans des domaines nouveaux comme la géothermie, l'agro-alimentaire que dans la modernisation d'équipements industriels traditionnels. »

« Nous assurons une solide formation en France et en Suisse et un sérieux support technique. »

« Un système de rémunération adapté à nos exigences, ainsi nous ne recrutons pas longtemps. »

« Avant tout, une mise en valeur de votre personnalité dans un cadre propice à la réussite individuelle. »



RELIANCE ELECTRIC

Réside d'un groupe international, nous sommes solidement implantés dans tous les pays du monde. Nos produits européens sont réputés pour leur qualité "haute".

En France, nous constituons une patrouille technique d'un esprit de conseil et de savoir-faire technique qui est un des atouts majeurs que nous pouvons proposer à un nouveau collègue dont nous attendons beaucoup.

Pour en savoir plus, envoyez CV + photo et rémunération actuelle sous référence 86 REL/IM à MERCIER URVAL - 21, rue Eugène-Rochet, 75017 PARIS.

Mercuri Urval

Important Groupe de Presse recherche UN JOURNALISTE

Domaine d'information à couvrir :
Les nouvelles technologies, les nouveaux composants et les nouvelles méthodes en mécanique et en électrotechnique.

Formation et expérience :
Ce poste conviendrait à un ingénieur mécanicien ayant deux ans d'expérience industrielle. Anglais lu et parlé, Allemand souhaité.

Qualités requises :
Aptitude naturelle à écrire, bon enquêteur, esprit de synthèse et goût pour le travail d'équipe, grande disponibilité personnelle.

Ecrire à M. le Directeur de la Rédaction L'USINE NOUVELLE 59, rue du Rocher, 75008 Paris

emplois régionaux

La Chambre d'Agriculture de Loire-Atlantique procède au recrutement de :

Comptables-Chefs de Région

chargés :

- de l'organisation de travail des agents ;
- des relations avec les adhérents et l'administration ;
- de la mise en place, du suivi et de la réalisation des comptabilités d'exploitations agricoles.

Expérience professionnelle requise : LUT/ATS, comptable.

Ad. CV : CHAMBRE D'AGRICULTURE DE L.A. B.P. 1141, 44024 NANTES CEDEX

Un ingénieur commercial IBM à l'heure du premier bilan

C'est en janvier 1981 que Pascal BIED entre à IBM comme ingénieur commercial, après avoir fait HEC à Jouy-en-Josas. Agé de 26 ans, originaire de Dunkerque, il est, à l'agence de Lille, chargé de plusieurs clients, des constructeurs automobiles notamment.

En quoi consiste le métier d'ingénieur commercial chez IBM ?

Je dirais que c'est essentiellement vendre aux entreprises des solutions à leurs problèmes... Pour cela, il faut identifier les besoins auprès du Service Informatique et des utilisateurs, puis définir les priorités, justifier les projets et élaborer un plan informatique ; nos interlocuteurs sont alors les directions générales et fonctionnelles. La mise en place, la conception du système et la formation des utilisateurs constituent les étapes suivantes.

Il s'agit de décisions qui engagent le devenir d'une entreprise...

Effectivement ; à l'heure actuelle, l'informatique est une composante essentielle dans la stratégie d'une entreprise. Et c'est une vraie responsabilité que de lui proposer, parmi notre panoplie de solutions, la meilleure pour elle. Mais dans ce domaine, j'ai la chance de pouvoir, lorsque j'en ai besoin, faire appel aux nombreux spécialistes de la Compagnie, en France ou à l'étranger.

Avez-vous été préparé à ces responsabilités ?

Pendant la première année, j'ai alterné formation théorique au Centre d'Education et pratique en agence. C'est une année dense mais la proportion de succès en fin de parcours est très élevée.

Comment étiez-vous entré chez IBM ?

C'est un choix que j'ai mûri peu à peu. En 3ème année d'HEC, j'avais opté pour la gestion de personnel. Mais sans expérience, on ne vous confie pas aussitôt des responsabilités importantes dans ce domaine. J'ai pensé que le commercial serait un bon tremplin pour bien connaître les entreprises et me permettre d'évoluer ensuite de façon intéressante. Je me suis mis en rapport avec différentes entreprises : IBM bien sûr, mais aussi des sociétés de la Hi-Fi ou du Sport, secteurs qui m'attiraient également.

Vous avez donc eu le choix. Alors pourquoi IBM ?

Parce que l'informatique est un domaine multiple, très évolutif. De la micro-informatique à la CFAO, elle va profondément modifier les façons de travailler, de produire et de créer. Et c'est passionnant de participer à cette mutation... J'ai aussi choisi l'entreprise qui me donnait le plus d'ouverture pour l'avenir : il est possible, à IBM, d'avoir des responsabilités successives très verticales.



Si vous dressiez le bilan de ces trois premières années de vie professionnelle...

Je dirais que j'ai découvert un métier : au moment de mon choix, le commercial était, dans mon esprit, une étape transitoire. Je n'imaginais pas qu'il serait aussi riche et stimulant. Ceci étant, je reste partant pour d'autres responsabilités dans la Compagnie ; ce n'est pas contradictoire. J'apprécie aussi d'avoir, à 26 ans, des responsabilités importantes et de l'autonomie pour les assumer.

C'est rare de pouvoir ainsi s'épanouir professionnellement dès son premier poste... et de sentir que les répercussions sur la vie personnelle sont aussi très positives.

Des projets ?

Me perfectionner et progresser dans mon travail... Autant que j'ai amélioré mon classement au tennis, cette année !



Ingénieurs du futur développez les réseaux pensants

Notre Département Techniques Avancées a pour mission l'aide à la conception et à la réalisation de systèmes informatiques dans les domaines suivants : Télécommunications, Transmissions de Données, Micro-informatique, Bureautique, Productique...

Nous vous proposons de participer, au sein des grands groupes industriels qui sont nos clients, à l'un de nos principaux projets : développer des logiciels de communication sur réseau local d'entreprise et sur réseaux de télécommunications numériques.

Diplômés des Grandes Ecoles (Telecom, Supélec, Sup. Aero...), vous avez la passion des technologies nouvelles. Votre première expérience professionnelle vous a permis de mesurer l'importance qu'a un travail varié offrant de larges perspectives d'évolution : développer avec nous ce projet d'envergure nationale !

Adressez votre dossier sous référence DTA10, 6 rue Paul Baudry - 75008 Paris.

APSIDE

AVOIR LES MEILLEURS POUR DONNER LE MEILLEUR

ANALYSTES FORMATION INGENIEUR OU EQUIVALENT

SINTRA ALCATEL recherche des analystes pour son département militaire.

EXPERIENCE Ces postes nécessitent quelques années d'expérience dans la dé-

DEVELOPPEMENT veloppement de

DE LOGICIELS logiciels temps réel sur mini-calculateurs. La pratique du SOLAR et la connaissance du PL 18 et RTSD seront très appréciées.

Nous offrons une formation préalable, d'environ 13 mois, sur le système (en région parisienne : Asnières) avant intervention de longue durée sur le site (Sud-Est de la France).

Merci d'adresser vos candidatures (lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions) sous la référence A/M à Mme BRIAND - SINTRA ALCATEL - Service du Personnel - 26, rue Malakoff - 92600 ASNIERES.



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Ingénieur Technico-Commercial

Ingenieur électronicien de formation. Expérience souhaitée de 3 à 5 ans en faisceaux Hertzien ou dispose à acquérir une bonne connaissance des produits F.H. de la Société. Il se joindra aux ingénieurs du service produits/projets pour intervenir à tous les stades d'un projet (proposition, réalisation, recette) en liaison avec les autres services impliqués dans sa réalisation (laboratoires, usines, essais...). Anglais indispensable, allemand souhaité. Poste à pourvoir Paris 13ème.

Merci d'adresser votre candidature à la Direction du Personnel, 5, Avenue Réaumur 92350 LE PLESSIS ROBINSON.

Une des 1ères Stés françaises d'électronique professionnelle (C.A. : + 28 % en 82)

Changez... pour une autre Banque!

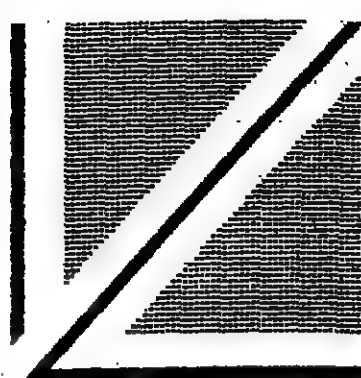
Banque privée, filiale d'un groupe bancaire international, nous vous proposons de relever un défi: participer au redéploiement de notre réseau commercial bien implanté en France.

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (de préférence école de commerce). Vous avez une première expérience commerciale concluante de 4 à 5 ans dans le secteur bancaire à valoriser.

Notre proposition vous intéresse parce que vous êtes une personnalité active et accrocheuse et que vous souhaitez réussir votre carrière professionnelle.

Rajoutez-nous.

Dans un premier temps, adressez lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions sous réf. 10044 à l'agence TILT, 37, rue Froideveaux, 75014 PARIS.



GROUPE SYSECA

STE D'INGENIERIE EN INFORMATIQUE (700 personnes, C.A. 220 M.F.) partenaire d'un groupe industriel de taille internationale

recherche dans le cadre de l'expansion de son activité

SYSTEMES DE COMMUNICATION

INGENIEURS INFORMATIENS

CONFIRMES (3 à 5 ans d'expérience)

Postes à pourvoir: CHEFS DE PROJETS

Domaines: télécommunications, réseaux de données, télématique, microinformatique.

Nous accorderons une attention particulière aux candidats désirant s'investir dans le cadre de notre rapide expansion, ayant le sens des responsabilités et du contact à haut niveau dans les administrations et les grandes entreprises nationales ou internationales et capables de s'intégrer dans des équipes dynamiques.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 2047 à

GROUPE SYSECA - Service du Personnel
815, Bureau de la Colline
92218 St Cloud Cedex
Tél.: 602.70.47

H.F.,

Paris, Région parisienne,
18/60 ans,

• Comptable • Secrétaire • Représentant • Chargé d'études • Informaticien...

ou diplômé et qualifié,

vous occupez un poste insignifiant dans une Grande Administration, Banques, Sécurité sociale, Caisses de retraite, Assurances...

L'essentiel de votre épanouissement est compromis par l'angoisse, découlant de l'ennui et de la routine quotidienne...

REJOIGNEZ-NOUS,

nous sommes une équipe jeune, dynamique et ambitieuse. Nous CONSTRUIRONS ENSEMBLE une ENTREPRISE dans les grands secteurs d'avenir:

Informatique, Robotique, Biotechnologie, Communication, Audiovisuel...

Prière d'adresser votre dossier de candidature à:

STÉ A.P.I.
43, rue du Faubourg St-Honoré
75008 PARIS.

Il sera répondu à toutes les candidatures.

Cette annonce est complémentaire de l'annonce pleine page en regard.



recherche pour sa principale unité de production (biscuits & snacks), située dans la région de COMPIEGNE, la

RESPONSABLE du service EMPAQUETAGE

Rattaché au Directeur de cette usine particulièrement moderne, il aura pour mission:

- de diriger avec une réelle autonomie les ateliers de conditionnement (8 lignes automatisées);
- d'animer avec l'appui de son encadrement un service de 130 personnes;
- de collaborer à la conception des programmes d'investissement en liaison avec le service Travaux Neufs.

Pour réussir à ce poste, le candidat doit avoir une formation d'INGENIEUR A & M ou équivalent, le goût et une première expérience d'animation des hommes en milieu de production, la capacité de travailler en équipe.

Merci d'écrire, en joignant C.V. détaillé et en précisant rémunération actuelle sous réf. 463 M à Denis JOUSSET

plein emploi

10, rue du Mail - 75002 PARIS

Conseils en ressources humaines.

Audit haut niveau pour grand groupe informatique

TRES IMPORTANT GROUPE de sociétés de Services et d'Ingénierie en informatique, leader dans sa branche et en rapide expansion recherche un

AUDITEUR INTERNE - 260 - 280 000 F

Rattaché à la Direction, votre mission d'audit dans les différents secteurs d'activité des sociétés du Groupe, nécessite une expérience d'au moins 5 ans à un poste similaire dans le domaine informatique. Basé à Paris, vous vous déplacerez à 50 % de votre temps pour des missions de brève durée en France et à l'Etranger. Des possibilités d'évolution dans des fonctions de direction sont prévues à moyen terme pour des candidats de valeur.

Envoyer lettre + CV + prétentions sous référence 1602M à

SOURCES

16 rue Jean-Jacques Rousseau, 75001 Paris qui transmettra (très grande discrétion et confidentialité assurées).



Une Société de CHARGEURS S.A.

Marketer nos biens de grande consommation à l'Export

Nos produits intéressent un large secteur de consommation dans le domaine de la propreté et de l'entretien de la maison. Disposant d'une marque de grande notoriété en France et à l'étranger, nous sommes présents sur les cinq continents grâce à un large réseau de filiales et d'agents exclusifs.

Notre développement à l'étranger nous conduit à confier à un nouveau Responsable de Zone l'Europe du Nord, l'AFRIQUE DU NORD et l'EUROPE DE L'EST, avec pour objectifs:

- de développer et gérer les relations commerciales établies avec nos distributeurs exclusifs d'Europe du Nord et d'Afrique du Nord en participant à la détermination et à la mise en œuvre des éléments du Marketing-Mix;
- de nouer des relations commerciales avec les pays de l'Europe de l'Est.

28 ans environ - de formation commerciale supérieure internationale (MBA apprécié), son expérience de 2 à 3 ans du Marketing opérationnel des biens de grande consommation (y compris alimentaire) à l'export, et peut-être des ouvertures de marchés, lui permettra de démarrer rapidement.

Parfaitement bilingue anglais - français (allemand apprécié), il voyagera 30% de son temps sur sa zone (poste basé à Paris). Sa nationalité U.S. ou d'un pays de la C.E.E. est de nature à constituer un net atout supplémentaire.

OGIVES

Si cette proposition vous intéresse, écrivez sous la réf. S 3284/M

aux consultants d'OGIVES

Département Recrutement - 12, rue de Chazelles - 75017 PARIS

Membre de la Chambre Syndicale Nationale des Consultants en Recrutement

مكتبة من الأصل

مكتبات الأصل

REPRODUCTION INTERDITE
OFFRES D'EMPLOIS

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



Le monde subit chaque jour, sous nos yeux, l'une de ses grandes révolutions...

Informatique, Robotique, Biotechnologie, Communication, Audiovisuel,
transforment la Société dans laquelle nous vivons...

Si nous voulons éviter de vivre dominés,

- Soit par la technologie américaine ou nipponne,
- Soit par la puissance armée de l'Est,

NE LAISSONS PLUS CHÔMER NOS AMBITIONS

Titulaires d'un diplôme de l'Enseignement supérieur,
Titulaires d'un brevet de Technicien,
Autodidactes exceptionnels,

A moins de 25 ans,

**Vous cherchez désespérément un emploi correspondant à votre qualification,
vos ambitions, vos espoirs.**

A plus de 40 ans,

**Vous êtes au chômage depuis bientôt deux ans (voire plus), et les Entreprises nient
le poste de dirigeant que vous occupiez auparavant, en vous refusant chaque
semaine des emplois subalternes.**

JE VOUS PROPOSE,

De nous retrouver en vue de **CONSTITUER ENSEMBLE L'ENTREPRISE** qui
vous accueillera (quels qu'en soient la nature, l'objet, pour peu qu'ils correspondent
à une nécessité du moment, à un marché d'avenir...).

Vous y disposerez avec votre équipe, de l'assistance et de l'encadrement
nécessaires au démarrage de votre activité, et vous aurez la possibilité d'acquérir
en trois ans 50 % du capital de la Société ainsi créée.

Nous assurerons, (après acceptation de votre dossier), au cours des trois
premières années, le financement et la trésorerie de l'Entreprise.

Pour ce faire, je vous demande, au-delà d'un simple curriculum vitae,
de m'adresser un dossier exposant :

- Votre idée d'Entreprise.
- La fonction que vous souhaitez y exercer.
- Les moyens à mettre en œuvre (en technologie, en hommes, en argent).
- La rémunération souhaitée pour les trois premières années.

Je répondrai à chacun des courriers correspondant à ces critères.

Prière de m'adresser votre dossier de candidature à :

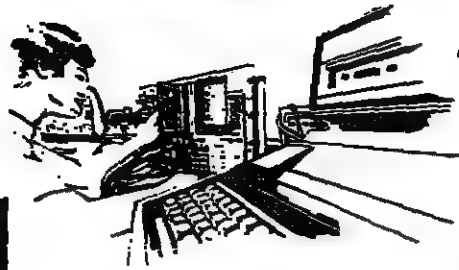
André de BLANZY
STÉ A.P.I.
43, rue du Faubourg St-Honoré
75008 PARIS.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



CIMSA
recherche

INGÉNIEURS LOGICIELS CONFIRMÉS

ARCHITECTURES DE GRANDS SYSTÈMES

TEMPS RÉEL

Diplômés d'une grande école, option Informatique, ils conduiront des études au sein de notre département Recherche et Développement.
Une première expérience (5 ans environ) de haut niveau (bases de données, graphiques, réseaux, messagerie...) acquise de préférence sur matériel BULL sera appréciée.
Ces postes font appel à de réelles qualités d'autonomie et d'intelligence.
Adressez votre candidature (CV, photo et prétentions) sous réf. AST/84 à Edwige DACQUAY, Service Emploi - CIMSA - BP 44 - 78141 VÉLIZY-VILLACOUBLAY Cedex.



THOMSON-CSF
BRANCHE ÉQUIPEMENTS ET SYSTÈMES



LE BON DÉPART

LE DÉPARTEMENT MAINTENANCE DOCUMENTATION DES AVIONS MARCEL DASSAULT-BREGUET AVIATION est un service-clé de la vie de notre entreprise; il se renforce et recrute un

JEUNE INGÉNIEUR

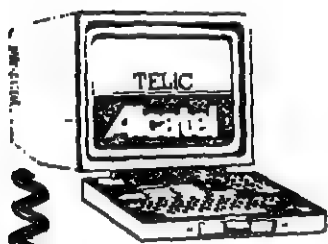
- pour lui confier, au sein d'une équipe très motivée, l'Analyse et le Suivi du développement d'Applications Informatiques, dans le cadre de la réalisation de documentations techniques,
- pour participer activement à la mise en place de systèmes faisant appel à des techniques informatiques évoluées (INTELLIGENCE ARTIFICIELLE) pour le développement de moyens d'entraînement et de maintenance (Simulateurs, DAO, EAO...).

Ce poste au sein d'un département charnière ouvre de réelles perspectives d'évolution et de valorisation de vos compétences. Il peut être le bon départ pour votre carrière dans notre entreprise.

Poste à pourvoir à VÉLIZY (78).

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. JIV.1M à:
Direction du Personnel - AVIONS MARCEL DASSAULT-BREGUET AVIATION, DPRS, 78, quai Carnot - 92210 SAINT-CLOUD.

AVIONS MARCEL DASSAULT-BREGUET AVIATION



TELIC-ALCATEL

Leader national en téléphonie privée
C.A. 1 MMF - 2800 personnes dont plus
de 300 ingénieurs et cadres
nous développons à partir de
technologies de pointe des systèmes
évolués de bureautique et de télématique.

recherche

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

pour assurer le contrôle de gestion d'un établissement commercial de 300 personnes situé à FRESNES (Val de Marne).

Ce poste conviendrait à un jeune diplômé d'École de Commerce ou équivalent, possédant une 1ère expérience du contrôle de gestion et un sens développé des contacts humains.

De réelles possibilités de carrière pourront être proposées à un candidat de valeur, tant au sein de la Société elle-même que du Groupe C.G.E.

Adressez CV et prétentions au siège social
TELIC-ALCATEL
Direction du Personnel



206, Route de Colmar
BP 57
67023 STRASBOURG CEDEX

Groupe C.G.E.



L.E.R.S.

Société de Recherche Pharmacologique du Groupe SYNHELABO
recherche, pour son Département de Biologie, un:

chef de projet-neurochimiste/ pharmacologue

qui sera affecté au Groupe Biochimie Pharmacologique.

Il ou elle sera directement responsable d'une unité de recherche et participera à la coordination de l'activité et à la direction scientifique du groupe en relation étroite avec le responsable de ce groupe.
Le groupe Biochimie Pharmacologique a pour objectifs la sélection et l'étude approfondie du mécanisme d'action de composés psychotropes et autres composés dans le cadre de projets de recherche en relation avec d'autres groupes du département de biologie.
Il ou elle devra posséder une formation de haut niveau:
Doctorat d'État ou équivalent
et avoir une bonne connaissance des mécanismes de régulation

neuronale, de la pharmacologie ainsi que des techniques biochimiques modernes utilisées en recherche dans ce domaine.
Il ou elle devra justifier d'une expérience post-doctorale d'au moins 5 ans dans ce domaine de recherche et avoir une bonne connaissance de la langue anglaise; une expérience dans l'industrie Pharmacologique serait appréciée.
Lieu de travail: Banlieue Sud de Paris.
Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement et devront être adressées avec CV, sous référence B, ou L.E.R.S. Direction Administrative et Technique, 58-60 rue de la Glacière 75013 Paris.



Chef de groupe achats

Industrie des cosmétiques - La filiale française d'un important groupe international, spécialisée dans la fabrication et la distribution de produits cosmétiques de grande diffusion, largement leader sur son marché et connaissant une très forte croissance, recherche un chef de groupe d'achats. Rattaché au directeur de la logistique il aura la responsabilité d'une équipe composée de 3 personnes et chargée essentiellement des achats d'emballages, ainsi que de certaines matières premières et produits finis. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'en moins 28 ans, disposant d'un niveau de formation supérieure, familiarisé avec la gestion informatisée, et possédant une réelle expérience des achats d'emballages, avec notamment de solides connaissances techniques de l'impression, du flaconnage (verre et plastique), etc... Une bonne pratique de l'anglais est indispensable. La rémunération sera strictement fonction de l'expérience du candidat. Le poste est situé en grande banlieue sud. Ecrire à J.A. DENNINGER en précisant la référence A/2494M.

PA

3, rue des Gravières - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04
Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

AUDITEURS INTERNES JUNIORS/SENIORS PARIS

Important groupe

dont l'activité est orientée vers la santé humaine et animale, les produits de beauté et les parfums
(C.A. 10 Milliards F - 18.000 personnes)
souhaité étoffer son

Service d'Audit Interne

Les missions de vérification de comptes, de contrôle des procédures et, d'une façon plus générale, d'évaluation des organisations et des structures du Groupe ont pour but d'apporter une opinion indépendante à la Direction Générale sur le bon fonctionnement des systèmes d'information et du contrôle de gestion, indispensables dans un Groupe décentralisé.

CES POSTES CONVIENDRAIENT:

pour les seniors, à des professionnels (iss) de formation supérieure (H.E.C., E.S.E.C., E.S.C. avec option comptabilité - D.E.C.S. éventuellement) ayant acquis une expérience d'au moins trois ans dans un Cabinet d'Audit International.

pour les juniors, à de jeunes diplômés (iss),

Souhaitant pouvoir évoluer dans un grand Groupe aux activités diversifiées et de dimensions internationales.

Après quelques années dans le Service d'Audit Interne, les auditeurs évolueront vers des postes de responsabilité dans les divisions ou filiales du Groupe.

Anglais indispensable - Nombreux déplacements en province et à l'étranger (estimés à 50 % du temps).

Ecrire sous le T 044.214 M, REGIE-PRESSE
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

ORGANISME PROFESSIONNEL SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE PARIS

recherche

POUR RENFORCER SON SERVICE D'AUDIT

• RÉVISEURS COMPTABLES

Ayant 2 à 3 ans d'expérience en cabinet de préférence.

- Ils seront chargés, dans des entreprises de toute taille, de missions:
- d'audit comptable;
- d'études d'organisation administrative et informatique;
- d'animation de stages de formation.

• RÉVISEURS COMPTABLES DÉBUTANTS

Qui, à partir d'une formation interne, s'intégreront à l'équipe en place.

Adressez lettre manuscrite, C.V. avec photo et rémunération actuelle
sous le T 044.207 M, REGIE-PRESSE
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DE L'ASSURANCE PARIS 9ème, recherche

STATISTICIEN H/F

Ayant si possible au moins 3 ans d'expérience.

Cette personne directement rattachée au chef du service statistiques sera responsable de plusieurs statistiques professionnelles (relations avec les membres de l'association et le service informatique; contrôle, analyse et interprétation des résultats, études).

Adressez C.V. détaillé, lettre manuscrite sous référence 87626 à
CONTEXTE PUBLICE - 90, avenue de l'Opéra
75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra

OFFRES D'EMPLOI

appliquée
Jeunes
3 à 5 ans
développement

THOMSON
(COSMÉTOS)
INGÉNIEUR
EXPÉRIENCÉ
(GRANDES BO)

ANGLAIS EST INDISPENSABLE

classe

TALENTS

CONTRÔLE

Herrie Le Boul-Cor

L'informatique
priorité: C

Ingénieur

مكتبة الامم المتحدة

OFFRES D'EMPLOIS

Importante société d'électronique située en banlieue Sud-Ouest recherche pour ses applications Télématicque

Jeunes ingénieurs

3 à 5 ans d'expérience en développement de logiciel temps réel.

Adresser votre dossier de candidature sous réf. 5508 AS/GO, à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris.

THOMSON-CGR

ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

recherche des

INGÉNIEURS EXPÉRIMENTÉS

(GRANDES ÉCOLES OU ÉQUIVALENT)

pour le développement de ses nouveaux systèmes d'imagerie médicale.

L'UN SERA CHARGÉ DE :

- l'implémentation en langage de haut niveau de logiciels de visualisation de traitement d'images sur des consoles spécialisées.
- Pour ce poste, une expérience des systèmes DEC et/ou de logiciel de traitement d'images est souhaitée.

L'AUTRE SERA CHARGÉ DE :

- la conception et la réalisation de systèmes d'archivage d'images sur disque optique numérique, dans le cadre d'un réseau local d'imagerie.
- Une expérience en système de gestion de fichiers sera appréciée pour ce poste.

L'ANGLAIS EST INDISPENSABLE POUR CES DEUX POSTES.

Envoyer C.V. + photo + prétentions à :
Françoise LEMAIRE, 48, rue Camille-Desmoulins,
THOMSON-CGR, 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX.

avez-vous la dimension d'un chef de projet ?

Leader européen sur le marché des graines potagères et florales (CA 1000 MF, 2200 p.), nous avons une présence mondiale. Notre siège, à Brétigny (30' de Paris-Centre), dispose d'IBM 4341 et 4331. Notre service informatique a entrepris la refonte de l'ensemble des applications dans une optique "temps réel".

Rejoignez l'équipe études et, sous l'autorité du Responsable Informatique, prenez la responsabilité d'un projet-clé tourné vers nos laboratoires de recherche (100 p.) et permettant la gestion interactive des lots de graines.

Universitaire ou ingénieur, vous vous êtes rodé aux techniques DB/DC d'IBM : DL1 et CICS ; après trois à cinq ans d'expérience, vous vous sentez de taille à piloter une équipe de cinq analystes-programmeurs.

Notre consultant, J. TALLIEU, vous remercie de lui écrire (réf. 4420, LM) à "Carrières de l'Informatique".

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

Société de Services et de Commerces de Standing en expansion (C.A. + de 200 MF) nous cherchons pour notre Direction financière (Paris 17^e) un :

CONTROLEUR DE GESTION

A la tête d'une petite équipe, il est responsable du système et des procédures de suivi et de contrôle de la gestion, au plan global et par centres de profits et de coûts : élaboration des budgets, analyse des résultats mensuels, comparaison tableaux de bord et prévisions, écarts, corrections, recherche de performances...

Après un diplôme supérieur en gestion, une expérience de 5-8 ans en Cabinet d'Audit et en entreprise a fait de vous un professionnel et vous a conféré une mentalité et un style d'intervention qui associe rigueur, réalisme, ouverture et bonne humeur. Ce poste-clé sera l'occasion de donner votre pleine mesure et de préparer votre évolution.

Adresser votre dossier (C.V., lettre manuscrite, salaire actuel, téléphone personnel) à :

Hervé Le Baut-Consultants 11, rue la Boétie - 75008 PARIS - Tél. : 265.38.39

L'informatique en action - priorité : CFAO...

CISI a choisi de faire de la CFAO l'un de ses axes de développement prioritaire. Pour ce faire, une politique volontariste a été mise en place, construite autour d'un logiciel portable, STRIM 100 (Système Tridimensionnel pour l'Industrie Mécanique), disponible sur un très large éventail de ressources informatiques (réseau, ordinateurs généraux, minis et micros).

Pour développer et supporter STRIM 100, CISI a mis en place 2 centres CFAO :
• PARIS BRUNÉ (14^{ème} Arrondissement), • VITROLLES (20 km de Marseille). Afin de renforcer les équipes de ces 2 centres, nous recherchons des

Ingénieurs

de formation Grande Ecole ou équivalent, possédant des compétences techniques ou commerciales dans les domaines suivants :
• Systèmes graphiques, • Gestion des données, • Micro 32 bits, • Système VAX, • MOCN - Usinage, • Intelligence artificielle, • Analyse numérique, approximation, géométrie différentielle.

Pour occuper des postes dans les groupes :
• DÉVELOPPEMENT - INDUSTRIALISATION (R&D, DI)
• MARKETING (R&D, MK)
• SUPPORT TECHNIQUE FRANCE-INTERNATIONAL (R&D, ST)

Ecrivez-nous en précisant la référence choisie et le lieu de travail souhaité : CISI, Direction du Personnel, 35 Bd Bruné 75680 Paris Cédex 14.

GROUPE CISI
L'INFORMATIQUE EN ACTION

Chef de Marchés (Senior)

- Participe à la définition de la stratégie de la marque.
- Met en œuvre la politique de communication et gère les budgets correspondants.
- Apporte conseil et appui aux unités opérationnelles du réseau en France et à l'international (définition et application des stratégies marketing propres à chaque unité).

Ce poste conviendra à un(e) candidat(e) H.E.C., ESSEC ou équivalent, ayant acquis au moins 3 à 5 ans d'expérience marketing (grande consommation ou services, niveau chef de groupe). Sa technicité sera servie par une réelle qualité de dialogue et la maîtrise de la langue anglaise.

Envoyer candidature en précisant le poste, par lettre manuscrite indiquant rémunération actuelle et prétentions accompagnée d'un C.V. dactylographié à :

Direction Administrative des Sièges 2, rue de la Mare Neuve 91021 EVRY CEDEX

Hotel Sofitel

Chef de Marque (Junior)

Dans le cadre de la Direction Marketing NOVOTEL, sa mission sera :

- Collaboration à la stratégie marketing international (hors Europe) et missions fréquentes pour application sur le terrain.
- Conseil aux opérationnels pour l'élaboration des plans marketing et commerciaux.
- Gestion des budgets édition et publicité.

Ce poste conviendra à un(e) candidat(e) H.E.C., ESSEC ou équivalent, ayant acquis au moins 2 à 3 ans d'expérience dans le marketing de distribution ou de services, et connaissant les techniques d'édition. Bonne connaissance de l'anglais. Espagnol ou portugais souhaité. Le lieu de travail est à Evry (91) avec fréquents déplacements à l'étranger.

Envoyer candidature en précisant le poste, par lettre manuscrite indiquant rémunération actuelle et prétentions accompagnée d'un C.V. dactylographié à :

Direction Administrative des Sièges 2, rue de la Mare Neuve 91021 EVRY CEDEX

novotel

Groupe d'assurances situé parmi les leaders, nous développons notre fonction Audit France

Vous êtes jeune diplômé de l'enseignement supérieur de gestion (ESC ou Maîtrise de gestion + DESS d'Audit), débutant ou disposant d'une première expérience professionnelle. Nous vous proposons de venir enrichir votre acquis en participant à des missions d'audit opérationnel.

Votre activité concernera tous les domaines de nos différentes sociétés (comptabilités / finance, gestion, personnel...).

Elle portera sur la validité des procédures, la conformité des opérations avec les procédures mais également sur l'application des recommandations.

Nous vous précisons que nous attacherons un soin particulier à votre formation d'auditeur et que votre lieu de travail sera basé à Paris.

Merci d'adresser votre dossier (CV, photo, rémunération souhaitée s / réf. 86.546 LM / AO à CONTESSÉ PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Notre Réseau Commercial renforce ses équipes à Paris et en Province et recherche des

INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX DÉBUTANTS

Diplômés de l'enseignement supérieur (Grande Ecole ou Université) vous souhaitez travailler dans un contexte technique informatique où le conseil et les contacts-clients sont aussi présents. Nous vous confierons le rôle de support technique à la vente (élaboration de propositions techniques, démonstration en avant-vente, réalisation de projets lors de démarrages en clientèle). Pour vous familiariser à nos produits et au métier, nous vous assurons une formation qui débutera en Avril et qui vous permettra d'intégrer les unités opérationnelles.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence 215 M à :

Gilbert Passekaraile
Cii Honeywell Bull
PC OG021C
94, avenue Gambetta
75990 PARIS CEDEX 20.

Bull

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

L'INFORMATIQUE DE LA RÉUSSITE

LE DÉPARTEMENT DES ÉQUIPEMENTS DASSAULT (DED) étudie et réalise des commandes de vol et dispositifs associés sur avion. Un savoir entièrement axé sur les techniques de pointe. Il dispose pour cela de deux centres de production (St-Cloud et Amnecy). Une activité où le rôle de l'informatique est déterminant. Nos applications se diversifient (gestion, process, CAO...) et se réalisent avec du matériel IBM, DIGITAL, COMPUTEVISION. Nous recherchons pour St-Cloud les personnes capables d'en assurer le développement.

Un Chef De Service

En relation étroite avec le responsable informatique du Département, il aura la charge des activités de service en ce qui concerne les systèmes, les développements, et l'exploitation. Solide Technicien, il sera l'animateur d'une équipe de vingt personnes et devra organiser le fonctionnement de son service. Une expérience de Chef de Projet confirmé est nécessaire. (Réf. C5).

Un Analyste

Au sein du service il sera particulièrement concerné par notre activité sur Digital (VAX - PDP) ou tout autre système responsable des applications de gestion en liaison avec le process et dans la perspective de développement CAD. C'est un homme d'équipe et d'action ayant déjà son expérience confirmée sur Digital (VAX VMS). (Réf. A).

2 Analystes-Programmeurs

De formation niveau DUT, leur travail sera varié et très formateur. Connaissances :

Pour le 1^{er} poste : BASIC - FORTRAN (Réf. AP1)
Pour le 2^e poste : DS - IMS et PLI (Réf. AP2)

Notre entreprise attend beaucoup du développement de son informatique : les hommes et les femmes qui y contribueront, évolueront dans une activité de pointe ouvrant de larges perspectives.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en précisant la référence du poste choisi à AVIONS MARCEL DASSAULT BREGUET AVIATION, Direction du Personnel et des Relations Sociales, 78, quai Curat, 92214 SAINT-CLOUD.

AVIONS MARCEL DASSAULT - BREGUET AVIATION

2 IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE recherche CADRES D'AFFAIRES SOCIALES

ÉTUDES ET RECHERCHE

Son rôle essentiel sera de participer aux Études et Recherche sur tous les dossiers de la politique sociale : Temps et conditions de travail, gestion de l'emploi, rémunérations...

Pour ces deux postes, nous souhaitons rencontrer des candidats ayant 2 ou 3 ans d'expérience de la fonction Personnel dans une entreprise industrielle.

Ces postes sont à pourvoir à PARIS - LA DÉFENSE.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en précisant la référence du poste à HAVAS CONTACT - 1, Place du Palais Royal - 75001 PARIS.

SYSTÈMES AUTOMATISÉS DE GESTION

Il prendra en charge, en liaison avec le Service d'Informatique de Gestion, la conception et la mise au point d'importants systèmes automatisés de gestion du personnel en temps réel.

Banlieue Nord de Paris

TECHNICON, filiale française du leader mondial des systèmes analytiques et informatiques pour laboratoires, nous devons notre forte croissance à l'innovation et à la qualité de nos produits. Notre image de marque repose en grande partie sur l'efficacité et la compétence de nos techniciens d'après-vente. Pour accroître cette efficacité et dans le cadre d'une réorganisation de nos services, nous recherchons notre

Chef du service logistique du département assistance technique après-vente

Vous animerez et contrôlerez l'activité d'une vingtaine de personnes. Vous avez des dons d'organisateur et vous savez gérer, au mieux de leurs possibilités, les moyens humains dont vous disposez. Vous savez faire preuve d'imagination et innover en matière de planification. Vous serez partie prenante et vous apporterez votre concours éclairé dans l'information des tâches administratives et comptables de votre service. Vous avez une trentaine d'années et vous pouvez prouver vos talents et votre dynamisme de manager. Enfin, vous lisez et vous parlez l'anglais parfaitement. Adressez votre dossier (lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions) sous réf. 2/SLT à notre Conseil qui vous garantira toute discrétion.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

OLIVETTI, premier constructeur européen de matériel informatique et bureautique recherche

Ingénieurs systèmes pour sa direction marketing

Ils auront la responsabilité des systèmes MS/DOS et CPM et assureront l'interface pour ces produits entre la maison mère et nos services commerciaux, logiciels, et SSI. Ils seront chargés en outre de la mise en place des supports techniques.

Ces postes s'adressent à des cadres de formation MIAGE ou école d'ingénieurs ayant au moins 2 ans d'expérience et une bonne connaissance des matériels micro-informatique.

La maîtrise de l'anglais est nécessaire pour ces postes basés à Paris.

Le niveau de rémunération sera fonction de l'expérience et les possibilités d'évolution seront celles offertes par un groupe de dimension internationale.

Veuillez contacter Véronique Poissonnier sous référence IS. M.

OLIVETTI FRANCE - DPH - 89 rue du Faubourg Saint Honoré - 75008 Paris.

contrôleur de gestion

Une SOCIÉTÉ PRESTATAIRE de SERVICES TECHNIQUES dans le domaine de la COMMUNICATION AUDIOVISUELLE, crée un poste de CONTRÔLEUR de GESTION.

Rattaché à la Direction Générale, il lui sera confié - après une mission d'Audit des procédures comptables et administratives actuelles - l'amélioration des systèmes de gestion et le développement informatique de la société. Il prendra en outre en charge l'ensemble des problèmes administratifs et financiers (Gestion du Personnel, Baux, Assurances, Services Généraux...).

Le gestionnaire recherché pour cette création de poste sera d'origine curieuse et aura un bon niveau de culture générale. De formation type ESC ou niveau DECS. Il sera âgé de 30 ans minimum et aura acquis une bonne maîtrise de la Comptabilité et de l'Informatique, si possible dans une société de prestation de services. Une bonne connaissance de l'Anglais serait un atout supplémentaire.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 2795 N à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

agro-alimentaire

Notre Société, implantée en proche banlieue EST de Paris, est leader sur son marché dans le domaine agro-alimentaire. Dans le cadre d'un plan de développement ambitieux nous recherchons :

TECHNICIENS DE FABRICATION

rattachés directement au responsable de l'une de nos divisions spécialisées dans la fabrication de produits hautement élaborés. Ces postes s'adressent à des candidats titulaires d'un BTS ou DUT appliqués aux industries alimentaires, justifiant au minimum de 5 ans d'expérience professionnelle dans la production, fortement motivés pour les problèmes de fabrication et particulièrement exercés à la conduite et à l'encadrement du personnel. (Réf. 1088-M)

TECHNICIENS DE LABORATOIRE

titulaires d'un BTS ou d'un DUT option Industries alimentaires, débutants ou non. Sous l'autorité du responsable du laboratoire, ils seront chargés d'effectuer des analyses complexes sur des produits à haute technologie. Ces postes s'adressent à des candidats particulièrement motivés pour un travail de laboratoire directement axé sur la fabrication et en étroite collaboration avec les techniciens de production. (Réf. 1089-M)

De larges possibilités d'évolution sont offertes à des hommes sachant allier à leurs compétences techniques, le sens des responsabilités et une excellente qualité de contact à tous niveaux. Une rémunération motivante est offerte à des candidats de valeur en fonction de leur expérience. Réponse et discrétion assurées.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence correspondante à I.C.A. - 3 rue d'Hautecloche, 75010 Paris qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

ROBERT BOSCH (France) S.A.

Groupe BOSCH
- équipements automobile
- appareils ménagers
- radio-téléphones
- caméras et projecteurs BAUER

Dans le cadre d'une nouvelle structure, nous recherchons pour le futur

CHEF DE SERVICE CONTROLE GESTION VENTES

SON RÔLE SERA :
- d'animer, en concertation avec les directions commerciales, un contrôle de gestion des ventes orienté vers l'action et les résultats ;
- d'optimiser le système existant, notamment par l'élaboration d'outils d'aide à la décision.

SES ACTIVITÉS MAJEURES SERONT :
- mise en œuvre d'un système informatique de planification décentralisée ;
- analyse des centres de profits ;
- contrôle budgétaire.

CE POSTE CONVIENTRAIT À UN CANDIDAT :
- diplômé d'études supérieures (HEC - ESSEC - ESC - DECS) ayant acquis une expérience d'environ 5 ans au cours de laquelle ses facultés d'analyse et d'initiative se seront manifestées concrètement ;
- disposant d'excellentes facultés de contact, d'une grande aptitude à convaincre et du goût du travail en équipe ;
- ayant le sens de l'organisation et une bonne pratique de l'informatique de gestion ;
- connaissant la langue allemande.



BOSCH

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions au Département Gestion de Personnel 32, avenue Michelet 93404 SAINT OZEN.

OFFRES D'EMPLOIS

COMPTES GÉNÉRAUX

2 DEB

1 SEN

AUDIT IN

hippo

CONTR

DE GE

un je

contrôleur

publiale G R 760

de la Banque

مكتبة الأمل

حکومت الاصل

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

SOCIÉTÉ **CONSEIL FINANCE** PARIS
RECHERCHE 3 CONSULTANTS:

2 DEBUTANTS
ou 1 à 2 ans d'expérience
diplômés grandes écoles ou universités

1 SENIOR
4 à 5 ans d'expérience ou +

Envoyer C.V. manuscrit sous réf. 8644 à
EUROMEDIA 48, rue de Provence 75009 PARIS
qui transmettra.

Carrières à suivre dans un groupe diversifié.

AUDIT INTERNE

Ce groupe français de dimension internationale emploie plus de 10 000 personnes et fait un chiffre d'affaires de 7 milliards de francs. Il intervient dans des domaines très variés : prestations de services et négoce. La société recherche pour son siège parisien 2 auditeurs.

Rattachés à la direction générale, leur mission consiste à faire appliquer les procédures du groupe. Ils contrôlent sur place la régularité des opérations comptables et assurent chaque filiale sur le plan financier, informatique et fiscal.

De plus, ils participent à la mise en place des systèmes d'organisation, sont bien dans le domaine de la comptabilité que de l'exploitation commerciale.

Nous souhaitons rencontrer de jeunes diplômés de l'enseignement supérieur, possédant au minimum un D.E.C.S. et justifiant d'une première expérience en entreprise ou en cabinet. Pour l'un des deux postes dont le titulaire sera chef de mission, il est nécessaire de posséder le niveau des certificats supérieurs de l'expertise comptable. Hommes de contact et de terrain, ils ont du goût pour le personnel et un esprit formateur.

Pour ces deux postes, basés en proche banlieue Ouest, il faut envisager 50% de déplacements. Compétences informatiques nécessaires.

Les conditions offertes et les possibilités d'évolution à l'intérieur du groupe sont de nature à intéresser des personnes de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 21005 A, à :

EGOR PROMOTION
63, rue de Paradis 75008 Paris.

egor
PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUBIA ROMA GENEVE LONDRES MADRID MONTREAL

hippopotamus

Paris - Saint-Etienne - Nice - Bruxelles
14 unités - 800 personnes
1 société de gestion, 1 holding financier

notre fort développement en 1984
et notre appétit de résultats probants
nous font souhaiter rencontrer très vite
notre futur

**CONTRÔLEUR
DE GESTION**

En relation directe avec Christian GUIGNARD, P.D.G. du Groupe, à qui il reporte, en coopération avec la Direction Comptable et les Directions d'Exploitation... et bien sûr en affinité avec notre restauration de marque... il va progressivement harmoniser procédures et indicateurs de gestion, animer et contrôler le processus budgétaire, tenir le tableau de bord, assurer la coordination, la fréquence et l'exactitude du reporting, analyser les résultats et les écarts et transcrire ses recommandations dans le langage terrain : à cet égard, vis-à-vis des exploitations, la composante conseil de son poste est fondamentale.

30 ans environ - de formation Grande Ecole Commerciale + D.E.C.S. ou équivalent, son professionnalisme (cabinet d'audit anglo-saxon ou expérience de la fonction dans les secteurs hôtellerie, grande distribution, chaînes à succursales multiples...) allié à ses qualités humaines et à son sens du dialogue constructif va lui permettre de créer ce poste dans l'excellent climat de communication auquel nous sommes attachés.

Catherine de BOISJOLLY vous remercie de lui écrire sous la référence H 10 284/M en joignant à votre dossier de candidature une photographie récente.

ORFÈVRE

Département Recrutement 12, rue de Chazelles 75017 Paris

Entreprise de distribution de produits grand public ;
500 millions de C.A. ; 1.000 personnes ; 600 points de
ventes ; filiale de conglomérat U.S. ;
nous recherchons

**un jeune
contrôleur de gestion**

- Vous êtes E.S.C.P. ou équivalent en début de carrière ;
- Accrocheur et solide ;
- Vous voulez maîtriser l'informatique et la gestion financière ;

Ecrivez nous.
Adressez votre Curriculum-Vitae + lettre manuscrite à
PUBLIALE G.R. n° 760
27, faubourg Montmartre, 75009 Paris.

ALUMINIUM PECHINEY

1er Producteur Européen d'Aluminium

recherche des

INGENIEURS INFORMATIENS

Grandes Ecoles, débutants ou première expérience

Nous créons deux postes d'informaticiens au
Siège de la Société à Paris.

Ceux-ci participeront à l'élaboration des systèmes
d'information de la Société dans le cadre
de projets novateurs et motivants.

Les matériels centraux sont de grande puissance :
IBM 3081 et IBM 3033, ils permettent
l'utilisation de bases de données et sont reliés à
un important réseau de télétraitement (1000
terminaux).

Les matériels périphériques : mini et micro-ordinateurs, servent à la gestion d'unités décentralisées, et sont le support du plan bureautique. Une expérience en COBOL, ainsi qu'une connaissance des systèmes IBM seraient appréciées.

De réelles perspectives d'évolution vous attendent au sein de notre Groupe.

Merci d'adresser dossier de candidature (CV, photo et
prétentions) s/réf. M4 au Responsable du Recrutement
Aluminium Pechiney 23, rue Balzac 75008 PARIS.

PECHINEY LES MATERIAUX DU PROGRES

**EUREQUIP
UNE VIE PROFESSIONNELLE OUVERTE
SUR LES ENTREPRISES ET LE MONDE**

Notre métier est d'aider les hommes à conduire l'évolution de leur entreprise.
Dans cette perspective, nous souhaitons accueillir des

INGENIEURS GRANDES ÉCOLES

Ils pourront être intégrés dans l'une des deux fonctions suivantes :

• CONSULTANTS

en vue d'enrichir nos équipes pluridisciplinaires (180 personnes) intervenant dans tous les domaines de l'entreprise et les grands secteurs de l'économie, en France et à l'étranger.

Nos Consultants maîtrisent une langue étrangère, sont disponibles géographiquement, et, dans leur approche personnelle de l'entreprise, associent le facteur humain aux facteurs techniques et économiques.

• JEUNE INGÉNIEUR INFORMATICIEN

en vue de gérer et faire évoluer un Centre Informatique de petite taille et proposer un nouveau schéma directeur informatique.

Après cette première étape de 2 ou 3 années, il deviendra Consultant.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 84.031.M aux Consultants en Recrutement d'EUREQUIP.



PARIS-LONDRES-HOUSTON-ROME

EUREQUIP

Département Conseil en Recrutement
15, avenue d'Eylau - 75116 PARIS Tél. 553.84.73



**Chimiste au cœur de l'information,
une opportunité : la documentation**

JOUEVIAL. Nous sommes un Groupe chimique et pharmaceutique en pleine expansion (+ 25 % C.A. : 440 MF - Effectif : 620 personnes).

Notre Service Documentation (15 personnes), rattaché à la Recherche, a déjà développé une excellente image de marque fondée sur son dynamisme, sa compétence... et sa disponibilité. Pour répondre au développement des besoins des utilisateurs, il crée aujourd'hui un nouveau poste, situé au siège, à Fresnes.

Vous serez le (la) seul(e) chimiste de notre équipe. Vous serez chargé des recherches documentaires chimiques (bibliographiques et structurales) et brevets... Vous participerez à la rédaction de différents produits documentaires diffusés de façon interne. Vous disposerez de moyens informatiques et aurez la mission de les développer (bases de données, synthèse assistée par ordinateur).

Vous êtes chimiste diplômé (maîtrise minimum) et si possible formé à la documentation (INTD par exemple). Vous maîtrisez l'anglais. Une première expérience similaire serait appréciée.

Merci d'adresser votre dossier complet (C.V., lettre manuscrite, photo et salaire souhaité) sous la référence 4/DCJ/L.M à notre Conseil qui vous garantit toute discrétion.

ARCOREM



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

REMARQUABLE PAR SES PERFORMANCES
SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE FORTE MOTORIÈTE
CA 120 M DE F
PRODUITS GRAND PUBLIC ET PROFESSIONNELS
marché

**chef de
produits**

- CREATION DE POSTE -

- 28 ans environ. Formation Supérieur Commercial/Marketing. Expérience opérationnelle dans le Marketing de biens de grande consommation. Anglais nécessaire. Alternance ou Espagnol apprécié.

- Discret/secret en plus avec le Directeur Commercial, il négocie et développe les ventes marketing, de leur conception à leur diffusion : P.V., organisation, documentation, packaging, etc.

- Par son action efficace il réalise en permanence l'acquisition du couple produit-marché : développement et création de nouveaux produits.

- Pour assurer la mise d'un nouveau produit et matériel.

Envoi avec C.V. détaillé et photographies sous réf. 854-M à GUILLON Sélection (département de recrutement).

guillon sélection
33, RUE JOUFFROY - 75017 PARIS

Dans notre groupe de Sociétés
qui se développe en France
devenez

NOTRE JURISTE

Directement rattaché au Directeur Général du groupe, vous créerez le poste de JURISTE. Responsable des dossiers juridiques vous serez amené à étudier les ramifications des différentes unités et à suivre les protocoles, les conventions.

Peu à peu, vous serez chargé de suivre le travail des différents départements du groupe.

Juriste, avec une option droit des sociétés de préférence, vous aurez 4 ans d'expérience au moins dans un service juridique d'une entreprise.

Pour un candidat motivé, ayant un bon esprit d'équipe, de réelles perspectives d'avenir seront offertes à partir de ce poste basé dans la proche banlieue Sud de Paris.

Merci d'écrire sous réf. 351 à A.L. CONSEIL 102 Ed Malabarbes 75017 PARIS chargée de cette mission de recherche, qui garantit discrétion et réponse.

AL conseil

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

JE PENSE, J'AGIS, JE VIS.



"Penser, mais pas seul. L'informatique d'avant garde développée par TELESYSTEMES implique l'esprit d'équipe tout en gardant sa liberté d'action.

Agr, c'est m'engager en prenant mes responsabilités pour que TELESYSTEMES conserve sa position de leader en matière de communication et de réseaux.

Vivre chez TELESYSTEMES c'est développer mes connaissances des techniques de pointe, de l'ingénierie de systèmes par exemple, mais aussi apporter aux 4 coins du monde la maîtrise TELESYSTEMES.

Ce qui ne m'empêche pas de mener une vie familiale ou je peux pratiquer mes loisirs préférés.

Il faut un temps pour tout."

L'innovation et la conquête du marché national (banque, santé, distribution, collectivités...) c'est notre objectif.

L'écoute du marché, la souplesse, l'adaptation pour avoir une croissance plus rapide encore, c'est notre stratégie.

Des activités différenciées confiées à des unités opérationnelles autonomes et polyvalentes, c'est notre structure. 1984 nous permet d'être le leader des systèmes et services telematiques, grâce à nos métiers : la gestion temps

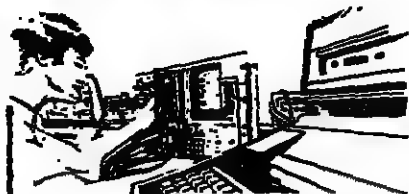
réel, la communication électronique et l'information automatisée.

Notre croissance, ce sont les 200 postes qui seront offerts au cours de l'année 1984. Informaticiens confirmés ou débutants, vos objectifs, votre stratégie sont les nôtres.

Vous êtes, vous serez les spécialistes d'avant garde BULL (grands et moyens systèmes), IBM (grands et moyens systèmes), DEC (VAX), PRIME, micro (P.C.), microprocesseurs, réseaux...

C'est vous qui confirmerez notre avance technologique en VIDEOTEX, carte à mémoire, gestion, réseaux, bureautique, télécommunication...

Prenez contact en écrivant à TELESYSTEMES S.A. Service Gestion et Recrutement 115, Rue de Bac - 75007 PARIS - Tél. (1) 544.38.96



CIMSA INGÉNIEUR MODÉLISATION

CIMSA, une informatique de pointe, performante au plus haut niveau dans les milieux les plus sévères.

Filiale du Groupe THOMSON, notre savoir-faire est reconnu mondialement.

Notre développement se poursuit et nous souhaitons recruter un INGÉNIEUR (École ou Universitaire) ayant une expérience du contrôle de process, de la simulation, si possible en mécanique des fluides, (représentations mathématiques, systèmes hiérarchiques de contrôle et de commande).

Excellent mathématicien, expérimenté en mécanique des fluides, c'est aussi un homme de contact sachant dialoguer avec des interlocuteurs de haut niveau. Intervenant sur un grand projet, il aura de réelles perspectives d'évolution au sein de notre Groupe.

Poste à pourvoir à Vélizy.

Adressez votre candidature sous référence IM/M à JFD CONSEIL - Jacqueline Fleurent-Didier - 102, bd Malesherbes, 75017 PARIS, qui transmettra en toute discrétion.



IMPORTANTE BANQUE PRIVÉE

A PARIS
RECHERCHE

SPÉCIALISTE TITRES ET ORGANISATION

IL EST DEMANDÉ : dix ans d'expérience dans une banque ou chez un agent de change ; une connaissance approfondie des titres clientèles et opérations domiciliées ; l'habitude du travail en équipe.

IL LUI EST OFFERT : un poste évoluant vers d'importantes responsabilités et une rémunération motivante.

DISCRÉTION ABSOLUE GARANTIE.

Merci d'envoyer lettre manuscrite et curriculum vitae à
REGIE PRESSE sous n° T044.169 M
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

responsable recrutement cadre et gestion de carrières

Sous l'autorité du Directeur du Personnel et en liaison avec les chefs du personnel des différents établissements du groupe.

- Il devra assurer l'ensemble des recrutements cadres de la société :

- Définition des besoins et des profils
- Choix des méthodes de recrutement
- Sélection et présentation des candidats

- Il devra définir et mettre en place les outils de gestion prévisionnelle des cadres :

- Système d'appréciation
- Gestion des projets de remplacement et de mutation internes.

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste un homme dynamique possédant un sens psychologique certain et une expérience réussie de quelques années dans la fonction personnel si possible dans le domaine du recrutement.

Le poste est basé dans l'Oise.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions) s/réf. 87637 à CONTEXTE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra

INGENIEUR D'ORDONNANCEMENT

POUR REALISER LA PROGRAMMATION DE NOS PRODUITS

Spécialisés dans le créneau : informatique distribuée, bureautique et automatisation bancaire, nous désirons confier cette mission à un candidat ayant une bonne expérience en ordonnancement, lancement de production.

La connaissance en produits informatiques serait appréciée.

Il devra à partir des prévisions marketing :

- réaliser le suivi des consommations,
- établir les documents de lancement,
- constituer, suivre et analyser les tableaux de bord.

Des outils informatiques de gestion sont mis à la disposition de la fonction.

La formation à nos produits est assurée.

Des évolutions au sein du Groupe sont offertes.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre, CV, prétentions) sous référence 16227 M à Michèle CORBINEAU

BULL TRANSAC - BP 92 - 91301 MASSY.



THOMSON ANSWARE

pour son secteur

INFORMATIQUE TECHNIQUE ET INDUSTRIELLE

recherche des

INGENIEURS LOGICIEL DEBUTANTS

(Ecoles d'Ingénieurs ou universitaires option info)

et

INGENIEURS CONFIRMES

(2 à 5 ans d'expérience sur minis et/ou micros)

Merci d'adresser votre candidature et date de disponibilité sous Réf. I.CA/19

à Thomson Answare

135 rue de la Pompe - 75116 Paris



INGENIEURS ET TECHNICIENS SUPÉRIEURS

Motivés par la réalisation de projets d'automatisation (câble en main), Minimum 2 ans d'expérience dans l'analyse de la programmation temps réel, sur minis et micros, dans les domaines HP 1000 et PDP 11, langage FORTRAN et ASSEMBLEUR.

Téléph. ou écrire M. BACH (720-86-78) 25, rue Jean-Giraudoux, 75116 PARIS.

ARCHITECTE D.P.L.G.
EXPERT
PRÈS LES TRIBUNAUX
ENGINIER (face gare)
recherche

COLLABORATRICE

- bonne dactylo,
- culture générale,
- initiative et sens de l'organisation,
- facilités de rédaction,
- libre investissement pour secrétariat et collaboration administrative.

Disponibilité nécessaire.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V., photo, salaire actuel et prétentions sous le n° 522.082 M à

REGIE-PRESSE

85 bis, r. Réaumur, Paris 2e.

ANALYSE ET ACTION

PIERRE HERVO CSA FRANCE
Agence conseil en relations publiques recherche :

- Chargés de dossiers,
- Assistants,
- Secrétaires.

7, rue Émile-Cohlmann 93380 Noisy-Potemmes.

COMPAGNIE D'ASSURANCES
Quartier OPERA

Recherche pour son Service Technique

UN STATISTICIEN

Formation supérieure exigée, par exemple Licence de Sciences Économiques ou autres diplômes.

Première expérience professionnelle, même courte, souhaitée.

Ce Cadre sera l'Adjoint du Responsable du Service Technique.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. et photo sous réf. 87463 à
CONTEXTE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

TELESYSTEMES QUESTEL - PARIS -

QUESTEL est le premier serveur français professionnel du réseau Teletel. Questel fournit des prestations de services appliquées à l'automatisation des bases de données.

L'Impact Questel 84, son expansion économique, le développement du Département Questel-Ingénierie ce sont les ingénieurs commerciaux qui nous rejoignent en 84 pour vendre les systèmes de gestion d'information : Questel+, Mini-Questel, Micro-Questel.

Envoyer CV + photo et prétentions M. Di Louys, Télésystèmes Questel - 40 rue du Cherche Midi 75006 PARIS.



مكتبات الأمل

مكتبات الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Groupe Bancaire Paris 8^e

recherche

EXPLOITANT (E)

pour assurer au sein d'une équipe la gestion et le développement d'une clientèle d'entreprises industrielles et commerciales.
Diplôme d'études supérieures ou C.E.S.B. requis.
Ce poste, qui offre de réelles responsabilités et de bonnes perspectives d'évolution, requiert dynamisme et aptitudes commerciales.
Une expérience de 3 ans minimum dans une fonction similaire est exigée.

Envoyer curriculum vitae, prétentions et photo à N° 29905 COFAP 40, rue de Chabrol 75010 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE

SOUSHAITE INTEGRER

CHEF COMPTABLE

M/F

Votre formation comptable (DECS minimum) a été complétée par 5 années d'expérience. Une connaissance du secteur ingénierie ou BTP serait appréciée.

Dans le cadre de votre fonction, vous aurez la responsabilité des services de comptabilité générale incluant la Trésorerie, la section paie et la comptabilité de nos implantations à l'étranger.

Vous serez chargé plus particulièrement des bilans sociaux, France - Etranger, et du "Reporting Group".
L'anglais est exigé, des notions d'espagnol souhaitées.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence M 49 à CONTEXTE PUBLICITE - 90, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra. Discretion assurée.



FOSTER WHEELER FRANÇAISE

SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE INTERNATIONALE

DANS PÉTROLE ET PÉTROCHIMIE

LE CHEF DE SA SECTION

GÉNIE CIVIL

CE POSTE, A HAUT NIVEAU DE RESPONSABILITÉ, CONVIENT A

INGÉNIEUR DIPLOMÉ

TRAVAUX PUBLICS

Dynamique, ayant potentiel technique et humain et possédant au moins 10 années d'expérience dans la profession.

Anglais courant indispensable.

Poste basé à Paris.

Adresser curriculum vitae détaillé avec photo et prétentions à :

Direction du personnel
B.P. 214

31, rue des Bourdonnais - 75024 PARIS CEDEX 01.

recherche

gradé(e) classe IV

A.F.B.

unicredit

pour le traitement des opérations de commerce extérieur.

Mission : cet agent prendra en charge l'animation et la coordination de la cellule, gérant et comptabilisant les crédits export.

Profil : ► 5 à 10 ans dans cette activité ; ► pratique de l'anglais ; ► utilisation d'une informatique de gestion ; ► bonnes connaissances de la comptabilité des opérations internationales.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo, et prétentions à UNICREDIT

M^{me} Bellier, 128/130, Bd Raspail 75289 - Paris Cedex 06

GRUPE INTERNATIONAL DE SOCIÉTÉS DE SERVICES

recherche pour son siège à PARIS

AUDITEUR INTERNE (Senior)

Ce poste conviendrait à un candidat diplômé de l'enseignement supérieur ayant acquis de bonnes connaissances juridiques, de gestion et de comptabilité et pouvant faire valoir une première expérience réussie de l'audit dans une grande entreprise ou dans une société de révision.

Une bonne connaissance d'une ou deux langues étrangères serait un atout.

Le poste basé à PARIS, implique de fréquents déplacements en France et à l'étranger.

Susceptible d'évolution pour un candidat de valeur, il vous fera découvrir l'entreprise et vous préparera à d'autres fonctions notamment administratives et financières.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 23532 sur enveloppe à JEAN REGNIER Publicité 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

Les Nouveaux Constructeurs

recherche pour son activité immobilière en région parisienne un

RESPONSABLE du DEVELOPPEMENT

250.000 F par an

Diplômé de l'enseignement supérieur, doté d'une énergie intense, d'un sens aigu des contacts et de la négociation, d'un goût affirmé pour l'immobilier et ayant une bonne expérience dans ce domaine, particulièrement en matière d'immobilier collectif, vous serez responsable de l'initiation, de la négociation et du montage d'affaires nouvelles : participation à la stratégie de développement, analyse des données statistiques du marché et connaissance de la concurrence, négociations foncières, étude de faisabilité, obtention des autorisations de construire, placement auprès des investisseurs institutionnels.

Votre rémunération, motivante, sera déterminée en fonction de votre expérience et de votre performance et comprendra un salaire fixe et un intéressement aux résultats.

Env. votre manuscrite, C.V. et photo à : LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS S.A. Tour Montparnasse 75755 Paris Cedex 15 à l'attention de M^{me} MALGOUYAT.

GRUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS

recherche

DOCTEUR EN DROIT

Exerçant son activité au sein d'une équipe déjà constituée et bénéficiant d'une première expérience de 3 ou 4 ans dans l'exercice du Droit International des Affaires, il aura pour mission l'assistance juridique, dans le domaine de la négociation des contrats internationaux (contrats d'études, de transfert de technologie, de fournitures, d'assistance technique), l'élaboration de ces contrats et le suivi juridique de leur exécution.

La pratique courante de l'anglais est nécessaire.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo sous référence n° 281.997 M, RÉGIE PRESSE 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Société d'Assurances Vie Grande Branche et Groupe recherche :

- INSPECTEURS DU CADRE STAGIAIRES

Après un stage rémunéré d'environ 9 mois, il leur sera confié l'animation d'un réseau d'Agents Généralistes.

Postes à pourvoir : RHONE-ALPES - EST - MIDI-PYRÉNÉES - PARIS

- CHARGÉ DE MISSIONS CONFIRMÉ

Après un stage rémunéré il sera chargé de la production Vie Grande Branche dans des portefeuilles sur PARIS et région parisienne.

Adresser : lettre manuscrite et C.V. avec photo n° 7.446 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSÉES 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Nous recherchons

CHEF D'ETABLISSEMENT

Pour administrer un L.G.H. (20.000 m2)

IL S'AGIT :

- de diriger une équipe de 20 personnes
 - de contrôler les prestations de services
 - d'assurer les contacts avec les services publics
 - de suivre les relations avec les locataires
 - d'effectuer les rapports à la Direction.
- Le candidat, âgé de 40 ans minimum, sera titulaire d'un diplôme d'ingénieur de préférence dans le bâtiment et aura la qualification de chef d'équipe de sécurité. Il aura eu, en outre une expérience antérieure similaire nécessitant sens des responsabilités et esprit de commandement. La connaissance de l'outil informatique sera un atout supplémentaire.

Merci d'adresser CV détaillé, prétentions et photo sous référence 23562 sur enveloppe à JEAN REGNIER Publicité 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

2 TRADUCTEURS TECHNIQUES H/F ANGLAIS-FRANÇAIS

AFNOR Association Française de Normalisation recherche 2 TRADUCTEURS DIPLOMÉS pour traduction de normes et documents normatifs et réglementaires.

Votre profil : ► connaissances techniques acquises par formation ou expérience (spécialisation informatique pour l'un des 2 postes). ► quelques années d'expérience. ► deuxième langue appréciée : Allemand.

Adresser C.V., photo et rémunération actuelle sous référence 6212 à AFNOR Direction du Personnel - Tour Europe Cedex 07 - 92080 Paris la Défense.

afnor

agro-alimentaire

Notre Société, implantée en proche banlieue EST de Paris, est leader sur son marché dans le domaine agro-alimentaire.

Dans le cadre d'une forte expansion dans UN SECTEUR DE POINTE mettant en œuvre des TECHNOLOGIES AVANCÉES, nous recherchons :

INGENIEURS DE RECHERCHES (AGRO - ENSIA - INA PG ou MST Biotechnologies)

chargés, sous l'autorité du responsable du laboratoire de recherches et de développement, de la mise au point, de l'optimisation et de l'amélioration de produits alimentaires hautement élaborés.

Ces postes s'adressent à des ingénieurs de recherches confirmés (3 à 5 ans en laboratoire) ayant acquis une bonne expérience en biochimie et fermentation diverses. Des connaissances en automatique, électronique et une bonne pratique de l'anglais seraient très appréciées. (Ref. 1101-81)

INGENIEURS DE FABRICATION (AGRO - ENSIA - INSA Toulouse, etc...)

directement rattachés au chef du service de fabrication, ils devront prendre en charge l'ensemble des problèmes de production, optimiser les procédés actuels en liaison permanente avec les autres services de l'usine, avoir le souci constant de l'amélioration de la qualité des produits et ceci dans le cadre d'une fabrication complexe et continue.

Ces postes s'adressent à des ingénieurs justifiant d'une expérience de 3 à 5 ans en production, avant de bonnes connaissances en génie chimique et en biotechnologies, pratique de l'anglais souhaitable, aptes à encadrer le personnel. (Ref. 1102-81)

La rémunération qui sera fonction de l'expérience est attrayante pour des candidats de valeur et les possibilités d'évolution au sein de la Société sont larges et variées. Réponse et discrétion assurées.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence correspondante à I.C.A. - 3 rue d'Hautville, 75010 Paris qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

BANQUE A TAILLE HUMAINE filiale d'un très important groupe national recherche pour PARIS

EXPLOITANT DE HAUT NIVEAU (classe VII ou VIII)

35 ans environ

pour le secteur des particuliers et des agences.

- Ce poste repose sur de larges responsabilités, il implique en contre-partie :
- expérience bancaire réussie d'au moins 10 années dans une direction d'agence importante,
 - connaissance approfondie du secteur des particuliers,
 - niveau d'études supérieures,
 - disponibilité, ouverture d'esprit et sens de l'organisation.

ATTACHE COMMERCIAL (classe VI ou VII)

30 ans environ.

Responsable de comptes grandes entreprises, il aura à mettre en œuvre un système télématique performant entre la banque et ses clients.

- Ce poste évolutif repose sur une large délégation, il nécessite :
- niveau d'études supérieures,
 - expérience bancaire « entreprises » de 5 ans environ,
 - adaptabilité face à une clientèle diversifiée,
 - sens de l'organisation et du service clients.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 9122 à VALENS CONSEIL BP 350, 75064 PARIS Cedex 02.

ASSOR CONSEIL

Société de conseil en organisation recherche

ingénieurs grandes écoles ou formation universitaire + école de gestion DEBUTANTS

Au sein de notre équipe vous serez formé et associé à des actions d'organisation : structures, gestion, utilisation de l'informatique, amélioration de l'efficacité... Et ceci tant auprès de Grandes Entreprises que dans le cadre de Grands Projets Publics. Progressivement votre aptitude à mener et réussir les interventions vous permettra de participer à la gestion et à la croissance du Cabinet. Il est requis une personnalité équilibrée, apte à promouvoir le changement.

Adresser lettre manuscrite et C.V. détaillant formation et motivations à : ASSOR CONSEIL - 94, rue Lafayette - 75010 PARIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Vous en verrez de toutes les couleurs...

Une importante société fabricant et distributeur de peintures, de revêtements de sols et murs, recherche : **LE CHEF DE PRODUIT DE SA DIVISION PEINTURE**

Rattaché au Directeur du Marketing, vous serez totalement responsable de la définition, du positionnement, et de la promotion des produits, tant auprès du réseau commercial, que de la clientèle.

De formation supérieure (HEC, Sup de Co...), vous avez acquis, dans vos premières années d'expérience, une pratique très solide des techniques du marketing, soit chez un des leaders de la vente ou de la distribution, soit sur notre marché. Merci de nous adresser CV, photo récente et rémunération actuelle sous la référence 401.106 M (à mentionner sur l'enveloppe)

BK C BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 PARIS



Entreprise américaine performante, notre dimension, 25 000 personnes, 100 usines dans le monde, et la diversité de nos produits chimiques très spécifiques, nous permettant d'être présents et souvent leaders sur des marchés aussi différents que les adhésifs, l'alimentaire, les produits du bâtiment ou le papier.

Ingénieur industrie du papier

Nous savons démontrer aux utilisateurs l'intérêt de nos produits qui confèrent aux papiers les plus divers les qualités recherchées.

Avant de prendre un marché, nos commerciaux doivent procéder chez le client à des essais sur machine. Ce sont des ingénieurs très opérationnels.

Suite à une promotion, nous recherchons un ingénieur à la fois technicien habile et bon commercial. Sa connaissance de l'industrie du papier ou sa formation en chimie lui permet d'avoir avec les responsables de fabrication un dialogue technique constructif. La connaissance de l'anglais est très souhaitable.

Le développement des activités du groupe doivent vous permettre d'espérer une évolution de carrière attrayante.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous référence B 3637M, 1 rue de Berni - 75008 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

jeunes ingénieurs

Grand Groupe Textile International ayant des établissements en **FRANCE, ESPAGNE, TUNISIE, ETATS-UNIS, BRÉSIL, AFRIQUE DU SUD, AUSTRALIE** recherche de JEUNES INGENIEURS

ECP, ECL, IDN, A et M, ICAM, ENSI (mécanique)

Débutants ou ayant une première expérience professionnelle, ils seront après formation, appelés à diriger des unités de production tant en France qu'à l'étranger ou d'intéressantes opportunités de **CARRIERE INTERNATIONALE** sont ouvertes.

Ecrire avec C.V. sous réf. 1150-M à Mamrègies qui transmettra.

Mamrègies
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 PARIS

BANQUE FRANCAISE PRIVEE

Nous développons de manière substantielle notre Département **BOURSE - TITRES** qui représente déjà une part importante de notre activité. Dans le cadre de cette expansion, nous pouvons offrir à de nouveaux collaborateurs expérimentés une excellente opportunité de mettre en valeur non seulement une solide compétence technique acquise par plusieurs années d'expérience, mais aussi des capacités personnelles d'initiative, d'efficacité et d'esprit de décision complètes bien sûr par l'aptitude à diriger des équipes. Nous recherchons donc :

ADJOINT CHEF BOURSES ETRANGERES
Classe V ou VI 170/200.000 frs
Capable de gérer tout le "back office" lié à cette activité.
(Réf. ACDE/RB)

GENERALISTE GESTION ADMINISTRATIVE TITRES
Classe V 130/160.000 frs
Impliquant l'usage constant de l'outil informatique, et dont les capacités auront de réelles possibilités d'usage dans un service en pleine évolution.
(Réf. GAT/RB)

Nous vous remercions de bien vouloir adresser votre lettre de candidature + CV détaillé à notre Conseil, R. BATIFOULIER, qui vous garantira la plus totale discrétion.
R. BATIFOULIER, 39, Avenue des Champs Elysées 75008 PARIS

REXTON INTERNATIONAL

recherche pour sa filiale française spécialisée dans la fabrication et la vente d'appareils médicaux (40 personnes à Paris)

CHEF COMPTABLE

Directement rattaché à la Direction générale

Il prend en charge :
- la direction de la comptabilité ;
- le contrôle de la gestion ;
- le reporting interne au groupe ;
- l'administration du personnel.

Une expérience dans un poste similaire ainsi qu'une bonne connaissance de l'anglais lui seront nécessaires.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à : **REXTON INTERNATIONAL**, 32, rue Brancion, 75013 Paris.

BANQUE PRIVEE

Banque privée, filiale d'un groupe bancaire international important, recherche :

Responsable du SERVICE ETRANGER (6 personnes)

Niveau L.T.B., ayant une parfaite maîtrise de l'ensemble des opérations et de la réglementation des changes, expérience bancaire similaire de 7 ans minimum. Anglais écrit indispensable.

Poste à pourvoir à Paris rapidement.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous N° 7468, la *Monde Publiée* - Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

IMPORTANTE SOCIETE dans le domaine du transport international recherche pour son département juridique à Paris

Juriste débutant

Niveau docteur ou maîtrise droit des affaires. Problèmes de sociétés (gestion courante). Problèmes de contrats (toutes natures). Bonne connaissance de la langue anglaise exigée.

Adresser CV et photo sous réf. 87884 à **CONTEXTE PUBLI-CITE**, 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

CAMBISTE

Banque Internationale recherche jeune cambiste (MF) possédant une expérience dans le domaine des changes, afin de renforcer son équipe clientèle.

Connaissance de l'anglais et de l'allemand exigée. Libéré des obligations militaires.

Adresser votre candidature détaillée avec C.V., photo, prétentions et date de disponibilité sous référence 4118 à **PIERRE LICHOU S.A.**, BP 220, 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.



ANSWARE DIFFUSION

(Groupe THOMSON) recrute

Attaché(e) de presse Relations extérieures

Quelques années d'expérience

Connaissance informatique souhaitée.

Lieu de travail : Porte de Bagnolet.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, C.V. + photo à Madame LUTZ - ANSWARE DIFFUSION

Tour Gallien II - 36, Av. Gallien, 93176 BAGNOLET Cedex.

Important Groupe de Distribution recherche pour sa holding Paris 15°

l'Adjoint de son Chef Comptable

Le candidat, 30 ans environ, titulaire du D.E.C.S. et justifiant d'une expérience de 3 à 5 ans, disponible et dynamique, sera capable de prendre en charge la comptabilité générale et la paie.

Envoyer lettre manuscrite + CV + prétentions + photo sous réf. 8093 à L.T.P., 34, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02 - qui transmettra

IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL

recherche pour le Département Contentieux de sa Division Juridique à PARIS

CADRE JURIDIQUE

chargé de la constitution, du suivi et de la gestion de dossiers à caractère contentieux.

Formation : Au minimum, une Maîtrise de Droit Civil ou Droit des Affaires et un DEA en Droit des Affaires.

Expérience : 2 à 3 ans dans un Cabinet d'Avocat, chez un Conseil juridique ou en Entreprise.

Possibilité de carrière au sein du Groupe pour des candidats motivés et mobiles géographiquement.

Adresser lettre manuscrite, CV et photo en précisant rémunération actuelle et prétentions sous référence 80719 à **HAVAS CONTACT** - 1, place du Palais-Royal 75001 PARIS, qui transmettra.

REGION PARISIENNE 250.000++ jeune expert comptable

Pour un Groupe d'investisseurs institutionnels qui administre et gère plusieurs branches.

Dans un premier temps, il se verra confier la responsabilité des procédures et de l'organisation comptables.

Véritable centre de liaison et d'information comptable des branches, animé d'un esprit de simplification, il aura à étudier et à améliorer les circuits de contrôle interne.

Il recensera et formulera les maintenances du système informatique comptable.

Doté pour le contact, ouvert, ce jeune diplômé doté d'une première expérience, peut se voir offrir des possibilités de développement personnel au sein de la Direction Financière du Groupe à laquelle il est intégré.

Adresser au Cabinet R.C.C. lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, rémunération actuelle en précisant la réf. 416-11.

R.C.C. Recherche / Conseil / Cadres
6, AV DU CDD - 75009 PARIS

La Chambre Syndicale des Banques Populaires recherche un

Auditeur informatique

De formation supérieure, vous avez acquis à travers une expérience de 5 ans minimum, une bonne connaissance des divers aspects de l'informatique (analyse, programmation, système, exploitation, télétraitement, bases de données...).

Nous vous proposons aujourd'hui, d'élargir votre champ d'action et vos responsabilités en venant rejoindre notre équipe Audit Informatique.

Votre mission consistera à développer les méthodes d'audit et à assister les inspecteurs de la Chambre Syndicale dans leur appréciation (sécurité, fiabilité, efficacité) des 29-centres informatiques du Groupe.

Ce poste implique de fréquents déplacements en province et nécessite de bonnes qualités relationnelles.

Nous vous remercions d'envoyer C.V., photo et indication de la rémunération actuelle, sous référence 31 à Monsieur CASTETS.

Banque Populaire Chambre Syndicale des Banques Populaires
131, avenue de Wagram 75017 PARIS
CEDEX 17

GROUPE FINANCIER - BANLIEUE EST

Leader du financement automobile et véhicule Industriel recherche pour sa direction financière son

Responsable des méthodes comptables

Ce cadre comptable de haut niveau, de formation supérieure (Grande Ecole Commerciale ou certificate d'expertise comptable) aura déjà réussi une expérience de plusieurs années dans les services comptables ou financiers d'une grande entreprise du secteur bancaire.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 9790 (mentionnée sur l'envoi) à **Medis-System**, 104 rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.

Sud Paris

près de 100 000 clients, à vous de gérer leur compte!

• notre société, leader sur son marché, jouit d'une réputation de sérieux et de solidité ;
• vous avez trois à cinq ans d'expérience et une formation comptable ;
• vous participerez à l'informatisation en cours.

Si vous désirez participer à ce recrutement, envoyez votre C.V. sous la référence 648-11 à notre Conseil :

ONOMA 26, rue de Berni 75008 PARIS (confidentialité, réponse assurée)

TRAPIL

INGENIEUR DEBUTANT

INTERTECHNIQUE

RECHERCHE TECHNIQUE-CONSEIL

RECHERCHE TECHNIQUE-CONSEIL

ONERA

INGENIEURS GRANDES ECOLES

UN(E) CADRE DOCUMENTALISTE

BREVATOME

INGENIEUR BREVETS CONFIRMES

PHYSIQUE

مركزنا للأعمال

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

SOCIÉTÉ DES TRANSPORTS PÉTROLIERS PAR PIPELINE

TRAPIL

recherche pour son siège à PARIS 15ème

INGENIEUR D'ETUDES DEBUTANT

Dans le cadre du développement de la division "AUTOMATIQUE" chargée d'étudier et de mettre en œuvre des moyens informatiques d'automatisation et d'aide à la décision, vous développerez des modèles mathématiques destinés à l'optimisation de l'exploitation de réseaux de pipelines et metrez au point les logiciels correspondant sur mini-ordinateurs.

Vous êtes Ingénieur Grande Ecole (Mines, Centrale, ENSI...) et vous connaissez 1 ou 2 langages de programmation. Votre connaissance de l'anglais vous permet de dépouiller la documentation technique, informatique ou pétrolière.

Envoyer C.V. et photo au Chef du Personnel
7 et 9, rue des Frères Morane - 75738 PARIS CEDEX 15.

Rowntree Mackintosh
LEADER SUR LE MARCHÉ FRANÇAIS DU CHOCOLAT

(Lions, Nuts, Smarties, After Eight, Quality Street...)
renforce sa Direction du Personnel
(Siège à 20 min. de PARIS) en intégrant un

ASSISTANT FONCTION PERSONNEL

POUR LUI CONFIER :

- l'intégralité des recrutements non-cadres (sage et force de vente)
- une partie du processus jusqu'à terme l'ensemble du recrutement des cadres
- des missions ponctuelles en formation et gestion du personnel.

Une première expérience des techniques de recrutement s'appuyant sur une formation supérieure en sciences humaines ou ESC option personnel est indispensable, ainsi qu'une bonne connaissance de l'anglais.

Merci d'envoyer lettre, CV (photo) et prétentions à :
ROWNTREE MACKINTOSH S.A., Michel DASSE,
Service Recrutement - Formation, Nostal,
77422 MARNE LA VALLÉE CEDEX 2.

Seita

Société nationale employant 8 500 personnes, réparties en 40 établissements sur toute la France, nous recherchons pour la direction des Programmes au siège à Paris un

Contrôleur de gestion

Correspondant de plusieurs directions opérationnelles, vous animerez le processus de contrôle de gestion,

- en jouant un rôle de conseil auprès de ces directions,
- en assurant le développement et la maintenance des procédures,
- en contribuant à la fiabilité des données de gestion que vous exploiterez pour l'établissement des rapports de synthèse.

Nous souhaitons rencontrer des professionnels du contrôle de gestion, qui, après une formation commerciale ou technique supérieure ont réussi pendant au moins 3 ans dans une structure de production.

Souplesse dans les relations, fermeté dans sa discipline, rapidité dans les réactions, conditionnent la réussite à ce poste.

Bernard Juhiel Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo), réponse et discrétion. Merci de nous écrire sous réf. 309/114, 55 avenue Bugeaud - 75116 Paris.

Bernard Juhiel Psycom

Membre de Syntec

INTERTECHNIQUE

Dans le cadre de l'expansion de ses activités informatiques tant sur les marchés nationaux qu'à l'étranger, recherche :

1 - Pour sa Direction Commerciale Informatique :

INGENIEURS TECHNIQUE-COMMERCE

- Pour assurer l'assistance technique de nos clients sur les logiciels de base (R.F.E. DCI-7)
- Pour assister l'ensemble du réseau commercial sur des questions techniques concernant principalement les systèmes et la télé-informatique (R.F.E. DCI-8)

Après une période de formation sur les matériels et logiciels, ils seront intégrés dans une équipe d'avant-vente ou d'après-vente.

Ces postes s'adressent à des titulaires d'un diplôme d'ingénieur ou d'un M.A.S. Les candidats ont une expérience de 2 à 3 ans acquise en développement de logiciels soit chez un constructeur, soit chez un utilisateur ou en S.S.C.I.

2 - Pour sa Direction des Etudes Informatiques :

Pour le développement de nouveaux produits :

INGENIEURS LOGICIELS (R.F.E. DCI-9)

Ism d'une Grande Ecole, DEA informatique, ayant une expérience dans le ou les domaines suivants :

- Bureau d'études (conception, traitement de texte...)
- Systèmes d'exploitation.
- Systèmes de télécommunications.
- Systèmes de gestion de bases de données.
- Techniques de compilation.

Adresser C.V. avec prétentions, en précisant la référence de l'annonce, à la Direction des Ressources.

INTERTECHNIQUE B.P. N° 1 - 78374 PLAISIR CEDEX

AUDIT INTERNE

d'un très important Groupe Industriel français à vocation internationale (siège à PARIS).

AUDITEURS

Formation : HEC, ESSEC, SUP DE CO, EP ou équivalent + DECS + anglais ou allemand courant.

Expérience minimum requise : 2 ans en audit interne ou en cabinet de grande notoriété.

Après quelques années de réussite dans cette fonction, réelles possibilités d'avancer dans des postes de responsabilité en Unité, tant en France qu'à l'étranger.

Envoyer lettre manuscrite, curriculum vitae et photo sous réf. 34428 à HAVAS-CONTACT, 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS.

Discrétion absolue assurée.

200.000

Notre client est une P.M.I. (250 personnes, 70 millions de CA) filiale d'un important groupe pétrolier français. Nous recherchons pour son siège dans la banlieue Nord de Paris un

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

Le candidat recruté aura la responsabilité de la gestion comptable et financière de l'entreprise. Il assurera le contrôle budgétaire, ainsi que la gestion de trésorerie et les relations avec les banques. Il supervisera une équipe de 5 personnes et disposera d'un outil informatique performant (IBM 34).

Pour ce poste sont nécessaires : 5 à 10 ans d'expérience acquise impérativement en milieu industriel, une très solide formation comptable, une connaissance de la législation sociale et une familiarité avec l'outil informatique.

Veuillez envoyer votre C.V. en indiquant, si possible, un numéro de téléphone, à Marie-Jo MARTIAL, réf. M 1114, au 4 av. Marceau 75008 Paris.

mitsui & c° europe S.A.

société de commerce international recherche pour son service plastique

jeune diplômé ou débutant

IUT chimie ou école supérieure de commerce

Bilingue français - anglais Disponible dès que possible

Envoyer C.V., prétentions et photo à M. Roulin - 37, av. Pierre 1^{er} de Serbie 75008 Paris

Nous sommes une P.M.E. à 30 personnes. Notre activité est en pleine croissance : l'immobilier et les assurances.

Nous créons pour un ESC le poste de

Contrôleur de gestion

Vous avez environ 30-35 ans, avec plusieurs années d'expérience et vous parlez l'anglais. A très court terme, vous aurez en charge la responsabilité (gestion et organisation) de notre société. Le poste est à pourvoir à Paris.

Adresser CV + lettre manuscrite, en précisant sur l'enveloppe la réf. 3564, à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ REGION SUD DE PARIS recherche

CONDUCTEURS DE TRAVAUX EN ELECTRICITE INDUSTRIELLE

ayant au moins 5 ans d'expérience en préparation, suivi et mise en route de chantiers d'électricité industrielle B.T.

Pour ce poste :

- sens du commandement nécessaire,
- aptitude aux déplacements France et étranger souhaitée.

Adresser C.V., photo et prétentions à / réf. 1267 à SIETAM (SERVICE MONTAGE) 42 / 48, avenue du Président Kennedy 91170 VIRY-CHATILLON.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ REGION SUD DE PARIS recherche

INGENIEURS GENIE ELECTRIQUE ou GENIE MECANIQUE

pour mise au point d'installations d'équipements automatisés.

Pour ce poste :

- aptitude aux déplacements France et étranger souhaitée,
- anglais souhaité.

Adresser C.V., photo et prétentions à / réf. 1268 à SIETAM (SERVICE MONTAGE) 42 / 48, avenue du Président Kennedy 91170 VIRY-CHATILLON.

BANQUE ÉTRANGÈRE PARIS 8^e

CHEF COMPTABLE D.E.C.S.

La préférence sera donnée à un véritable professionnel de la comptabilité bancaire ayant une expérience d'au moins 5 ans.

Il devra être totalement familiarisé avec la réglementation : - bancaire - déclarations C.C.B. - fiscale.

Anglais souhaité.

Envoyer C.V., manuscrit, photo, prétentions à / réf. 43030 HAVAS-CONTACT, 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS.

IMPORTANT GROUPE DE CONSTRUCTION PARIS recherche

ATTACHE D'AFFAIRE

Capable de développer relations avec investisseurs institutionnels, banques, Compagnies d'Assurances, en vue de vendre en bloc, programmes immobiliers, dans des relations humaines contacts extérieurs, portefeuille déjà constitué apprécié. Formation supérieure exigée. Ce poste, en relation directe avec la Direction Générale, ouvre de larges perspectives d'évolution pour candidat sérieux et expérimenté.

Envoyer C.V. et photo au

GROUPE SOFIAM 8, AVENUE MATHIGNON, 75008 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE recherche

EXPERT-COMPTABLE

Diplômé + enseignement supérieur, pour contrôler les bilans, Audit, surveillance, gestion, organisation.

Rémunération annuelle : 200.000/300.000 F et plus suivant capacités.

Envoyer C.V., photo et

AGENCE HAVAS 77007 MELUN CEDEX.

INSTITUT PASTEUR recherche

INGENIEUR de RECHERCHE

Formation INGENIEUR - IUT - INSA - ENSA - DOCTORAT 3^e CYCLE OU ÉQUIVALENT

Les candidats (un) âgé (s) de 28 ans minimum devront justifier d'une expérience de 3 ans dans le domaine de LA PURIFICATION DE PROTEINES ANIMALES

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo, à la DIRECTION DU PERSONNEL, 28, rue du Docteur-Roux, 75724 PARIS CEDEX 18.

On théâtrale 30 mn Paris (95)

rech. administration (sur)

exp. : princ. gestion, rel. pou-

voies publics. Env. C.V. détaillé

photo à :

RÉGIE-PRESS

sous réf. T 044.224 M

95 bis, r. Réaumur, Paris 2^e.

Recherches AGENTS CCAUX

pour vente produits immobiliers, Pyénées, grande renommée, stage assuré. Réussite possible sans. Env. C.V., photo à FIC 21, rue de Tocqueville, Paris 17^e.

ASSOCIATION JURISTE

DROIT SOCIAL Niv. DEA Droit du travail. Seigne Audie-Rémy, CNIDP, 4, rue Bayard, 75008 Paris.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE D'AMÉNAGEMENT EST PARISIEN recherche

CHARGÉ (E) D'OPÉRATIONS

Pour sa cellule activités économiques. Formation supérieure. Expérience aménagement en matière économique demandée.

Adresser candidature et C.V. sous réf. T 044.188 M RÉGIE-PRESS 95 bis, r. Réaumur, Paris 2^e.

Nous sommes une Société française de première importance

Nous recherchons quelques

PERSONNES DE CARACTÈRE

capables, après un stage de formation, d'atteindre au bout de quelques mois un revenu mensuel de 8.000 à 8.500 F

Nous leur offrons :

- une formation complète,
- une activité plaisante,
- un plan de carrière précis.

Si vous pensez pouvoir faire à PEAU NEUVE :

Écrivez avec C.V. et photo

à 3688 Publicité Médias 112, bd Voltaire, 75011 Paris.

La préférence sera donnée à

candidats ayant fait :

- SOIT de bonnes études,

- SOIT la preuve de leur per-

sonnalité.

secrétaires secrétaires secrétaires secrétaires

**ATLANTIC
INTERNATIONAL INC**
(CERGY-PONTOISE)

Filiale du Groupe **AMERICAN HOSPITAL SUPPLY**
un des plus importants fabricants et distributeurs
de matériel médico-chirurgical au Monde
recherche

secrétaire

parfaite bilingue Anglais-Français
pour son département Marketing.

Bie priuolent en chengre le secretaire des beaux
 Cadres specialises en Marketing et en Publicite.
 Une experience de quelques annees est souhaitee.
 Ce poste offre d'excellentes opportunities de
 carriere ainsi qu'une remuneration tres competi-
 tive.

Merci d'adresser votre dossier de candidature
 (curriculum vitae et photo) a :
 * recrut@villafin.org

pavillons

Fav. près Tours (37) 5 poss.
cuis., s. à bois, W.-C., 4 ch.
Jard. Tél. 1431 35-30-88.

CLAMART Centre, beaux pavil-
lon, type hôtel particulier ré-
nové et m. à jour, grand, 240 m²,
2.300.000 F. 0-44-45-82.

1991

[illegible]

AÉRONAUTIQUE

SELON BOEING

Deux constructeurs seraient de trop pour le marché du futur avion de 150 places

Seattle (Etat de Washington). — Un nouvel avion est né chez Boeing, le 737-300, un court-courrier pour 128 à 149 passagers, dont les essais en vol commenceront début mars. L'appareil a été baptisé il y a quelques jours au cours d'une de ces grandes fêtes dont on a le secret à Seattle, avec tout un cérémonial de musiques et de lumières, et le *Star spangled banner* entonné par une secrétaire de la maison et repris en chœur par plusieurs milliers d'ouvriers. Comme pour clamer au monde entier que le vieux lion, un moment frappé par la crise du transport aérien, rugit de nouveau. Le moral remonte en même temps que le carnet de commandes, qui s'est gonflé de 6,4 milliards de dollars en

1983, contre 2,9 milliards l'année précédente.

Un nouvel avion pas si nouveau que cela, ce 737-300, est même une *casserole démodée* si l'on en croit le ministre français des transports, M. Charles Fiterman. Un sérieux *lifting* lui permet, cependant, de faire oublier que son frère aîné, le 737-100, est sorti de la même usine il y a dix-sept ans. Des moteurs nouveaux (franco-américains) lui donnent du tonus, sa silhouette est moins empâtée, son épiderme a subi des implants de matériaux composites et d'alliages d'aluminium et ses neurones sont stimulés par une électronique dernier cri.

Une chirurgie tout à fait payante, selon Boeing : avec un prix d'achat

de 22 millions de dollars et une consommation par passager inférieure de 20 % à 25 % à celle de ses rivaux, le 737-300 représente une bonne affaire pour des compagnies hors d'état de s'offrir des avions plus coûteux, même s'ils se révélaient plus économiques à l'usage.

Du coup, alors que l'on attendait, d'un jour à l'autre, la décision définitive des gouvernements français, allemand, et surtout anglais, sur le programme de « petit » Airbus A-320, le débat sur l'opportunité de concevoir une nouvelle génération d'avions de cent cinquante places se trouve relancé entre-Atlantique avec

De notre envoyé spécial

beaucoup d'arguments. Ce n'est pas d'hier que Boeing s'y oppose, prônant des contingences financières qu'il s'est créées en lançant de front deux modèles nouveaux d'avions civils — le 757 et le 767 — qui ont du mal à se vendre. Mais les arguments qu'il avance pour appuyer sa position ne manquent pas d'intérêt.

Un marché déprimé

M. Thomas Craig, directeur des études de marché de la firme, résume bien les hésitations du premier constructeur mondial : « Le marché a subi des dommages dont

les effets seront doubles et nos perspectives à long terme ne sont pas particulièrement optimistes », dit-il. La surcapacité continue de causer des ravages dans la trésorerie des compagnies même si elle tend à se résorber : de 58 000 sièges en 1981 — soit l'équivalent de plus de 100 Boeing-747, soit encore 19 % de la totalité des sièges offerts, — elle devrait tomber à 25 000 cette année (8 % des sièges offerts), et peut-être à 15 000 en 1985 (5 % des sièges).

Dans les compagnies américaines qui traitent encore 40 % du marché mondial, les coûts opérationnels, qui avaient baissé de 30 % entre 1969 et 1978, ont augmenté, depuis, de 20 % tandis que le *cash-flow* jouait les peaux de chagrin, revenant de 12,5 % du chiffre d'affaires en 1979 à 3,5 % l'an passé. Moyennant quoi le ratio d'endettement a plus que doublé en cinq ans.

D'un autre côté, explique M. Craig, les compagnies, bien qu'exaspérées, vont avoir besoin d'avions, de beaucoup d'avions, ne serait-ce que pour remplacer ceux qui arrivent en fin de carrière, soit 1 500 pratiquement tout de suite et 4 000 autres d'ici à la fin du siècle. Au total, pour les douze prochaines années, les besoins atteindront 4 173 avions, dont 37 % de gros-porteurs, soit une facture de 185 milliards de dollars (1984).

Mais, s'empresse d'ajouter M. Craig, le marché demeure très déprimé, au moins jusqu'en 1985, du fait de la faiblesse des moyens des transporteurs. De toute manière, tribunes de coûts d'exploitation croissants, ces derniers devront, à trafic égal, réduire leurs investissements de 30 % par rapport à ce qu'ils furent pendant l'âge d'or des années 60-80. Seul, donc, le doublement du trafic mondial, attendu d'ici à 1995, devrait leur permettre de satisfaire leurs besoins d'équipements.

C'est dire que le choix des appareils risque de se faire au plus juste. Deux données liées entre elles deviendront plus que jamais déterminantes : le prix d'achat des

machines et le coût du carburant. Une augmentation rapide du prix du kérosène pourrait pousser les compagnies à se doter d'appareils nouveaux économes en énergie, fussent-ils d'un prix élevé. Au contraire, une stabilisation des cours du pétrole inciterait à l'achat d'avions plus gourmands, mais meilleur marché. La bonne tenue des ventes des modèles d'avions anciens (Boeing-737, McDonnell Douglas MD-80) depuis un an et demi (le prix du kérosène a baissé de 10 %) tendrait à le prouver. Or Boeing estime que le prix du carburant ne changera pas significativement avant 1988, date à partir de laquelle il recommencerait à croître d'environ 8 % à 10 % par an.

D'abord le monopole

Le problème de l'avion de cent cinquante places se pose donc, pour Boeing, en termes tout à fait incertains. D'autant que le marché potentiel, évalué à deux mille six cents appareils en douze ans ne se présente pas, vu de Seattle, de manière monolithique. D'abord, dit-on, d'ici à 1988, date possible d'entrée en service d'un avion de nouvelle génération, il se vendra neuf cents exemplaires des appareils existants. Par la suite, les versions améliorées de ces appareils pourraient elles-mêmes se vendre à environ neuf cents exemplaires. Toutes soustractions faites, le marché des « cent cinquante places du futur » se réduirait ainsi à huit cents avions.

Compte tenu du coût de développement (2 milliards de dollars pour le lancement et le peu près nul pour la mise en fabrication de la série), un tel programme ne serait rentable pour un constructeur que s'il est assuré d'en avoir le monopole. Airbus Industrie seul peut désormais contester ce monopole à Boeing. Voilà pourquoi tout retard pris par le A-320 européen est accueilli comme pain béni à Seattle.

JAMES SARAZIN



a micro, vous en avez besoin, mais par tempérament ou par nécessité, vous analysez, vous comparez, afin d'obtenir les meilleures conditions financières. Faites donc vos comptes, et allez chercher votre IBM XT en crédit-bail, chez Agena, pour 1900 F* par mois. Agena, la façon la plus naturelle de s'équiper en micro-informatique, vous propose un nouveau service : pour tout renseignement, appelez son téléphone vert, 16.05.16.51.38.

Agena vous offre la communication. (Attention : le numéro doit être composé dans son intégralité ; même pour les abonnés de la Région Parisienne).

* Prix HT (TVA 18,6% en sus) valable pour une unité centrale IBM XT 128 K mémoire, écran monochrome, clavier Azerty, carte écran imprimante, disque dur 10 millions d'octets, lecteur de disquette 320K, une carte communication asynchrone, un DOS 2.0 et après acceptation du dossier (crédit-bail 36 mois VR 2%). Le prix de référence de la configuration est de 53.845 F.H.T.

agena

Filiale Promodata, Groupe Locafre.

25 rue de la Pépinière
75008 Paris. Tél. 293.12.96.

Le succès des réacteurs français aux Etats-Unis

Le moteur du nouvel avion 737-300 de Boeing est à moitié français, puisque il est construit en commun par la SNECMA (Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'avion) et l'américain General Electric, dans le cadre du consortium CFM International.

C'est à la fin des années 80 que les deux constructeurs décideront de coopérer à la réalisation d'un réacteur de la classe des dix tonnes de poussée pour le marché civil. Par ailleurs, à une époque où les grands « motoristes » mondiaux croyaient bien davantage aux engins de grande puissance (20 à 25 tonnes de poussée). Et pourtant, le programme devait être une incontestable réussite.

Au 31 décembre 1983, trois cent quatre-vingt-six moteurs de ce type, le CFM-56-2, avaient été livrés, et leur production continuait au rythme de vingt par mois. La recette — un réacteur coûte 2 millions de dollars — étant partagée à égalité entre les deux constructeurs, la SNECMA est ainsi devenue le deuxième exportateur français (2,6 milliards de francs en 1983) vers les Etats-Unis, après Renault. Elle pourrait même devenir le premier

en 1986, lorsque seront produits deux cent cinquante-dix moteurs, essentiellement à destination du marché américain.

Le CFM-56-3, moins puissant que le précédent — 10 tonnes de poussée au lieu de 12 — a été conçu pour équiper le Boeing 737-300, lequel, à sa sortie d'usine, totalise déjà cinquante-six commandes fermes, le constructeur américain ayant bon espoir d'en vendre cinq cents au cours des prochaines années. Une variante évoluée de ce réacteur, le CFM-56-3B2, de 11 tonnes de poussée, équipera une future version de ce même avion — le 737-400 — un peu plus grande encore, si Boeing prend, d'ici dix-huit mois, la décision de la construire.

Enfin, CFM International a été choisi par Airbus Industrie pour « motoriser » son moyen-courrier de cent cinquante places A-320, avec son CFM-56-4, qui aura une poussée initiale de 12,5 tonnes. Ce réacteur pourrait cependant avoir un concurrent, le V-2500, proposé par un consortium réunissant, autour de l'américain Pratt et Whitney et du britannique Rolls-Royce, trois industriels japonais, un allemand et un italien.

Circuit rapide pour anglais courant.

PROCHAINS COURS INTENSIFS les 13 et 27 février 1984



INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE
28 passage Dauphine
75006 Paris - Tél. 325.41.37



la Femme Beauté

Aux Trois Quartiers

17 Bd de la Madeleine, Paris - Tél. 260.39.30 - Retrouvez le plaisir d'acheter

Jusqu'au 11 Février

Une sélection d'articles :
PARFUMERIE

SAVON à l'huile de vison 3x200 g	23F	DISSOLVANT 195 ml	9F
SAVON à l'huile de vison 6x100 g	23F	BAIN moussant 1000 ml	10F
EAU de Cologne «Citron» 70% vol. 990 ml	35F	LAQUE 92% vol. 650 g	21F

سازمان اسناد و کتابخانه ملی

... et le coût du carburant...
... pourrait pousser les compagnies...
... à se doter d'appareils...
... en énergie, l'usage...
... élargi. Au contraire, les...
... des cours du pétrole...
... à l'achat d'avions...
... mais meilleur marché...
... tenue des ventes d'avions...
... anciens (Boeing MD-80...
... et demi (le prix de...
... de 10 %) tandis...
... Boeing estime ne...
... à partir de laquelle...
... à croître d'environ...
... par an.

D'abord le monopole

...problème de l'aviation de
...places se pose donc
...en termes tout à fait
...D'autant que le marché
...devient à deux mille six cent
...appareils en douze ans ne se
...pas, vu de Seattle, de même
...techniques. D'abord, dit-on,
...1980, était possible d'entrer en
...avec un avion de nouvelle géométrie
...il ne vendra que cent cinquante
...des appareils existants. En
...les versions améliorées à
...appareils pourraient être
...à environ neuf cents
...Toutes souscriptions faites
...marché des... cent cinquante
...de futur... se réduisent à
...avions.

Chaque tenu du coût de dix milliards de dollars pour l'ensemble et à peu près égal pour la part en fabrication de la machine, un tel programme se révèle réalisable pour un constructeur qui n'a pas d'en avoir le monopole. L'industrie seul peut diriger un tel programme. L'industrie européenne tout retard qu'elle soit, ne peut bémol à Seattle.

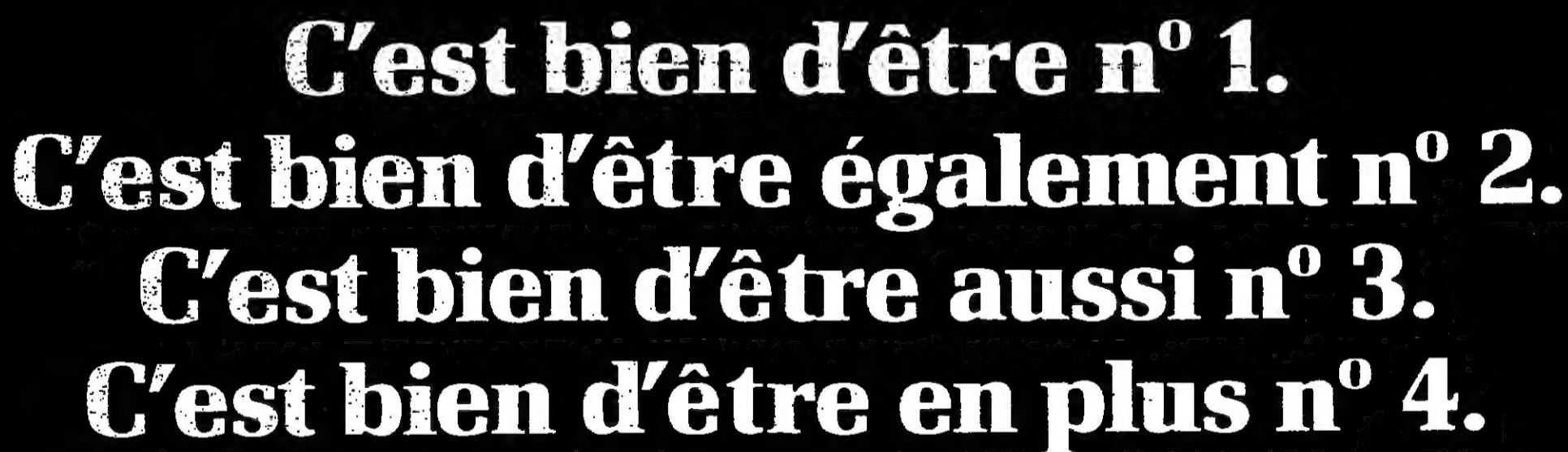
Cours français

...seront pour
...soixante-deux mille
...à destination
...américain.

[illegible]

Brexit, CFM International a le
part de Airbus Industrie pour
moderniser a son moteur-tour
de deux cinquante places A-320.
Le nouveau CFM-56-4, qu'on
trouve sur les avions initiaux de
la A320XLR. Ce moteur per-
met d'augmenter avec un con-
sommable de 15-25%, propose par
le constructeur allemand, Airbus
a l'occasion Pratt and Whitney
de l'entreprise Rolls-Royce, qui
produit également, un allemand
dans l'air.

195 ml 9F
1000 ml 10F
650 g 21F



Pour la 4^e année consécutive, Renault est la première marque automobile en Europe occidentale. Et pour la 1^{re} fois, les 4 voitures les plus vendues en France sont des Renault.

Les 10 premières voitures vendues en France en 1983	
1 ^{re}	RENAULT 5
2 ^e	RENAULT 9
3 ^e	RENAULT 11
4 ^e	RENAULT 18
5 ^e	<i>voiture concurrente</i>
6 ^e	<i>voiture concurrente</i>
7 ^e	<i>voiture concurrente</i>
8 ^e	<i>voiture concurrente</i>
9 ^e	RENAULT 4
10 ^e	<i>voiture concurrente</i>

L'entreprise
et ses concessionnaires
remercient tous ceux
et toutes celles qui en 1983
ont choisi Renault.
Et tous ceux et toutes celles
qui leur feront encore confiance,
pour que 1984
soit une nouvelle année Renault.

RENAULT *preconise* **elf**

RENAULT



SICAV ACTIONS

Sociétés d'investissement à capital variable
Situation au 30 décembre 1983

Structure actif en %	Sélection Mobilière Diversifiée	Sélection Valeurs Françaises	Sélection Technologies	Sélection Avenir
Emprunt 7 % 73	13,2	9,4	10,8	5
Obligations en francs	13,3	11,9	27,4	37,8
Actions françaises	25,1	65,6 *	12,3	30,3 **
Actions Amérique du Nord	8,7	—	17,7	—
Actions japonaises	13,7	3,8	14,9	—
Actions autres pays	16,6	—	14,8	—
Liquidités et divers	9,4	9,3	2,1	26,9
Actif net au 30-12-83 (en MF)	282,7	615,1	382,8	133,8
Valeur liquidative au 30-12-83	323,31	195,52	1 810,17	10 638,57
Coupon net payé depuis le 1 ^{er} janvier 1983	12	11,40	65,36	—
Progression depuis le 1-1-83 (coupon net inclus)	+ 39,1 %	+ 34,7 %	+ 40,8 %	+ 6,3 % (ouverture 26-10-83)
Orientation	Actions françaises et étrangères	Actions françaises (lot du 29-12-82)	Actions franç. et étrang. des secteurs de la technologie	Actions françaises du comptant et du second marché

* Y compris les C.N.I. C.N.B.
** Dont 11,2 % second marché.



SICAV OBLIGATIONS

Sociétés d'investissement à capital variable
Situation au 30 décembre 1983

Structure actif en %	Sélection rendement	Sélection première	Sélection net	Sel. Oblig. internationale
Emprunt 7 % 73	10,4	3,7	0,2	10,1
Autres fonds d'Etat	7,3	24	64,7	7,7
Oblig. classiques taux fixe	33,2	48,7	3,3	9,7
Oblig. classiques taux var.	12,7	15,4	15,3	8,2
Oblig. conv. et indexées	9,9	—	—	10,7
Oblig. étrangères	15,1	—	—	46,2
Titres participatifs	3,6	—	—	3,8
Liquidités et divers	7,8	8,2	16,3	3,6
Actif net au 30-12-83 (en M.F.)	413,5	478,1	604,8	435,7
Valeur liquidative au 30-12-83	166,87	12 324,67	55 789,85	1 677,89
Coupon net payé depuis le 1 ^{er} janvier 1983	15,62	728,54	—	116,97
Progression depuis le 1-1-83 (coupon net inclus)	+ 20,9 %	+ 18,2 %	+ 9,8 % (ouverture le 6-6-83)	+ 26 %
Orientation	Obligations françaises principalement	Première catégorie		Diversification monétaire



Nous rappelons que les conseils d'administration des sociétés d'investissement à capital variable (Sicav) dont le Crédit Commercial de France est dépositaire :

Sélection Rendement.
Sélection Mobilière Diversifiée.
Sélection Valeurs Françaises.
Sélection Obligations Internationales.
Sélection Court Terme.
Sélection Première.
Sélection J.
Sélection Net.
Sélection Avenir.
Sélection L Prime.

ont décidé de modifier les horaires des souscriptions et des rachats (article 2 des règlements intérieurs).

Depuis le 1^{er} février 1984, les souscriptions et rachats sont centralisés à 12 heures.

Les souscriptions et rachats seront reçus jusqu'à 12 heures pour être effectués sur la valeur liquidative de l'action calculée d'après les cours de Bourse du jour précédent (ou du dernier jour ouvré).

Pasé 12 heures, les souscriptions et rachats seront effectués sur la valeur liquidative calculée d'après les cours de Bourse du jour (ou, le cas échéant, du premier jour ouvré suivant).

G.I.E. de Sicav, 20, rue Quentin-Bauchart, 75008 Paris. Tél. 723-21-02.



SICAV OBLIGATIONS

Sociétés d'investissement à capital variable
Situation au 30 décembre 1983

Structure actif en %	Sélection L Prime	Sélection Court Terme	Sélection J
Obligations à taux fixe	33,01	24,67	22,04
Obligations à option d'échange	8,83	6,77	12,04
Obligations à taux variable	33,84	55,39	44,95
dont :			
• TMO	26,28	22,57	22,57
• TMM	20,93	15,67	6,71
• taux révisable	6,18	6,71	20,97
Liquidités et divers	24,32	13,17	—
Actif net au 30/12/83 (en MF)	227,9	1 082,4	4 202,8
Valeur liquidative	51 033,09	11 845,13	57 628,95
Coupon net payé depuis le 1 ^{er} janvier 1983	—	1 406,28	—
Progression depuis le 1 ^{er} 1/83 (coupon net inclus)	— (ouverture le 14/12/83)	+ 15,4 %	+ 13,5 % (ouverture le 24/1/83)
Orientation		Gestion court terme	

PROVINCE INVESTISSEMENTS

Province Investissements, Sicav dont le groupe d'assurances La Mondiale est le principal actionnaire, a pour objet l'investissement dans les petites et moyennes entreprises françaises dynamiques, cotées à Paris ou en Province, sur le marché officiel, le second marché ou le marché hors cote.

Afin de disposer de moyens accrus pour développer son action sur le marché financier des sociétés moyennes, cette Sicav vient d'élargir son actionnariat en accueillant, aux côtés du Groupe Paribas qui accroit sa participation, trois nouveaux investisseurs institutionnels : la Caisse des Dépôts et Consignations, la Caisse Centrale des Banques Populaires et Carif, qui ont été cooptés administrateurs lors du Conseil du 17 janvier.

Le nouveau Conseil s'est donné pour Président M. Guillem, Président de La Mondiale, en remplacement de M. Cordeat, nommé Président Honoraire. Il a décidé de confier la gestion de la Sicav à Paribas. M. Michel Delaplace, nommé Directeur Général, sera assisté d'un Comité de Gestion comprenant pour la Caisse Centrale des Banques Populaires M. Leprieux, nommé directeur, pour Carif, M. Piermay, pour la Caisse des Dépôts et Consignations M. Mouy, et Madame Perret pour La Mondiale.

Le Conseil a également décidé de porter la part investie en actions fran-

çaises à plus de 60 % de l'actif, ce qui donnera aux souscripteurs de la Sicav la possibilité de la faire figurer dans leur Compte d'Épargne en Actions.



Le conseil d'administration s'est réuni le 31 janvier 1984 et a pris connaissance des premiers résultats ayant trait à l'exercice 1983.

Le chiffre d'affaires hors taxes est de 816,9 millions contre 727,6 (plus 12 %), le montant hors taxes des commandes reçues est de 806,4 millions contre 676,2 (moins 9 %), dont 24 % en exportation directe, le carnet de commandes diminue de 10,5 millions.

Pour les activités aéronautiques, le chiffre d'affaires hors taxes est de 420,2 millions contre 421,2, le montant hors taxes des commandes reçues est de 380,2 millions contre 523,7 (moins 27 %).

Pour l'activité informatique et instrumentation, le chiffre d'affaires hors taxes est de 396,7 millions contre 306,4 (plus 29 %). Le montant hors taxes des commandes reçues est de 426,2 millions contre 352,5 (plus 21 %).

Le résultat net de la société après impôt, amortissement et provisions, qui était de 41,4 millions pour l'exercice 1982, croîtra sensiblement dans la même proportion que le chiffre d'affaires.



GROUPE PROMODÈS

Pour l'exercice 1983, le chiffre d'affaires provisoire hors taxes du groupe Promodès s'est élevé à 19,5 milliards de francs, soit une progression de 12 % sur l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires réalisé en France a marqué une progression de 7 %. Son évolution a été affectée par la cession d'un grand nombre de petites succursales à des détaillants indépendants.

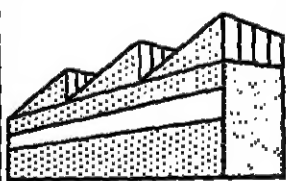
Aux Etats-Unis, le chiffre d'affaires réalisé par la Société Houchens Industries, récemment acquise, s'élevait que pour 300 millions de francs.

SOCIÉTÉ PROMODÈS
Le chiffre d'affaires hors taxes de la Société Promodès s'est élevé en 1983 à 2,7 milliards de francs, soit une augmentation de 13 %.

Les PME françaises investissent, souscrivez aux emprunts du Crédit d'équipement des PME.

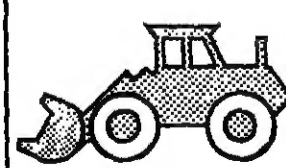
Garantis par l'État

Emprunt à taux fixe
1 milliard de francs
Durée : 12 ans
Prix d'émission : 4976 F
Taux actuariel brut : 13,79 %.

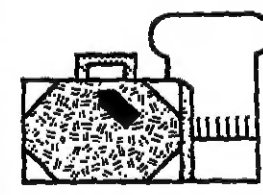


Emprunt à taux révisable
1 milliard de francs
Durée : 12 ans
Prix d'émission : 4996 F
Intérêt annuel : 13,70 % la première année.

Pour les coupures suivantes, les obligations bénéficieront d'un taux d'intérêt variable (selon le taux de rendement au règlement des emprunts garantis par l'État (minimum 8 %).



Les PME investissent
60000 PME ont fait appel au Crédit d'équipement des PME en 1983. 24 milliards de francs ont été mis à leur disposition pour financer leurs investissements à moyen et long terme.



Renseignements et souscription dans les banques, chez les Comptables du Trésor, dans les Caisses d'Épargne, les bureaux de poste et chez les agents de change.
Clôture sans préavis.



Une fiche d'information (Visa COB n° 8420 du 2 février 1984) est disponible sans frais au Crédit d'équipement des PME, 14 rue du 4-Septembre 75002.
BALO du 6 février 1984.

C.E.P.M.E.



EMPRUNT A DUREE PROROGEEABLE DE 1 MILLIARD DE FRANCS

GARANTI PAR L'ETAT

Prix d'émission : 99,50 %, soit 4975 F par obligation.

Date de jouissance et de règlement des souscripteurs : 20 février 1984.

Intérêt annuel : 13,70 %, soit 685 F par titre, payable le 20 février de chaque année et pour la première fois le 20 février 1985.

Taux de rendement actuariel brut : 13,79 % au 20 février 1984.

Durée de l'emprunt : 12 ans, avec prorogation automatique pour une nouvelle période de 8 ans, sauf demande de remboursement du porteur.

Amortissement : par remboursement au pair le 20 février 1996 sur demande du porteur. Toutefois, à défaut de demande de remboursement, prorogation jusqu'au 20 février 2004.

Cotation : Bourse de Paris.

Souscriptions : reçues dans la limite des titres disponibles dans les établissements chargés du placement.

Une note d'information (visa COB n° 84-22 du 2 février 1984) est mise gratuitement à la disposition du public.

